

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14120 - 5 F

JEUDI 21 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVÉ-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Croissance spectaculaire au Japon

L'ÉCONOMIE japonaise a fait un bond inattendu au premier trimestre, le taux de croissance s'élevant à 10,4 % en rythme annuel. Encore plus spectaculaire a été la reprise des exportations, qui ont progressé de près de 40 %, tandis que se poursuivait le ralentissement de la consommation intérieure. C'est la première fois depuis 1985 que la demande extérieure alimente davantage la croissance que la demande intérieure. Cette dernière toutefois reste forte, son augmentation étant supérieure à 3 % en rythme annuel. De leur côté, les investissements continuent de s'effectuer à une cadence très élevée (+ 16,7 %), de sorte que la croissance globale a atteint 5 % pour l'année fiscale qui s'est terminée le 30 mars.

Tous ces chiffres montrent que l'économie japonaise est en excellente santé en dépit de la chute de la Bourse de Tokyo qui n'a pas autrement impressionné les milieux industriels, pas plus que les consommateurs. Mais ils semblent surtout indiquer que le processus de réduction de l'excédent commercial en cours depuis un an pourrait prendre fin et même s'inverser dès l'été. Cet excédent avait diminué de 19 % l'an dernier, revenant à 76,92 milliards de dollars, à la satisfaction des partenaires du Japon. S'il recommençait à croître, les frictions réapparaîtraient, de même que le spectre d'une nouvelle guerre économique.

AINSI se trouvent vérifiées les craintes des financiers occidentaux, selon lesquels la forte dépréciation du yen depuis un an, près de 30 % vis-à-vis des monnaies européennes, allait inévitablement stimuler l'ardeur des exportateurs japonais, dans un délai de six à douze mois, et leur permettre de conquérir de nouveaux marchés. Toujours en Europe, les industriels constatent que la pression japonaise se fait de plus en plus forte.

Certes, les constructeurs automobiles des pays de la CEE, dont certains contingentent déjà sévèrement les importations japonaises, vont s'entendre pour les limiter encore pendant une période transitoire. Mais ils s'alarment de l'agressivité des Japonais qui peuvent racheter, fort cher, des réseaux commerciaux dans le monde entier grâce à l'augmentation des profits tirés de la dévaluation du yen. Cette baisse n'a pas toujours été répercutée sur les prix de vente, ce qui a permis aux entreprises japonaises d'augmenter leurs marges bénéficiaires. En fait, on s'aperçoit qu'une dévaluation rampante constitue une forme déguisée et particulièrement perverse de conquête économique non prévue par la réglementation du GATT.

POUR l'Occident, le Japon va donc devenir de plus en plus redoutable. Ses partenaires lui avaient demandé de relancer sa consommation intérieure ; il l'a fait, ce qui a provoqué une forte augmentation des importations de biens étrangers et une diminution de l'excédent commercial.

Mais, aujourd'hui, la reprise des exportations, conjuguée avec des investissements accablés, va renforcer sa puissance. Si, selon Clausewitz, la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens, dans le cas du Japon c'est l'inverse. Et avec quelle efficacité !

M 0147 - 621 0 - 5 00 F



Un entretien avec M. Shamir

« Les Arabes n'ont rien à craindre, l'immigration n'est pas dirigée contre eux »

Jugeant nécessaire d'apaiser les inquiétudes des pays voisins devant l'immigration massive de juifs soviétiques, M. Itzhak Shamir, premier ministre d'Israël, a déclaré, lors d'un entretien accordé au « Monde » : « Les Arabes n'ont rien à craindre, l'immigration n'est pas dirigée contre eux. » Et de préciser que « presque personne », parmi les derniers immigrants, ne s'installait dans les territoires occupés.

JERUSALEM

de notre correspondant

C'est le signe de temps d'incertitude au Proche-Orient : le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, à la tête d'un nouveau gouvernement qui entend exalter le nationalisme, éprouve le besoin pressant de rassurer et d'adopter le profil le plus bas possible.

A soixante-quinze ans, à peine marqué par l'épreuve d'une longue crise politique, il paraît se soucier fort peu d'une image de « marque » largement entamée aux États-Unis et en Europe. Ce sont d'abord les voisins d'Israël qu'il

faut apaiser, tant ont été virulentes les réactions, au moins verbales, à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement unanimement accusé dans le monde arabe de « préparer la guerre ».

A Jérusalem, on prend très au sérieux cette série de déclarations alarmistes dont on sait qu'elle peut enflammer les uns et les autres dans une situation conflictuelle à hauts risques. Le premier destinataire des propos apaisants que l'on tient ici est le roi Hussein de Jordanie.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 6

Les magistrats en colère

Tous les syndicats ont appelé à la journée d'action du 21 juin

A l'appel de leurs trois organisations syndicales - l'USM, l'APM et le SM, - les magistrats de l'ensemble des cours et tribunaux français étaient appelés à participer, jeudi 21 juin, à une journée nationale d'action. Au-delà des formes très diverses qu'il pourrait prendre, de la manifestation symbolique à la grève, en principe interdite par la loi, ce mouvement témoigne de l'ampleur du malaise vécu par toute une profession.

La justice française est malade. Pour n'être ni nouveau ni surprenant, le phénomène se traduit aujourd'hui par un mouvement de protestation général, par-delà les situations hiérarchiques et les clivages syndicaux. Malade, cette justice l'est très certainement des restrictions budgétaires passées, du manque d'effectifs, des conditions de travail imposées aux juges par la surcharge des tribunaux. Malade, elle peut l'être aussi, de façon plus circonstancielle, des « affaires », de l'amnistie et de l'intervention du politique.

Mais, au-delà, tous ces facteurs se sont conjugués pour se résu-

mer dans un sentiment général : cette journée d'action concrétise le mal-être d'une profession tombée de son piédestal et « sécularisée ». Cela ne peut plus durer : tel est le message qu'entendent faire passer, par leur mouvement, les magistrats. M. Pierre Arpaillange, le tout premier, admet que la situation est difficile. Le garde des sceaux le dit dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », en reconnaissant qu'aucun gouvernement n'a porté suffisamment d'attention aux problèmes de la justice.

Lire page 9 - section B
l'article de BERTRAND LE GENDRE et l'entretien avec le Garde des sceaux

L'Ouzbékistan et l'URSS

Le nouveau Parlement de Tachkent adopte une « proclamation d'indépendance »

page 28

Inflation maîtrisée en Yougoslavie

La hausse des prix ramené de plus de 1000 %... à moins de 4 % par mois

page 17 - section C

Histoire électorale du Front national

Comment le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen s'est installé dans le paysage politique

page 7

PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

La crise du logement

page 21 - section C

« Sur le rif » et le sommaire complet de l'ouvrage page 28 - section C

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 23 à 25 - section C

Les socialistes et le patrimoine

Après la publication du rapport Hollande, le débat sur les réformes fiscales continue de diviser les représentants du PS

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a annoncé la semaine dernière que les responsables du groupe PS rencontreraient jeudi 21 juin à Matignon, MM. Rocard, Bérégovoy et Charasse pour discuter du budget de 1991.

M. Mermaz souhaite que quelques propositions du rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine soient intégrées dans le projet de budget de l'année prochaine, notamment pour réduire les inégalités sociales.

Est-ce parce qu'il propose d'alourdir certains impôts ou de relever certains taux ? Est-ce parce que sous des apparences raisonnables, les réformes qu'il propose ont plus d'importance économique qu'il n'y paraît ? Toujours est-il que le rapport sur la fiscalité du patrimoine remis il y a une quinzaine de jours par M. François Hollande, député de la Corrèze à M. Pierre Bérégovoy (le Monde daté 5 juin), n'a pas fini de faire parler de lui. Et d'inquiéter.

Parce qu'il a fait baisser la Bourse, le rapport Hollande s'est attiré les foudres de l'hôtel Matignon. Quarante-huit heures après sa publication, M. Rocard est monté au créneau pour rappeler qu'il fallait tenir compte des choix européens de la France, des

choix qui, a-t-il dit, nous empêchent de pénaliser plus lourdement qu'ailleurs les activités boursières : « Notre politique fiscale tend à limiter les dégâts (...) de la pollution par l'argent. L'internationalisation de l'économie nous empêche de faire davantage ». Plus discrètement, M. Bérégovoy a lancé le même avertissement. Dimanche 17 juin, à l'occasion du colloque réunissant ministres et députés socialistes sur le thème « Réussir, la nouvelle étape sociale », M. Rocard s'est de nouveau montré intraitable, affirmant que « la fiscalité n'est pas un instrument conjoncturel qu'on modifie en permanence selon les circonstances ».

ALAIN VERNHOLLES
Lire la suite page 20 - section C



Le sommet franco-africain de La Baule

Lire nos informations page 4 et la réaction des régimes militaires du Togo et du Niger face aux aspirations démocratiques page 5.

San-Francisco, « Sidatown »

La conférence internationale sur le sida pourrait être l'occasion pour les homosexuels américains de dénoncer les insuffisances de la lutte contre la maladie

SAN-FRANCISCO

de notre envoyé spécial

Une journée particulière à San-Francisco. Comme une veille d'armes. Des affiches sur les murs et sur les devantures des magasins appellent aux manifestations prévues à partir du 20 juin, jour de l'ouverture de la sixième conférence internationale sur le sida. Dans les rues, aucune agitation particulière n'est perceptible. Le calme avant la tempête.

Castro, le quartier homosexuel de San-Francisco. Rien à voir avec les quartiers d'affaires des grandes cités américaines. Ici, pas de building, pas de grosses voitures mais de petites maisons d'apparence toute simple. Dans les rues, des hommes jeunes, parfois en couple. Quelques militants d'ACT-UP (The AIDS Coalition To Unleash Power), l'un des

principaux mouvements protestataires, font signer une pétition réclamant l'abrogation des lois interdisant l'entrée aux États-Unis des séropositifs et des « déviants sexuels ».

Là encore, en apparence, tout est calme. Mais à en croire les autorités municipales, la police et bien sûr les responsables des mouvements protestataires, ce calme pourrait n'être que de courte durée. Et l'on pourrait fort bien assister, vraisemblablement dimanche, jour de clôture du

congrès, à la plus grande manifestation homosexuelle de l'histoire des États-Unis. D'autant que, par un curieux hasard du calendrier, le congrès mondial sur le sida a lieu la même semaine que la traditionnelle Gay Pride Week, la célébration annuelle de l'identité homosexuelle qui donne toujours lieu à d'énormes parades dans les rues de la ville.

FRANCK NOUCHI
Lire la suite page 10 - section B

Les couloirs du « Monde »...

Près de mille deux cents personnalités ont participé, mardi 19 juin, à une réception organisée pour l'inauguration officielle des nouveaux locaux du Monde, rue Falguière, à Paris.

Lire page 12 - section B
l'article de PASCALE ROBERT-DIARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Arabie-Saoudite, 8 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; Grèce, 180 DR; Hongrie, 90 P; Italie, 2.000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

Jeudi 21 Juin 1990

DÉBATS

Maisons closes

La prostitution n'a jamais existé

par Michèle Barzach

La France peut respirer, mais l'alerte a été chaude. La prostitution, qui a totalement disparu de nos pays depuis la loi Marthe Richard de 1946, a failli être rétablie. Sans l'indignation vigoureuse de certains, on aurait pu assister au retour de spectacles abjects, heureusement abolis depuis quarante ans : des femmes dans la rue, exploitées par des proxénètes et forcées de subir des dizaines de passes par jour. Qui sait même si l'on n'aurait pas vu des choses aujourd'hui inimaginables, comme par exemple des femmes ou des hommes contraints de continuer à se prostituer alors qu'ils sont séropositifs ! Dieu merci, la prostitution, le proxénétisme, l'exploitation des femmes et des mineurs, la transmission hétérosexuelle du sida n'ont en réalité jamais existé, sauf peut-être dans un passé très lointain ou dans des pays exotiques. Et puis tout cela n'était qu'un mauvais rêve, engendré par des propos irresponsables, pourquoi ne pas se rendormir bien tranquillement, dans la douce quiétude d'une bonne conscience rassurée ?

En tant que femme, en tant que médecin et en tant qu'ancien ministre de la Santé, je refuse tout net cette hypocrisie. Nier la réalité pour ne pas troubler son confort moral, baisser les bras avant d'avoir rien entrepris,

abandonner à leur sort des femmes et des hommes en danger, sont autant d'attitudes que l'on ne peut admettre. En tant que propos parus dans les colonnes de ce journal, le 8 juin, je savais que je choquerais. Mais je savais aussi qu'ils permettraient d'ouvrir les yeux sur des réalités trop souvent cachées et de lancer un nécessaire débat sur un sujet difficile, mais qui mérite d'être abordé.

Bonne conscience à peu de frais

Je rappelle ici les grandes lignes du projet que je soumettais à la discussion. Il ne s'agit en aucun cas, comme on l'a prétendu, de revenir aux maisons closes d'avant guerre, moins encore de demander à l'Etat ou aux communes de « gérer » la prostitution, mais simplement d'autoriser des prostituées à s'associer pour louer et gérer en commun des locaux, hors de toute forme de proxénétisme. Le terme de « maisons ouvrières », proposé par M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, illustre bien cette idée. Ces prostituées pourraient ensuite librement passer un « contrat de santé » avec des équipes médicales, permettant ainsi une véritable information et un suivi sanitaire régulier. Les prostituées séropositives pourraient pour leur

part être prises en charge médicalement et socialement, afin de trouver les voies de leur réinsertion.

Certains m'ont répliqué que de telles propositions risquaient de faire des prostituées des boucs émissaires du sida. Lorsque j'étais ministre de la Santé, je crois avoir prouvé mon souci de lutter contre le sida sans faire des homosexuels et des toxicomanes des boucs émissaires. Je pense aussi que le combat que j'ai mené pour lutter contre l'exclusion des séropositifs et des sidéens me dispense de devoir fournir aujourd'hui un brevet d'honorabilité. Mais surtout, je rappelle aux bonnes âmes que les premières personnes à protéger contre le sida, les premières personnes à prendre médicalement et socialement en charge si elles sont séropositives, ce sont à mes yeux les prostituées elles-mêmes. Il est surprenant que dans toutes les réactions, cette préoccupation, élémentaire pour un médecin, n'apparaisse jamais. Il n'est pas davantage admissible d'entendre le secrétaire d'Etat aux droits de la femme déclarer textuellement : « Que les proxénètes, qui vivent et s'enrichissent en faisant travailler ces femmes, se chargent du suivi médical ! » C'est à abandonner les prostituées à leur sort et se désintéresser des risques qu'elles encourrent face au sida. D'autant plus qu'en protégeant les prostituées, on protège également leurs clients. Et en protégeant leurs clients, on protège aussi tous ceux qui auront ensuite avec eux des relations sexuelles.

D'autres m'ont répondu qu'une telle proposition n'était pas moralement acceptable. Je comprends que l'on soit choqué, mais ce qui n'est pas moralement acceptable, c'est de continuer à vivre dans l'hypocrisie. Chacun est libre d'avoir sa propre opinion sur un sujet aussi difficile. Mais il faut au moins avoir le courage d'en parler et non pas se cacher derrière son petit doigt. Il faut avoir le courage de reconnaître que la prostitution existe et que le développement du sida est venu compliquer le problème. Certains ont soutenu que de

telles propositions constituent un retour en arrière, une atteinte à la dignité des femmes. Mais il est temps de reconnaître enfin que la loi Marthe Richard, quelles qu'aient été les bonnes intentions de ses auteurs, n'a ni enrégimé le développement de la prostitution, ni contribué en quoi que ce soit à l'émancipation des femmes. Si l'on veut bien ouvrir les yeux, qui croira qu'il n'existe plus de prostituées contraintes de subir quarante passes par jour ? La plupart des prostituées sont-elles vraiment libres et non sous la coupe des proxénètes ? A-t-on déjà oublié ce qu'ont révélé le procès des « filles de Grenoble » ou les témoignages rédigés par d'anciennes prostituées ? Le plus grave, c'est que la loi de 1946, en donnant bonne conscience à peu de frais aux pouvoirs publics, a empêché toute véritable politique de lutte contre la prostitution et de reclassement des prostituées, puisque la prostitution n'est pas censée exister. Comparées aux crédits affectés à la lutte contre la toxicomanie, les sommes consacrées à la réinsertion des prostituées sont dérisoires. Comme si, en toute hypocrisie, notre société se satisfaisait parfaitement de la situation actuelle.

D'autres enfin font valoir qu'une partie de la prostitution risquerait de choisir la clandestinité et d'échapper à tout suivi sanitaire. Je le sais parfaitement, même s'il m'est facile de répondre qu'aujourd'hui c'est toute la prostitution qui est en situation de clandestinité. Je savais tout cela, en autorisant la vente libre des seringues, que certains toxicomanes continueraient à pratiquer l'échange des seringues. Mais je savais aussi que, grâce à cette mesure, un grand nombre d'entre eux gagnaient une chance d'échapper au sida. Car pour tout médecin, l'espoir d'une seule vie sauvée suffit toujours pour entreprendre. C'est là une simple question de morale.

► Michèle Barzach, qui fut ministre (RPR) de la Santé de 1986 à 1988, est adjointe au maire de Paris, chargée des questions sociales et sanitaires.

COURRIER

Le prétendu premier asile

Le problème des réfugiés, dont celui des bout-pouffe fait partie, a des racines directes dans la défaite américaine au Vietnam et indirectes dans la période coloniale. C'est donc la responsabilité des puissances concernées de prendre en charge ce problème. Elles ne l'assument pas - ou ne le font que partiellement - en n'acceptant d'héberger que quelques milliers de réfugiés parmi ceux qui sont bien portants, laissant à la charge des pays limitrophes les vieillards, les enfants et les malades. La Thaïlande, par exemple, a admis sur son sol et depuis des années près d'un million de réfugiés indochinois.

Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, ont construit une grossière théorie, une mécanique juridique, qui permet de faire supporter la responsabilité et la charge très onéreuse aux pays prétendant de « premier asile », laissant aux autres la « haute autorité » de faire des sermons et de manquer à leurs promesses. La « théorie du premier asile », devenue, en fait, celle du dernier asile et des centaines de milliers de personnes restent embourbées dans des camps sans pouvoir aller nulle part, même pas retourner chez elles.

THANAT KHOMAN
ancien ministre thaïlandais
des affaires étrangères

Le cancer sur le stade

Ce qui m'arrache des larmes d'attendrissement quand j'entends les réactions hostiles aux mesures anti-tabac prises par M. Evrin (bravo pour votre courage, monsieur le ministre !), c'est l'élevation de pensée des arguments et l'esprit humanitaire des opposants ! L'un se lamente sur son Grand Prix automobile, tel autre déplore l'argent de son sponsor perdu, certains, enfin, s'indignent de l'entrave à la pratique sportive, etc.

La pensée d'utiliser l'image du sport (synonyme de santé) pour faire auprès des jeunes de la publicité d'un agent d'insuffisance respiratoire, d'infarctus du myocarde et de cancer ne leur cause en revanche aucun état d'âme. On a la sensibilité qu'on peut...

Je suggère donc à ces belles âmes de se rendre à l'hôpital le plus proche de leur domicile pour demander à voir un malade atteint de cancer du poumon. Ils constateront qu'un tel malade est moins beau, passe mal à la télé, mais est tellement plus important qu'une voiture de course !

DOCTEUR F.-B. MICHEL
Montpellier

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteur en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert SoléRÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-89 ; Telex 206 808 F

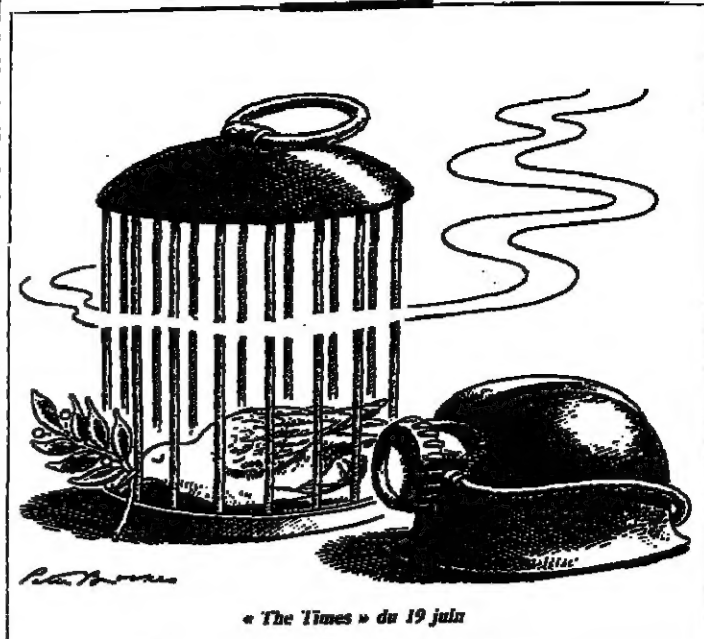
ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

TRAIT LIBRE



« The Times » du 19 juin

Algérie

Un FIS enfanté par le FLN

par Mohammed Harbi

L'ESPOIR est encore permis en terre algérienne. Ce n'est pas l'islamisme qui a triomphé. C'est le FLN qui a perdu. Désormais, il ne lui est plus possible de masquer son naufrage. On voit bien aujourd'hui que l'appel à l'abstention fut une erreur d'analyse, une sous-estimation de la profondeur du rejet du parti au pouvoir. C'est cette erreur qui a permis aux islamistes d'apparaître comme les seuls contestataires du régime et les interprètes du mécontentement général.

Le paradoxe, c'est que le mouvement islamiste ne constitue pas réellement une alternative. Il doit son existence au FLN, qui, en déposant la société, a multiplié les mosquées et a tout fait pour qu'elles deviennent les lieux d'une dissidence morose menaçante pour lui. Il lui doit également d'avoir été choisi comme adversaire privilégié, même si le FLN l'a fait avec l'arrière-pensée de confisquer à son profit les symboles de la modernité pour recueillir les voix de ceux qui l'auraient considéré comme un moindre mal. Verdict terrible pour le président Chadli et pour le FLN : les Algériens ont décidé que le moindre mal était le Front islamique du salut (FIS).

Les extravagances des nouveaux riches

La crise dans laquelle se débat l'Algérie est une crise de société qui ressemble par bien des aspects à celle des pays de l'Est. Là-bas aussi, la nomenclature a cru, en « se rénovant », pouvoir continuer à diriger et à découvrir, à son détriment, que des qu'on laisse la société s'exprimer, elle exprime comme priorité absolue son éloignement des sphères du pouvoir.

Qu'une telle attitude puisse prendre des formes ambiguës ou rétrogrades ne doit pas nous faire oublier que l'essentiel est le rejet et non pas seulement ses formes. L'orientation de la corruption, la faillite économique et la misère, le sentiment d'une perte d'identité nationale ont alimenté le mépris des Algériens pour leurs gouvernants. Nul idéal humain n'est crédible s'il est énoncé par des tar-tuffes.

Qu'est-ce qui a mené un FLN porté au pouvoir en 1962 par l'enthousiasme des Algériens à cet état de décadence ? Déjà longtemps avant qu'il ne prenne le pouvoir, ce mouvement contenait en son sein les germes d'une évolution qui pouvait le conduire à une opposition complète avec le peuple. Devenu maître des rênes du pays, il interdit ses opposants, s'identifia à la révolution, gomme des décennies d'histoire politique avec la multiplicité de ses courants et de ses débats et, avec Boumedienne, choisit un modèle étatique « stalinien » sacrifiant les secteurs actifs.

L'installation dans un embourgeoisement ostentatoire, dès les années 80, la morgue et les extravagances des nouveaux riches vont porter le front de la contestation, jusqu'alors mince et fragmenté, au cœur des villes. L'entrée en scène des victimes de la sélection sociale, la rupture entre les générations, l'élargissement du champ de l'exclusion consécutif à la rétention de la capacité distributive de l'Etat,

tous ces facteurs ont concouru à déstabiliser le système politique. L'action populaire, à l'état brut, va s'avérer plus efficace que toutes les oppositions politiques du dehors et du dedans. Lorsque éclatent les révoltes d'octobre 1988, le pouvoir aménage une transition autoritaire et veille à ce que le mécontentement ne se donne pas une réponse politique, mais prenne plutôt le visage que lui donne le FIS.

L'Algérie est confrontée à des problèmes difficiles, dans une conjoncture internationale qui lui est peu favorable. L'avenir est encore ouvert, mais rien ne sert de cacher que la voie qui mène à la démocratie est désormais étroite.

La prépondérance des islamistes dans les grandes villes ouvre la porte sur un vide qu'ils ne peuvent combler totalement. Il leur aurait fallu disposer des capacités qui leur font défaut. Ils n'ont donc pas d'autre choix, dans l'immédiat, que de s'assurer la coopération de ceux qui ont créé le vide, en négociant leur expédition au pouvoir. La demande de dissolution de l'Assemblée est légitime, mais elle peut n'être, entre les mains des islamistes, qu'une carte dans la négociation avec le FLN d'un partage du pouvoir. Une telle solution constituerait une hypothèse qui pèserait lourd sur l'évolution du pays.

La démocratie, qui est apparemment le mot d'ordre de tous les partis, n'est réellement ni au FLN, qui ne cherche qu'à se maintenir au pouvoir, ni au FIS, dont la logique d'une société réformée sur ses archaïsmes exclut les femmes, recourt à la xénophobie et même droit à l'intolérance et à la surveillance de tous par tous.

Arrogance et laxisme

Une autre voie est possible, c'est la démocratie, expression plurielle et contradictoire de toutes les opinions. Mais l'exigence démocratique ne peut s'enraciner et se développer dans un pays de tradition autoritaire si la question sociale, c'est-à-dire les problèmes des marginaux et des exclus (logement, école, santé, travail) ne connaissent pas un début de solution. C'est le problème primordial pour régler la question démocratique dans tous les pays du tiers-monde. Aucun mouvement ne peut le dépasser à lui seul. La convergence de tous est indispensable.

Le FLN a créé une Algérie incertaine d'elle-même, sensible à toutes les peurs, une classe arrogante à l'égard des faibles, laxiste avec les nantis. Dans un tel contexte, le mythe du monde renversé peut encore avoir de beaux jours devant lui. C'est en redonnant à l'Algérie son identité historique, sans rien occulter de son passé, tout son passé, qu'on peut réduire les séductions de l'islamisme dont les manifestations voilent la profondeur de la modernisation du pays, redonner sens à la citoyenneté par l'égalité complète entre les hommes et les femmes et différencier progressivement le politique de l'espace des croyances.

► Mohammed Harbi, historien algérien vivant en France depuis 1973, est l'auteur de *Le FLN, mirage et réalité*, aux éditions Jaguar.

LE PRODIGIEUX DESTIN D'UNE HORIZONTALE

Jean Chalot
Le Figaro

La Du Barry, fille des délices d'un roturier mourut de la colère d'un peuple.

Anne Pons
L'Express

Un mélange tremblé de lyrisme et d'humour donne à cette biographie l'allant d'un roman.

Jérôme Garcin
L'Événement du Jeudi

Une réussite à rendre jaloux Michelet.

Bruno de Cessole
Madame Figaro

458 p.

J. Ollivier

140 F

مكتبة الحبيب

ÉTRANGER

L'unité allemande et la frontière occidentale de la Pologne

« L'espace économique de la RDA ne doit pas être une affaire purement germano-allemande »

déclare le premier ministre est-allemand en visite à Paris

L'unification allemande sera l'union de deux États souverains qui ont chacun leur « trésor » à apporter, notamment, pour la RDA, « ses relations très suivies, la longue date, avec les pays de l'Europe de l'Est », a déclaré, mardi 19 juin à Paris, le premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière.

Partant au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite de deux jours en France, M. de Maizière a insisté sur la nécessité de voir l'unification allemande « s'insérer dans un processus paneuropéen » et dans des « structures collectives de sécurité ». « L'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN ne serait acceptable que si les structures et les stratégies de l'OTAN étaient radicalement modifiées. J'espère que le prochain sommet de l'OTAN en juillet donnera des résultats sur ce point. »

Déplorant la tendance de certaines entreprises de la RFA à vouloir décoller leurs produits sur le marché de la RDA sans y produire elles-mêmes, ce qui, selon lui, « risquerait de diviser à nouveau l'Allemagne, en une riche et une pauvre », M. de Maizière a affirmé : « L'espace économique de la RDA ne doit pas être une affaire purement germano-allemande. Il serait bon d'y inviter les investisseurs non seulement des pays de la CEE, mais aussi les Américains et les Japonais. »

Enfin, le premier ministre est-allemand, qui a rencontré au cours de sa visite MM. Mitterrand, Rocard et de nombreux ministres et personnalités françaises, a noté la « grandeur de la réconciliation entre la RFA et la France » et s'est félicité du fait que la RDA serait

désormais incluse dans ce processus.

Cette évolution s'est traduite, notamment mardi, par la signature à Bad Honnef, près de Bonn, par M. Roger Bambuck, secrétaire d'État français chargé de la jeunesse et des sports, et ses homologues M^{mes} Ursula Lehr (RFA) et Cordula Schubert (RDA), d'un document invitant l'Office franco-allemand de la jeunesse « à prendre

conjointement avec les responsables politiques les moyens d'étendre à la RDA les échanges de jeunes réalisés dans son cadre ». Créé en 1963, l'OFAJ a vu son budget porté à 134 millions de francs en 1989 (en augmentation de 6,3 %), ce qui lui a permis de subventionner des échanges, cours et formations pour 146 376 jeunes Allemands et Français.

Bonn reconnaît sans restriction la ligne Oder-Neisse

BONN

de notre correspondant

Après des mois de tergiversations et de faux-fuyants, le chancelier Kohl s'est décidé à reconnaître sans restrictions la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne. Jeudi 21 juin, le Bundestag devrait adopter une résolution proposant que cette frontière soit définitivement fixée par un traité entre l'Allemagne unifiée et la Pologne, dans lequel les deux

parties « confirmeraient l'intangibilité de la frontière existant entre les deux pays et s'engageraient réciproquement au respect sans restriction de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale ».

Ce qui différencie de manière décisive cette déclaration des textes approuvés antérieurement par le Bundestag, est que la frontière y est très précisément décrite et qu'elle adopte le tracé défini par le traité de Görlitz de 1950 entre la Pologne et la RDA.

modifié par les accords du 22 mai 1980 sur le tracé des eaux territoriales dans l'estuaire de l'Oder.

Cette résolution devrait être votée à la quasi-unanimité par le Bundestag : le SPD l'estime satisfaisant et les Verts n'ont pas formulé d'objections. Un vote indicatif dans le groupe parlementaire CDU/CSU a montré qu'une dizaine de députés seulement avaient l'intention de rejeter ce texte.

Il s'agit encore vingt-six, au mois de mars à s'opposer à une résolution beaucoup moins claire. Le chancelier Kohl avait indiqué dimanche dernier que ceux qui lui conseillaient de poursuivre sa résistance « mettaient en danger la réunification de l'Allemagne, car la reconnaissance définitive de la frontière Oder-Neisse nous est demandée par nos partenaires de l'Est comme de l'Ouest ».

L'opposition des associations de réfugiés, qui tenaient leur congrès le week-end dernier, s'est manifestée par la voix de leur président, M. Herbert Czaja, pour qui « l'abandon de plus de cent mille kilomètres carrés de territoires allemands ne doit pas se faire sans rien obtenir en échange ».

Varsovie devrait, en revanche, s'estimer satisfaite d'une résolution qu'elle demandait depuis longtemps. Son adoption par le Bundestag et, dans les mêmes termes, par la Chambre du peuple de la RDA facilitera le travail de la réunion du groupe « deux + quatre » sur les aspects extérieurs de la réunification allemande qui doit se tenir le 17 juillet prochain à Paris, avec la participation de représentants du gouvernement polonais.

HENRI DE BRESSON

LUC ROSENZWEIG

Polémique autour de la publication de la liste des biens de la Stasi

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Sur une double page, mercredi 20 juin, le quotidien ouest-allemand Tageszeitung a commencé à publier une longue liste d'appartements, maisons et entreprises ayant appartenu à la police de sécurité de l'ancien régime communiste de RDA, la redoutable Stasi.

Cette initiative a suscité une vive polémique, en premier lieu au sein de la propre rédaction du journal. Les journalistes de l'édition est-allemande du Tageszeitung s'étaient opposés lundi à la diffusion de la liste. Cinq mille exemplaires d'une brochure contenant l'ensemble des adresses ont quand même été distribués à leur issu sur l'Alexanderplatz de Berlin-Est, où ils se sont arrachés comme des petits pains.

Bien que le quotidien prenne soin de souligner que les gens habitant aujourd'hui aux adresses indiquées ne sont pas forcément des gens de la Stasi, les journalistes est-allemands craignent notamment que cette publication ne provoque des actes de

violence incontrôlés et ne pousse certains à se faire justiciers. Quotidien national proche de la gauche alternative ouest-allemande, le TAZ justifie dans un texte d'introduction cette publication comme un apport à l'analyse des quarante années écoulées et à une meilleure connaissance du système mis en place par la Stasi pour encadrer la société est-allemande. « Il vaut mieux savoir tout de suite qui a fait quoi plutôt que de traîner pendant des années, comme après la guerre et le nazisme, le poids d'une société qui n'a su se libérer de ses démons », estimait mardi l'un des dirigeants du quotidien.

Cette affaire intervient précisément au moment où éclate, en RDA et en RFA, une autre polémique à propos de la possibilité pour les citoyens est-allemands de détruire les dossiers détenus sur eux dans les entreprises et les administrations. Une directive en ce sens avait été adoptée le 1^{er} mars dernier par le gouvernement du premier ministre communiste Hans Modrow, trois semaines avant les élections législatives. Il était d'usage en RDA que chacun soit noté dans son travail en fonction non seulement de ses compé-



tences mais également de son comportement politique. L'accès à ces documents était une revendication générale, mais cette directive a eu des implications beaucoup plus importantes que prévu. Elle permet en effet à tous les hauts fonctionnaires

employés sous le régime communiste de se refaire une virginité à peu de frais. La polémique a éclaté à propos notamment des juges et des avocats généraux, qui sont soupçonnés d'en avoir amplement fait usage.

ROUMANIE

Les Etats-Unis boycottent la cérémonie d'investiture du président Iliescu

Aucun diplomate américain n'a assisté mercredi 20 juin en fin de matinée à la cérémonie d'investiture du président roumain Ion Iliescu. Le boycottage de Washington est destiné « à répondre aux événements de ces derniers jours », a indiqué M. Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat, en précisant que les Etats-Unis étaient « déçus » de constater que rien n'avait été fait pour sanctionner les actes des mineurs dans la répression des manifestations de

la semaine dernière à Bucarest. Les ambassadeurs de la Communauté européenne se sont en revanche rendus à la cérémonie, à l'issue de laquelle M. Peter Roman a officiellement été reconduit dans ses fonctions de premier ministre.

A Paris, M. Roland Dumas a estimé mardi que la Roumanie « ne revient pas en arrière » et qu'il fallait « l'aider ». « Prenons patience et faisons preuve de sang-froid », a déclaré le ministre des affaires étrangères sur RTL, en

soulignant que l'on assistait « actuellement à la mise en place de quelque chose qui veut être une démocratie ».

L'incertitude la plus totale régnait mardi à Bucarest sur le sort des personnes détenues à la suite des violents incidents survenus la semaine dernière. Selon le gouvernement roumain, 182 des 1 021 personnes arrêtées lors des affrontements entre mineurs et manifestants ont été « retenues ».

Sans nouvelles du leader des étudiants

L'entourage de Marian Montanu restait sans nouvelles mardi soir du leader des étudiants, grièvement blessé par des mineurs le 14 juin, et inculpé avec Dumitru Dinca et Nica Leon pour avoir « incité » à l'émeute (le Monde du 20 juin). Selon sa femme, réfugiée à l'ambassade des Pays-Bas, le dirigeant étudiant serait détenu dans un hôpital psychiatrique de la banlieue. De source médicale, il serait à l'hôpital du ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, le quotidien Romania Libera a reparu mardi après quatre jours d'interdiction. « L'opposition a été intimidée et la vérité séquestrée. Une période difficile nous attend. Personne n'y aurait pensé le 22 décembre », lit-on dans son éditorial. Romania Libera avait cessé de paraître à la suite d'une demande des mineurs appuyés par les ouvriers typographes. La salle de rédaction du journal avait été saccagée jeudi 14 juin par des mineurs. (AFP.)

La décision de Luxembourg signifie que des tribunaux britanniques pourront, en s'appuyant sur la législation communautaire, obtenir des jugements en référé de façon à donner rapidement gain de cause à des plaignants, passant outre à des lois votées par les Communes. Les experts estiment cependant que les cas de ce genre ne devraient pas être très nombreux. Il faut en effet pour engager cette procédure que les plaignants puissent démontrer qu'ils risquent de subir un « tort irréparable ». C'était le cas des pêcheurs espagnols battant pavillon britannique.

DOMINIQUE DHOMBRES

GRANDE-BRETAGNE : tollé dans les milieux parlementaires

Le droit européen plus fort que les Communes...

LONDRES

de notre correspondant

La Cour européenne de justice a décidé, mardi 19 juin, qu'un tribunal britannique pouvait suspendre l'application d'une loi votée par les Communes si celle-ci était en contradiction avec la législation communautaire. L'émotion est considérable dans les milieux parlementaires car cette décision marque l'affirmation de la prééminence du droit européen sur le droit britannique. Elle a été qualifiée de « monstrueuse » par un député conservateur, M. Gerald Howarth.

L'affaire avait été déclenchée par des pêcheurs espagnols s'estimant lésés par une loi votée en 1988 par les Communes, qui affirme que seuls les bateaux dont l'équipage est au moins à 75 % de nationalité britannique peuvent être considérés comme britanniques. Elle vise à empêcher la pratique, très répandue, qui consiste pour les patrons de pêche espagnols à immatriculer leurs navires au Royaume-Uni afin de pouvoir bénéficier des quotas de pêche britanniques.

Faisant valoir que cette disposition est en contradiction avec le droit communautaire, quatre-vingt-quatre pêcheurs espagnols avaient obtenu une décision favorable d'un tribunal londonien qui demandait la levée temporaire de l'application de la loi en attendant que l'affaire soit jugée sur le fond

par la Cour européenne de justice, dont le siège est à Luxembourg. Cet arrêt devait susciter un véritable tollé aux Communes. Confronté à toute la tradition britannique, un juge n'a pas en effet le pouvoir de demander la suspension d'une loi.

Une juridiction d'appel donnait raison aux Communes contre les pêcheurs espagnols. Ceux-ci se tournèrent alors vers la Chambre des lords, qui tranche comme les Communes, mais en réfutant toute l'affaire à la Cour de Luxembourg. Celle-ci s'est prononcée lundi en affirmant la prééminence du droit communautaire, et l'avocat des pêcheurs espagnols a estimé que ses clients devraient très prochainement avoir à nouveau accès aux zones de pêche réservées aux Britanniques.

L'HISTOIRE IMMEDIATE



ET AUSSI : ALBERT • BEN JELLOUN • DANIEL • DOUTRELANT • DUMONT • DUVERGER • JEANNENEY • LACOUTURE • LECONTE • MINC • PINTO • DU ROY • SCHERRER • SOLÉ • SOULÉ • SOUSS • STOLERU • VADROT • ZIEGLER...

Editions du Seuil

EUROPE

URSS : la conférence des communistes de Russie

« Il y aura peut-être bientôt un autre secrétaire général du PCUS »

déclare M. Gorbatchev

M. Gorbatchev a évoqué mercredi 20 juin au Congrès des communistes russes l'hypothèse de sa non-reconduction à la tête du parti au terme du 28-Congrès du PCUS qui doit s'ouvrir début juillet à Moscou.

Visiblement énervé, le président soviétique est intervenu pendant quelques minutes à la tribune, après qu'un délégué eut suggéré que l'on adresse au secrétaire général, un appel au maintien des organisations du parti au sein du KGB et de l'armée notamment. « Les camarades s'adressent très facilement au secrétaire général, au président du pays, a dit M. Gorbatchev. Cela ne me concerne pas. Peut-être demain déjà, au cours de ces jours, ou dans deux jours, il y aura un autre secrétaire général, ou président du parti. » Les conservateurs du parti communiste soviétique (PCUS) avaient soumis à un feu roulant de critiques la politique de M. Gorbatchev à l'ouverture, mardi, de la conférence des communistes de Russie destinée à préparer le congrès du PCUS et à décider de

la renaissance du PC de Russie disparu en 1925.

M. Gorbatchev s'est présenté en rassembleur, se livrant dans son discours d'ouverture à un long plaidoyer pour l'unité du parti et demandant l'interdiction des fractions. Il a aussi défendu les acquis de la perestroïka, s'insurgeant contre ceux qui affirment qu'elle a conduit le pays à une « véritable apocalypse » ou à « l'anarchie ».

Majoritaires parmi les intervenants, les conservateurs ont accusé la direction d'être responsable de la crise économique et politique que vit l'URSS.

Ces attaques étaient attendues. Reste à savoir si M. Gorbatchev va parvenir pendant les quatre jours de la conférence à trouver une majorité parmi les quelque 2 700 délégués présents au Kremlin. Les premiers votes de procédure de la matinée ont fait apparaître qu'une telle majorité est possible. Mais à l'applaudimètre les conservateurs ont largement remporté la partie. Ils ont notamment reçu le soutien du rapporteur de la commission préparatoire à la conférence, M. Ivan Osadchij.

« De nombreux communistes », a-t-il dit, estiment que la direction est responsable du fait « que le parti se trouve dans une position où il doit toujours se raccrocher aux événements pendant toute l'initiative et ne pouvant les influencer correctement ». M. Osadchij s'est prononcé contre un PC de Russie qui serait « un parti social-démocrate, réformiste, de type parlementaire ». Il a affirmé que la majorité des communistes pensent que « seul un PC de type léniniste, basé sur les principes léninistes » peut sortir la Russie de la crise.

La politique extérieure de M. Gorbatchev a également été l'objet d'attaques extrêmement sévères de la part du général Albert Makachov, ancien commandant militaire d'Erevan en Arménie et aujourd'hui commandant de la région militaire Volga-Oural, qui a accusé le numéro un soviétique d'avoir laissé l'URSS « exposée » à une attaque et a juré que l'armée n'accepterait jamais « une reddition idéologique ». « L'Allemagne, a-t-il dit, se réveille et va probablement devenir membre de l'OTAN, le Japon redonne une force en Extrême-Orient. Seuls nos pères savaient se parer en affirmant que personne ne nous attaquerait. » « Camarades, l'armée et la marine sont encore utiles à l'Union soviétique », a-t-il ajouté sous les acclamations des délégués russes et le regard impassible de M. Gorbatchev.

Le général Makachov a d'autre part critiqué le retrait des troupes soviétiques de Tchétchénie. « En ces heures difficiles pour l'URSS, a-t-il dit, au moment où, à cause de nos prétendues victoires diplomatiques, l'armée soviétique est chassée sans combattre des pays que nos pères ont libérés du fascisme, il est important que le parti et le peuple s'occupent de nos soldats. »

L'un des rares orateurs réformateurs, porte-parole de la « plate-forme démocratique », M. Vladimir Lysenko, se réclamant de « Marx, Engels, Lénine et Gramsci », a, lui, demandé « la liquidation du monopole du parti sur le pouvoir ». — (AFP, Reuters).

BULGARIE

Les résultats définitifs des élections

La moitié des 400 sièges de la nouvelle Assemblée bulgare, élue les 10 et 17 juin, ont été attribués au scrutin majoritaire uninominal, l'autre moitié étant désignée à la proportionnelle. Voici les résultats définitifs :

PARTI	PROPORTIONNELLE	MAJORITAIRE	TOTAL
Parti socialiste (PSB).....	47,15 % - 97 sièges	114 sièges	211
Union des forces démocratiques (UFD).....	36,20 % - 75 sièges	69 sièges	144
Parti agrarien (PAB).....	8,03 % - 16 sièges	—	16
Mouvement pour les droits et libertés (DPS).....	6,03 % - 12 sièges	11 sièges	23
Union de la patrie (procommuniste).....	—	2 sièges	2
Indépendants.....	—	2 sièges	2
Parti social-démocrate (non marxiste).....	—	1 siège	1
Parti national du travail.....	—	1 siège	1

A TRAVERS LE MONDE

HONGRIE

M. Antall propose un référendum sur le mode d'élection du chef de l'Etat

Le premier ministre hongrois, M. József Antall, a proposé, mardi 19 juin au Parlement, la tenue, en décembre prochain, d'un référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Cette proposition intervient alors que des pétitions, émanant notamment de l'ancien Parti communiste (MSZP), demandant un tel référendum ont recueilli quelque 200 000 signatures.

Après sa victoire aux législatives du 8 avril, le Forum démocratique avait conclu un accord avec l'Alliance des démocrates libres (opposition), prévoyant l'élection du président par le Parlement. Mais au cours du débat parlementaire de mardi, les démocrates libres se sont prononcés pour la tenue d'une consultation populaire. — (AFP).

INDE

Des Tamouls sri-lankais soupçonnés de treize assassinats à Madras

Le conflit armé qui oppose à Sri-Lanka les séparatistes tamouls aux forces gouvernementales a eu des conséquences, mardi 19 juin, en Inde où des Tamouls sri-lankais ont tué au moins treize personnes dont le leader d'un groupe rival.

L'Etat indien du Tamil-Nadu, à majorité tamoule, a ordonné, immédiatement après cette attaque qui a également fait quinze blessés, que soient désarmés tous les militants indépendantistes tamouls de Sri-Lanka présents dans cet Etat. New-Delhi a simultanément appelé à un règlement pacifique de la question ethnique à Sri-Lanka où des combats violents se déroulent depuis plusieurs jours entre les « Tigres » des LTTE et les forces gouvernementales. — (AFP).

LIBAN

Regain de tension dans le pays chrétien

La trêve préconisée par le Vatican dans le pays chrétien libanais a connu, mardi 19 juin, sa violation la plus meurtrière : trois personnes ont été tuées et cinq autres blessées dans des accrochages qui ont embrasé durant trois heures les lignes sur lesquelles s'affrontent l'armée du général Michel Aoun et la milice des Forces Libanaises (FL).

Ce regain de tension a coïncidé avec le début de la mission du secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, M. François Scheer, qui a rencontré successivement à Beyrouth-Ouest, sous contrôle syrien, le président Elias Hraoui et le premier ministre Salim Hoss. L'ambassadeur de Paris a réitéré avec vigueur le « soutien constant » de la France au processus de paix de Taëf, parvenu par la Ligue arabe et sur la base duquel a été élu M. Hraoui. Mais il a également souligné que

cet accord visait à une « réconciliation nationale ».

M. Scheer a tenu en outre à se démarquer de l'initiative du Vatican en affirmant que chacun travaillait « de son côté ». A Damas, le quotidien gouvernemental syrien l'achine a affirmé, mardi, que « les tentatives de contourner l'accord de Taëf sont vouées à l'échec ».

SALVADOR

Reprise des négociations entre le FMLN et le gouvernement

La guérilla et le gouvernement salvadorien ont repris leurs pourparlers de paix, mardi 19 juin, à Oaxtepec, au sud de Mexico. Ces discussions, placées sous l'égide de l'ONU, s'inscrivent dans la nouvelle offensive de paix décidée en avril dernier à Genève par les deux parties. Une première réunion s'était déjà tenue au Venezuela. — (AFP).

AFRIQUE

Le sommet franco-africain de La Baule

Paris pourrait préférer l'île Maurice au Zaïre pour les prochaines assises de la francophonie

Le seizième sommet franco-africain a commencé, mardi 19 juin, à La Baule, par une réunion des chefs d'Etat des pays francophones autour de M. François Mitterrand, qui les a ensuite reçus à dîner. Le président français a annoncé mercredi que la France avait décidé de ne faire désormais de dons qu'aux pays les moins avancés et de limiter à 5 % les taux de remboursement des prêts publics aux pays dits « intermédiaires de l'Afrique subsaharienne ».

LA BAULE

de notre envoyé spécial

Le sommet franco-africain de La Baule à l'heure de la violation des droits de l'homme. En lever de rideau, au cours d'une conférence de presse, mardi après-midi, M. Lunda Bululu, le nouveau premier ministre zaïrois, qui représente le maréchal Mobutu retenu chez lui « par un calendrier particulièrement chargé », a, en effet, commenté les conclusions d'un rapport d'enquête parlementaire sur les « événements de Lubumbashi » début mai, dans la province du Shaba.

Démentant des informations concordantes qui faisaient état du massacre de plusieurs dizaines d'étudiants par des éléments de la garde présidentielle, il a mis en cause, sur la foi de ce rapport, « la négligence et la complicité des autorités régionales qui ont été traitées en justice », et il a ramené le bilan à « un mort identifié et quinze blessés ». Pour M. Bululu, qui demande à ce que « les parlementaires zaïrois soient crus sur parole », il n'est pas question d'accepter la venue d'une commission d'enquête internationale.

Dossier classé ? Pas vraiment. La Belgique a suspendu ses accords de coopération, la Communauté européenne exprimé sa « profonde préoccupation », et la France reporté le voyage au Kinshasa de M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie. A cet égard, la volonté affichée par M. François Mitterrand, lors de sa récente visite à l'île Maurice, de pousser la candidature de ce pays à l'accueil d'un sommet de la francophonie (le 20 juin), donne à penser, dans le contexte actuel, que le choix du Zaïre pour ces prochaines assises, prévues en octobre 1991, pourrait être remis en cause. C'est dire que la France se montre plus vigilante sur le chapitre des droits de l'homme, même si, pour des raisons de convenance diplomatique, ses dirigeants sont contraints d'agir avec une infinie discrétion.

« Non aux sectes politiques »

Le sommet de La Baule a ainsi lieu au moment même où, d'un bout à l'autre du continent noir, une opinion publique est en train de naître, des mouvements d'opposition de relever la tête, et, du coup, des abus de droit d'être dénoncés. Quoi qu'il en soit, si, remise au net de la politique africaine il y a, celle-ci ne se fera pas à

chaud et, en tout cas, pas au grand jour, ne serait-ce que pour éviter des embarras mutuels. C'est du moins l'impression qui prévaut à l'ouverture de ce seizième sommet franco-africain auquel assistent notamment vingt-deux chefs d'Etat et deux premiers ministres. Sommet qui ne sera pas forcément de routine, mais qui permettra aux uns et aux autres de prendre date.

Hébergés dans les deux palais de leur choix — sauf le roi du Maroc, qui a pris pension sur le ferry Marrakech, ancré à Saint-Nazaire, — tous ces dirigeants africains n'ont pas fini d'échanger entre eux et avec leurs interlocuteurs français des propos inquiets et souvent débattus sur le catastrophisme ambiant s'appliquant au continent noir. Rongé par l'amertume, M. Félix Houphouët-Boigny, le chef de l'Etat ivoirien, a déclaré forfait, tout comme son homologue zaïrois.

Le général Saïbou, le jovial président nigérien, lui, n'a pas hésité à s'engager dans des débats ethniques et des clameurs estudiantines de Niamey. Il a retrouvé à La Baule le général Eyadéma, son homologue togolais, toujours sûr de lui, qui a même réussi à se faire acclamer par une bande de « groupies » à l'aéroport de Nantes-Atlantique aux cris de : « Non aux sectes politiques... »

Remis de ses émotions, M. Bongo, le chef de l'Etat gabonais, sera-t-il tenté, pendant ce « sommet de la vérité » de jouer un peu les trouble-fête et d'instruire, avec le franc-parler qu'on lui connaît, le procès en malveillance des médias ? Le général Kérékou, son homologue béninois, revenu de

ses illusions marxistes, n'est pas mécontent de parader dans des habits tout neufs de « démocrate ».

M. Diouf, le président sénégalais, est fort mari de constater qu'une fois encore son voisin mauritanien, avec lequel il voudrait coûte que coûte se réconcilier, a fui son contact et pratiqué la politique de la chaise vide.

Le souverain marocain, quant à lui, ne peut cacher son inquiétude devant le « tabac » que les islamistes viennent de faire en Algérie, aux portes de son royaume.

Têtes nouvelles

Au milieu de tous ces familiers des sommets franco-africains, des têtes nouvelles : M. Museveni, le chef de l'Etat ougandais, en campagne pour décrocher début juillet la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et M. Chissano, son homologue mozambicain, en mal de conseils et d'amis pour l'aider à sortir son pays exsangue d'une guerre fratricide.

Et, pour accueillir ces trente-trois délégations du « pré-carré » et d'ailleurs — il y en avait eu trente-sept, dont vingt-deux conduites par un chef d'Etat à Casablanca en décembre 1988, — le président français, vieux routier de la politique africaine, qui en est aujourd'hui à son neuvième sommet. Un François Mitterrand plus Dieu que jamais parmi ses pairs qui attendent de lui qu'il ne les lâche pas au milieu du gué, qu'il les aide à redresser l'image désastreuse du continent noir.

JACQUES DE BARRIN

AFRIQUE DU SUD

Un extrémiste de droite déclare la guerre à M. De Klerk

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Décidément les temps changent. L'époque est à l'apartheid ou — pire, peut-être — les militants communistes qualifiés de terroristes et désignés à la vindicte publique. Depuis mardi 19 juin, l'ennemi numéro un c'est Piet « skiet » Rudolph, Piet « la gâchette », un Afrikaner bon teint, sûr de son droit et partisan convaincu de la ségrégation raciale. Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, a mis sa tête à prix 50 000 rand (110 000 francs). Le crime de M. Rudolph : avoir adressé à la presse deux cassettes vidéo pour appeler « le peuple boër à prendre les armes pour renverser dans le sang et la violence le gouvernement du président De Klerk ».

Militant inconditionnel du Parti boër dont l'objectif politique est l'instauration d'une République blanche, Piet Rudolph n'est pas inconnu des services de M. Vlok. Il est en fuite depuis la mi-avril, après une rocambolesque attaque contre le quartier général de l'ar-

mée de l'air à Prétoria au cours de laquelle une grande quantité d'armes et de munitions ont été dérobées. Ces dernières semaines, tous les responsables des divers mouvements néo-nazis avaient bien laissé entendre que si les choses continuaient comme ça, on allait voir ce que l'on allait voir. Mais en fait de coup d'éclat, personne ne s'attendait à voir resurgir Piet « skiet » dans un document vidéo dont la qualité d'image et la mise en scène n'est pas sans rappeler les films expédiés aux médias à propos des otages du Liban.

Avec le souci du décor, Piet Rudolph apparaît assis derrière une table recouverte d'un tapis rouge sur lequel repose une plaque gravée du mot « Boerestaal » (Etat boër). Quatre hommes l'encadrent, vêtus de treillis militaires, coiffés d'une casquette. En toile de fond, le drapeau vert, rouge, blanc et bleu, de la première République boër, devenu ces derniers temps l'un des symboles de l'opposition aux réformes menées par M. Frederik de Klerk.

La fin de « l'apartheid mesquin »

Ironie du sort, ou choix judicieux, Piet Rudolph a décidé de diffuser son appel à la révolte armée le jour même où les députés de l'Assemblée nationale ont adopté la loi abrogeant le Separate Amenities Act, la ségrégation raciale dans les lieux ouverts au public, à compter du 15 octobre prochain (Le Monde daté 3-4 juin). Ses propos en tous cas donnent le frisson. « Le temps n'est plus à la parole. S'il est nécessaire de mener une politique de la terre brûlée, c'est maintenant ou jamais », dit l'homme le plus recherché d'Afrique du Sud. « Il suffit de cinq cents boërs prêts au sacrifice de leur vie pour leur idéal », ajoute-t-il d'un air martial, après avoir incité on ne peut plus explicitement l'armée et la police à le rejoindre dans son combat.

Il y a plus de deux mois maintenant que M. Piet Rudolph a pris « le maquis » sans avoir jamais été inquiété par les forces de l'ordre dont l'efficacité est pourtant reconnue. Mais la facilité apparente avec laquelle il se joue des services de police n'est peut-être que l'expression de la parfaite organisation des mouvements extrémistes qui depuis longtemps tiennent les « commandos » entraînés à travers tous les pays.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Niger : la

مكتبة

AFRIQUE

et la réaction de deux régimes militaires face aux aspirations démocratiques

Togo : lâcher du lest

LOMÉ

de notre envoyé spécial

Ni le général Gnassingbé Eyadéma, le chef de l'Etat togolais, ni le général Ali Saibou, son homologue nigérien, avec lequel s'entretiennent des relations suivies, ne se montrent très chauds pour engager leurs pays sur la voie du multipartisme alors que le vent du renouveau démocratique souffle à leurs portes, au Bénin et en Côte-d'Ivoire.

Si le général Eyadéma met en avant les brillantes performances de l'économie togolaise pour justifier, sinon maintenir, le statu quo, le général Saibou, en revanche, fait face à une forte contestation sociale, engendrée par une crise économique sans précédent.

Invokant le « tournant de l'histoire, où tous les pays sont secoués par des convulsions », il avait clairement indiqué que « le moment est venu de pousser plus à fond la libéralisation de notre vie politique ». Les responsables du parti avaient alors entendu cette phrase-clé : « Je propose la suppression des dispositions de la Constitution qui font du RPT un parti-Etat ». Au Togo, une proposition présidentielle équivaut à un ordre.

Le président avait encouragé ses ouailles à créer « une société nouvelle,

avec plus de démocratie, plus de justice et plus de respect des droits de l'homme ». Dans un pays qui, depuis vingt-trois ans, vit sous la main de fer de son « chef bien-aimé », ce langage n'est peut-être pas qu'une concession à la mode des perestroïka. Politicien mûr, le général Eyadéma a compris qu'il lui fallait lâcher du lest pour éviter la tornade.

Ancien sergent-chef de l'armée française, il contrôle étroitement la vie politique. L'armée, encadrée par des officiers de son clan, les Kabys, paraît sûre. Les médias sont entre les mains de fidèles. Un habile système de délation permet à la police de faire son travail en douceur. Un conseiller français qui, au cours d'un dîner en ville, avait médité d'un ministre, l'a immédiatement payé de trois semaines de prison avant d'être remis dans l'avion de Paris.

Désireux de développer le tourisme dans les parcs nationaux, le pouvoir a fait déguerpier, manu militari, les paysans qui s'y étaient installés à l'époque de l'indépendance. Les braconniers sont pourchassés avec la plus extrême rigueur et la chasse est interdite sur l'ensemble du territoire. Sauf autorisation exceptionnelle, nul n'a plus le droit de détenir une arme à feu et des centaines de vieux fusils ont été saisis. Tout cela ne va pas sans une touche

de mégalomanie. Le président dispose de trois palais et sa flotte aérienne privée ne comprend pas moins d'un Fokker 28, d'un DC 8 et d'un Boeing quadri-réacteur.

Mais, cette main de fer se cache sous le gant de velours du libéralisme économique. Le président a tenu à ce que toute l'infrastructure économique soit dirigée ou gérée par des Européens. C'est vrai pour les quatre grandes banques, pour les installations portuaires, pour l'hôtellerie, pour l'aéroport de Lomé, etc. Initiative unique au monde, le gouvernement vient de confier à la Fondation de l'écologiste suisse, Franz Weber, la gestion de son plus grand parc national, celui de Fazao.

Un pays qui tourne

Fait du prince ou pas, le Togo est un pays qui tourne, où les fonctionnaires travaillent et sont payés et où la sécurité n'est pas qu'un slogan. C'est aussi un pays qui, même à doses homéopathiques, libéralise ses mœurs politiques. Une commission des droits de l'homme a été créée en 1987. Officiellement, il n'y a plus d'opposants politiques dans les prisons et, au dire des observateurs étrangers, les interrogatoires de la gendarmerie seraient « corrects ». L'arme de la censure est rarement utilisée. Les cultivateurs qui, récemment encore, avaient été expulsés des réserves, se sont fait entendre si fort que le ministère de l'environnement a fait ramener les « déportés » sur leurs terres et sanctionner les fonctionnaires trop zélés.

Le général Eyadéma promet, pour décembre 1991, une réforme de la Constitution, qui séparerait l'Etat du RPT. Si celui-ci reste l'unique formation politique autorisée, le président promet que « des courants différents pourront se constituer en son sein ». Multipartisme ? Sûrement pas. L'exemple de leurs voisins n'incite guère les Togolais à revenir aux quarante-quatre partis qui avaient fleuri au cours des années 60. Comme dit joliment le secrétaire général du RPT : « Quand l'anarchie bat son tam-tam, le peuple danse dans le sang ».

MARC AMBROISE-RENDU

Niger : la manière forte

NIAMEY

de notre envoyé spécial

Ils avaient poussé un « ouf ! » de soulagement en novembre 1987, à la mort du général Seyni Kountché, un homme à poigne, et s'étaient réjouis de l'arrivée au pouvoir du général Ali Saibou, une sorte de « brave papy », qui avait joué la carte de la « décrispation ». Tant et si bien que chacun avait compris qu'il avait désormais le droit de faire un peu n'importe quoi. Du coup, le « vent d'est » aidant, le chéniisme s'est installé sur les rives du Niger où, à cet égard, tout le monde réclame son dû. « Les gens ne sont pas encore en mesure d'assumer leur liberté avec un esprit de responsabilité », constate un observateur étranger.

Les premières et très timides mesures d'austérité annoncées, à la mi-mai, par le gouvernement ont soulevé un beau tollé à Niamey, où salariés et scolaires réclament le haut du pavé, refusant de prendre en compte l'idée de sacrifices, alors que les « grands, grands quelqu'un », comme ils nomment les dignitaires du régime, ont le toupet de se bâtir de somptueuses villas — en dur, pas en banco (pisé) — dans le nouveau quartier de Koira-Kano, littéralement « là où il fait bon vivre ». « Si économiquement il y a, assure Boubakar Issa, le porte-parole de l'Union des scolaires nigériens, les voleurs qui nous dirigent se les mettent dans les poches ».

« Plus de bidasse pour nous gouverner, lance cet employé d'hôtel. On a besoin d'un intellectuel, d'un professionnel qui connaisse bien les chiffres. » Les responsables de l'Union des syndicats des travailleurs du Niger s'en cachent à peine : ce qu'ils souhaitent, dans un premier temps, sans trop imaginer la suite, c'est la « peau » du général Saibou, trop mollasson à leur goût, dépassé par les événements. A Niamey, le pouvoir est à prendre mais qui en veut et pour quoi faire ?

Les déconvenues de l'uranium, dont le Trésor ne tire plus que 10 % de ses recettes (le double en 1982), pourraient conduire, à terme, à la disparition de l'une des sociétés minières. Pour autant, l'Etat n'a fait aucun effort pour réajuster son train de vie : depuis la mise en place, en 1983, d'une prétendue politique d'ajustement structurel, ses dépenses ont aug-

ment régulièrement de 5 % à 6 % par an. Il continue de recruter, chaque année, de mille à mille cinq cents fonctionnaires. Si bien que la part des salaires dans ses frais de fonctionnement a sauté de 21,6 % en 1979 à 48,3 % en 1989.

« On est au bout du rouleau », constate un expert. Le Trésor n'a en caisse que de quoi payer un mois de salaires. Des discussions sont en cours avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour éviter l'impérissable. Si les choses restent en l'état, la seule aide française, tous canaux confondus, sera appelée à doubler au cours du présent exercice budgétaire.

« Les enfants ne naissent pas barbus »

La situation politique est tout aussi malsaine. Même si les principes de base de ladite Société de développement, à savoir « consultation, concertation et participation », sont inscrits à l'article 3 de la nouvelle Constitution. La population attend que la lumière soit faite sur la marche étonnante du 9 février à Niamey, au cours de laquelle trois personnes ont officiellement été tuées. « C'est une bavure comme cela est déjà arrivé en France », se contente d'expliquer le général Saibou. On a eu affaire à de très jeunes policiers, qui, face aux manifestants, ont perdu les pédales.

Les sanglantes représailles — plusieurs centaines de morts — déclenchées par l'armée contre les Touaregs, après l'attaque, début mai, de la sous-préfecture de Tchintabradan, ont singulièrement alourdi le climat (le Monde du 15 juin). Le général Saibou vient, à ce propos, d'évoquer vaguement la nécessité d'améliorer l'encadrement politique et administratif des populations.

Pour tenter de désamorcer le mouvement de contestation, le président vient aussi de reconnaître l'urgence de « mesures concrètes devant garantir la transparence dans la gestion de l'Etat » et d'annoncer la révision de la Constitution « pour favoriser l'avènement du pluralisme politique ». Ses adversaires, qui préchent notamment pour le boycottage des examens, ne semblent pas vouloir lui faciliter la tâche. Derrière les slogans, ils donnent un peu l'impression de se battre pour sauver des situations acquises, sans se mon-

trer vraiment porteurs d'un message de rénovation politique et économique. Quels changements pour le Niger ? Le général Saibou continue de penser que ce serait une « mauvaise chose » d'écarter l'armée du pouvoir dans la mesure où elle est, à ses yeux, « l'une des composantes de la nation ». Basculer vers le multipartisme ne lui paraît pas s'imposer pour le moment, même si c'est du dernier chic. Chaque chose en son temps à moins que... Comme le dit un proverbe africain : « Les enfants ne naissent pas barbus ».

JACQUES DE BARRIN

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nbre de n°
2 semaines	100 F	165 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	26
2 mois	250 F	550 F	52
3 mois	400 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-90-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : le relevé en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Signature _____

Expiré à fin _____

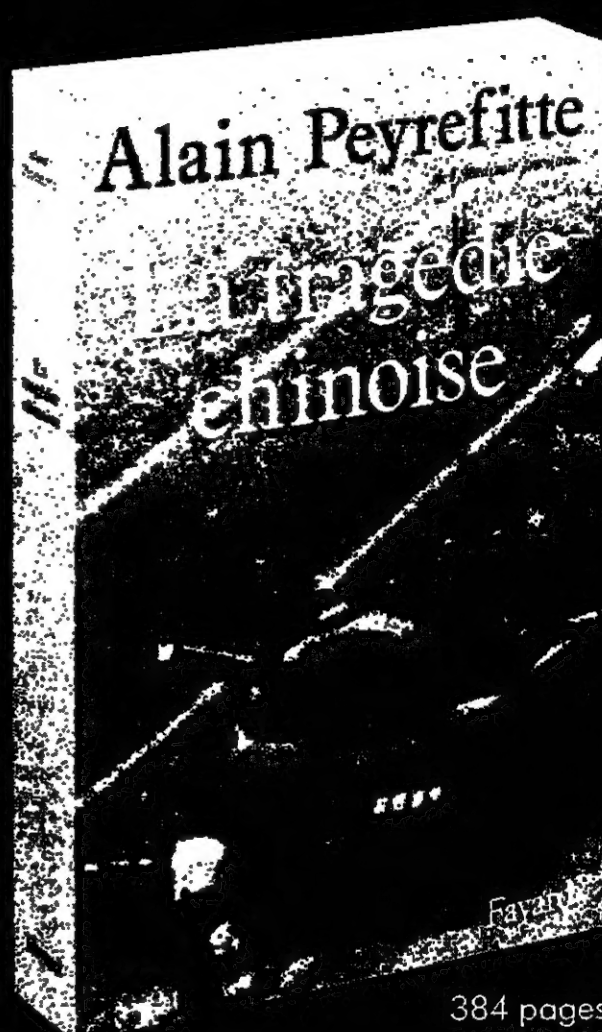
● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Alain PEYREFITTE

de l'Académie française

Pour comprendre ce qui s'est passé et ce qui va se passer en Chine



384 pages
120 F

« Effectivement, quand Peyrefitte a dit : « Attention, vous allez voir, il va les reprendre en mains », il était tout seul, j'étais de ceux qui disaient : « Il a une conception un peu XIX^e siècle de la Chine. » »

Alain Genestar, Europe 1 (10-6-89)

FAYARD

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ESIEE

et EERIE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec M. Shamir

Suite de la première page

On dit le roi Hussein de Jordanie effrayé à la perspective de voir l'immigration des juifs soviétiques déboucher sur un regain de colonisation en Cisjordanie qui pousserait les Palestiniens à l'exil, à l'est du Jourdain. Le fragile équilibre du royaume - déjà ébranlé par l'intifada - serait ainsi un peu plus menacé et le souverain amené à rechercher un surcroît de sécurité en se liant un peu plus à l'Irak de Saddam Hussein.

« Il n'y a aucune raison d'avoir peur d'Israël », déclare M. Shamir dans un entretien accordé au Monde dimanche 17 juin. « Israël n'a aucune intention hostile à son égard (...) et ne fait peser aucune menace, serait-ce démographique. Je me demande toujours pourquoi il parle

toires, suivies de négociations sur l'autonomie puis, trois ans plus tard, sur le statut final de la Cisjordanie et de la bande de Gaza : « J'y tiens, dit-il, lisez la plate-forme du gouvernement sur ce point, c'est la même que celle du précédent. »

Le problème, c'est que ladite initiative n'a cessé d'être combattue par trois des hommes les plus importants du Likoud, occupant aujourd'hui des ministères-clés, MM. Sharon, Modai et Lévy, ce dernier aux affaires étrangères. M. Shamir laisse entendre que c'est du passé et que les trois « durs » n'ont plus le choix : « Ils savent quelle est la politique du gouvernement, ils n'ont rien dit contre. » Mais lui-même ne paraît guère encourageant,



avec tant de passion de cette « masse d'immigrants », puisque presque personne parmi eux ne va dans les territoires ; vous ne trouverez que de rares exceptions qui ne constituent pas un problème et j'ai dit cent fois que notre politique n'est pas de les envoyer dans ces territoires de Judée, Samarie (Cisjordanie) et Gaza. Tous ceux qui s'y tiennent ici peuvent le voir. »

« L'obstacle c'est l'OLP »

A ceux qui font valoir que ce gouvernement comprend des partis et des hommes réputés pour avoir défendu le principe d'une colonisation à outrance de la Cisjordanie, qu'il n'y a pas de raison, sinon artificielle, à l'iniquité du roi Hussein, des Irakiens, des Syriens ou des Palestiniens. « Quitte à heurter ceux qu'il appelle lui-même « les éléments les plus extrêmes, les plus radicaux » de son gouvernement, le premier ministre interroge : « Vous voyez de nouvelles implantations, vous ? Lui fait-on remarquer que la plate-forme de son gouvernement, reprise dans son discours d'investiture, appelle à un développement des implantations en Cisjordanie et à Gaza, il souligne : « Je n'ai rien dit sur une « vague » de colonisation ou d'implantations, rien de cela ; ce n'est pas nécessaire, nous voulons voir se développer les centres de population qui existent déjà. »

Moins à l'aise pour parler d'un « processus de paix » aujourd'hui au point mort, M. Shamir dit s'en tenir à « l'initiative » mise au point par le précédent gouvernement Likoud-ravailliste (élections dans les terri-

assurant que « l'obstacle c'est l'OLP », qui refuse cette « approche évolutive » et qui, en « dominant », empêche l'émergence d'autres interlocuteurs palestiniens.

Rien ne vient ébranler sur ce point les convictions granitiques de M. Shamir. Faut-il redouter, comme beaucoup d'observateurs occidentaux, qu'à force de rejeter tous les interlocuteurs palestiniens qui se présentent, Israël n'ait bientôt à faire face qu'à des éléments de plus en plus radicaux ? Réponse : « Mais non, les Européens ne comprennent pas l'Orient, le monde arabe ; ils croient maintenant que c'est la vague de l'islam, du fondamentalisme. Mais il y a au moins vingt ou trente ans qu'on explique qu'en Egypte, par exemple, l'islam va prendre le pouvoir. Déjà du temps de Nasser, il y avait cette vague des Frères musulmans, ce sont des phénomènes qui passent. »

S'il déplore le « ton » actuel utilisé par certains dirigeants américains pour s'adresser à Israël, il fait preuve de son habituel optimisme pour assurer que « ça va changer », qu'il y a « déjà eu dans le passé des difficultés » et qu'il croit en la « profondeur » de l'amitié entre les deux pays. Un doute passe, tout de même, quand on fait observer à M. Shamir qu'Israël est peut-être pour les Etats-Unis un « ami » moins important à l'heure de la détente avec l'URSS qu'au temps de la guerre froide : « C'est une vraie question, dit-il ; je ne dirai pas que cette difficulté n'existe pas mais, malgré la détente, les Etats-Unis ont encore besoin d'amis fidèles dans cette partie du monde. »

ALAIN FRACHON

ASIE

CHINE : des libérations « cas par cas »

Pékin cherche à obtenir une levée des sanctions économiques

Les dirigeants chinois ont déroulé le tapis rouge en l'honneur du président de l'EDF, M. Pierre Delaporte, qui a signé, mardi 19 juin, à Pékin, un nouvel accord de coopération dans le domaine de l'énergie après avoir rencontré le premier ministre, M. Li Peng. Par ailleurs, M. Raymond Barre est attendu dans la capitale chinoise le 5 juillet, pour une visite d'une semaine.

PÉKIN

de notre correspondant

Les signes appuyés d'amélioration des relations franco-chinoises que Pékin veut fournir (M. Li Peng a reçu plusieurs patrons d'entreprises françaises ces derniers temps) paraissent destinés à faire pression sur Paris pour obtenir un assouplissement de sa position encore hostile à la levée des sanctions économiques européennes imposées à la Chine après la répression de 1989. Intervenant peu avant le sommet de Dublin, ils apportent la preuve à contrario de ce que ces sanctions affectent suffisamment l'économie chinoise pour que le régime, sans céder sur ses principes, donne au compte-gouttes quelques gages en matière de libertés individuelles.

Ainsi, deux des trois dissidents écramotés il y a trois semaines à la veille de l'anniversaire du massacre de Pékin ont refait surface, mercredi, dans la capitale chinoise. MM. Zhou Duo et Gao Xin, universitaires, avaient disparu alors qu'ils s'apprêtaient à tenir une conférence de presse pour demander la libération d'un troisième collègue, M. Liu Xiaobo, toujours détenu sans procès pour avoir, comme eux, soutenu l'agitation étudiante en 1989. Le quatrième mousquetaire de ce groupe d'activistes, le chanteur Hou Dejian, avait été apparemment emmené par des policiers en civil à la veille de ce geste de défi que les autorités avaient préféré empêcher dans l'atmosphère de tension latente prévalant alors à Pékin. M. Hou, étant originaire de Taiwan, ne devrait pas être durablement incarcéré. Fait assez curieux, le régime ne semble pas tenir rigueur à M. Gao Xin d'avoir publié dans le Washington Post, au début du mois, deux articles réaffirmant la nécessité d'un apprentissage de la démocratie « par tout le monde en Chine, y compris les plus hauts dirigeants du parti et du gouvernement ».

Ces libérations coïncident avec celle de M. Wang Du, mari de la journaliste française Agnès Gaudu. Peintre non inscrit dans les circuits artistiques officiels, M. Wang Du était également emprisonné pour avoir participé au soulèvement étudiant de 1989 à Canton (le Monde des 30 avril et 30 mai). En élargissant ces personnes après les huit cent soixante libérations en charrettes annoncées ces derniers temps, Pékin joint un nouveau geste - prudent - à ses paroles conciliatrices : M. Li Peng, premier ministre, avait dû lui-même annoncer, le 7 juin, que les autori-

tés avaient décidé d'adopter « une politique plus clémentine » envers les agitateurs de 1989. S'adressant à un visiteur japonais, il avait toutefois souligné que cette clémentine serait appliquée « au cas par cas », excluant ainsi implicitement une amnistie générale. La vieille garde qu'il représente et M. Deng Xiaoping lui-même restent persuadés que toute libéralisation mènerait au chaos. Selon un journal pro-communiste de Hongkong, M. Deng l'a redit récemment à des visiteurs chinois d'outremer, en brandissant le spectre de « dizaines de millions » de Chinois fuyant à Hongkong, à Taiwan et dans les pays du camp occidental au cas où l'agitation minerait le pouvoir communiste.

Pas d'ouverture politique

Son dauphin désigné, M. Jiang Zemin, a réexprimé le refus total du régime d'envisager une ouverture politique réelle, dans une lettre destinée à neuf étudiants américains d'une université de Californie. Dans cette missive que seule la presse officielle destinée à l'étranger a publiée, M. Jiang a toutefois souligné que le pouvoir devait « se mettre à l'école des pays occidentaux et maintenir une certaine force de police équipée de matériel spécialisé non légal ». La remarque peut se lire comme une critique dirigée contre son collègue premier ministre, dont la force para-militaire brandit encore sous le nez de tout agitateur potentiel - ou journaliste étranger - des fusils d'assaut plutôt que des boucliers de plexiglas, comme au début du mois à l'université de Pékin.

On a appris l'arrestation de quatre étudiants de cette université, coupables d'avoir apposé dans le campus un dazibao présentant les résultats d'un sondage dans lequel certains de leurs camarades se disaient prêts à prendre part à d'éventuelles nouvelles manifestations. Un cinquième étudiant, Li Ming, inscrit en troisième année de sciences économiques, qui avait publiquement réclamé le pluralisme politique lors de la protestation symbolique du 3 juin dernier à « Beida », serait menacé d'expulsion de l'université, châtiment qui compromet toute carrière dans le système chinois. Selon les autorités, il reste dans les geôles de la capitale trois cent cinquante-cinq personnes arrêtées l'an dernier pour participation au soulèvement.

FRANCIS DERON

o JAPON : les Etats-Unis restreignent des terrains militaires. - Les Etats-Unis vont rendre au Japon 900 hectares de terrain qui font actuellement partie de leurs bases militaires (25 000 hectares en tout), à Okinawa, en vertu d'un accord signé mardi 19 juin. Le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, a souligné, lors d'une conférence de presse, qu'il espérait poursuivre les négociations pour obtenir le retour d'autres terrains à la suite de la réduction prévue des forces militaires américaines stationnées au Japon. - (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : ouverture du procès de M. Marion Barry

Témoignages accablants pour le maire de Washington

Que M. Marion Barry ait fini par baisser pavillon dans la bataille politique en renonçant à brigner un quatrième mandat n'aura donc pas suffi : le procès pour drogue du maire de Washington s'est ouvert mardi 19 juin, et il faudrait un miracle pour que l'accusé remporte la bataille judiciaire.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le maire de la capitale fédérale est accusé de possession et d'usage répété de drogue - ce qui constitue un délit - mais aussi de parjure et de fausses déclarations à la justice, ce qui est un crime et pourrait lui valoir une très lourde condamnation. Le ton de l'affrontement judiciaire à venir a été donné d'emblée, l'avocat général se livrant à un numéro de théâtre, mimant au ralenti, avec force exagération et pour l'édification du jury, le geste par lequel l'accusé inhale du « crack » sur la bande vidéo réalisée par le FBI au cours de l'opération-piège montée, avec le concours d'une ex-amie du maire, pour obtenir une pièce à conviction.

« Escapade aux Iles Vierges »

Le même procureur a aussi annoncé une série de témoignages tous plus croustillants les uns que les autres : Barry fumant à l'aide d'un biller d'un dollar roulé, Barry cachant du « crack » dans une boîte d'allumettes ou dans le revers de son pantalon, Barry remettant à une candidate à un emploi à la municipalité, d'une main une commande de cocaïne, de l'autre un formulaire d'embauche...

La première déposition, celle d'un ami du maire, Charles Lewis, déjà condamné pour trafic de drogue, fut aussi écrasante que possible. Tandis que l'accusé, grosse fleur rouge à la boutonnière, portait beau comme à son habitude, l'écouterait impassible ou avec le

sourire, le témoin a conté par le menu les escapades du maire aux Iles Vierges, agrémentées de femmes et de drogue, ou l'a décrit, assis en costume rayé sur un siège de toilettes, fumant du « crack » en sa compagnie.

Bien entendu ce premier témoin, comme la plupart de ceux qui lui succéderont, chargent le maire aux termes d'un accord avec la justice qui lui permet d'espérer un peu de clémentine pour lui-même. Mais, malgré cette circonstance particulière et qui contribue à rendre encore un peu plus pesante l'atmosphère du procès, la tâche de la défense paraît bien difficile. L'avocat de l'accusé a choisi une ligne de défense plutôt politique - sinon raciale - affirmant que le gouvernement avait résolu depuis des années d'avoir la peau du maire, et que l'opération du FBI constituait une « incitation au crime ».

L'ouverture du procès proprement dit avait été précédée de la très longue procédure de sélection du jury, qui a duré plus de quinze jours. Défense et accusation se sont soigneusement appliquées à recruter les jurés présumés peu sympathiques à leur cause, et au bout du compte, ce sont treize Noirs et cinq Blancs (douze femmes et six hommes), titulaires et remplaçants confondus, qui décideront du sort de l'homme qui avait brillamment commencé sa carrière de maire et s'était taillé une immense popularité parmi les Noirs de la capitale, avant de s'abandonner à son goût de la vie facile.

Que Marion Barry ait déjà payé le prix politique de ses errements - il a annoncé la semaine dernière qu'il renoncera à postuler à l'autonomie d'un quatrième mandat de maire - pourrait lui valoir une certaine indulgence de ce jury populaire. Mais ce procès, qui suscite un intérêt considérable aux Etats-Unis, dépasse le sort et les turpitudes personnelles de Marion Barry. Il est forcément, aussi, le constat d'échec d'un homme politique noir de premier plan. Il y a de la jubilation dans l'air, de l'amertume aussi.

JAN KRAUZE

SURINAME : après l'arrestation de Ronny Brunswijk

Violents combats autour du principal bastion de la guérilla

De violents combats se déroulaient, mardi 19 juin, à proximité de la ville de Moengo, à 100 kilomètres à l'est de Paramaribo, principal bastion de la guérilla surinamienne que le commandant de l'armée, Desi Bouterse, se serait décidé coûte que coûte à reprendre. L'annonce de l'encerclement de Moengo par l'armée a coïncidé avec l'interpellation lundi à l'aéroport de Cayenne (Guyane française) du leader et fondateur de la guérilla, Ronny Brunswijk, trouvé en possession d'un faux passeport, ainsi que d'une somme de 150 000

francs dans ses bagages. Gardé à vue sous l'inculpation de faux et usage de faux, M. Brunswijk, qui est interdit de séjour en territoire français depuis 1984, a annoncé son intention de demander l'asile politique aux Pays-Bas.

Il a également déclaré vouloir abandonner le combat, après l'échec du plan de paix négocié l'été dernier à Kourou avec le gouvernement. C'est cet échec qui aurait, semble-t-il, déterminé Ronny Brunswijk à abandonner une guérilla qu'il avait créée en 1986 alors qu'il n'était encore qu'un simple soldat, avec quelques mercenaires européens et surtout le soutien de la communauté de ces « bushnegres » (« Noirs de la brousse ») à laquelle il appartient. Le chef rebelle s'est cependant ménagé une possibilité de retour en indiquant qu'il était prêt à accepter une éventuelle invitation du gouvernement à participer à de nouveaux efforts de paix. En attendant, « il passe le flambeau », selon sa propre expression, au commandant Castro qui faisait office jusqu'ici de commandant en second du mouvement de guérilla Jungle commando. Le commandant Castro passe pour un des chefs rebelles les plus durs de l'entourage de Brunswijk.

Selon le commandant de l'infanterie Badriessen Sital, cité par l'agence nationale de presse SNA, de violents combats se déroulaient mardi à Stolkertsvijver, à 40 kilomètres de Paramaribo sur la route de Moengo, de même qu'à Albina, sur le fleuve Maroni qui marque la frontière avec la Guyane française. - (AFP)

o COLOMBIE : assassinat d'un dirigeant syndical. - Hector Mario Lopez, secrétaire général des employés municipaux de Cali, un des sièges du cartel de la drogue colombienne, a été tué chez lui, lundi soir 18 juin par des inconnus. Cet assassinat porte à 560 le nombre de personnes victimes de la guerre de la drogue ces derniers huit jours en Colombie. - (AFP)

Le consistoire central exprime sa « totale confiance » aux dirigeants israéliens

Les quatre plus hautes autorités du consistoire central (Union des communautés juives de France), ont adressé, mardi 19 juin, un message au président d'Israël, M. Haim Herzog, dans lequel elles affirment leur « totale confiance » dans l'action conduite par les dirigeants de l'Etat hébreu.

Les quatre signataires de ce message, MM. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, Alain Goldmann, grand rabbin de Paris, Jean-Paul Elkann, président du consistoire central et Benny Cohen, président du consistoire de Paris, estiment que, « démocratiquement élu », le nouveau gouvernement d'Israël « ne doit faire l'objet d'aucune pression émanant de la Diaspora ». Ils semblent ainsi répondre à M. Théodor Klein, l'ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), qui avait adressé une lettre à M. Herzog dans laquelle il laissait entendre que la Diaspora pourrait s'opposer à l'entente d'un dialogue avec les Palestiniens et l'OLP si l'Etat d'Israël continuait à s'y refuser (le Monde du 19 juin).

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

⇒ BREVET

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Onisep

MNEP

UNIVERSITE

ESIG

Jail, in Lita

ملكي لا

POLITIQUE

Qui est responsable de la montée du Front national ?

M. Mitterrand s'offusque des attaques portées contre lui. Il n'a pas tout à fait tort

M. François Mitterrand n'a pas tort de s'offusquer quand on l'accuse, comme l'a fait M. Jacques Chirac, d'être politiquement responsable de la montée en puissance électorale du Front national. Sans doute le président de la République a-t-il pris un malin plaisir à jouer de l'effet Le Pen pour mieux diviser la droite libérale, surtout au cours de sa cohabitation avec le président du RPR, de mars 1986 à mai 1988. Il est même possible - la proportionnelle aidant - qu'il ait pris d'autant plus de plaisir, au moment des premières alliances entre la droite et l'extrême droite, qu'il pouvait ainsi apporter la réponse du berger à la bergère à ceux qui l'accusaient de fréquenter les communistes pour mieux l'isoler. Nul doute non plus que la question récurrente du vote des immigrés aux élections locales lui ait permis d'enfoncer entre les centristes et les autres courants de l'opposition. De là à imputer à M. Mitterrand la paternité politique de l'ascension nationale de M. Jean-Marie Le Pen, il y a un pas qu'aucun analyste n'oserait franchir, sauf à vouloir provoquer un effet polémique.

La percée du Front national s'est produite, certes, sous le pouvoir de la gauche. Mais s'il avait suffi que le Parti socialiste parvint au faite du pouvoir, au printemps 1981, pour que le parti de M. Le Pen connaît son heure de gloire, les prémices de cette flambée auraient été perceptibles bien avant l'élection municipale partielle de Dreux qui marqua, en septembre 1983, l'envolée du Front national avec le score de 16,72 % des suffrages exprimés obtenu par Jean-Pierre Stirbois. Or, jusqu'au printemps de 1982, il n'y eut, en France, aucun signe avant-coureur de la résurgence d'une extrême droite réduite à des milieux électoraux depuis l'assaut de la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour, soutenu par M. Le Pen, à l'élection présidentielle de décembre 1965

(5,32 %). Aux législatives de 1978, M. Le Pen ne rassemblait, dans le douzième arrondissement de Paris, que 3,91 % des suffrages exprimés, tandis que dans la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir, Jean-Pierre Stirbois n'en recueillait que 2,02 %, soit 244 voix. Trois ans après, M. Mitterrand ayant conquis l'Élysée, l'extrême droite n'avait pas vraiment progressé. Aux législatives de juin 1981, M. Le Pen, candidat dans le dix-septième arrondissement de Paris, réalisait le meilleur score de son parti - 4,38 % - pendant qu'à Dreux son secrétaire général gagnait vingt voix (264), avec un score de 2,59 %.

« Chaque parti doit balayer devant sa porte »

Par quelle alchimie sociale et politique devient-il donc possible, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, qu'un ancien député poujadiste ayant vécu au purgatoire pendant vingt ans soit un jour perçu comme un homme nouveau ? Que des thèmes militants aient pu se transformer en recettes-miracles ? Qu'un parti marginal, créé en 1972, donne naissance à un mouvement de masse ? Qu'un discours mille fois répété devienne mobilisateur ? Ou plutôt, par quels mécanismes des citoyens portent sur un baroudeur et ses rengaines simplistes une métamorphose-t-il au point de provoquer chez beaucoup d'entre eux un spectaculaire renversement d'attitude ?

Le phénomène Le Pen n'a pas une mais plusieurs causes. La démonstration en a souvent été faite au cours de ces dernières années. Le président du Front national a bénéficié au même moment des fruits de son propre travail militant, de concours de circonstances et d'évolutions du corps social. Il a joué un rôle à la fois

de papier (1). M^{me} Birgitta Orfali dit la même chose autrement pour expliquer comment le Front national, « minoritaire et déviant à ses débuts », a pu sortir de son isolement : « Le FN est devenu un mouvement social notamment grâce à la récupération de son discours et de ses thèmes par certains membres de la majorité au sens large. » M. Le Pen a bénéficié de quatre

Il y eut d'abord les municipales de mars 1983, avec une campagne dominée, dans la plupart des grandes villes et surtout à Paris et à Marseille, par l'exploitation, de la part des candidats de l'opposition parlementaire, des deux thèmes favoris du président du Front national : l'immigration et le sentiment d'insécurité. Dans la capitale, le problème de la sécurité fut mis en avant par M. Chirac en personne. Dans son journal électoral, M. Alain Juppé affirma l'existence d'un lien entre « l'immigration clandestine, la délinquance et la criminalité ». Un tract commun au RPR et à l'UDF proclamait : « Il faut arrêter cette invasion ! » Dans la cité phocéenne, les listes Marseille-sécurité associèrent d'anciens militants du RPR à des adhérents de l'association Légitime défense.

Les candidats de la gauche, pour ne pas être dépassés, reprirent parfois les mêmes arguments que ceux de la droite et se laissèrent séduire par le « tout-répresseif ». Dans le vingtième arrondissement de Paris, M. Le Pen recueillit 11,26 % des suffrages exprimés et à Dreux M. Stirbois passa inaperçu en seconde position sur la liste commune RPR-FN battue de justesse par celle du maire socialiste sortant, M^{me} Françoise Gaspard. Puis il eut l'affaire de Dreux. Jean-Pierre Stirbois avait décidé de faire liste à part au premier tour de la municipale partielle de septembre 1983. Ses 16,72 % (1 750 voix) le rendirent indispensable au candidat de l'opposition pour le second tour. Ce fut l'« effet Dreux », une controverse natio-

nales, maintes fois renouvelée depuis lors, sur les relations entre la droite et l'extrême droite. Pour la première fois sous la V^e République, l'extrême droite remporta un succès à l'élection municipale confirmée en novembre par les 9,32 % obtenus, à l'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), par un inconnu, M. Guy Viarengo, cadre commercial de son état, adhérent de fraîche date au FN et dont le programme tenait en trois mots : « Ras-le-bol ! ». Ras-le-bol de l'insécurité, du chômage, du malfaillage fiscal, des « fraudeurs communautaires », de la « politique du mensonge et de ruine de la gauche ».

Après Dreux et Aulnay, en décembre 1983, il y eut ce coup de pouce du destin, qui permit à M. Le Pen - par l'intermédiaire involontaire de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, qui abandonnait l'Assemblée nationale pour aller au Sénat - d'entrer lui-même en lice à l'élection législative partielle de la deuxième circonscription du Morbihan, celle du pays d'Auray et de La Trinité-sur-Mer, sa ville natale. Chambardement au pays des menhirs ! M. Le Pen obtint 12,02 % ! Il fut promu super-star par les médias qui, à défaut de l'avoir découvert, amplifièrent le mouvement.

Ce furent, enfin, les élections européennes du 17 juin 1984 et le premier triomphe national de l'ancien parachutiste : 10,95 %, avec des pointes de 21,39 % dans les Alpes-Maritimes, 19,96 % dans le Var, 19,49 % dans les Bouches-du-Rhône, 17,82 % en Corse-du-Sud, 16,44 % dans le Vaucluse, 15,86 % dans les Pyrénées-Orientales, 15,53 % dans l'Hérault, 15,72 % en Nouvelle-Calédonie.

Pour le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, M. Le Pen n'était encore, qu'une « bout de chou ». Pour l'ancien secrétaire général du RPR, M. Bernard Pons, il ne s'agissait que d'un « épiphénomène ». Pour le nouveau chef du gouvernement, M. Laurent Fabius, il y avait là, au contraire, en cet été 1984, un vrai phénomène posant de « vraies questions » assorties de « fausses réponses ». M. Mitterrand, lui, ne parlait pas encore, à propos de l'immigration, de « vent de tolérance ».

ALAIN ROLLAT

(1) L'adhésion au Front national. De la minorité à une mouvance sociale. Editions Kim.

vient de lancer un nouvel étage de la fusée Le Pen. La responsabilité du chef de l'Etat est immense et grave.

M. Chirac, M. Mitterrand et le Front national. M. Jacques Chirac considère que la réponse de M. François Mitterrand à ceux qui accusent le chef de l'Etat d'être responsable de la montée du FN, montre qu'« il n'y a que la vérité qui blesse ». Le président de la République avait déclaré au Monde que sa « vie » et ses « actes » démentent « ce soupçon » et que de telles accusations sont révélatrices du « désarroi » de ceux qui « s'y adonnent ».

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mardi 19 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

Conventions internationales

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Initiative française, consacrée par les Douze lors du conseil européen de Strasbourg en décembre 1989, la création de cette banque constitue la première manifestation multilatérale de solidarité entre les pays occidentaux et les pays d'Europe centrale et orientale (...).

Homologation de peines correctionnelles en Polynésie française

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant homologation des dispositions prévoyant l'application de peines complémentaires, de déclarations de l'Assemblée territoriale de Polynésie française et d'édits de dispositions pénales et de procédures pénales applicables en Polynésie française.

L'article 65 de la loi du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française prévoit que l'Assemblée territoriale peut instituer des peines correctionnelles réprimant les infractions aux règlements qu'elle édicte. Mais ses délibérations sur ce point sont soumises à l'homologation du Parlement. Le projet de loi a précisément cet objet dans divers domaines, notamment celui de la santé publique.

Collectivité territoriale de Mayotte

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres deux ordonnances relatives à la collectivité territoriale de Mayotte (...). La pro-

mière ordonnance porte extension et adaptation à Mayotte de dispositions législatives relatives à la lutte contre les épidémies, à la régulation des naissances et à l'interruption volontaire de grossesse. La seconde ordonnance étend et adapte des dispositions du code de l'urbanisme relatives au règlement national d'urbanisme, aux plans d'occupation des sols, aux lotissements et aux permis de construire.

La préparation de la rentrée universitaire

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, a présenté au conseil des ministres une communication sur la préparation de la rentrée universitaire, à la suite du plan d'urgence arrêté lors du conseil des ministres du 10 janvier 1990 :

1) Locaux universitaires.

Tout a été mis en œuvre pour que

les 200 000 mètres carrés de surfaces nouvelles annoncées soient prêts pour la prochaine rentrée :

- 66 420 mètres carrés correspondent aux mises en service d'opérations antérieures programmées ;
- le plan d'urgence a permis d'accélérer la réalisation d'une partie de ces surfaces ;
- 96 720 mètres carrés sont des constructions supplémentaires, conçues pour permettre une livraison rapide ; elles comprennent la reconstruction de locaux existants, la construction d'amphithéâtres, de restaurants universitaires et de bâtiments légers. La phase des études d'architecture est maintenant terminée ; les chantiers peuvent être engagés ;
- 38 000 mètres carrés de locaux vont être loués, le plus souvent dans l'attente de nouveaux locaux prévus pour les rentrées suivantes.

Les collectivités territoriales se

Le conseil des ministres a décidé, mardi 19 juin, le mouvement préfectoral suivant :

SÉCURITÉ ROUTIÈRE :

M. Jean-Michel Bérard.

M. Jean-Michel Bérard, préfet du Gers, est nommé préfet hors cadre et devient délégué interministériel à la sécurité routière, directeur de la sécurité et de la circulation routières.

[Né le 29 mars 1947 à Alger (Algérie), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Jean-Michel Bérard, après être passé dans plusieurs cabinets ministériels, devient sous-préfet en 1979, sous-préfet de Soissons. En juin 1982, il est commissaire adjoint de la République de l'arrondissement d'Antony. Nommé sous-préfet hors cadre, le 1^{er} novembre 1984, M. Bérard avait été nommé le 5 août 1986, directeur des affaires économiques et de la formation à la préfecture de la région Ile-de-France, puis le 4 novembre 1987, préfet du Gers.]

COTES-D'ARMOR :

M. Roger Gros.

M. Roger Gros, préfet des Pyrénées-Orientales, est nommé préfet des Côtes-d'Armor.

sont souvent associées à l'effort de l'Etat. Leur participation atteint 90 millions de francs.

2) Personnels.

Les quatre cents emplois supplémentaires d'enseignants permettront, d'une part, de renforcer l'encadrement dans les académies où la pression démographique ou le sous-encadrement sont le plus marqués, d'autre part, d'ouvrir trente groupes d'instituts universitaires de technologie supplémentaires.

Les deux cents transformations d'emplois de personnels administratifs techniques, ouvriers et de services supplémentaires ont été réparties selon les mêmes orientations.

Les crédits d'équipement bureautique, soit 25 millions de francs, seront répartis. De juin à l'issue de l'appel d'offres lancé auprès des établissements. Les matériels seront mis en place en octobre prochain.

Les crédits de fonctionnement et

d'heures complémentaires, qui représentent 100 millions de francs, vont permettre d'organiser des filières dans les nouvelles universités de l'Ile-de-France et de mieux prendre en compte les effectifs de rentrée dans tous les établissements.

Contribution du secteur agroalimentaire à la balance commerciale

Le ministre du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres une communication relative à la contribution du secteur agroalimentaire à la balance commerciale.

La balance agroalimentaire de la France a dégagé en 1989 un excédent record de près de 51 milliards de francs. Ce résultat est dû à la fois à l'accroissement des exportations et à la modulation des importations. Les céréales, les vins et spiritueux, les produits laitiers et le sucre contribuent pour l'essentiel à ce résultat. En revanche, le solde des échanges pour les conserves, les viandes porcine et ovine, les fleurs et les fruits et légumes frais doit être amélioré.

La place des Etats membres de la Communauté dans le commerce extérieur agroalimentaire français

continue de se renforcer. Le déficit des échanges avec l'Espagne a été comblé. Les échanges avec les pays de l'Est s'intensifient. L'excédent des échanges avec les Etats-Unis et le Japon s'accroît encore.

Ces performances tiennent pour une large part au dynamisme de nos exportateurs et à l'orientation de la politique agricole commune vers les débouchés du marché mondial.

Elles sont aussi la conséquence de l'assainissement du commerce international, auquel la France a contribué dans le cadre des négociations multilatérales. La France continuera à œuvrer, dans le cadre de l'Uruguay round, pour que les accords multilatéraux préservent les équilibres atteints et donnent toutes leurs chances aux produits agricoles français sur les marchés internationaux.

L'humour vache

Le jury du Prix de l'humour politique fondé par M^{me} Jacqueline Nabout, adjoint au maire de Paris, se devait de faire preuve lui aussi d'un certain humour. D'un humour... vache. « Ce n'est pas un cadeau. Cela ne va pas m'attirer que des sympathies », a en effet constaté avec lucidité le lauréat de 1990, M. Philippe Séguin, réputé pour ses formules caustiques. Le maire RPR d'Epinal venait d'être couronné pour avoir dit : « En 1974, les Français voulaient un jeune : ils ont eu Giscard. En 1995, ils voudront un vieux : ils auront Giscard ».

M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, ne court pas les mêmes risques en recevant le deuxième prix pour avoir dit : « Le plan désherbage n'est pas un arrosage. » Deux autres lauréats ont également été choisis parmi les membres du gouvernement. M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, qui avait déclaré : « En 1989, sur cinquante-deux évadés, on en a repris cinquante-trois » ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, pour ce bilan : « Le mur de Berlin s'écroule. Un mort : Jacques Delors ».

Enfin, M. André Santini, maire UDF d'Issy-les-Moulineaux, réputé pour ses mots, déjà couronné, a reçu le prix du « récidiviste » pour avoir dit : « Mgr Decourtray n'a rien compris au préservatif. La preuve, il le met à l'index ».

Précision. - Dans l'article relatif aux ouvrages consacrés au général de Gaulle paru dans le Monde du 19 juin, une ligne sautée a faussé le titre d'un livre. Il faut lire : De Gaulle et les communistes, par Henri-Christian Giraud (Albin Michel) ; Une certaine idée de mon père, par Philippe de Gaulle (Plon).

Le Monde
DES LIVRES

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les socialistes s'interrogent sur l'efficacité
du projet de M. Evin contre l'abus du tabac et de l'alcool

Les députés socialistes commenceront, lundi 25 juin, la discussion, en première lecture, du projet de loi Evin contre l'abus du tabac et de l'alcool (interdiction, à partir du 1^{er} janvier 1993 de toute publicité pour le tabac, stricte réglementation de celle sur les alcools). Pour réduire le nombre des navettes entre les deux Assemblées, le gouvernement a déclaré, mardi, l'urgence. La séance s'annonce animée comme l'a été, mardi 19 juin, celle du groupe socialiste réuni pour examiner ce brûlant dossier. A une courte majorité, les députés socialistes ont accepté de soutenir le projet Evin. Mais la bataille n'est pas terminée. La discussion pourrait en rappeler d'autres sur les célèbres bouillottes de cru.

Quel malheur d'être député socialiste quand on est élu d'une région viticole ou productrice de tabac ! Le projet Evin risque de porter, selon les intéressés, un coup fatal à de bonnes productions du terroir. Que deviendront les célèbres fêtes du vin ou de la bière ? M. Jean Oehler (Bas-Rhin) a posé gravement la question, mardi 19 juin, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale en s'interrogeant sur les effets économiques du projet de M. Claude Evin, ministre de la Santé, destiné à lutter contre l'abus d'alcool et de tabac. Et le « sponsoring » : ont clamé d'autres élus. Selon les dires d'un participant à cette réunion, les défenseurs de l'AOC, de la SEITA, et des producteurs de tabac ont tenté de faire rempart de leur corps. Bref, la réunion du groupe socialiste de mardi a donné lieu à une franche et solide empoignade entre les partisans et adversaires du projet Evin.

Un vote à deux camps, mais sa signification pourrait être contestée, compte tenu du petit nombre de participants (environ 75 sur un groupe de 272 membres). Le projet Evin n'a obtenu qu'une majorité de quelques voix. Un amendement autorisant la publicité pour les cigarettes légères jusqu'en 1997 a également été repoussé. Même les adversaires du projet reconnaissent que dans ce domaine il est très difficile de trouver un moyen terme entre l'interdiction absolue ou la liberté : toute modification en entraînant inévitablement une autre...

Le front du refus ne regroupe pas que les élus des régions directement concernées par la question. Ainsi, M. Jean-Pierre Michel (Haute-Saône) doute de l'efficacité

du dispositif prévu : « La loi Veil (anti-tabac) est là pour montrer comment on peut tourner un texte et ne jamais l'appliquer. En outre, en Suède et au Danemark, la consommation de tabac et d'alcool n'a pas diminué à la suite des mesures prises contre la publicité. Interdire la publicité en France, c'est idiot : la presse étrangère, le câble continueront d'en diffuser. Il n'y a plus de socialisme économique, alors maintenant on veut faire du socialisme dans la vie privée des gens... »

Et le fromage de tête ?

« L'alcool, cela aide à supporter l'ironie », M. Robert Savy (Haute-Vienne). Il serait peut-être plus prudent d'attendre la prochaine étape sociale pour le supprimer... Pour être plus sérieux, même s'il y a un vrai problème de santé publique — notamment pour les jeunes —, je crois que c'est très compliqué d'interdire la publicité à l'heure du satellite. M. François Massot (Alpes-de-Haute-Provence) est constaté : « Je vais déposer un amendement pour demander d'interdire le fromage de tête : je trouve que c'est mauvais pour la santé... »

Sans être aussi vif dans la forme, le premier secrétaire du PS,

M. Pierre Mauroy, a, au cours de la réunion, mis en garde « contre les interdictions répétées ». M. Mauroy, sans être franchement hostile au projet, redoute que la multiplication des contraintes, interdictions, mesures dissuasives diverses ne conduisent à l'instauration d'une sorte d'ordre moral rampant insupportable. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, se dit, en privé, sensible, d'une façon générale, à cette argumentation, même s'il approuve le projet Evin.

D'autres députés, en revanche, comme le rapporteur M. Jean-Marie Le Guen (Paris), M. Alain Richard (Val-d'Oise), Julien Dray (Essonne) ou Marie-Noëlle Lienemann (Essonne), ont défendu le dispositif Evin au nom de la santé publique et de la résistance aux lobbies. « On a beaucoup entendu les défenseurs de l'AOC ou des producteurs de tabac, mais quel silence sur la politique africaine... », remarquait M. Lienemann qui ajoutait : « Ce n'est pas une loi de prohibition, mais une loi contre la publicité qui projette des modèles culturels négatifs pour la société. »

Pour autant, M. Lienemann n'est pas insensible à l'argumentation selon laquelle il faudrait que les socialistes fassent attention de ne pas donner l'impression qu'ils

se vengent d'une certaine impuissance sur les grands sujets politiques en réglementant la vie quotidienne. Dans ce projet, ce n'est pas le cas, mais faisons attention ! »

« Il faut trouver une discipline dans les deux domaines, tabac et alcool », expliquait, quant à lui, M. Louis Mexandeau (Calvados) qui ne craint rien pour la célèbre boisson de son département : « En ce moment on ne parvient pas à faire face à la demande, notamment en provenance du Japon... »

PIERRE SERVENT

■ Nouvelle réunion députés PS-gouvernement sur le budget de 1991. — Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a indiqué mardi 19 juin, au cours d'un point de presse, qu'une délégation du groupe serait reçue à l'hôtel Maitland jeudi 21 juin, pour la préparation du budget de 1991. Il s'agit de la seconde réunion groupe PS-gouvernement. Une troisième est prévue à la mi-juillet. D'autre part, M. Mermaz a indiqué que le groupe poursuivait la préparation des propositions de loi sur le foncier et les bas salaires.

La préparation du 27^e congrès du PCFM. Marchais : oui au pluralisme
mais sur la base d'un seul texte

Dans le long rapport qu'il a présenté, mercredi matin 20 juin, au comité central du PCF, réuni jusqu'à vendredi au siège du parti, M. Georges Marchais a proposé que la préparation du 27^e congrès, prévu du 18 au 22 décembre, soit confiée à une commission comprenant ceux des dirigeants du parti qui contestent les orientations de la direction en excluant toutefois l'éventualité que plusieurs textes soient soumis à la réflexion des militants. Le secrétaire général du PCF a affirmé sa volonté de respecter l'expression des « droits de la minorité » mais il a personnellement répondu par la négative à la plupart des suggestions faites par M. Charles Fiterman dans l'entretien accordé par l'ancien ministre au Monde du 5 mai.

Un seul texte
mais « non ficelé »

M. Marchais s'est défendu de vouloir rechercher « l'unanimité à tout prix. Celle-ci n'est pas une fin en soi et nous savons bien que l'interpréter comme telle, a-t-il déclaré, ainsi que ce fut jadis le cas, entraîne une faiblesse politique fondamentale : celle de l'étouffement de la parole critique et donc, souvent, du travail créateur. Ne nous pas l'existence de désaccords lorsqu'il s'en manifeste, comme si cette réalité était tragique. Ne tentons pas de les minimiser lorsqu'ils portent sur des points cruciaux de notre politique. »

A propos de l'organisation du congrès, le secrétaire général du PCF a notamment indiqué : « Plu-

sieurs propositions ont été avancées qui concernent le type de document qui sera soumis à la discussion du parti. Faut-il un texte du comité central ou non ? Un ou plusieurs textes ? Un texte à voter dans son entier ou composé de plusieurs points à voter séparément ? (...) Je crois que les communistes (...) ont besoin que cette base de travail soit la même partout en France. Et pour se déterminer en toute connaissance de cause, ils ont besoin de connaître le point de vue des dirigeants qu'ils ont élus. Il faut donc un texte qui soit le même partout et dans lequel le comité central fasse connaître son avis et ses propositions. A partir de là tout est ouvert (...) Je souhaite vraiment, pour ma part, que nous adoptions un texte non « ficelé » qui crée les conditions d'un congrès « non bouclé ». Je propose donc qu'à l'issue de nos travaux nous élisions parmi nous une commission que nous chargerons de rédiger un texte de cette nature, avec le souhait que contribuent à sa rédaction des camarades ayant défendu, des points de vue différents dans les discussions que nous avons eues. Ce souci devrait évidemment se refléter dans la composition de cette commission qui pourrait présenter ses conclusions vers la fin septembre. Peut-être cette commission ne parviendrait-elle pas à être unanime sur tous les points du texte qu'elle nous soumettra. Nous verrons bien... »

M. Marchais a précisé que ce document préparatoire au congrès devrait « inclure un projet de programme du parti actualisé ».

Le contrôle des dépenses électorales

« Soyez impitoyables »

demande M. Michel Rocard

M. Michel Rocard a installé, mardi 19 juin, la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, créée par la loi du 15 janvier relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques.

« Vous serez vigilants dans vos contrôles, exigeants dans vos sanctions », a demandé le premier ministre aux membres de la commission (1). M. Rocard a continué : « L'échec tricolore à laquelle ont droit les élus, la cocarde tricolore qu'ils peuvent faire figurer sur leur voiture, vous aurez le pouvoir de les faire perdre, en même temps que leur siège, à ceux qui n'en seraient pas dignes. Le rôle qui est désormais le vôtre est considérable (...) De votre réussite dépend la saine moralité des mœurs politiques que vous contribuez

à rendre enfin insoupçonnable. C'est cela que le gouvernement, le Parlement et la France attendent de vous. »

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a souligné que lors des campagnes électorales « on avait beaucoup trop dépensé » et de « beaucoup trop inutile » avant d'ajouter : « Très souvent on a constaté que celui qui avait dépensé le plus d'argent n'avait pas recueilli le plus de voix ».

(1) Cette commission est composée de neuf membres, nommés pour cinq ans par décret, sur proposition du vice-président ou du premier président de leur cour d'origine : trois conseillers d'Etat, trois membres de la Cour de cassation, trois membres de la Cour des comptes. Les neuf membres élisent leur président. Pour l'accomplissement de ses tâches, la commission peut recourir à des experts et demander à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation qu'elle juge nécessaire.

Le texte renforçant la protection
des malades mentaux est définitivement adopté

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 19 juin, trois projets et une proposition de loi :

■ Protection des malades mentaux. — Les députés ont adopté définitivement le projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux, dans les mêmes termes que la version adoptée au Sénat. Le projet, qui réforme le système en vigueur depuis un siècle et demi, renforce les droits des malades mentaux hospitalisés, en faisant de l'hospitalisation libre la règle générale, et en imposant des conditions strictes aux hospitalisations d'office comme à celles faites à la demande d'un tiers. L'arrêté préfectoral d'hospitalisation d'office devra notamment être précédé d'un « certificat médical circonstancié ».

■ Organisation du service public de la poste et des télécommunications. — Après l'échec de la commission mixte paritaire Sénat-Assemblée, les députés ont rétabli, mardi 19 juin, le texte réformant

les P et T, voté en première lecture par l'Assemblée nationale. Les groupes PS et UDC ont voté pour ce texte présenté par M. Paul Quilès, ministre de la Poste, des Télécommunications et de l'Espace. Les députés UDF et RPR se sont abstenus, le PCF a voté contre.

■ Protection des personnes contre les discriminations en raison de la santé ou du handicap. — Les députés ont adopté, en seconde lecture, à l'unanimité, le projet de loi assurant la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap, qui concerne en particulier les séropositifs. Le texte étend aux discriminations en raison de santé ou handicap, les sanctions réprimant déjà celles fondées sur le sexe, la race ou la religion.

■ Scooters des mers. — Les députés ont adopté, lors de l'examen du texte sur les discriminations en raison de la santé ou du handicap, un article additionnel étendant aux engins de plage motorisés (scooters des mers notam-

ment) la loi de 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer. Selon cet article, présenté par M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la Mer, les engins de plage motorisés peuvent être immobilisés en cas de non respect des règles de circulation maritime. Des peines de 1 000 à 100 000 francs et/ou d'un emprisonnement d'un mois à un an sont prévues pour les auteurs d'infractions. Jusqu'à présent, seuls des décrets avaient été pris pour réglementer les conditions de fabrication et d'utilisation des scooters des mers.

■ Recherches biomédicales. — Les députés ont adopté définitivement une proposition de loi sénatoriale modifiant la date d'entrée en vigueur d'une loi de décembre 1988 sur la protection des personnes faisant des recherches biomédicales. La date d'application est reportée du 1^{er} juin au 31 décembre 1990 afin de permettre la mise en oeuvre des décrets d'application.

Désaccord entre députés et sénateurs de droite
sur la réforme de la Constitution

L'Assemblée nationale doit débattre en deuxième lecture, jeudi 21 juin, du projet de réforme de la Constitution permettant aux justiciables de saisir le Conseil constitutionnel s'ils estiment qu'une loi porte atteinte à leurs droits fondamentaux. La préparation de cette discussion en commission des lois a montré que les députés de droite comme ceux de gauche n'avaient aucune envie de permettre au Sénat d'accroître ses pouvoirs, comme le souhaitait la majorité des sénateurs.

Le Sénat va être mis au pied du mur. Accepte-t-il oui ou non que le droit de se plaindre de la non constitutionnalité d'une loi soit réservé à la classe politique ? Les travaux de la commission des lois de l'Assemblée nationale montrent que les députés devraient, jeudi 21, accepter la plupart des modifications apportées par les sénateurs au cœur même du projet de réforme de la Constitution, mais repousser les ajouts par lesquels le Sénat tente d'augmenter ses prérogatives.

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les députés ne veulent pas remettre en cause l'équilibre des institutions tel que l'a voulu le constituant de 1958. Ainsi, aussi bien M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) que M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) ou

M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) partagent l'analyse de M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président et rapporteur de la commission des lois, pour refuser les amendements sénatoriaux visant à contraindre le président de la République à signer les ordonnances prises par le gouvernement en application d'une délégation de pouvoir du Parlement et à donner un droit de veto aux sénateurs sur tous les projets concernant les libertés publiques.

Le travail du Sénat n'a pas pour autant été rejeté d'un revers de main par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Bien au contraire. D'abord parce que M. Sapin a pu se féliciter que la majorité sénatoriale ait adhéré au principe de l'institution d'un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception. Ainsi les députés ont approuvé la procédure de renvoi automatique devant le Parlement d'une disposition législative jugée inconstitutionnelle. De même ils ont retenu la définition plus précise, proposée par les sénateurs, des « droits fondamentaux », la possibilité pour 60 députés ou 60 sénateurs de demander au Conseil constitutionnel de vérifier la conformité à la Constitution d'un engagement international de la France. Ils ont aussi fait leur la volonté sénatoriale de renforcer le régime des incompatibilités des membres du Conseil.

En revanche la majorité de la commission a refusé que le président du Conseil constitutionnel

soit élu par ses pairs tous les trois ans, M. Sapin estimant que cela priverait la fonction de la stabilité nécessaire. Surtout, elle a refusé que la réforme ne s'applique qu'aux lois antérieures à 1974, ce qui est techniquement difficile.

Sur les amendements « lourds » de la majorité sénatoriale le désaccord n'est donc pas entre la droite et la gauche, mais entre les deux chambres du Parlement. Si la séance publique confirme l'approche de la commission des lois, le Sénat devrait donc être saisi, en deuxième lecture, d'un texte retenant ses idées à l'exception de celles qui rendent la réforme inacceptable ou inapplicable.

THIERRY BRÉHIER

L'opposition éprouve des difficultés
à coordonner son action

L'intergroupe parlementaire RPR-UDF-UDC a décidé de reporter au mercredi 27 juin la réunion au cours de laquelle seront entendus les membres du comité de coordination de l'opposition. Au cours de celle-ci, MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et François Bayrou, délégué général de l'UDF, doivent présenter une étude sur l'état d'avancement de l'organisation de l'opposition. Ce projet n'est toujours pas au point, en raison des conceptions différentes exprimées par certains. Les centristes ont critiqué la prise de position de

Le Sénat refuse la réforme de la taxe d'habitation
défendue par les députés du PS

Les sénateurs ont examiné, mardi 19 juin, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la révision générale des bases des impôts directs locaux, et présenté par M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget. La majorité sénatoriale a adopté, dans la nuit du 19 au 20 juin, le texte privé de dispositions introduites par les députés, notamment de la réforme de la taxe d'habitation imposée au gouvernement par le groupe socialiste. Les sénateurs socialistes se sont abstenus sur le texte et le groupe communiste a voté contre.

La majorité sénatoriale a fait un sort à la réforme de la taxe d'habitation introduite dans le projet de loi sur la fiscalité locale par les députés socialistes (le Monde du 2 juin). Dans le texte issu des travaux de l'Assemblée nationale, il était prévu qu'à partir de 1992, la part départementale de la taxe d'habitation serait en effet assise sur le revenu, et non plus sur la valeur locative. Cette réforme a été qualifiée de « greffon peu opportun » par le rapporteur du projet, M. Paul Girod (Rass. dém., Aisne). M. Girod estime que l'incorporation de la notion de revenu dans les bases de la taxe d'habitation reviendrait à transférer vers cette taxe les « déficits » du système d'impôt sur le revenu. Ironisant sur le « contenu socio-idéologique » de la réforme, il a insisté sur le fait que « les impôts locaux sont rattachés à la valeur locative et à rien d'autre ». Il a affirmé que les simulations effectuées sur ses modalités d'application font apparaître « de nouveaux contribuables sur le marché ».

M. Charasse a défendu mollement l'amendement des députés socialistes. Il a fait remarquer qu'en supprimant l'article additionnel contenant les dispositions relatives à la taxe d'habitation, les sénateurs devraient s'attendre à un rétablissement immédiat de cette mesure lors d'une nouvelle lecture du projet à l'Assemblée nationale. M. René Rénault (PS, Côtes-d'Armor) a donné une autre interprétation des simulations déjà réalisées en indiquant que selon certains chiffres, 70 % des assujettis paie-

raient moins si le texte était appliqué en l'état. Sur le vote de suppression de la disposition, les communistes se sont abstenus, tout comme il l'avaient fait à l'Assemblée nationale lors de son adoption.

Les sénateurs ont ensuite débattu d'un aspect du texte passé relativement inaperçu lors de son examen au Palais-Bourbon, les « évènements hors sol ». M. Girod s'est prononcé contre l'imposition des installations affectées à ce type d'élevage. Les sénateurs de Bretagne, où ce système est particulièrement répandu, sont intervenus à sa suite pour critiquer cette disposition. M. Marcel Daussy (opposition cent., Ille-et-Vilaine) a demandé à ce que l'on ne contrarie pas une activité dégageant chaque année 50 milliards de francs. « Le ministre de l'Agriculture n'y est prêt qu'à la condition qu'il en aille de même chez nos voisins européens, ce qui n'est pas le cas », a-t-il rappelé. M. Jacques de Menou (RPR, Finistère) s'est montré plus pratique en soulignant que cette taxe ne prendrait pas en compte les arrêts de fonctionnement de ces élevages, ou la réduction de leurs activités.

Bretan lui aussi, M. Rénault s'est déclaré favorable à une mesure qui permettrait de « mutualiser les impôts locaux ». « Les membres d'une même profession contribuent différemment selon qu'ils possèdent de la terre [assujettie à l'impôt] ou des bâtiments [qui y échappent]. Au nom de l'équité, il paraît juste que tous participent », a-t-il plaidé en vain.

GILLES PARIS

Joly, in Lita

10 La réforme de l'orthographe pour la rentrée 1991
- Les suites de l'affaire Noth

12 Défense : nominations au conseil des ministres
- L'inauguration des locaux du Monde

13 La mort de Frank Wright
16 La Coupe du monde de football

La justice sécularisée

La grève de la magistrature illustre le mal-être d'une profession tombée de son piédestal

Ce n'est pas la première fois que les magistrats se rebiffent ni que les palais de justice résonnent de leurs revendications. Depuis des années les juges réclament de meilleures conditions de travail, pour rebasculer l'éclat et l'efficacité de la justice, qui se rend aujourd'hui au-dessous du seuil de la pauvreté.

Aussi décourageante pour eux qu'exasperante pour les usagers, cette situation ne peut plus durer : elle est la signification de la dégradation de la justice, de la dégradation de la magistrature, de la dégradation de la justice.

Si la désapprobation de la magistrature s'est inscrite en colère, c'est qu'elle vient de loin. Elle traduit le déclin d'une profession qui compte. Un peu sur le modèle des enseignants qui l'ont précédée sur cette pente.

Il n'est pas facile d'entraîner un tel déclin, qui tient à la fois de la crise d'identité, du sort budgétaire réservé depuis trop d'années à la justice et d'une évolution du droit qui tend à marginaliser le rôle des magistrats, lesquels ne sont plus les seuls, aujourd'hui, à dire la loi.

Sauver la face

Protéiforme, la crise de la magistrature est d'abord celle d'une profession tombée de son piédestal. La magistrature était crainte et respectée, elle est aujourd'hui critiquée. Les Français la tiennent pour responsable des dysfonctionnements de la justice, de ses lenteurs et de son hermétisme. Les magistrats ont beau tenter de dénouer l'institution judiciaire - certains s'y emploient avec héroïsme, leurs efforts demeurent en deçà de l'attente des justiciables. Du coup, la justice ne

remplit plus sa fonction de régulateur de la vie sociale. Comment prétendre le contraire alors qu'il faut des années pour obtenir réparation d'un licenciement abusif, d'un accident de la circulation ou de la maladresse d'un pavillon de banlieue acquis au prix de privations quotidiennes ?

Et que dire de ces peines d'emprisonnement automatiquement allouées sur les années déjà passées en détention provisoire, quelle que soit la culpabilité de l'intéressé ? L'essentiel, pour l'institution judiciaire, n'est-il pas de sauver la face, de ne pas avoir à reconnaître qu'elle a maintenu trop longtemps un délinquant sous les verrous, faute d'avoir examiné son dossier à temps ? Le jargon judiciaire nommé « couvrir la détention » cette pratique trop répandue, qui revient, pour les tribunaux, à s'annuler de leurs propres carences.

Les justiciables-poids lourds, en

particulier les grandes entreprises, court-circuitent depuis longtemps cette justice-escargot. Ils recourent, de plus en plus souvent, pour régler leurs différends, à des arbitres privés, hauts magistrats à la retraite, professeurs de droit, avocats fameux qui, à la différence des tribunaux, savent faire vite et parler clair.

Proletariat de la fonction publique

Les pouvoirs publics eux-mêmes semblent tenir en suspicion l'institution judiciaire, la jugeant apparemment incapable de répondre aux besoins d'un Etat moderne. En témoigne la floraison, ces dernières années, de para-judictions présumées plus aptes que les tribunaux à remplir certaines tâches : Commission des opérations de Bourse, Commission nationale de l'audiovisuel et des libertés, Conseil supérieur de l'au-

diovisuel, etc. La multiplication de ces circuits de dérivation non seulement atténue le prestige de l'institution judiciaire, mais elle a aussi dévalué le métier de juge. Ce n'est pas que celui-ci n'attire plus de candidats : on se bouscule toujours à l'entrée de l'Ecole nationale de la magistrature.

Cependant la qualité des postulants laisse de plus en plus à désirer. Comment les plus brillants des étudiants en droit s'y regardent-ils pas à deux fois ? Il faut avoir la vocation chevillée au corps pour accepter de gagner 15 000 F nets par mois, sur douze mois, lorsqu'on approche de la quarantaine, qu'on a six ou sept années d'études supérieures derrière soi et qu'on est juge depuis douze ans.

A ce niveau de rémunération, un magistrat chef de famille ne peut se loger à Paris. En poste dans une petite ville de province,

exposé au regard de tous, il est incapable d'y tenir son rang.

Le décret qui a modifié récemment les règles de préséance lors des cérémonies publiques en a tiré la leçon : les présidents de tribunaux de grande instance y ont régressé à la vingt-deuxième place, derrière les secrétaires généraux de préfecture.

Si on pouvait parler de proletarianisation de la haute fonction publique, la magistrature en fournirait une excellente illustration. Sous la simarre et l'épingle, grandement aujourd'hui des hommes et des femmes exaspérés du sort qui leur est fait et pour lesquels le syndicalisme et la grève ne sont plus des tabous. Longtemps sacralisée, la justice se prouve ainsi à elle-même qu'elle s'est sécularisée. Il n'y a rien d'étonnant, dès lors, à voir les magistrats réagir à l'adversité comme des infirmiers ou des postiers.

BERTRAND LE GENDRE

La fronde de la Cour de cassation

Les magistrats de la Cour de cassation ont beau vouloir se distinguer de la pyramide de la magistrature, leur colère n'en est pas moins réelle. Elle a pris un tour franchement polémique ces jours derniers, sous la forme d'un échange de lettres avec le président de la République.

A l'origine, évoquée, de cette fronde les déclarations de M. Mitterrand lors du conseil des ministres du 6 juin. Évoquant les priorités budgétaires pour l'actuelle législature, le chef de l'Etat cite l'éducation, la formation, la recherche, le logement, l'emploi et... oublie la justice.

Colère des magistrats de la Cour de cassation qui décident presque aussitôt de réunir par voie de pétition leur assemblée générale. Le ton de cet appel est plutôt rude. Les hauts magistrats se déclarent « inquiets » des propos de M. Mitterrand et rappellent, à toutes fins utiles, que le premier ministre a cité récemment l'institution judiciaire « parmi les grandes priorités du prochain budget ».

Pas de contradiction

La lettre adressée, en réponse, par M. Mitterrand à M. Pierre Arpaillange, président de la Cour de cassation, n'en est pas moins nette. « Je suis surpris », écrit le chef de l'Etat, que des magistrats de la cour suprême aient pu s'émouvoir d'informations qu'il soit fait, pour le moins, prendre la peine de vérifier.

« A-t-il besoin de préciser, ajoute le président de la République, que les objectifs à long terme assignés aux législateurs n'excluent pas que d'autres secteurs fassent l'objet d'une attention particulière, notamment en cas d'urgence, à l'occasion de budgets annuels ? »

Et M. Mitterrand d'insister sur le fait qu'il ne saurait y avoir de contradictions entre ses propos et ceux de M. Michel Rocard : « La justice, précise-t-il, bénéficie d'un effort exceptionnel au budget de 1991, ainsi que l'a déclaré le premier ministre en des termes que je n'ai pas démentis. »

Cette précision n'a apparemment pas apaisé les magistrats de la Cour de cassation qui, réunis en assemblée générale le mardi 19 juin, ont déploré les « attaques de plus en plus vives » dont la justice française serait l'objet, attaques qui, selon eux, « visent aussi bien son indépendance que les conditions de son fonctionnement quotidien ».

Bref, la haute magistrature se fait du « mouron » exécrant comme les juges de base, et si son inquiétude s'est exprimée, pour s'en distinguer, à la veille de la journée de protestation du commun de la magistrature, elle n'en est pas moins vive.

B. L. G.

Un entretien avec M. Pierre Arpaillange

« Aucun gouvernement n'a porté d'attention suffisante aux difficultés de la justice », nous déclare le garde des sceaux

Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, analyse, dans l'entretien qu'il nous a accordé, ce qu'il appelle le « malaise » de la justice.

« Le mouvement de protestation des magistrats le 21 juin est sans précédent. Quelles sont, à votre avis, les causes de ce mécontentement ? »

« Le mouvement de protestation des magistrats n'est pas sans précédent : des mouvements de ce type se sont déjà produits, notamment en 1976, en 1979 et en mars 1981. Cependant, la protestation était alors dirigée contre telle ou telle action du ministre de l'époque. Aujourd'hui, la situation est très différente : c'est à propos de l'évolution de leur propre profession que les magistrats entendent manifester leur inquiétude. »

« Le malaise que la justice connaît aujourd'hui a des causes anciennes. »

« Nous assumons l'héritage d'une très longue période au cours de laquelle aucun gouvernement n'a apporté d'attention suffisante aux difficultés grandissantes rencontrées par l'institution judiciaire ni ne s'est donné les moyens de les résoudre. »

« Vous savez que la justice subit actuellement une formidable mutation. Jamais la demande de justice n'a été aussi forte, jamais les tribunaux n'ont été aussi souvent saisis, non seulement en matière pénale, mais aussi en matière civile, sociale, commerciale. »

« Le contentieux civil a augmenté de plus de 60 % depuis 1980. »

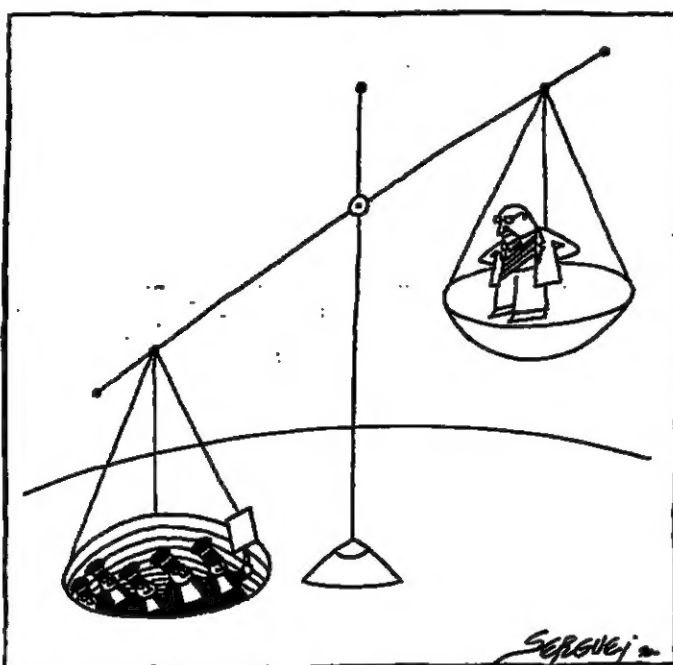
« En outre, les missions traditionnelles de règlement des litiges individuels se doublent désormais d'une fonction de régulation dans les domaines sociaux et économiques. De nouveaux contentieux sont apparus : le surendettement des ménages, le contentieux de la consommation, pour ne citer que deux exemples ; d'autres ont réellement changé de nature et de dimension, tels le contentieux familial ou le contentieux lié à l'insertion des jeunes en difficulté. »

« Et pourtant le nombre des magistrats et des fonctionnaires de justice n'a pratiquement pas évolué. »

« Le constat est clair : il s'agit d'abord d'une crise des moyens de la justice. Il s'agit ensuite de la prise de conscience aiguë par les magistrats et les fonctionnaires de difficultés qu'ils rencontrent face à l'évolution de leur missions. Il en résulte un sentiment de manque de reconnaissance sociale, ce qui est paradoxal au moment où la justice prend une place de plus en plus importante dans le fonctionnement de la démocratie. Il s'agit enfin du sentiment que leurs missions sont de moins en moins perçues comme essentielles au fonctionnement de la démocratie. »

« Que pouvez-vous dire aux magistrats pour apaiser leurs inquiétudes et quels engagements pouvez-vous prendre à leur égard ? »

« Les magistrats savent que je ne ménage aucun effort pour les doter, avec le concours du Parle-



ment tout entier, des moyens leur permettant de remplir dignement leur mission. Le projet de budget du ministère de la justice pour 1991 concrétera, avec l'appui du président de la République, la détermination du gouvernement ; le ministre du budget s'est engagé lors des débats d'orientation budgétaire, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, conformément aux déclarations du premier ministre le 22 février 1990 à la chancellerie.

« Bien sûr, il ne peut s'agir de régler tous les problèmes en une seule année, ni dans le seul budget, mais plutôt de manifester fortement une volonté politique qui devra se poursuivre. »

« D'ores et déjà, des mesures concrètes ont été prises, comme le recrutement anticipé de greffiers, qui vient s'ajouter aux créations d'emplois de greffe déjà acquises au budget 1990. Ceci est un renversement de tendance tout à fait significatif. »

« Ce recrutement anticipé s'inscrit parmi toute une série de mesures concrètes concernant le fonctionnement courant des juridictions qui ont été annoncées par le premier ministre en février dernier. Or j'indique que ces mesures sont déjà intégralement financées, grâce à un décret d'avances publié au Journal officiel le 31 mars dernier. »

« A ces mesures nouvelles s'est ajoutée - c'est important - que tous les magistrats et fonctionnaires le sachent, l'exemption, pour le budget de la justice pour 1990, des mesures d'économie imposées aux autres ministères. Cela signifie que les crédits de fonctionnement notifiés aux juridictions en mars 1990 n'ont subi aucune amputation, au contraire de ce qui s'est passé l'an dernier et contrairement à ce qui s'est passé cette année dans d'autres administrations de l'Etat. »

« J'ajoute, et c'est pour moi d'une importance capitale, que je

serai en mesure de présenter, à l'automne prochain, dans le cadre du débat budgétaire, un plan de rénovation des bâtiments judiciaires pour les cinq prochaines années. L'enjeu majeur est d'offrir aux magistrats et fonctionnaires un cadre de travail digne de leur mission et aux justiciables des conditions d'accueil satisfaisantes. »

« En outre, va bientôt être mis en œuvre le nouveau schéma directeur de l'information de la justice fruit d'un travail de deux années. Il est placé sous le signe du décloisonnement de services et de la concertation avec les organisations syndicales et professionnelles de magistrats et de fonctionnaires. »

Les hommes d'abord

Il doit être validé dans les prochaines semaines pour tenir compte notamment des impératifs de la loi informatique et libertés. Quoi qu'il en soit, il concrétisera le nouvel et considérable effort d'investissement de la justice de franchir une étape supplémentaire dans la voie de la modernisation.

« Mais j'ai bien conscience que l'amélioration de la justice quotidienne ne repose pas uniquement sur l'accroissement quantitatif des moyens. L'institution judiciaire s'appuie essentiellement sur des hommes. Il faut donc sans cesse améliorer leur formation et la qualité de recrutement, ces deux préoccupations étant pour moi essentielles. »

« Je crois à cet égard avoir de bonnes raisons d'être satisfait ; car vous savez que j'ai été le premier membre du gouvernement à conclure le 30 mars dernier avec les principales organisations professionnelles et syndicales un accord sur la formation continue, en application de l'accord-cadre gouvernemental signé par M. Durafour. Cet accord « justice »

présente la particularité de concerter l'ensemble des personnels magistrats comme fonctionnaires. »

« S'agissant de la formation initiale, pour préparer les futurs magistrats à leur mission, j'ai décidé d'allonger leur scolarité de vingt-sept à trente et un mois. »

« Il est en effet, à mes yeux, indispensable que les magistrats de notre pays acquièrent non seulement les bases juridiques nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, mais aussi connaissent le contexte social, économique et culturel dans lequel ils sont amenés à intervenir. »

« C'est cette même idée qui m'a d'ailleurs conduit à décider de créer un Institut des hautes études judiciaires. Cet institut, qui aura le statut d'une association, permettra des échanges entre universitaires, chercheurs et praticiens. La science du droit, en effet, ne peut être la seule qualité des magistrats. Il leur faut aussi acquérir un sens aigu des réalités sociales et économiques. »

« Certains magistrats ont décidé de faire grève malgré leur statut qui leur interdit d'entraver le fonctionnement des juridictions. Y aura-t-il des sanctions ? »

« Le mouvement de protestation a une dimension essentiellement symbolique, que je ne méconnaissais pas. »

« Mais je crois trop en la conscience des magistrats pour redouter qu'ils ne puissent véritablement entraver le fonctionnement des juridictions, et porter ainsi gravement préjudice aux intérêts des justiciables. »

« Les responsabilités des magistrats sont éminentes dans le pays. Elles leur imposent des obligations particulières. Pour ma part, je veillerai au fonctionnement régulier des juridictions. »

Propos recueillis par BERTRAND LE GENDRE

L'affaire des fausses factures de Nancy La Cour de cassation estime « irrégulière » la procédure conduite contre le maire de Toul

NANCY
de notre correspondant

« Il faut savoir s'incliner devant les décisions de justice, même si celles-ci ont pour effet de rendre encore plus difficile la lutte contre la corruption. » Tel a été, mardi soir 19 juin, le bref commentaire du juge d'instruction M. Thiel à l'annonce de la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Cello-ci a, en effet, cassé un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy rendu le 120 février 1990 par lequel les magistrats nancéiens considéraient comme régulière la procédure suivie dans ce dossier. C'est à la cour d'appel de Colmar que la Cour de cassation a laissé la charge d'appliquer les conséquences de cette décision et il semblerait bien qu'on se dirige vers une annulation d'une partie importante de la procédure.

A l'origine de cette procédure, le

pouvoir formé par M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul, inculpé et écroué dans cette affaire depuis le 15 décembre 1989. Les défendeurs du maire de Toul, M. Bobr, Buisson et Hemmorké soutiennent, en effet, que leur client a fait l'objet d'une inculpation tardive car le nom de l'élu apparaît dans ce dossier dès 1988. La chambre criminelle a, effectivement, considéré que, dès le 26 mai 1988, M. Gossot était susceptible d'être inculpé. Son statut d'officier de police judiciaire devait donc amener le procureur de la République à saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation, sous peine de nullité.

La Cour de cassation qui remet aujourd'hui en question les actes accomplis par le juge Thiel a rappelé dans ses attendus qu'« un maire, officier de police judiciaire, ne pouvait être inculpé d'infractions commises dans l'exercice de ses fonctions que par une chambre d'accusation spécialement et préalablement désignée par la Cour de cassation ».

MONIQUE ROUX

SOCIÉTÉ

M. Rocard approuve le Conseil supérieur de la langue française

L'orthographe « rectifiée »
devrait être enseignée dès la rentrée 1991

M. Michel Rocard a accepté officiellement, mardi 19 juin, les propositions de rectification de l'orthographe du Conseil supérieur de la langue française, en les qualifiant de « précises, limitées, cohérentes et respectueuses de l'histoire et de la nature de notre langue » (le Monde du 20 juin). L'orthographe « rectifiée » devrait être enseignée dès la rentrée 1991.

« Les puristes vont hurler, les enfants et les étrangers seront contents », résumait Bernard Pivot, mardi, sur le pont de l'hôtel Matignon. Pierre Perret se déclarait « très heureux de participer à ce coup de plume », tandis que Maurice Druon faisait l'éloge de l'orthographe nouvelle, approuvée à l'unanimité par l'Académie française le 3 mai dernier. Convergences étonnantes du monde des médias (comme on peut l'écrire à présent sans scrupules), de celui de la chanson et des gardiens du temple de la langue française, tous trois représentés au Conseil supérieur de la langue française.

Les propositions de cette instance seront discutées, contestées, appliquées ou non, mais personne ne pourra nier qu'elles ont fait l'objet d'une large concertation.

Relancée en septembre dernier par la publication de plusieurs

ouvrages dénonçant les aberrations de notre système d'écriture, l'éternelle polémique sur la réforme de l'orthographe a été prise en charge à l'arraché par le nouveau Conseil supérieur de la langue française.

Ses propositions de rectifications orthographiques sont issues de travaux d'experts dirigés sur la base de plusieurs principes : fermeté et souplesse (il s'agit d'établir une nouvelle norme tout en continuant d'admettre l'orthographe actuelle), utilité (le Conseil entend « mettre fin à des hésitations, à des incohérences impossibles à enseigner de façon méthodique, à des « scories » de la graphie qui ne servent ni la pensée, ni l'imagination, ni la langue, ni les utilisateurs »), respect du « génie de la langue » (les modifications s'appuient sur des évolutions déjà amorcées), refus de tout bouleversement.

Des réactions
contrastées

Certaines propositions ne font d'ailleurs que reprendre des amendements déjà adoptés par l'Académie en 1975 et inscrits dans les textes officiels de l'éducation nationale, mais jamais appliqués. Les rectifications plus ambitieuses proposées aujourd'hui seront-elles mieux accueillies ? « L'usage en décidera, car on ne modifie pas l'orthographe par décret ; le rôle de l'éducation nationale sera fonda-

mental », commentait mardi, M. Bernard Cerquiglini, délégué général à la langue française.

La nouvelle orthographe va faire l'objet d'une circulaire publiée dans un numéro spécial du Bulletin officiel de l'éducation nationale diffusé cet été dans toutes les écoles.

A partir de la rentrée 1991, elle devrait devenir la norme et être enseignée dans tous les établissements scolaires, « les anciennes graphies restant tolérées tant que l'usage n'aura pas changé ».

Instituteurs et professeurs déclareront donc finalement si doivent passer dans les mœurs la simplification de l'accord du participe passé des verbes pronominaux, la disparition du trait d'union dans les mots composés, et si l'on peut écrire des « après-midis », « des matchs », « gagère » comme « naïf », « il étiqète » comme « il achète », « abime » comme « aîme » et « charriot » comme « charrette ».

Le Syndicat national des instituteurs (SNI-FEN), qui milite depuis des années pour une simplification de l'orthographe sera satisfait. En revanche, la Société des agrégés dénonce la « démagogie » de la nouvelle orthographe, estimant qu'« une fois de plus, parents et maîtres seront désorientés et viendront à ne plus accepter aucune règle. Une fois de plus, sous prétexte de remédier à de prétendues anomalies, on va en introduire de nouvelles à la pelle ».

PHILIPPE BERNARD

MÉDECINE

San-Francisco « Sidatown »

Suite de la première page

La capitale des homosexuels, l'un des épicentres de l'épidémie de sida, sera donc, cinq jours durant, le théâtre d'un étrange spectacle où l'on verra se côtoyer douze mille scientifiques venus du monde entier, des homosexuels accourus des quatre coins des États-Unis et des centaines de policiers inquiets d'avoir à maintenir l'ordre sous l'œil et les caméras d'un bon millier de journalistes.

Pour éviter que les manifestations dégénèrent, la police a mis au point un dispositif tout à fait particulier. Un « agent de liaison » — une femme homosexuelle officier de police — assurera le contact constant avec les leaders des principaux groupes activistes. En outre, une unité de policiers « gay sensitive » — la plupart d'entre eux sont homosexuels — sera chargée de la protection de l'enceinte du congrès. Quant aux 1 750 autres policiers mobilisés, on leur a projeté un film expliquant les raisons du mécontentement des militants des diverses associations appelées à manifester et on leur a rappelé les modes de contamination de la maladie. Cet effort pédagogique n'a visiblement pas suffi puisque plusieurs d'entre eux ont demandé à pouvoir utiliser des masques et à gants lors des manifestations...

Un dispositif
particulier

Pour ne rien arranger, un policier a donné une interview à la télévision au cours de laquelle il a affirmé que les manifestants avaient l'intention d'asperger les forces de l'ordre avec du sang contaminé. Bien que le policier ait été immédiatement désavoué par ses supérieurs, les militants de ACT-UP ont très mal pris ces propos et ont très bien évidemment pas dans nos intentions, mais maintenant la police a un prétexte tout trouvé pour réprimer comme bon lui semble les manifestations.

San-Francisco est malade du sida. Sur ses 740 000 habitants, 5 700 sont déjà morts de cette maladie et environ 8 700 sont actuellement malades. Il y aurait entre 18 000 et 35 000 séropositifs. Pour les aider, cinq mille volontaires et une multitude d'associations travaillent sur le terrain. « Et pourtant, nous manquons cruellement de moyens », explique l'un des responsables du Shanti project, l'une de ces associations. Comme les malades sont de plus en plus nombreux et qu'ils vivent de plus en plus longtemps grâce aux nouveaux traitements, il nous faut chaque jour de nouveaux volontaires pour les aider et des moyens financiers en conséquence. L'État et la municipalité ne font pas assez. Comme s'ils ne voulaient pas mesurer l'exacte ampleur de l'épidémie. Plus de quatre-vingt mille personnes sont déjà mortes du sida aux États-Unis. Que veulent-ils de plus pour se convaincre de la gravité de la situation ? Du côté d'ACT-UP, les revendications sont encore plus radicales : « Nous voulons être considérés comme un partenaire à part entière du gouvernement, des firmes pharmaceutiques et de la communauté médicale de manière à être associés à toutes les décisions concernant la meilleure manière de lutter contre la maladie, explique un responsable ; nous réclamons également la mise en œuvre d'un plan national de santé qui garantisse des soins de qualité pour tous, quel que soit le niveau de vie ».

La fin
d'un rêve

S'il est une expression que les membres de ces associations d'aide aux malades ne veulent pas entendre, c'est bien celle du « modèle de San-Francisco ». « On nous bassine avec ça à longueur d'année », explique John, un jeune séropositif militant d'ACT-UP. Or, moi ce que je constate c'est qu'il y a chaque jour davantage de malades et qu'ils éprouvent parfois les pires difficultés.

ENVIRONNEMENT

Greenpeace demande le secours de la Marine nationale. — L'organisation écologiste Greenpeace, dont le navire *Sirius* surveille la pêche aux thons au large de l'Espagne, dément les accusations de violences dont cette opération serait accompagnée. Selon Greenpeace, à aucun moment ses militants n'ont cherché à gêner les pêcheurs ni à les provoquer. Par ailleurs un plongeur du *Sirius* a été victime d'un accident de décompression et Greenpeace, a fait appel à la Marine nationale dont un appareil devait apporter des médicaments sur place dans la soirée de mardi. — (AFP.)

York et de 118 à San-Francisco. » San-Francisco, la schizophrène. Au Fisherman's Wharf, des grappes de touristes prennent d'assaut le fameux Cable Car ou encore vont en bateau visiter le pénitencier d'Alcatraz. A l'autre bout de l'agglomération, dans le quartier de Castro, des homosexuels renouent avec la vieille tradition de révolte de la ville. Berkeley n'est pas si loin. La ville où tous les américains rêvent de faire leur voyage de noces ne veut pas se résoudre à l'indéfectible fin d'un rêve.

C'est pourquoi la communauté homosexuelle de San-Francisco, profitant des projecteurs braqués sur la ville, fera entendre sa voix, ses « non » à la discrimination, au fatalisme et à la résignation. Comme l'an dernier, elle se retrouvera au cours de sa grande parade, et seuls manqueront ceux que la maladie a emportés.

FRANCK NOUCHI.

Mise en jambes

SAN-FRANCISCO
de notre envoyé spécial

Ce fut comme une répétition générale, quelques heures avant l'ouverture officielle de la sixième conférence internationale sur le sida. Une petite manifestation sans prétention, juste pour voir, et se faire une idée de l'état d'esprit des forces de l'ordre.

Ils étaient un bon millier, mardi 19 juin, à défiler dans les rues de San-Francisco à l'appel de l'association ACT-UP. En grande majorité des homosexuels, hostiles à la politique américaine en matière d'immigration.

L'ambiance était plutôt à la fête. On avait sorti pour l'occasion certains accoutrements dignes des meilleurs carnavales. Les policiers eux-mêmes sem-

blaient fraterniser avec les manifestants, certains n'hésitant pas à afficher leur homosexualité.

Mais, lorsque, en compagnie des télévisions du monde entier, on voulut faire un petit tour du côté du siège de l'Office d'immigration, des forces de l'ordre, d'un genre moins débonnaire, attendaient les manifestants, matraques à la main. Quelques sifflets, des rapides échauffourées et aux cris de « Honte ! Le monde entier vous regarde », la manifestation reprit son chemin pour se disperser peu après.

Il était difficile, à la vue de ce seul défilé, de juger de l'état de mobilisation des militants activistes. Le premier vrai test aura lieu mercredi 20 juin, jour de l'ouverture du congrès.

F. N.

ÉDUCATION

La commission d'instruction disciplinaire
de Lyon-III a entendu M. Bernard Notin

LYON

de notre bureau régional

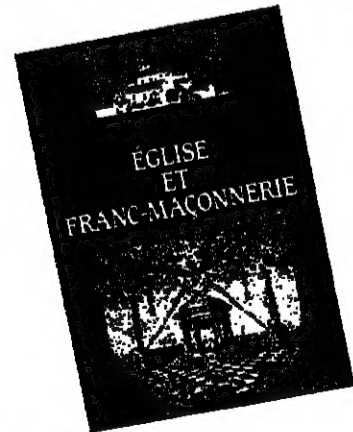
M. Bernard Notin, maître de conférences en économie à l'université Jean-Moulin (Lyon-III), a comparu, assisté de son avocat, M. Gilbert Collard, devant la commission d'instruction de la section disciplinaire de cette université, le 19 juin, pendant près de trois heures.

Cette audience constituait la première étape de la procédure engagée contre l'enseignant, à la requête du président de Lyon-III, M. Pierre Vialle (le Monde du 17 mai). La section disciplinaire appelée à statuer sur le cas de M. Notin se comporte comme une véritable juridiction : elle procède elle-même à l'instruction de l'affaire. Elle a seulement entendu M. Notin, convoqué « au titre de l'article » publié sous sa plume dans la revue *Economie et sociétés*, et son

conseil, M. Collard. Selon l'avocat marseillais, l'audience a porté uniquement sur ce texte de M. Notin, et non aussi, comme il le souhaitait, sur son enseignement. M. Notin se serait employé à justifier le ton, le vocabulaire ainsi que les exemples choisis. Il s'est défendu de tout antisémitisme.

M. Collard a demandé l'audition de plusieurs témoins : des étudiants, des personnes ayant contribué à la diffusion du texte incriminé, notamment M. Frédéric Poulon, professeur à Bordeaux-I et coordinateur du numéro incriminé, et des intellectuels de renom. Il n'est pas certain, toutefois, que la commission accède à cette demande, a précisé M. Bonnet, président de la section disciplinaire. Cette instance devra lui remettre, fin juin, un rapport « établissant les faits » reprochés à M. Notin. La commission devra rendre son rapport à la mi-juillet.

R. Bs

Histoire objective
de relations difficiles

Tous les documents essentiels du dossier

89 F

Chalet

GUYON - 800



Autant pour notre cuisine traditionnelle que pour notre cuisine américaine contemporaine, nous avons choisi l'authenticité.

RASSUREZ-VOUS, AUX USA, IL EXISTE QUELQUES RESTAURANTS DIGNES DE NOTRE Nouvelle CLASSE AFFAIRES. En dégustant notre homard Fajita, certains d'entre vous pourront

redouter de retomber dans le triste et morne "hamburger-frites" une fois arrivés aux USA. Rassurez-vous tout de suite, vous retrouverez toutes les joies culinaires de notre nouvelle Classe Affaires dans quelques-uns des restaurants les plus réputés de Boston, San Francisco ou de la Nouvelle Orléans. Même si ceux-ci n'ont pas reçu, comme nous, le prix du meilleur service



Notre assortiment de salades chaudes servi à l'apéritif, ne vous laissera jamais indifférent.

de restauration en Classe Affaires attribué par le magazine Business Traveller 1990, leur cuisine américaine est aussi soignée,

saine, légère et équilibrée qu'à bord d'American Airlines. Il nous est malheureusement impossible de vous communiquer les coordonnées de ces restaurants. En revanche, si vous appelez votre agent de voyage ou American Airlines au 42 89 05 22, nous vous réserverons une table sur notre nouvelle Classe Affaires et d'ores et déjà nous vous souhaitons bon appétit.



Reus agrémentons notre service de 2 ingrédients très particuliers : le charme et la courtoisie.

American Airlines Business Class

AA province : Bordeaux 56.44.52.90, Lyon 78.92.93.15, Marseille 91.91.66.34, Nantes 40.89.10.92, Nice 93.87.19.79, Strasbourg 88.32.90.22.



Chalet

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Nominations au conseil des ministres

- L'amiral Lanxade reçoit sa cinquième étoile
- Le général Salaun commandera la région de Lyon

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mardi 19 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Marine nationale. — Est élevé au rang et à l'appellation d'amiral, le vice-amiral Régis Morvieux Jacques Lanxade.

[Depuis avril 1989, Jacques Lanxade est chef d'état-major particulier de la présidence de la République et, une semaine après cette nomination à ce poste important, il a été élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre.]

Sont élevés au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, les vice-amiraux Régis Morvieux et Michel Tripier.

Sont nommés : commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française et commandant le centre d'expérimentations nucléaires, le contre-amiral François Quérat ; chef de la mission militaire française auprès du commandement suprême des forces alliées en Atlantique, le contre-amiral Gaston Bachot.

Sont promus : contre-amiral, les capitaines de vaisseau Yvon Guindard (nommé chef de la division « transmissions électroniques-informatiques » à l'état-major des armées), François Lavaine et Noël Carval.

● TERRE. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Henri Salaun, nommé gouverneur militaire de Lyon et commandant la V^e région militaire.

[Le général Salaun succède au général Yves Béchu, décédé le 2 mai dernier, dont il était l'adjoint à Lyon. A ce poste, le général Salaun sera chargé d'expérimenter, dans le cadre du plan Armée 2000, vis à vis de renforcer les moyens opérationnels et à rationaliser les structures territoriales (le Monde du 28 mai).]

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Raymond Le Corre, Bertrand Le Poitevin de Lacroix de Vaubois, Claude Legal, Louis Thuillier, Maurice Roux Joffrenot de Montlebert (nommé adjoint au général directeur des centres d'expérimentations nucléaires), Roland Bohn, Jacques Fages (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Marseille, commandant la circonscription militaire de défense de Marseille pour la Corse et détaché militaire départemental de la Corse du sud), Christian Charlet, Jacques Lazare, Jacques Riffle, Paul Andrieu, Jacques Bouvet, Rémy Puech (nommé commandant l'Ecole supérieure du génie militaire), Jean-Marie Ruault (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la I^{re} région militaire), Jean Susini, Jacques de Metz (nommé adjoint au général commandant la I^{re} division militaire territoriale), Joël Coignard (nommé chef d'état-

Pour 2,5 milliards de francs

La France renovera la défense anti-aérienne saoudienne

L'Arabie saoudite a conclu, il y a quelques jours, un accord d'armement avec la France au terme duquel des sociétés groupées autour de Thomson sont chargées de rénover le système Shahine de défense anti-avions et anti-missiles en service dans ce pays. Ce contrat représente un investissement de 2,5 milliards de francs.

En 1986, les Saoudiens ont acquis, pour environ 35 milliards de francs, un réseau de défense sol-air par missiles Crotale, qui a dû être adapté spécialement à leurs besoins et que les industriels concernés ont baptisé Shahine. Ce système devra être renoué à mi-vie de son existence opérationnelle, selon un accord conclu lors du séjour à Paris, au début de juin, du prince Fahd Bin Abdallah, vice-ministre saoudien de la défense. Il est prévu notamment de moderniser l'électronique de liaison entre les moyens de détection ou d'acquisition de la menace potentielle et les unités de tir, de façon à améliorer la mobilité du système.

major du général commandant le 2^e corps d'armée et commandant en chef les forces françaises en Allemagne) et Anne-Marie Meunier ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Francis Bourdieu.

Sont nommés : inspecteur du génie, le général de division François Bresson ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la I^{re} région militaire, le général de division Alain Lacapelle ; adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur de Strasbourg, le général de brigade Jean-Claude Delissnyder ; directeur régional du commissariat de l'armée de terre de la V^e région militaire, le commissaire général de brigade Robert Lefevre ; adjoint au général gouverneur militaire de Marseille, commandant la circonscription militaire de défense de Marseille, le général de brigade Bernard Bourillot ; commandant la 27^e division alpine, le général de brigade Jean Basseres ; chef de la division « méthodes et techniques d'actions » à l'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Jean-Claude Egretaud ; commandant de l'infrastructure de l'armée de terre, le général de brigade Michel Vignaud ; adjoint au général gouverneur militaire de Nancy, commandant de la 4^e division aéro-mobilité et la 6^e division militaire territoriale, le général de brigade Marie de Cherge ; commandant la 21^e division militaire territoriale, le général de brigade Michel Cotteau ; commandant le 1^{er} commandement logistique opérationnel, le général de brigade Michel Léger ; directeur central adjoint à la direction centrale du commissariat de l'armée de terre, le général de brigade Christian Piroth ; commandant la 13^e division militaire territoriale, le général de brigade Philippe Therenty ; adjoint au général gouverneur militaire de Lyon, commandant la région militaire de défense Méditerranée et la circonscription militaire de défense de Lyon, le général de brigade Philippe Mercier ; adjoint au général commandant l'Ecole d'application de l'infanterie et la 14^e division légère blindée, le général de brigade Georges Pormente ; directeur du génie de la circonscription militaire de défense de Marseille, le général de brigade André Bourachot, et adjoint au général commandant la 11^e division parachutiste et la 44^e division militaire territoriale, le général de brigade Maurice Le Page.

On a pu noter, à l'occasion de cette soirée, un réel sentiment, souvent d'affection, toujours d'intérêt, pour le journal fondé en 1944 par Hubert Beuve-Méry. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, s'est particulièrement intéressé à la cellule « police » constituée au service des informations générales. Il s'est notamment enquis du fichier « renseignements » des journalistes, informatisé et classé dans une armoire aux portes vitrées — transparence oblige — par ordre alphabétique : Carrefour du développement, Chaudet, DST, Greenpeace, Irlandais, Jobic, Luchaire, Ouvea, Pechiney... M. Joxe, qui a demandé si le Monde était parvenu à se brancher sur le

fichier des renseignements généraux, n'a toutefois pas pu obtenir de réponse précise. M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, a fait part à ses interlocuteurs de toute l'attention qu'il portait à l'information conduite au sein de la rédaction du quotidien de la rue Falguière. Tapotant sur le clavier du système Coyote, M. Badinter a observé avec circonspection : « J'envisage d'installer ça chez nous, mais avec la bande de petits jeunes que j'ai autour de moi, ça ne va peut-être pas être très facile. »

Invités à circuler dans les étages du journal après avoir emprunté les escaliers métalliques et les couloirs qui ornent le « puits de lumière » qui est au centre du bâtiment, plusieurs personnalités — désireuses d'éprouver des sensations inédites ou d'augmenter des espérances — ont exprimé le vœu de s'asseoir derrière le bureau du directeur, profitant de l'absence d'André Fontaine retenu à l'entrée de l'immeuble par ses devoirs d'hôte d'un jour. Laconique, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a jugé le bureau « très confortable ».

M. Badinter a souhaité que des tableaux soient accrochés dans la pièce, regrettant qu'ils fussent seulement posés sur une console. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, avait pour sa part choisi plus modestement de s'arrêter à la rédaction en chef. Sa présence en cet endroit a donné d'ailleurs lieu à une malheureuse

confusion. Pénétrant au même instant dans le vaste bureau, M. Michel Noir, député (RPR) du Rhône, maire de Lyon, a confié, en dévisageant M. Mauroy : « Ah, oui, on m'avait bien dit que c'était lui qui travaillait la rédaction en chef. » Le quiproquo a bien sûr été immédiatement réparé par des témoins de l'incident.

« Comment vas-tu ? » Cette réunion a aussi été l'occasion de nombreuses retrouvailles entre lecteurs d'horizons très différents. On a remarqué une poignée de main franchement cordiale entre M. Pierre Mauroy et M. Laurent Fabius : « Comment vas-tu Pierre ? — Très bien, Laurent, et toi ? » et un échange lui aussi amical entre le premier secrétaire du PS et le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, qui se sont inquiétés de la santé de leurs partis respectifs : « Ça ne va pas très bien chez toi en ce moment. — Et chez toi, ce n'est pas brillant non plus. »

La soirée du Monde a en outre permis à M. Leroy de renouer avec d'anciennes relations. Après s'être longuement attardé auprès des ouvriers de l'atelier de composition, le directeur de l'Humanité s'est ainsi entretenu avec M. Alain Krivine, le dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) dont il avait « égaré l'adresse » et avec M. Roland Castro, l'architecte-animateur de Banlieues 89, aujourd'hui membre

COMMUNICATION

Réception rue Falguière

Les nouveaux locaux du « Monde » à Paris ont été inaugurés

Six semaines après avoir quitté le siège « historique » de la rue des Italiens, à Paris, la direction et la rédaction du Monde ont organisé, mardi 19 juin, en fin d'après-midi, une réception pour l'inauguration officielle du bâtiment où elles sont installées — ainsi qu'une partie des services de fabrication — rue Falguière, dans le quinzième arrondisse-

ment. Près de mille deux cents personnes avaient répondu à cette invitation. Quelques jours auparavant le personnel, d'une part, les habitants du quartier, d'autre part, avaient eu l'occasion de se retrouver dans les nouveaux murs de notre journal. Un orchestre de jazz et une exposition soulignaient le mariage de Montparnasse et du

Monde. Les représentants les plus prestigieux de la société civile se sont retrouvés mardi pour cette fête tandis que le tout-Paris de la politique continuait dans les couloirs de notre journal les discussions de couloirs qui font ordinairement les beaux jours de l'Assemblée nationale...

La politique dans les couloirs

Le Monde était trop petit pour recevoir les centaines d'amis qui se pressaient dans ses nouveaux locaux. Parmi ses visiteurs, on notait la présence de plus de la moitié des membres du gouvernement, de nombreux représentants de l'opposition, de beaucoup d'ambassadeurs, des plus hautes autorités religieuses, judiciaires, administratives, scientifiques et universitaires, de diverses personnalités du monde culturel et audiovisuel, de nombreux patrons des plus grandes entreprises, dont MM. Jean-Luc Lagardère, Raymond Lévy, Bernard Esambert, des présidents de la SNCF, d'Air France, d'Air Inter, du monde de la publicité, avec notamment M. Marcel Bloustein-Blanchet, d'éditeurs et de responsables des entreprises de presse concurrentes et néanmoins amis.

On a pu noter, à l'occasion de cette soirée, un réel sentiment, souvent d'affection, toujours d'intérêt, pour le journal fondé en 1944 par Hubert Beuve-Méry. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, s'est particulièrement intéressé à la cellule « police » constituée au service des informations générales. Il s'est notamment enquis du fichier « renseignements » des journalistes, informatisé et classé dans une armoire aux portes vitrées — transparence oblige — par ordre alphabétique : Carrefour du développement, Chaudet, DST, Greenpeace, Irlandais, Jobic, Luchaire, Ouvea, Pechiney... M. Joxe, qui a demandé si le Monde était parvenu à se brancher sur le

fichier des renseignements généraux, n'a toutefois pas pu obtenir de réponse précise. M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, a fait part à ses interlocuteurs de toute l'attention qu'il portait à l'information conduite au sein de la rédaction du quotidien de la rue Falguière. Tapotant sur le clavier du système Coyote, M. Badinter a observé avec circonspection : « J'envisage d'installer ça chez nous, mais avec la bande de petits jeunes que j'ai autour de moi, ça ne va peut-être pas être très facile. »

Invités à circuler dans les étages du journal après avoir emprunté les escaliers métalliques et les couloirs qui ornent le « puits de lumière » qui est au centre du bâtiment, plusieurs personnalités — désireuses d'éprouver des sensations inédites ou d'augmenter des espérances — ont exprimé le vœu de s'asseoir derrière le bureau du directeur, profitant de l'absence d'André Fontaine retenu à l'entrée de l'immeuble par ses devoirs d'hôte d'un jour. Laconique, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a jugé le bureau « très confortable ».

M. Badinter a souhaité que des tableaux soient accrochés dans la pièce, regrettant qu'ils fussent seulement posés sur une console. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, avait pour sa part choisi plus modestement de s'arrêter à la rédaction en chef. Sa présence en cet endroit a donné d'ailleurs lieu à une malheureuse

confusion. Pénétrant au même instant dans le vaste bureau, M. Michel Noir, député (RPR) du Rhône, maire de Lyon, a confié, en dévisageant M. Mauroy : « Ah, oui, on m'avait bien dit que c'était lui qui travaillait la rédaction en chef. » Le quiproquo a bien sûr été immédiatement réparé par des témoins de l'incident.

« Comment vas-tu ? » Cette réunion a aussi été l'occasion de nombreuses retrouvailles entre lecteurs d'horizons très différents. On a remarqué une poignée de main franchement cordiale entre M. Pierre Mauroy et M. Laurent Fabius : « Comment vas-tu Pierre ? — Très bien, Laurent, et toi ? » et un échange lui aussi amical entre le premier secrétaire du PS et le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, qui se sont inquiétés de la santé de leurs partis respectifs : « Ça ne va pas très bien chez toi en ce moment. — Et chez toi, ce n'est pas brillant non plus. »

La soirée du Monde a en outre permis à M. Leroy de renouer avec d'anciennes relations. Après s'être longuement attardé auprès des ouvriers de l'atelier de composition, le directeur de l'Humanité s'est ainsi entretenu avec M. Alain Krivine, le dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) dont il avait « égaré l'adresse » et avec M. Roland Castro, l'architecte-animateur de Banlieues 89, aujourd'hui membre

du PS. « Tu te souviens, lui a rappelé M. Leroy, c'est moi qui t'ai exclu du PC. Oui, mais je ne t'en ai jamais voulu », a répondu M. Castro. Quelques mètres plus loin, M. Edouard Balladur, député (RPR) de la circonscription, ancien ministre d'Etat de l'économie et des finances dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, expliquait à un journaliste de sa connaissance qu'on allait devoir « revenir au système des noyaux durs, parce que c'est le seul système qui marche dans l'économie française ». M. Balladur s'est également déclaré très « préoccupé » par « les événements qui se déroulent actuellement dans les pays arabes », estimant que c'était « un sujet sur lequel il convenait de réfléchir ».

M. Jean Popere, ministre chargé des relations avec le Parlement, s'est déclaré de son côté enchanté par cette initiative du Monde qui avait même permis à son frère Claude, reconstruc-tionniste communiste, d'être salué publiquement par M. Leroy. Le ministre n'a eu qu'une inquiétude : la probabilité d'une rencontre, au pied de l'escalier mécanique, entre M. Laurent Fabius et M. Lionel Jospin. M^{me} Michèle Rocard, dont le mari était retenu par le sommet franco-africain de la Baule, s'est longuement intéressée à l'aménagement intérieur du service politique et au système informatique.

Plusieurs lecteurs prestigieux ont saisi l'occasion de cette rencontre avec la rédaction du Monde pour exprimer quelques reproches et des admonestations. Mgr. Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, s'est déclaré très surpris d'avoir lu, le jour même, dans les colonnes du journal, l'expression de « messe acéménienne » qui réveille, selon lui, une certaine méconnaissance des réalités religieuses. M. Fedorovski, conseiller à l'ambassade soviétique, a exprimé pour sa part sa désapprobation pour la formule du journal en cahiers. Il a toutefois tempéré cette critique en affirmant que le Monde était « le meilleur journal de France et de Navarre » et que ses signatures « influençaient les dirigeants soviétiques, dont M. Gorbatchev, qui se fait traduire ses principaux articles ».

Une conception américaine

L'architecture de lumière retenue pour le site de Falguière a également fait l'objet de nombreux commentaires. M. Ovidio Sofer, ambassadeur d'Israël en France, s'est déclaré « très impressionné par cette conception américaine » du journal, réalisant selon lui « dans un esprit très frappant de collectivité », alors que M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, président du conseil régional de Rhône-Alpes, appréciait le côté « forum » du deuxième étage. M. Jack Lang, ministre de la culture, n'a pas caché son enthousiasme pour « la beauté et la force de ces grandes masses », tout en exprimant quelques réserves sur la sobriété extrême du hall d'entrée. M. André Santini, député (UDF) des Hauts-de-Seine, a remarqué que « pour un parking (avant d'être un journal, le bâtiment fut un garage), c'est très luxueux ».

On pouvait donc estimer, à l'issue de la soirée, que cette rencontre avait été une réussite dont le succès n'avait nullement été entamé par l'organisation, au même moment, à l'autre bout de Paris, dans le quartier de l'Opéra, de la cérémonie des adieux de Bernard Pivot.

M. Antoine Veil a résumé d'une formule, sur le livre d'or placé à l'entrée, la pensée de la plupart des visiteurs en écrivant : « Le Monde a donc changé... mais c'est toujours le Monde ».

PASCAL ROBERT-DIARD

Une exposition consacrée à Montparnasse vu par des grands photographes de 1899 à 1990 a été présentée dans le hall du journal, à l'occasion de cette inauguration. Elle durera jusqu'au 14 juillet. Cette rétrospective a fait l'objet d'une publication : les Années Montparnasse, préface de Bertrand Poirot-Delpech. Edit. Contrejour-Le Monde, 150 F.

(Publicité)

DEGW
espace architecture

remercie
Le Monde
de lui avoir confié
l'organisation et l'aménagement
des bureaux
de l'immeuble Sirius à Ivry
et du siège de la Rédaction
à Paris.

PROGRAMMATION, ORGANISATION ET AMÉNAGEMENT DE BUREAUX

Apple Computers - BP France - DASES, Ville de Paris - Centre National de Transfusion Sanguine - Direction de l'Architecture - Digital Equipment - Nielsen - Novell - Pernod - R.A.T.P - Direction du Musée National d'Art Moderne - Price Waterhouse - Salomon Brothers International - Société Générale - Telic Alcatel - SVP - Service Technique des Armes Navales - Texas Instruments -

DEGW
espace architecture SARL
Consultants
Athènes - Glasgow - Londres - Madrid - Milan - Paris
43 rue Bobillot 75013 Paris 45 89 38 39

Hachette accro
dans la chail

GRAND RAID BURLEAU
L'OCCESSION
FRANK XERON
JUN 1990
JUN 1990

السلامة

COMMUNICATION

La nomination de M. Sabouret à la direction de la Cinq

Hachette accroît son engagement dans la chaîne de M. Hersant

Le président d'Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, a annoncé mardi 19 juin, lors de l'assemblée générale du groupe, la nomination de M. Yves Sabouret au poste de directeur général de la Cinq. M. Sabouret, qui est actuellement vice-PDG du groupe Hachette - actionnaire de la Cinq depuis le mois de mai à hauteur de 22 %, prendra ainsi place à la tête de la chaîne dans une « troïka » composée déjà de deux directeurs généraux : M. Yves de Chaisemartin (pour le groupe Hersant) et M. Angelo Codignoni (pour le groupe Berlusconi).

« A défaut de l'être en programmes et en moyens financiers, nous voilà, moi, fort bien pourvus en managers... » C'est avec un certain humour, teinté de scepticisme, que le personnel de la Cinq a appris mardi soir la nomination officielle de son troisième directeur général. Tout juste eût-il vu dans la nouvelle la confirmation d'une intuition : Hachette n'était pas du genre à jouer les sleeping partners ; son engagement dans la Cinq est donc profond, décisif, et appelé à modifier bien vite le cours des choses.

« Nous sommes entrés dans la Cinq pour l'éternité et non pour en sortir dans huit jours », a déclaré mardi M. Jean-Luc Lagardère, annonçant que M. Sabouret consacrerait désormais « 80 % de son temps à la

Cinq ». A l'adresse sans doute du Conseil de surveillance de l'audiovisuel, chargé de traquer les contrevenances aux dispositions anti-concentration, le président d'Hachette a précisé que l'accord avec la 5 ne cachait « aucun accord sur nos positions dans la presse quotidienne régionale » et démentit ainsi certaines rumeurs persistantes. Aucune ambiguïté, selon lui, dans l'organigramme de la chaîne : « Robert Hersant, avec lequel j'ai négocié personnellement, reste le président de la Cinq avec mon soutien ». Affirmant sa « totale loyauté à l'égard du président de la Cinq », M. Lagardère a précisé : « Notre accord sera un accord d'airain ».

Enfin les pertes prévues par la chaîne pour 1990 et 1991 - qui s'ajoutent au déficit cumulé de 2,2 milliards de francs depuis 1987 - seront jointes, a-t-il ajouté, de la plus-value réalisée par Hachette dans la vente de l'immeuble des NMPP. Et d'affirmer, optimiste, « nous avons toutes les armes pour que cet investissement dans la Cinq (430 millions de francs) soit rentable », décidé à développer au sein de son groupe la « production de films de cinéma et de télévision et de reportages ».

Restent au moins deux incertitudes. D'abord la réaction du CSA, qui pourrait bien trouver, dans la nomination de M. Sabouret, matière à nouvel examen du dossier. M^{me} Catherine Tasca, ministre chargée de la communication, lui en a donné par avance le conseil, le 30 mai, devant l'Assemblée nationale. « Hachette n'est pas titulaire de l'au-

torisation, a-t-elle déclaré, et n'exercera pas de contrôle effectif sur la chaîne. Si à l'avenir le groupe venait à exercer un contrôle de fait, il appartiendrait au CSA de faire jouer le dispositif anti-concentration... » Le seul maintien de M. Hersant au poste de PDG ne saurait en tout cas masquer les promesses de bouleversements dans la gestion de la chaîne.

L'on peut enfin s'interroger sur la solidité, voire l'efficacité, de la nouvelle « troïka ». Y a-t-il d'autres exemples par le monde de télévision commerciale présidée par un patron de presse et dirigée à égalité par trois hommes dont deux sont avant tout des gestionnaires de l'écrit ? Une quatrième personne - professionnelle cette fois de la télévision - devra-t-elle être recrutée pour être leur délégué ?

ANNICK COJEAN

Une grève des ateliers empêche la parution de la Croix. - Le personnel technique du quotidien la Croix (groupe Bayard-Presses) a déclenché lundi 18 juin, un mouvement de grève qui a empêché le journal de paraître lundi 18, (à l'exception de 20 000 exemplaires imprimés par fac-similé à Marseille), et mardi 19. Le mouvement, qui avait débuté il y a quelques semaines par des grèves tournantes dans les ateliers est dû à des revendications salariales et à des problèmes d'organisation du travail. Des négociations devaient avoir lieu mercredi 20 juin, la poursuite du conflit empêchant à nouveau la sortie du quotidien.

Le respect des cahiers des charges

Le CSA tance les chaînes privées sans les sanctionner

« Peut mieux faire ! ». Cette expression familière des cahiers scolaires résume parfaitement le bilan du dernier exercice des quatre grandes chaînes privées - TF 1, Canal Plus, la Cinq et M 6 - que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rendu public lundi 18 juin. Si la qualité des programmes a parfois laissé à désirer (Canal Plus excepté), les trois chaînes ont public et leur censeur cryptée ont, en effet, plutôt bien respecté leurs obligations - essentielles - de production, d'achats et de diffusion auxquelles elles sont soumises.

TF 1, la Cinq et M 6 ont toutes investi plus de 15 % de leurs chiffres d'affaires dans des commandes d'œuvres françaises comme l'exigent leurs cahiers des charges. Et Canal Plus a bien consacré 20 % de ses ressources annuelles à l'acquisition de droits de diffusion d'œuvres cinématographiques. Les quotas annuels de diffusion ont été mieux tenus que les années précédentes.

C'est ainsi que TF 1 a diffusé en 1989 49,75 % d'œuvres européennes et 45,06 % d'œuvres françaises (contre 33,5 % et 33 % l'année précédente), tandis que la Cinq et M 6 ont dépassé toutes deux les fameux seuils de 60 % d'œuvres communautaires et de 50 % d'œuvres françaises exigés par la loi. Avec une réserve d'importance que le CSA s'empresse de souligner : contrairement à TF 1, les deux jeunes télévisions privées n'atteignent de tels pourcentages qu'avec une abondante programmation nocturne.

Le CSA reproche de la même manière à Canal Plus d'avoir programmé que 43,8 % de films français. Un pourcentage que la chaîne payante conteste, comptabilisant le nombre des œuvres et non le nombre de diffusions comme le fait le Conseil. Les « sages » épinglent aussi Canal Plus pour le non-respect de certaines dispositions très particulières de son traité de concession mais rendent, en revanche, un hommage appuyé à ses programmes. Des programmes qui reflètent, selon eux, « un sens aigu de l'innovation et de la créativité, y compris dans des genres traditionnels comme le sport ».

Ni TF 1 ni la Cinq ni M 6 ne bénéficient de tels compliments. Ces trois chaînes privées se voient reprocher leur « tendance à diffuser, à seule fin d'accroître leur audience, des émissions qui font de la déontologie ou l'information ou de nature à attenter à la dignité de la personne humaine ». Le CSA regrette aussi « la thématique et les genres abordés » (drogue, prostitution, guerre, violence urbaine...) des téléfilms de la Cinq ou de M 6, ainsi que « la dérive » de certaines émissions de TF 1 traitant des problèmes de société. « Le caractère violent » de certains dessins animés n'est pas oublié. Enfin, le CSA dénonce les « programmes éducatifs » auxquels se sont livrés toutes les chaînes privées.

Moroses, ces constats n'ont toutefois pas conduit les « sages » à sévir. Délaissant la manière forte, le CSA restitue à sa politique de concertation. Les pouvoirs publics qui, à plusieurs reprises, ont soutenu plus de fermeté, sont donc une nouvelle fois condamnés à patienter...

PIERRE-ANGEL GAY

CULTURE

La mort du saxophoniste Frank Wright

Saxophoniste ténor né à Grenada (Mississippi) le 9 juillet 1935, Frank Wright est mort à Rotterdam samedi 16 juin. Il avait participé au Festival de La Nouvelle-Orléans pour un hommage à Ornette Coleman avec Sunny Murray.

Démure, hurié, gentiment excessif, fringé de draps baroques ou de bouffons africains, Frank Wright ne faisait pas dans le détail. Avec son Centre of the World, Bobby Few, Muhammed Ali et Van Silva l'accompagnaient au-delà de lui-même, il se sera identifié au mouvement free sans restriction, jusqu'à en mimer l'idée reçue. Jusqu'à la droline.

Né dans le Mississippi, élevé à Memphis, ses débuts sont ceux des musiciens afro-américains de sa génération. Un temps il accompagne B. B. King. Il joue alors de la basse. A la découverte du free jazz, Frank Wright passe au saxophone. On dit que ce changement d'instrument

s'est fait d'un coup, parce qu'il avait entendu Albert Ayler puis il enregistre à New-York avec Ayler, Sunny Murray, Cecil Taylor et Coltrane.

Installé à Paris avec les partenaires successifs de Centre of the World, il devient l'invité d'office de tous les festivals de l'époque, de toutes les fêtes politiques et des comités de quartier. Frank Wright enregistre également avec le Trio Arvanitas (Jacky Samson et Charles Soudrais à la batterie) ou avec Philly Joe Jones et Reggie Workman.

Il joue de nouveau le blues. Il chante. Il crée. Il disparaît de la scène. Ses détracteurs disent de lui qu'il ne s'est pas joué mais ils ont tort. Frank Wright aimait les états d'exception, attendre en groupe le point poétique, non-savoir où la musique peut jurer. Il pensait que c'était une sorte d'acte politique.

Frank Wright a disparu et la musique n'est pas venue pour autant. Frank Wright était dans l'incertitude. Parfois dans la violence. Et parfois n'importe où.

FRANCIS MARMADE

Haendel chez Hogarth

Les sortilèges d'« Alcina » au Châtelet

Nous sortons du Châtelet le cœur tout attendri : la deuxième et surtout la troisième acte d'« Alcina » ont multiplié les merveilles : Haendel, William Christie et les cantatrices nous ont convaincus qu'il n'y avait rien de plus suave, de plus profond, de plus vrai, que les plaintes de la magicienne, dépourvue de ses pouvoirs surnaturels ; et tous les débordements sont restés dans l'ordre de la morale, ce qui apaise nos consciences : un anneau a suffi à dessiller les yeux du chevalier Ruggero, qui a enfin reconnu son épouse Bradamante ; les amants d'Alcina, changés en bêtes ou en pierres, redevenaient d'exquis gentilshommes habillés par Hogarth, et même la volage Morgana (sœur magicienne d'Alcina) revient au domicile conjugal où son général-ténor est trop heureux de la reprendre sous son aile.

Pourtant demeure un certain sentiment de superficialité depuis le premier acte, l'impression d'un statut indéfini du spectacle : ce n'est ni une reconstitution de l'opéra dans l'esprit de l'époque, ni une interprétation profonde du mythe lui-même, ni une transposition pittoresque ou satirique à la Peter Sellers.

La mise en scène de Philippe Berling (d'après une esquisse de Jean-Marie Villégier) offre un tableau de cour de salon du 18^e siècle, devant une imposante façade classique à arcades de Carlo Fontana. Elle privilégie les costumes somptueux et délicieux (Patrice Cauchetier), souvent parfumés à la mode de l'Orient, les jeux et les groupes savoureux (tels les grosses lèdes de carnaval, les Vénitiens masqués et les joueurs de dominos, bien pratiques pour meubler les *aria da capo*), tout cela ressortissant plutôt de l'anecdote que du drame.

On est charmé plutôt que vraiment pris au début et le « système » haendelien de l'opéra paraît un peu lourd et monotone. Par ailleurs, William Christie ne semble pas encore rodé à cette musique, et il a tendance à railler, à « surexprimer » le lyrisme, d'autant plus qu'il ne dispose pas de ses musiciens habitués des Arts Florissants. L'Ensemble orchestral de Paris, qui le suit avec enthousiasme, n'a pas tout à fait la finesse et la qualité instrumentale nécessaires pour ce type

d'interprétation. Mais là encore, Haendel fait des miracles au troisième acte et nous rendons les armes.

Arken Auger, vedette du plus bel enregistrement de cette œuvre (1), est sans doute un peu moins à l'aise aujourd'hui et la voix s'est durcie dans l'aigu, même si son art du chant reste exceptionnel, comme ses attitudes de tragédienne, malgré ses robes à panier blanche, puis noire, qui entravent ses danses. En face d'elle, la Bradamante de Kathleen Kuhlmann, qui vient lui arracher son époux, soulève l'enthousiasme par l'intériorité et la noblesse expressive de son chant, et ce beau timbre qui rappelle celui de Marilyn Horne.

Della Jones paraît plus effacée, malgré la beauté de son style dans le rôle dramatiquement ingrat de Ruggero (le renégat malgré lui...), que Berganza, à Aix, portait pourtant à l'incandescence. Quant à la séduisante Donna Brown, que lui reprocher, sinon qu'elle fait de Morgana une héroïne de roman pour minette ?

Le général Oronte de Jorge Lopez-Yanez, au lyrisme subtil et fleur, le précepteur Melisso, qui a emprunté la voix noire, si cordiale et humaine, de Gregory Reinhart, et le rayonnant Obero de Martina Musacchio, complètent cette distribution, avec l'Ensemble vocal Septimus pour le beau chœur d'actions de grâce final.

JACQUES LONCHAMPT

(1) On retrouve à ses côtés deux des cantatrices du Châtelet, Della Jones et surtout Kathleen Kuhlmann, sous la direction de Richard Hickox (3 disques compacts EMI, 7 49771).

► Théâtre du Châtelet, les 20, 22 et 24 juin à 20 h. Coproduction avec le Grand Théâtre de Genève. Le spectacle est sur-titré. Signation l'excellent numéro spécial de l'« Avant-Scène-Opéra sur Alcina », comprenant notamment le livret, la traduction et un commentaire musical et littéraire de Gilles de Van (n° 130, avril 1990, 146 pages, 80 F).

Le Festival de l'audiovisuel d'entreprise à Biarritz

De l'image au message

Le 33^e Festival de l'audiovisuel d'entreprise se tient à Biarritz du 19 au 25 juin. Les entreprises privilégiées aujourd'hui les productions de circonstance tournées avec des budgets relativement modestes par rapport aux films de prestige et d'image.

Foin des superproductions, halte à l'inflation et vive les films aux ambitions plus modestes, mais plus précises, n'oubliant pas leur vocation première : communiquer un message qui, pour n'être pas forcément exaltant, doit toucher sa cible.

Baromètre des tendances et des modes de l'audiovisuel d'entreprise, le Festival national de Biarritz semblerait réviser ces dernières années de *singer Cannes* et ses paillettes. L'image fascinant de prendre le pas sur le message. La 33^e édition du Festival devrait rappeler que Biarritz est avant tout un rendez-vous de la communication d'entreprise. Une communication qui peut parfaitement s'accommoder d'images simples, si elles sont au service d'idées claires.

Les créations sont plus nombreuses mais les budgets plus serrés : la banalisation des audiovisuels d'entreprise commence à changer leur nature. Certes, les grandes entreprises s'offrent toujours du

prestige, des « cartes de visite » sur grand écran, tournées en 35 millimètres par des réalisateurs de renom. Mais, comme les autres, elles ressentent aussi la nécessité de multiplier des actions ponctuelles, images à l'appui. D'où la vogue des audiovisuels « jetables », tournés pour une occasion précise et faisant appel aux techniques légères du reportage. Le corollaire de cette évolution, c'est le recours massif à la vidéo.

Favorisée par l'évolution des matériels et l'équipement croissant des entreprises pour leurs besoins internes, cette invasion de la vidéo n'est pas nouvelle. Mais son ampleur croissante aujourd'hui les plus grandes noms de la profession : la Sodexho en passant par Renault, Hoechst ou les AGF viendront « planchers » devant un jury de trois chefs d'entreprise. Ils seront jugés sur l'ensemble et la cohérence de leur politique de communication. C'est le même souci d'élargir sa vision qui pousse Biarritz à attribuer des prix aux collectivités locales, nombreuses à être saisies par le virus de la communication.

Enfin, Europe oblige, soixante audiovisuels de la Communauté européenne concourent pour le 1^{er} Festival européen de l'image d'entreprise.

La manne a de quoi attirer. Du

côté des prestataires techniques, la concentration est déjà largement entamée au nom des impératifs économiques : rachats et croissance interne ont propulsés des entreprises comme l'Acis ou VDM loin devant leurs concurrents. En revanche, l'amortissement est toujours de règle chez les producteurs : près de sept cents sociétés recensées, dont les deux tiers font moins de 3 millions de chiffre d'affaires. La faiblesse du ticket d'entrée s'explique par cette prolifération, et aussi par le taux élevé de mortalité de ces sociétés.

Le Festival ajoute cette année une nouvelle compétition à son programme. Quatorze distributeurs de communication (d'Alcatel à la Sodexho en passant par Renault, Hoechst ou les AGF) viendront « planchers » devant un jury de trois chefs d'entreprise. Ils seront jugés sur l'ensemble et la cohérence de leur politique de communication. C'est le même souci d'élargir sa vision qui pousse Biarritz à attribuer des prix aux collectivités locales, nombreuses à être saisies par le virus de la communication.

Enfin, Europe oblige, soixante audiovisuels de la Communauté européenne concourent pour le 1^{er} Festival européen de l'image d'entreprise.

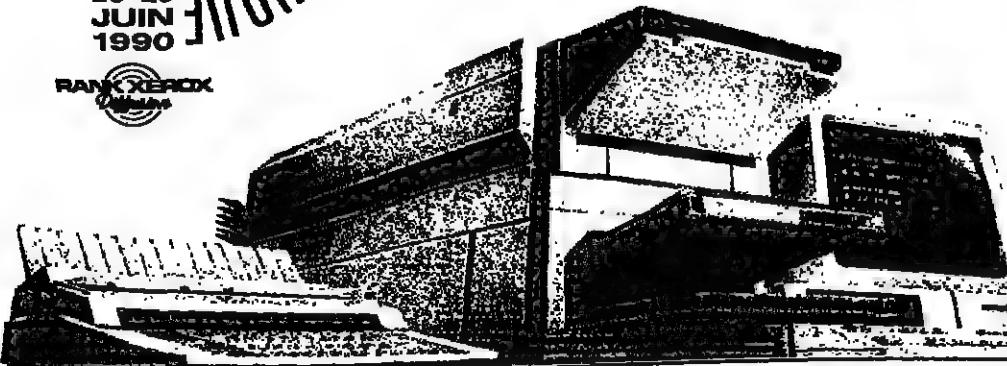
MICHEL COLONNA D'ISTRIA

GRANDE BRADERIE DE MATERIELS D'OCCASION PARIS-MONTROUGE

DU 20 AU 23 JUIN 1990

4 JOURS EXCEPTIONNELS POUR PISTER LES MEILLEURES AFFAIRES DE LA BUREAUTIQUE D'OCCASION.

GRAND RAID BUREAUTIQUE
CENTRE DE L'OCCASION RANK XEROX
20-23 JUIN 1990
RANK XEROX



GRAND RAID SUR LES MARQUES.
Les plus grandes marques sont au rendez-vous : Xerox, Normet, Compaq, Toshiba, Epson... avec les 5 garanties Rank Xerox Diffusion.
ATTENTION, STOCK LIMITE!

GRAND RAID SUR LES PRIX.
-des copieurs à partir de 490000
-des machines à écrire à partir de 270000
-des micro-ordinateurs à partir de 450000
-des imprimantes à partir de 179000

GRAND RAID SUR LES CADEAUX.
Participez au grand jeu du "copieur magique" et gagnez 1 semaine pour 2 au Sénégal, 1 bouteille de champagne ou 1 cadeau surprise...

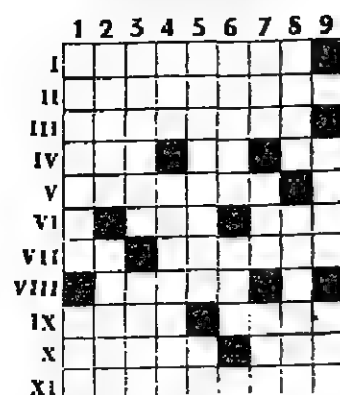
Rendez-vous de 9h à 19h au Centre de l'Occasion Rank Xerox de Paris Montrouge
RN 20 - 94, avenue Aristide Briand - 92120 Montrouge - Tél: 46.54.36.36
Facilités de parking avec voiturier, nocturne jusqu'à 22h00 le jeudi 21.

SUR PRESENTATION DE CETTE ANNONCE A L'ACCUEIL, BENEFICIEZ D'UNE REMISE EXCEPTIONNELLE SUPPLEMENTAIRE DE 10% SUR LES PRIX BRADERIE.

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5286



HORIZONTALEMENT

1. Leurs tiges peuvent porter des coquelards. - II. Qui font avec un goût très fort. - III. Fait des fleurs. - IV. Rassemble des espèces. Symbole. Attire des pêcheurs. - V. Privé de ce qui l'entoure. - VI. Est en rayon. Lettre grecque. - VII. Sort de l'eau. Donnez un ordre. - VIII. Qui fait beaucoup cracher. - IX. Ça chauffe souvent pour lui. Veut plus de liberté. - X. Fait des trous dans la peau. A ses états. - XI. Est habillé à recevoir.

VERTICALEMENT

1. Est fait pour moissonner. C'est du fan ! - 2. Endroit où l'on jouait. Où le savoir-faire aide à faire savoir. - 3. Fait le beau. Qui peut en arriver à partir. - 4. A des couilles. A des bleus. - 5. Porte de la soie. A le fin de l'hiver. - 6. Quelqu'un qui se saute. Se fait parfois mener en bateau. - 7. Récompensé de ses efforts. Peut avoir les cheveux raides. S'avance dans la mer. - 8. Fit le grand écart. Vient d'Italie. - 9. Fut sûrement frappé. Fait bouger du monde.

Solution du problème n° 5285

Horizontalement
I. Lapidaire. - II. Obérés. Ut. - III. Réne. Su. - IV. Été. Tendu. - V. Tisonnier. - VI. Été. An. - VII. Ru. Rôle. - VIII. Doff. Réa. - IX. Sot. Paru. - X. Eus. Gag. - XI. Le. Misère.

Verticalement
1. Lorette. Sal. - 2. Abât. Doué. - 3. Fènes. Rets. - 4. Ire. œufs. - 5. Dê. TNT. G.I. - 6. Assener. Pas. - 7. Uni. Orage. - 8. Ru. Dealer. - 9. Etourneau. - 10. GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Citroën XM 24 soupapes : un 6-cylindres qui en veut plus

Plus de huit mois après Peugeot, la sœur du groupe PSA, Citroën, sort à son tour son tout haut de gamme, une XM à moteur V6, montée avec quatre soupapes par cylindre. Gestion de l'injection et de l'allumage assurée par l'électronique, appel à tous les perfectionnements intermédiaires qui permettent une fiabilité quasiment parfaite, comme il se doit aujourd'hui pour qui veut être à la hauteur d'une concurrence sans limites, on trouve dans ce modèle réunis un maximum d'atouts, qui évidemment se payent cher (270 000 F). Il est vrai que la clientèle visée par ce type de véhicule n'est guère présumable car ce genre de considération, d'autant plus que la note réclamée est généralement réglée par l'entreprise qui emploie l'heureux « propriétaire » de la voiture.

Ainsi les ingénieurs chargés selon le cahier des charges d'exploiter dans la pratique les plus récentes applications que les nouvelles technologies permettent se sont-ils efforcés d'obtenir les résultats les plus adaptés au véhicule en lui. C'est, s'agissant d'un multisoupapes, la sou-

plexe qui a été privilégiée. Pour aboutir à ce résultat on a cherché à étendre à son maximum la plage dont pouvait disposer le couple moteur aux différents régimes. On sait que le couple moteur peut se traduire en clair par l'effort que fournit le moteur à une vitesse de rotation donnée. Aussi de 20 à 1 000 tours/minute peut-on trouver sur cette nouvelle Citroën 24, 5 mkg entra 3 000 et 5 000 tours/minute 26,5 mkg à 3 500 tours/minute, ce qui est remarquable, tant pour la souplesse de la machine que pour les reprises qu'elle permet (200 ch à 6 000 tours/minute).

Il va de soi que l'on trouve sur cette 24-soupapes toutes les caractéristiques particulières disponibles déjà sur le précédent haut de gamme de la marque en 6 cylindres : suspension hydroactive bien sûr, système antibloquage des roues, assistance variable à la direction. Suprême chic, les options portent non pas sur le cuir livré en série mais sur le tissu. Quant au bois précieux il est offert sans contre-partie. La luxe doit être le luxe qui n'est pas.

C.L.

Une fleur pour Lotus

Avec les années 80, la perception de l'automobile a considérablement évolué. Pour cause d'embouteillages à répétition, de taxations et de limitations de vitesse, ce qui était naguère encore du pilotage n'est plus désormais que de la conduite. Pourtant, si la pratique a changé, la passion reste intacte. En témoignage l'engouement notable pour les épreuves de « vieilles gloires » et l'explosion du marché de la voiture de collection. Le grand prix de l'Age d'Or Lanvin qui se déroulera les 23 et 24 juin sur le circuit de Linas-Montlhéry occupe une place de choix dans cette nouvelle vogue. Une épreuve de prestige organisée par l'Association sportive

des véhicules d'époque, l'ASAVE, qui met en piste certains des plus fameux bolides de l'histoire de l'automobile de compétition, comme ce roadster Bentley de 24 litres de cylindrée, Lotus est à l'honneur de cette édition 80. Une course est entièrement réservée aux merveilles de la marque de Colin Chapman. Enfin, ce grand prix sera l'occasion d'une première avec une vente aux enchères organisée dans l'enceinte même du circuit.

Autodrome Linas-Montlhéry. 23 et 24 juin de 9 heures à 19 heures. Prix des places : 100 francs la journée, 130 francs le week-end.

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 JUIN

« Le Marais sud, hôtels et jardins », 10 heures, sortie métro Saint-Paul (10. Bourda).

« La tenture de la vie saignante », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« Trésor royal du Bénin », 14 h 15, Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (Art pour tous).

« Demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Salé », 14 h 30, métro Chemin-Vert (Ars et caetera).

« Le tribunal de commerce en activité », 14 h 30, métro Cité (M. Polyzzi).

« Trésors méconnus des Halles », 14 h 30, métro Châtelet (Sauvegarde du Paris historique).

« De la place des Victoires au Palais-Royal », 14 h 30, 99, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et église de l'île Saint-

Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Cours et passages du faubourg Saint-Antoine », 15 heures, 184, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

« Église Saint-Jean-Baptiste de Granelle et son quartier », 15 heures, 23, place Étienne-Pernet (Monuments historiques).

« Cours et hôtels méconnus de l'île Saint-Louis », 15 heures, sortie métro Pont-Marie (D. Bouchard).

« La grande histoire des conciles et des schismes ou comment le Saint-Empire d'Occident se séparait du monde des laïques par la volonté farouche de Charlemagne », 15 heures, sortie métro Temple (J. Haudry).

« L'atelier d'un restaurateur de cristaux », 15 heures, 84, quai de Jemmapes (Tourisme culturel).

CARNET DU Monde

Naissances

- Jacques et Mady MÉNIER
laissent à Alex la joie d'annoncer la naissance de leur second petit-fils.

Arthur,
fils de Laurence et de René,
187, boulevard de la République,
92210 Saint-Cloud.

- Paris
Caroline TURRINI,
Pierre LOUETTE,

ont la joie d'annoncer la naissance de
Tristan,
le 14 juin 1990.

Décès

- On nous prie d'annoncer la mort de
M^{me} Suzanne BELLE

décédée à l'âge de quatre-vingt-quatre ans en son domicile, 119, bd du Montparnasse.

Le service religieux aura lieu le jeudi 21 juin 1990, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Claude BICART-SEE,
302, épouse,
M. et M^{me} André BICART-SEE,
ses parents,
Catherine, Odile, Alain,
Isabelle et Agathe,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques BICART-SEE
et leurs enfants,
M. et M^{me} François Vermeil,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Claude BICART-SEE,

survenu le 16 juin 1990, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
24, rue Octave-Fuillet,
75116 Paris.

- Roussillon.

Notre

SIMONE BICHERON-JURGENSE,
nous a quittés le 10 juin 1990.

L'inhumation de ses cendres a eu lieu en sa maison « la Madone » (Roussillon), le 17 juin, en présence de ses parents et amis.

De la part de
Son fils Vanya,
Sa fille Alexandra,
Son compagnon Stélio Pavlidis,
Les familles Loesch, Bicheron et Pellissier.

- On nous prie d'annoncer le décès de
capitaine de vaisseau (E.R.)
Emile DANO,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 16 juin 1990.

- M^{me} Maurice DAUTELOUP,
M. Jacques Moreux,
M. Roger Laville,
ont la douleur de faire part du décès
accidental de

M. Maurice DAUTELOUP,

survenu le 3 juin 1990.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

11, rue Levert,
75020 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

CONFÉRENCES

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « La réincarnation », débat avec S. Marcovique (Jaffes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Les héritages de l'Occident (cycle). L'héritage pervers : entretien avec Maurice Bellet.

- M^{me} Eugène Evesque,
M^{me} Antoinette Evesque,
M. et M^{me} Denis Evesque,
M^{me} Michèle Evesque,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Eugène EVESQUE,
inspecteur général honoraire
de l'Instruction publique,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,
commandeur de l'ordre
des Palmes académiques,
officier du Mérite social,

survenu le 18 juin 1990, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 23 juin, à 10 heures, à la Collégiale de Lognes (Yvelines).

76, rue de la Tombe-Issoire,
75014 Paris.
56, avenue Emile-Zola,
75015 Paris.
Sierichstrasse 48,
2000 Hamburg 60 (RFA).
93, rue Gallieni,
92100 Boulogne-sur-Seine.

- Mario-Joséphine Jean-Marie,
ainsi que ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Prisca JEAN-MARIE,
survenu le 13 juin 1990, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 juin, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Cailhou, 99, rue Saint-Dominique, Paris-7.

survenu le 16 juin 1990, à l'âge de soixante-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu le 16 juin, au Lamentin (Martinique).

- M^{me} Akgria Kessous,
M^{me} Minny Kessous,
Charles et Laure Kessous,
M^{me} Lily Azerat,
Son époux et ses enfants,
M^{me} Messoudy Lee,
Son époux et ses filles,
M^{me} Perle Scemla,
Son époux et ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques KESSOUS,
leur fils, époux,
père et frère,

survenu, le 18 juin 1990, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.
14, avenue de Salonique,
75017 Paris.

- M. Patrice Morette-Bourny
et M^{me} Viviane Poggi,
M. et M^{me} Josée Morette-Bourny,
M. et M^{me} Dominique Morette-Bourny,
sont enfants,

Gaëlle, Erwan, Alexandre, Virginie, Antoine, Jean-Philippe, Cyril et Solène, ses petits-enfants.

Les familles Morette-Bourny, Dewitt, Verlet, Chancel-Rioh,

ont la douleur de faire part du décès de
M. François
MORETTE-BOURNY,
inspecteur général
des finances honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu le 16 juin 1990, à l'âge de soixante-deux ans, en son domicile.

Le service religieux sera célébré le jeudi 21 juin, à 8 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière Bourillon de Chantilly (Oise).

47, rue de la Procession,
75015 Paris.

- M^{me} Roger Paquet,
née Ramdoun,
M. et M^{me} Habib Aldahdah,
ses enfants,
Cécile, Marine et Philippe Aldahdah,
ses petits-enfants,

M^{me} Arthur Pavagau,
sa sœur et ses enfants,
M. et M^{me} Gérard Gabriel
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger PAQUET,
ancien élève de l'École polytechnique,
ingénieur des Manufactures de l'Etat.

Le service funéraire a eu lieu le mercredi 20 juin 1990, à 16 heures, en l'église de Dieulefit (Drôme).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Bas-Hubacs,
26220 Dieulefit.
Le Pavillon, chemin du Pillet,
Au Cornilac,
07300 Tournon.
5, avenue du Parnasse,
44800 Saint-Herblain.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-28-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 37 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

Anniversaires

- Pour le dixième anniversaire du décès de

Gisette HOUNCANRIN,

survenu à Paris le 21 juin 1980.

Que ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

Serge, Jean-Yves et Christian,
Paris.
M. et M^{me} Odon Houncanrin,
l'otonou (Bénin).

- Il y a cinquante ans, disparaissaient le

lieutenant Claude WEILL,
du 224^e R.A.,
croix de guerre 1939-1940,

le 17 mai 1940, en Hollande.

Et son frère, le

maréchal des logis
Jean-Pierre WEILL,
du 4^e R.A.D.,
croix de guerre 1939-1940,

le 22 juin 1940, en Lorraine,

morts pour la France.

Simone Weill-Simon,
Marthe Weill-Reznant,
64, rue des Belles-Feuilles,
75116 Paris.

Luce Weill-Klein,
93, Valley Road,
New Rochelle,
N.Y. 10804 USA.

Messes anniversaires

- Pour le premier anniversaire du retour à Dieu de son père

Henri SAUGUET,

l'Association Una Voce fera célébrer une messe solennelle de requiem, le samedi 23 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Eugène, 4, rue du Conservatoire, Paris-IX.

Communications diverses

- La pétition des droits de l'homme et de la femme pour l'emploi de sauvegarde, selon la Constitution, a le soutien d'un million de personnes. Elle est en attente de présentation au chef de l'Etat.

Le dossier d'information est envoyé gratuitement sur demande au Centre des droits de l'homme et de défense de la personne, B.P. 16, 75622 Paris Cedex 13. Informations téléphoniques chaque semaine au 45-82-17-77 (première 16 et 11), vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

- Lancement de l'Union internationale des informations francophones. L'UIIF tiendra son assemblée générale en présence de M. Alain Decaux, ministre de la Francophonie, le jeudi 21 juin, à 17 h 30, à l'université Paris-Dauphine, salle du conseil.
o UIF, 17, rue de l'Yser, 92380 Sceaux. Tél. : (1) 47-02-45-95.

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 19 juin, à 14 h 30, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M. Pierre Michel : « La musique vocale de Luigi Dallapiccola. Technique et esthétique ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi 20 juin, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Rabée Aniq-Filali : « Deux modes satiriques ou le choix fait par Butler dans Hudibras et Swift dans A Tale of a Tub (le Conte du tonneau) ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le jeudi 21 juin, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, I. rue Victor-Cousin, M. Michel Fartoff : « Oikos et Polis dans l'Oreïde d'Eschyle : Valeurs familiales et valeurs civiques ».

- Université Paris-VII, le jeudi 21 juin, à 15 h 15, 2, place Jussieu, tour 33-32, 3^e étage, salle 12, M. Boubekar Kaita : « Production et interprétation de dessins en perspective au premier cycle universitaire ».

- Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93000 Saint-Denis, le jeudi 21 juin, à 14 h 30, salle C-336, M. André-Marcel Libai : « L'influence du Nigeria et de la République sud-africaine dans la politique africaine des Etats-Unis de 1960 à 1985 ».

- Université Paris-III, le jeudi 21 juin, à 9 heures, salle Bourjau, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Maria Laiff : « Analyse sémiotique du film à visée didactique : espace de la lecture sur l'exemple de documents exploités en situation de classe ».

- Université Paris-III, le vendredi 22 juin, à 13 h 30, salle Bourjau, 17, rue de la Sorbonne, M. Camille Laurent : « L'inscription idéologique et esthétique du jazz dans la fiction des Etats-Unis ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le lundi 25 juin, à 14 h 30, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Françoise Rouffat : « La poésie des choses, dans l'œuvre de Jean Follain ».

Légion d'honneur

DÉFENSE

Sont promus commandeurs :
MM. Daniel Divry, Jean-Pierre Dulau, Edouard Talarmin, Georges Ledoux.

Sont promus officiers :
MM. Michel Abalan, François Corbasson, Pierre Le Dû, Guy Marullé de Barletta, Pierre Guehl, Jules Boddard.

Sont nommés chevaliers :
Mme Suzanne Badinand, MM. Jean-Baptiste Pelle, Jules Motet, Albert Machy, Léon-Gabriel Bailly, René Frot, François-Pierre Guénard, Francis Le Ray, Emile Marchand, Simon Marchi, Giordano Marzanasco, Henri Moullé, René Perrin, René Perrot, Camille Richiero, Henri Ulrich, Eugène Le Guen, Marcel Ansquer, Paul Leblanc, Paul Helle, Marcel Houzel, Jean Robin, Joseph Scollier, Pierre Ghaisse de Bourmont, Roger Champorbert, Mme Monique Lefèvre, épouse Sisich.

Jeudi, 21 juin 1990

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

- L'Italie a atteint son but, rester à Rome ● Tenus en échec par les Colombiens, les Allemands perdent de leur superbe ● Safet Susic enfin réhabilité par les siens ● Le ballon officiel est alsacien ● Dix cartons jaunes et un expulsé lors du match Autriche-Etats-Unis ● En trois jours, 32 joueurs ont eu un contrôle anti-dopage qui s'est révélé négatif ●



Une Squadra enfin conquérante

Les Italiens ont retrouvé leur attaque et les tifosi leur équipe qui va poursuivre son chemin, dans son jardin, à Rome

● GROUPE A :
Italie b. Tchecoslovaquie : 2-0

ROME

de notre envoyé spécial

Ouf ! la révolution, qui couve toujours ici sous la brasse des enthousiasmes, a été reportée à une date ultérieure. La nuit romaine est retournée à son train-train vociférant et klaxonnant. « Forza Italia », la Squadra jouera à Rome son huitième de finale, lundi 25 juin.

Les vendeurs du marché noir respirent : qu'auraient-ils fait de leurs billets, dévalués au rang d'un emprunt russe, si la Tchecoslovaquie s'était installée au stade olympique ? C'était là l'enjeu de la soirée. En terminant premiers de leur groupe, les hommes de Azzeglio Vicini ont assuré la recette et le spectacle.

L'affaire n'était pas faite. Jusqu'à ce mardi soir, l'équipe d'Italie n'était jamais parvenue à résoudre son problème, toujours le même depuis des mois, celui de l'efficacité offensive. Paolo Rossi et Sandro Altobelli, les *numerosi* qui naguère tantant et jouaient les gardiens adverses, n'ont pas été remplacés. L'ère Vicini a vu l'éclosion de pures merveilles techniques comme Roberto Donadoni, Giuseppe Giannini, voire Giancarlo Marocchi.

Ces footballeurs, comme sortis du même moule, font briller de mille feux l'entre-jeu de la Squadra, mais, au moment du bouquet final, les attaquants de pointe n'allument bien souvent que des pétards mouillés. Certes, il y a Gianluca Vialli, mais qui diable lui associer ? La question a taraudé Vicini, la presse et les cinquante-sept millions de sélection-

neurs que compte l'Italie tout au long de la campagne de préparation au Mondial. Le calcul ne produisit plus d'avant-centres. Faut-il s'en étonner lorsque les clubs italiens confient en majorité ce poste à des étrangers ? Au fil des mois, le commissaire technique italien a essayé Mancini, le « jumeau » de Vialli à la Sampdoria de Gênes, mais aussi Serena l'ancien, Schillaci le nouveau, Carnevale le Napolitain.

Ce dernier, malchanceux autant que maladroit, n'a pas convaincu au cours des deux premières rencontres du Mondial, remplacé chaque fois en cours de deuxième mi-temps par Salvatore Schillaci, un jeune Sicilien de vingt-cinq ans, encore inconnu l'an dernier, mais qui a marqué quinze buts pour sa première saison à la Juventus. Un personnage ce « Toto » ! Il promenait, il y a encore deux saisons, son fichu caractère et sa dégaîne de para, lête posée à même les épaules, sur les anonymes terrains de la Serie B.

C'est à Messine, dans sa Sicile natale, que Boniperti, patron de la Juve, l'a déniché. En quelques mois, « Toto » Schillaci s'est imposé à ses partenaires, ses adversaires, et plus difficilement à la presse, qui a suivi d'une moue sceptique son ascension fulgurante.

En quelques semaines, ce ringard sans palmiers a gagné la Coupe d'Italie et la Coupe de l'UEFA. Et le voilà titulaire de l'équipe nationale ! Schillaci a signé un bail de longue durée sur un coup de tête. Deux pluriel, l'un devant l'Autriche pour sa première apparition, l'autre face aux Tchécos, prolongement d'une reprise de volée de Giuseppe Giannini (9'). En ces temps de disette,

c'est suffisant pour que Vicini lui vote sa confiance.

Le sélectionneur transalpin avait choisi de lui associer Roberto Baggio. Un adjuvant paré de la part d'un homme qui n'est pas porté par tempérament sur les jeux de hasard ! En effet, malgré les innombrables combinaisons tentées pour trouver une attaque à la Squadra, les deux lascars n'avaient jamais joué ensemble.

Une blessure bénigne de Vialli à la cuisse a servi de prétexte : Vicini pouvait lancer Baggio dans le bain sans donner l'impression de céder à la presse qui le réclamait en carreaux gras. Roberto Baggio est tout le contraire de Schillaci, rusé lisse que l'autre est nouveau : jeune homme toujours bien mis, naturellement élégant à la ville comme au stade, quand son futur partenaire de la Juve exhibe le débraillé des travailleurs de force.

Deux mille Fiat Panda pour Baggio

Tandis que Toto gagnait durement sa vie et celle de la famille, dans le Sud, Roberto volait sur un tapis rouge de sa Venétie natale jusqu'à Florence. Il avait dix-huit ans et la vie suivait son cours. A vingt-trois ans, il est star, forcément. Avant même qu'il ait fait ses preuves sous le maillot national, des Italiens ont manqué s'écarter pour lui.

Quand les supporters de la Fiorentina ont appris, il y a quelques semaines, que leur idole avait signé pour la Juventus, club honni entre tous, de véritables émeutes ont secoué la ville des Médicis. Il a fallu des policiers pour protéger la demeure des comtes Pontello, pro-

prétaires du club, accusés de brader le patrimoine florentin. Il en fallut encore davantage, quelques jours plus tard, pour refouler les milliers de tifosi, partis à l'assaut du camp d'entraînement de la Squadra dans la campagne toscane. Des admirateurs bien encombrants, que Roberto Baggio a quittés pour la Juve nouvelle, reconstruite cette saison par Giovanni Agnelli, le tout-puissant patron de la Fiat. Le transfert a crevé tous les plafonds puisque le joueur a coûté environ 25 milliards de lires, soit près de 120 millions de francs au club. Le double de ce que Naples avait déboursé pour Maradona.

Le bon peuple a calculé que le montant du transfert était l'équivalent de... deux mille Fiat Panda, une unité de mesure comme une autre, en vigueur dans les usines de Turin. Un chiffre « moralement inacceptable » pour le syndicat des travailleurs chrétiens italiens (ACLI) qui a aussitôt demandé « combien d'emplois auraient pu être créés avec une pareille somme ».

Lundi soir, le beau Roberto a commencé à rembourser sa dette par anticipation. Son but tout en finesse, dans un style chaloupé (78'), a rassuré l'équipe italienne, toujours sous la menace d'une égalisation tchèque. Il a donné raison à Azzeglio Vicini, mais a-t-il effacé du tableau noir tous les problèmes de l'attaque italienne ? Baggio, en effet, n'est pas un avant de pointe. Son instrument, c'est la baguette de chef d'orchestre. Un rôle qui le mettra de plus en plus en concurrence avec Giuseppe Giannini, le joueur-fétiche, pour l'instant inamovible, du sélectionneur.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Le « Papet » Yougoslave

A trente-cinq ans, Safet Susic a fêté sa cinquantième sélection

● GROUPE D :
Yougoslavie b. Emirats arabes unis : 4-1

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Ce Mondial serait-il celui du troisième âge ? Après Peter Shilton, l'indéracinable gardien anglais (quarante-et-un ans et cent dix-neuf sélections), Roger Milla, l'indomptable avant-centre camerounais (trente-huit ans), voilà qu'un autre « ancien » se distingue : le Yougoslave Safet Susic.

A trente-cinq ans, il a fêté sa cinquantième sélection en inscrivant le premier but de la facile victoire des siens contre les Emirats arabes unis (4-1), mardi 19 juin à Bologne. Quelques jours plus tôt, il avait rayonné sur le match contre la Colombie (1-0). Et s'apprête donc à disputer les huitièmes de finale.

La manœuvre de jeu du Paris-SG est de ces hommes dont on a le sentiment qu'ils ont toujours été de respectables patriarches, à vingt ans comme à trente. D'ailleurs, allez savoir pourquoi, on le surnomme « Papet ». Il n'est pourtant pas né à Saint-Paul-de-Vence mais du côté de Sarajevo. L'origine de ce surnom se perd quelque part entre sa Yougoslavie natale et la Paro des princes où il a enfilé son premier maillot de l'équipe parisienne, un soir de décembre 1982, contre Monaco.

Ce surnom, comme le maillot du reste, il l'a gardé. Parce qu'il lui sied à merveille. N'a-t-il pas des allures de chef de clan avec son regard d'honnête homme, son nez de Cyrano, sa carrure de lutteur et ses premières rides rassurantes ? Pourtant, son influence ne s'exerce guère hors du terrain. Ou très discrètement.

L'homme est peu bavard. Il ne passe pas pour un fort en gueule. Tout juste parvient-on à comprendre qu'il est de mauvaise humeur lorsque, sous le feu de questions trop gênantes, il fait mine de ne pas comprendre toutes les subtilités d'une langue française qu'il manie pourtant fort bien.

En revanche, une fois sur la pelouse, Safet Susic prend toute sa dimension, devenant alors ce que les techniciens à la page appellent un « dépositaire du jeu ». Il est de ces joueurs d'exception qui détiennent les clés du coffre aux exploits, les secrets de la malle aux rêves.

La performance de ses coéquipiers dépend de la sienne, de ses ballons frappés du plat du pied.

DANIEL CARTON

HORS-JEU

Un Alsacien au cœur du Mondiale

STRASBOURG

de notre correspondant

Sur les pelouses italiennes du Mondial, chaque rencontre concentre des millions de regards sur un produit alsacien, il est sphérique, blanc et noir, fabriqué par Adidas-France. Il s'agit du ballon officiel de la compétition.

« Etrusco » - c'est le son nom de baptême - a été conçu et fabriqué à La Walck (Bas-Rhin), où travaillent quarante et un employés de la filiale de la maison mère ouest-allemande. Il est composé de vingt hexagones et de douze pentagones de polyuréthane sur lesquels apparaît en sérigraphie son emblème, le lion étrusque, et bien sûr les trois bandes d'Adidas.

C'est un produit de haute technologie, assurent ses fabricants : la mousse qui habille sa face interne et assure à la fois l'élasticité et l'élasticité du bal-

lon a été étudiée spécialement. Pas question de négliger le fameux marché de la Coupe du monde quand on en est le fournisseur attitré depuis 1970.

Rien n'est laissé au hasard. Le ballon est pesé, vérifié en fin de chaîne, et les coutures faites à la main en sous-traitance dans une usine pakistanaise sont surveillées de près. Le ballon a été testé pendant plusieurs semaines. Ainsi les joueurs du VfB Stuttgart ont eu le privilège d'essayer « Etrusco », mais sans le savoir : un prototype avait été mêlé au stock de ballons du club.

Cette publicité mondiale, offerte par les écrans de télévision, est plutôt bien venue pour le groupe Adidas : la branche française d'Adidas-Saragat a annoncé en mai une nouvelle vague de suppressions d'emplois, trois cent-vingt en France, dont soixante-cinq en Alsace, parmi lesquels onze à La Walck.

JACQUES FORTIER

Les Colombiens de la dernière seconde

Face à une équipe allemande qui fait de plus en plus figure de favorite, les joueurs sud-américains ont arraché « in extremis » leur qualification

● GROUPE D :
RFA et Colombie : 1-1

MILAN

de notre envoyé spécial

Cette rencontre entre Allemagne et Colombie ne fut pas banale. Ce fut d'abord le choc des continents, presque un choc de civilisations, puisque naturellement, au niveau tant de leur style que de leurs ressources, tout opposait a priori ces deux formations qui ne s'étaient jamais affrontées de leur vie. Ce fut ensuite une bonne surprise.

Le système, décidément curieux, des éliminatoires de ce Mondial s'engageait sur le papier à l'une ni l'autre de ces deux équipes à se décarcasser. Bénéficiant d'un excellent goal-averages, les Allemands, dominants depuis le début de l'épreuve, ne couraient aucun risque de se voir ravir la première place du groupe D. Et les Colombiens, par leur victoire d'entrée sur les joueurs des Emirats arabes unis, savaient que, de toute façon, une troisième place leur serait dévolue.

Bref, pour ces deux équipes, un 0-0 eût été parfait, ce genre de calcul s'étant souvent vu par le passé. Par bonheur, pour le sport et pour ce public, qui, une fois de plus, avait envahi en masse le formidable stade San-Siro de Milan, Allemands et Colombiens ont su jouer tout simplement pour l'honneur, pour leur honneur, mot si oublié aujourd'hui sur le terrain.

Parce que, devant cette équipe allemande, qui fait de plus en plus figure de favorite en Italie, les Colombiens, qui, depuis vingt-huit ans, n'avaient réussi à atteindre ces sommets du football, ont voulu prouver à la terre entière qu'ils n'étaient pas un onze d'opérette. Dans leur pays, le football est aussi une religion. Emmenés par leur capitaine Carlos Valderrama, l'homme de Montpellier, à la perenne blonde, ils ont donc joué leur football, un football d'attaque plein de fantasia, plein d'une fraîcheur qui faisait plaisir à voir, quand bien même elle confinait de temps en temps à l'innocence.

L'entraîneur allemand Franz Beckenbauer, qui avait eu, lui aussi, le mérite de ne pas changer son équipe, à l'exception du seul Andreas Brehme, suspendu pour un match, a reconnu, après cette rencontre, que son équipe avait, au début, « eu quelques problèmes de concentration ».

Cela fut perçu effectivement au niveau de la défense, qui ne fut pas dépourvue de chance. Les grandes équipes savent aussi la solliciter, mais ce fut miracle vraiment que la cage du jeune gardien de Cologne, Bodo Illgner, fut dissimulée jusqu'à la mi-temps.

Les deux dernières minutes

Les trois attaquants colombiens, Alfonso Fajardo, Carlos Estrada, Freddy Rincon avaient des ballons pleins les pieds, secouaient souvent en tous sens cette défense allemande, mais, finalement, rien ne passait. Les Allemands avaient eu le mérite, sous un tel orage, de garder la tête froide, avec un milieu de terrain qui, avec des joueurs comme Lothar Matthäus et le jeune Thomas Häßler, s'avère comme le plus solide de toutes les équipes en lice.

On crut longtemps que la seconde période se reproduirait à l'identique, mais les Allemands supportaient de moins en moins bien l'effort. Un lob de l'arrière Stefan Reuter vint se perdre sur la barre de la cage colombienne où l'original René Higuita

exposait une fois encore le registre de ses facéties. La partie fut même émaillée de quelques disputes. On s'échouait, l'Allemagne ne voulait pas faillir, la Colombie n'entendait point défaillir. Pour cette question d'honneur donc, on crut encore qu'on en resterait aux points de suspension d'un 0-0 trompeur.

Mais, puisque cette rencontre n'était décidément pas vouée à l'ordinaire, ces deux dernières minutes furent les plus spéciales. Remplaçant de luxe de cette machine allemande, Pierre Littbarski, revenu à Cologne après un séjour peu fructueux par le Mura Racing, réussit enfin à décoiffer le gardien Higuita. Deux minutes plus tard, deux autres le temps réglementaire, Freddy Rincon, l'un des meilleurs sur ce terrain, donnait cependant une égalisation méritée et quasiment historique pour la Colombie. Et ce n'était là que juste répartition.

« La Colombie est une très bonne équipe, ce match nul est le résultat le plus juste », commentait, au terme de cette sacrée après-midi, Franz Beckenbauer. Les Colombiens vont donc pouvoir continuer leur petit bonhomme de chemin, accéder à ces huitièmes de finale qui sont déjà pour eux un petit paradis insoupçonné. Franz Beckenbauer, avec cette cuvée allemande de 1990, dispose, quant à lui, de beaucoup d'atouts.

Atout technique d'une équipe qui sait à présent allier la force collective et l'intelligence personnelle. Atout physique acquis après quatre semaines de préparation minutieuse, et de vie en commun, qui font que, dans ce Mondial, cette formation allemande est celle qui défierait le moins la chronique des petits pots.

Atout géographique, encore, puisque les Allemands vont pouvoir jouer ces huitièmes de finale sans quitter Milan. Quand on sait que trois éléments essentiels de leur équipe, Klaus Augenthaler, Andreas Brehme et Jürgen Klinsmann, jouent en saison à l'inter de Milan, ce n'est pas la mince avantage. Enfin, atout psychologique

Double nationalité

Certains de ses compatriotes lui en veulent sans doute encore de ne pas avoir assumé son rôle de patron d'une équipe promise aux plus hautes destinées. Peu importe que d'autres vedettes aient manqué leur rendez-vous, le « Papet » avait alors failli à sa tâche de chef de famille. Et cela avait suffi à le mettre au ban d'une nation qui se déchire aussi facilement en football qu'en politique (la Monde du 12 juin).

Huit ans plus tard, le fait d'avoir contribué à éliminer l'équipe de France de Michel Platini de la course au Mondial, lui a valu quelques sympathies, même s'il a eu bien du mal à expliquer à ses compatriotes pourquoi il avait opté pour la double nationalité franco-yougoslave au printemps 1989.

L'envie de rester à Paris - le club le gardait à condition de pouvoir engager un autre joueur étranger - autant que l'amour sincère de son pays d'adoption - l'envie de s'y installer - ont motivé cette démarche qui, on son temps, choqua plus d'un supporter français (la Monde du 2 mai 1989).

Ses performances en Italie, notamment contre la Colombie et les Emirats, le plaçant sur le chemin de la réhabilitation, bien que l'équipe yougoslave, malgré un potentiel inégalé, reste encore très friable. De nouveaux exploits en Italie lui permettraient de se racheter définitivement.

PHILIPPE BROUSSARD

Le point

GROUPE A

Italie b. Tchecoslovaquie 2-0.
Autriche b. Etats-Unis 2-1.

Classement : 1. Italie, 6 pts ;
2. Tchecoslovaquie, 4 pts ;
3. Autriche, 2 pts ; 4. Etats-Unis, 0 pt.

GROUPE D

RFA et Colombie 1-1.

Yougoslavie b. Emirats arabes unis 4-1.

Classement : 1. RFA, 5 pts ;
2. Yougoslavie, 4 pts ; 3. Colombie, 3 pts ; 4. Emirats arabes unis, 0 pt.

A LA TELEVISION

Mercrèdi 20 juin : Brésil-Ecosse à 21 h (A2) ; Suède-Costa-Rica à 22 h 45 en différé (FR3).

Jeudi 21 juin : Belgique-Espagne à 17 h (TF1) ; Corée du Sud-Uruguay à 18 h 45 en différé (la Cinq) ; République d'Irlande-Pays-Bas à 21 h (A2) ; Angleterre-Egypte à 23 h 25 en différé (FR3).

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

18 L'assemblée générale de Dassault
19 Urbanisme : la nouvelle rive gauche de la Seine

21 Paris-Ile-de-France
26 Nouvelles inculpations dans l'affaire de la Société générale

26 Marchés financiers
27 Bourse de Paris

BILLET

Patrons têtus

Qu'elles soient houleuses, comme celle d'Eurochemie, ou sereines comme celle de Dassault, les assemblées générales ne sont plus que rarement des happenings financiers. Les actionnaires ronchonnent, tel le Printemps face aux pertes du groupe Eurochemie, ou se taisent (mais n'en pensent pas moins) tel l'Etat chez Dassault, mais les présidents restent en place. Indéboulonnables dans la tempête. Malgré les 59 millions de francs de pertes d'Eurochemie, M. Antoine Bernheim reste le patron. Il le restera jusqu'à ce que l'actionnariat soit stabilisé et la situation redressée.

Malgré la rentabilité faible de son groupe (1,7 %) et les menaces que fait peser sur son activité la nouvelle donne diplomatique internationale, M. Serge Dassault reste en place. Pas question, tel non plus, de changer de pilote.

Les deux patrons ont en commun d'avoir dans leur conseil d'administration de bien encombrants actionnaires : la Printemps, pour Eurochemie, et l'Etat, pour Dassault, aimeraient bien être maîtres de la stratégie à la place des présidents. Couper la groupe de distribution en branches ou adosser l'avionneur à un autre société (l'Aérospatiale). Seulement les patrons en question ont d'autres préoccupations : ils veulent montrer qu'ils ont raison malgré les circonstances, malgré le marché ; qu'ils peuvent rester seuls. Entêtement funeste ou louable persévérance ? L'avenir le dira.

En attendant ceux qui - les salariés -, loin des lambris des assemblées générales, se demandent à quelle sauce tactique ils vont être mangés et commencent à se démotiver. Plus ou moins vite, il est vrai. Avec des sursauts, comme les cadres de chez Dassault, ou sans retour, comme les vendeurs de Bricorama, filiale malade d'Eurochemie. C'est face à ce public-là que les patrons têtus doivent montrer qu'ils ne bougeront pas. Mais c'est aussi ce public-là qui est le plus exigeant parce que son iniquité est la plus grande. On ne peut lui jouer qu'une fois seulement la scène du capitaine courageux.

D. PY

(Lire page 18, l'article de Jacques Isnard.)

La Caisse nationale de prévoyance veut changer de statuts

La Caisse nationale de prévoyance (CNP), du groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), veut un changement radical de ses statuts pour se doter de fonds propres supplémentaires et d'une force de frappe externe.

« Nous souhaitons procéder à des acquisitions à l'étranger, mais nous manquons de fonds propres et nous souffrons d'une insuffisance à mobiliser », a déclaré mardi 19 juin, M. Edmond Alphandéry, président de la CNP. Pour cela, M. Alphandéry présentera, à l'automne, un projet de refonte des statuts de la CNP pour la transformer en « une société nationale dotée d'un capital à majorité publique ».

Revenant sur les résultats financiers du dernier exercice, M. Darnis, directeur général, a indiqué que la CNP avait dégagé un bénéfice net de 705 millions de francs en 1989 contre 624 millions, soit une progression de 13 %.

A l'issue d'une réunion ministérielle à Luxembourg

Les Douze veulent adopter une position commune sur les importations de voitures japonaises

« La Communauté s'achemine vers une position commune et ferme », a déclaré M. Edith Cresson, le 19 juin, à l'issue d'une réunion des ministres des Douze sur la politique d'importation à appliquer aux voitures japonaises pour les prochaines années. « Nous avons trouvé un langage commun sur les principaux chapitres de la négociation », a estimé M. Renato Ruggiero, le ministre du commerce extérieur italien qui, à partir du 1^{er} juillet prochain, présidera les travaux des Douze.

L'idée est d'abolir complètement les restrictions quantitatives appliquées par plusieurs Etats membres (France, Italie, Espagne, Portugal) à l'issue d'une période de transition durant laquelle les constructeurs japonais s'engageront à auto-limenter leurs livraisons à la Communauté.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Dans cette négociation tous azimuts les différents acteurs ont leur mot à dire. Il semble cependant que le déblocage de la situa-

tion auquel on est en train d'assister doive beaucoup aux efforts conjugués accomplis par les Italiens et les Français pour faire accepter le schéma qu'ils avaient en tête par les Britanniques et les Allemands. La réunion du 19 juin a permis de s'assurer qu'aucun Etat membre n'avait d'objection majeure à faire valoir à l'encontre de l'esquisse d'accord ainsi tracée. La période transitoire, qui débuterait le 1^{er} janvier 1993, date à laquelle les quotas nationaux actuellement appliqués disparaîtraient, serait d'une durée de cinq ans, indique-t-on du côté de la Commission européenne.

Cinq ou dix ans de transition ?

Cependant plusieurs délégations, dont la France, contestent ce point et affirment qu'en la matière rien n'est tranché. Ou bien préfèrent parler d'une période de transition de cinq à dix ans. Quelles limitations la Communauté demanderait-elle aux Japonais de respecter ? L'arrangement prévoit que les voitures japonaises produites dans la Communauté, voire dans des pays tiers tels les Etats-Unis, pourront entrer sans restriction sur n'importe quel marché des Douze. Mais les constructeurs japonais devront informer la Communauté du niveau prévisible de cette production européenne (ou améri-

caine) destinée aux marchés des Douze. « Et, bien sûr, nous en tirons les conséquences », commente un des principaux négociateurs de la CEE. Ainsi le niveau d'importations directes des voitures japonaises dans la CEE sera établi en fonction du nombre de « transplants » commercialisés dans la Communauté. Formellement, le terme de quota global ne sera, bien sûr, jamais prononcé.

Durant la période de transition, il faudra s'assurer que les Japonais respectent leurs engagements et que, par ailleurs, les nouvelles règles du jeu ne perturberont pas trop l'un ou l'autre marché des Douze. Dans ce sens, l'arrangement prévoit un double dispositif de surveillance pour les voitures japonaises commercialisées dans l'ensemble de la CEE et pour celles qui le sont à l'intérieur des quatre Etats membres appliquant aujourd'hui des quotas d'importation.

Le troisième point du projet prévoit l'adoption par les Douze d'un dispositif réglementaire permettant à la Commission de vérifier la bonne exécution de l'accord et d'arbitrer les litiges susceptibles de survenir. Enfin les Douze, qui sont conscients d'offrir à Tokyo une ouverture particulièrement intéressante de leurs marchés, réaffirmeront leur volonté d'obtenir, en contrepartie et de manière tangible, un meilleur accès pour leurs exportations au marché japonais.

PHILIPPE LEMAITRE

Malgré les recommandations du gouvernement

Le CNPF laisse ses fédérations libres de négocier sur les bas salaires

Au risque de donner l'impression d'envoyer le processus de revalorisation des bas salaires engagé par le gouvernement, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du

CNPF, a souligné mardi 19 juin, devant la presse, qu'il n'est pas question pour l'organisation patronale de « négocier à la place » de ses fédérations, dont elle est pourtant l'émanation.

« Tout a été fait d'accord avec le processus de négociation », le CNPF n'a en revanche « pas d'autorité sur les branches professionnelles dans le domaine de la politique salariale » a

assuré M. Giral. Selon lui, il convient d'attendre la mi-décembre pour apprécier les premiers résultats des discussions qui seront ouvertes.

La réunion du 26 juin, de la commission nationale de la négociation collective ne s'annonce donc pas sous les meilleurs auspices. Conformément à la demande du premier ministre, patronat et syndicats devront à cette occasion mettre au point un calendrier et rédiger un relevé de conclusions (Le Monde daté 10-11 juin). En cas d'échec, le gouvernement a indiqué que la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet, sera supérieure à 2,34 %, correspondant à l'augmentation du salaire moyen. Cette éventualité, estime M. Giral, constitue « l'extrême limite ».

Alors que ce « oui, mais » à la démarche gouvernementale risque d'être interprété par les syndicats comme un constat de carence, le

CNPF évoque le « dynamisme » de la négociation de branche (cinquante trois professions ont signé des accords salariaux au cours du quatrième trimestre 1989, et du premier trimestre 1990, et soixante autres devaient suivre).

Le président de la commission sociale, qui préconise une réduction des cotisations sociales au bénéfice des salariés, a toutefois laissé entendre la possibilité de négocier avec les syndicats des mécanismes de promotion salariale liés à la formation. La préparation d'un accord conventionnel dont M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, entend s'inspirer à l'automne pour réaliser sa loi sur la formation professionnelle, pourrait en fournir l'occasion. M. Giral explique ci-contre dans quelles conditions devaient se dérouler ces négociations sur les bas salaires.

J.-M. N.

POINT DE VUE

Menaces sur la politique contractuelle ?

par Jean-Louis Giral

TOUR à tour louée ou ignorée, voire dénigrée, par ceux qui n'en sont pas les acteurs, la politique contractuelle est dans notre pays riche d'histoire. Par leurs récentes déclarations, le chef de l'Etat et le premier ministre paraissent en avoir opportunément redécouvert les mérites. Car l'intérêt qu'ils lui portent, au demeurant justifié à l'aune des résultats qu'elle a permis d'enregistrer de l'après-guerre à ces derniers mois, ne doit cependant pas dissimuler les dangers qui la menacent.

Si ces résultats, qui ont largement contribué à l'amélioration de la vie des Français, traduisent quotidiennement la force de la politique contractuelle, sa fragilité n'en est pas moins réelle. Ces résultats sont bien connus. Ainsi, ce n'est pas moins de 209 accords qui ont été signés depuis 1947 au niveau national interprofessionnel. Ce mouvement ne s'est pas tari sous l'effet de la crise et des difficultés économiques.

Qu'ils soient conclus au niveau interprofessionnel ou au niveau des branches, voire au niveau des entreprises, qu'ils prennent la forme d'accords de gestion de la protection sociale, d'accords de méthode et d'orientation ou d'accords « parfaits » directement applicables aux entreprises et aux salariés, ces accords ont tous un point commun qui tient à la nature même de la politique contractuelle. Tous constituent en effet un compromis, point d'équilibre entre les aspirations et les intérêts des parties à la négociation. C'est dans ce compromis adopté, équilibré et accepté que réside toute la force de la politique contractuelle, notamment la pérennité de ses effets. Mieux vaut un accord accepté qu'une loi imposée.

Qu'on vienne délibérément entacher les caractéristiques de ce compromis et il en est fini de la dynamique de la politique contractuelle. Tout d'abord, qui vient compromettre l'équilibre sur lequel s'est établi le compromis non seulement rompt

celui-ci au profit d'une partie à la négociation, mais de plus occulte pour l'avenir toute possibilité de recherche de nouveaux compromis. Quelle partie à la négociation pourrait en effet, dans un tel contexte, prendre pour l'avenir le risque de voir les contreparties des concessions qu'elle a faites être en tout ou partie obérées par une volonté extérieure ? Les amateurs de marché de dupes ne sont pas légion.

En d'autres termes, la politique contractuelle ne s'amende pas ou ne s'enrichit pas de l'extérieur sauf, ce faisant, à choisir délibérément de prononcer son oraison funèbre. En revanche, rien ne s'oppose à ce que les résultats auxquels elle est parvenue soient repris en l'état par la loi, comme l'a déjà fait à plusieurs reprises le législateur qui, jusqu'aujourd'hui, ne s'y était pas trompé. De la même façon, la politique contractuelle ne pourrait prospérer en n'ayant pour se repaître que les restes ou les miettes que consentiraient à lui abandonner les pouvoirs publics. Un tel régime ne pourrait conduire qu'à son dépérissement.

Le proche avenir risque malheureusement de nous fournir une parfaite illustration de ce propos. Il serait illusoire de croire que le problème de la représentation du personnel dans les PME puisse être réglé par la voie contractuelle, si la loi intervient au préalable pour encadrer les négociations et, notamment, définir à l'avance les solutions auxquelles les négociateurs sont conviés à aboutir.

La recherche d'un renforcement du dialogue social requiert, à tout le moins, que les interlocuteurs disposent d'une complète latitude dans le choix des thèmes qu'ils entendent aborder entre eux et dans la façon de les traiter. Ce n'est que lorsqu'ils ne parviennent pas à un consensus pour aborder un thème ou lui donner une réponse commune que, si l'urgence de la situation l'exige, d'autres voies doivent être recherchées. Procéder à l'inverse ne peut avoir d'autre effet

que d'affaiblir les partenaires sociaux et les priver progressivement de leur sens des responsabilités.

Enfin, mais il s'agit d'une évidence, la politique contractuelle manifeste une allége totale à toute intervention extérieure, susceptible d'avoir directement ou indirectement une incidence sur les thèmes dont elle s'est saisie, dans le même temps où elle s'emploie à les traiter. Les négociations ne peuvent en effet se dérouler de façon satisfaisante et aboutir à un équilibre si, simultanément, l'une des parties se voit contrainte, du fait de pressions extérieures, d'adopter certaines positions.

Pas d'interventions extérieures

Qui pourrait imaginer que les partenaires sociaux seraient enclins à mener des négociations si, concomitamment, les pouvoirs publics interviennent par leurs décisions dans la négociation. Peut-on croire que les branches professionnelles seraient portées à poursuivre des négociations sur les salaires si parallèlement intervient une augmentation excessive du SMIC qui viendrait contraindre les remises en ordre souhaitées ?

Il est clair que le développement de la politique contractuelle, que tous appellent de leurs vœux, requiert avant tout le respect de son autonomie tant dans le choix des thèmes qu'elle entend aborder que dans les normes qu'elle choisit de mettre en place pour réguler les rapports sociaux. Aucun propos, aussi laudatif soit-il, sur les vertus de la politique contractuelle n'empêchera la transformation de cette voie royale de la politique sociale en chemin de traverse, s'il est dévié par les actes. Pour ce qui nous concerne, notre choix est fait, nous venons encore de le démontrer. Notre désir est de pouvoir continuer à l'assumer.

► Jean-Louis Giral est président de la Commission sociale du CNPF.

Selon le dernier rapport de l'OCDE

La Yougoslavie commence à sortir de l'hyperinflation

En plein chaos politique et économique, le gouvernement yougoslave s'est attaché à rétablir la confiance dans la monnaie et à libérer l'initiative privée. Dans le rapport qu'elle publie le 20 juin, l'OCDE salue les premiers résultats d'une politique « rigoureuse et ingénieuse », notamment dans sa lutte contre l'hyperinflation (1).

La Yougoslavie est un cas. Ce pays qui a cherché longtemps, seul, une troisième voie entre l'économie de marché et la planification centralisée, s'est retrouvé à la fin des années 80 dans une situation qu'on pourrait qualifier de « stagyphérisation » : plus de 10 000 % de hausse des prix en rythme annuel durant les trois derniers mois de 1990, avec une production quasi stagnante.

Si cette inflation hors du commun - à trois, quatre ou cinq zéros - est le signe d'une profonde crise institutionnelle, il faut pour la vaincre des gouvernements suffisamment forts et légitimes pour faire accepter les conséquences de la stabilisation monétaire. Or c'est au moment où la Yougoslavie entrerait dans une crise politique qui l'a conduite au bord de l'écroulement que s'est produit le sursaut salustaire sur le plan économique.

Il faut mettre au crédit du gouvernement de M. Ante Markovic

d'avoir su ramener l'inflation à 3 ou 4 % par mois en mars-avril, grâce, écrit l'OCDE dans son rapport, à « un programme de stabilisation à la fois rigoureux et ingénieux, combinant l'introduction d'un nouveau dinar convertible rattaché au deutschemark avec un blocage des salaires, un gel partiel des prix et un durcissement de la politique macroéconomique ».

A la différence des plans d'ajustement tentés de 1983 à 1988, qui avaient tous échoué, celui-ci a eu le mérite de s'attaquer aux sources cachées de l'inflation, notamment le déficit budgétaire. « Auparavant, le déficit public n'apparaissait pas dans les comptes de l'Etat mais dans ceux de la Banque centrale, sous la rubrique « actifs intérieurs nets », explique un expert yougoslave à l'OCDE.

Le plan Markovic du 19 décembre 1989 a donc rebudgétisé le déficit, en s'arrangeant pour qu'il soit converti aux trois quarts par les recettes fiscales (une nouvelle taxe sur les produits de consommation et des droits de douane qui ont remplacé les restrictions quantitatives aux importations).

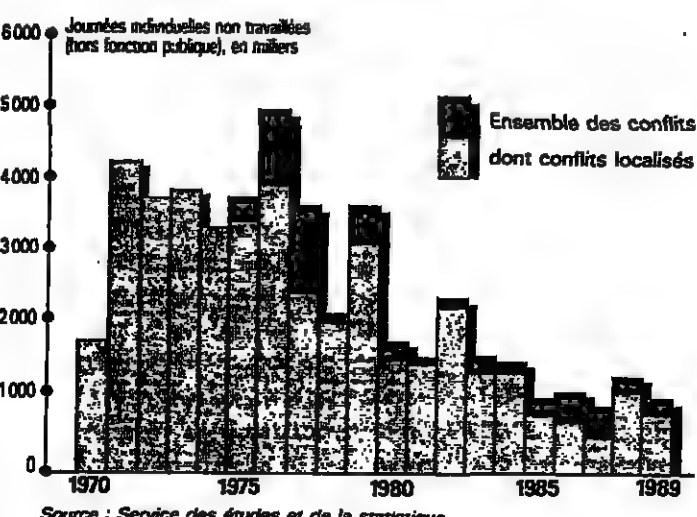
SOPHIE GHERARDI

Lire la suite page 18

(1) Bien que socialiste, la Yougoslavie est, depuis vingt ans, membre associé de l'OCDE, qui regroupe les principaux pays industrialisés.

Dans le secteur privé

Le nombre des conflits du travail a diminué en 1989



Source : Service des études et de la statistique

En dépit de plusieurs conflits sociaux d'envergure - Peugeot et les Chantiers de l'Atlantique, notamment - les conflits du travail ont sensiblement diminué en 1989 dans le secteur privé, selon les statistiques du ministère du travail.

Ce mouvement concerne aussi bien les journées non travaillées que le nombre d'arrêts de travail. Parmi les 900 000 journées individuelles non travaillées, 800 000 découlent de conflits localisés et à peine plus de 100 000 de conflits généralisés (mot d'ordre commun à plusieurs entre-

prises). En 1988, 1 242 000 journées individuelles avaient été perdues. « Cette mobilisation sporadique mais exprimant, quand elle a lieu, une certaine détermination de la part des salariés, résulte de la nature très catégorielle de la plupart de ces mouvements », estime le ministère du travail. En revanche, on observe une forte augmentation des conflits dans la fonction publique à la suite de la « poussée de fièvre indiciaire » de l'automne : en un an, les journées de grève quadruplent presque (de 0,6 million à 2,3 millions).

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

M. Balladur propose un plan triennal de réduction des impôts

M. Balladur s'apprête à rendre public un plan triennal (1991-1993) de réduction des impôts et du déficit budgétaire. La baisse des premiers serait de 105 milliards de francs, celle du second de 40 milliards de francs, le déficit de l'Etat étant ramené à 50 milliards en 1993. La croissance, des économies et un « grand programme de privatisation » permettraient de financer ce plan.

L'ancien ministre de l'économie et des finances propose de continuer à réduire la TVA (taux normal de 18,6 % et taux majoré de 25 % ramenés à 16,5 % mais taux réduits et super-réduits portés à 7 %) ; d'amener à 33,3 % le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et non distribués ; d'alléger l'impôt sur le revenu en ramenant le taux maximal de 56,8 % à 50 % et en reprofilant le barème d'imposition qui ne comprendrait plus que cinq taux au lieu de treize ; d'alléger l'imposition des successions moyennes par une réforme du barème ainsi que celle des mutations à titre onéreux, notamment celle des fonds de commerce, des immeubles et des valeurs mobilières ; enfin de réduire le prélèvement de 37 % sur les bons de caisse.

ÉTRANGER

La Yougoslavie et l'hyperinflation

Suite de la page 17

Deuxième «astuce» : stabiliser le dinar en l'accrochant à «la» monnaie de référence, le deutschemark. «L'un des mystères de l'économie yougoslave, c'est la rigueur de la consommation. Elle ne baisse pas, alors que les revenus salariaux réels avaient diminué de 25 % au cours des années 80.» La clef de l'enigme ? En Yougoslavie, les trois quarts de l'épargne étaient en devises. Quand on dévaluait la monnaie, le revenu réel diminuait, mais l'épargne était réévaluée, d'autant plus que les taux d'intérêt étaient très élevés.

Pour restaurer la confiance dans le dinar, donc redonner prise à la politique monétaire, dans une économie où tout le monde finissait par raisonner en deutschemarks, on a créé un «nouveau dinar» égal à 10 000 anciens, avec une parité fixe pour six mois par rapport à la monnaie ouest-allemande (1 mark égale 7 dinars). Les mouvements de capitaux des particuliers ont été libérés et les achats de devises auprès des banques, autorisés. Les salaires ont été gelés mais n'ont pas baissé en deutschemarks.

Le procédé, tout à fait inédit, a restauré la confiance dans la monnaie. Les Yougoslaves ont vidé leurs bas de laine et changé leur épargne en dinars, pour bénéficier des taux d'intérêt plus intéressants qu'on leur offrait. Du coup, la politique monétaire restrictive, permettant une très faible augmentation des crédits, retrouve son efficacité.

INDUSTRIE

La bataille dans la chimie italienne

Reprise des hostilités entre l'ENI et Montedison

Après deux mois de trêve, les hostilités ont repris entre le groupe public italien ENI et le groupe privé Montedison pour le contrôle de la firme chimique Enimont.

Aucun représentant de Montedison-Ferruzzi ne s'est présenté, lundi 18 juin, à l'assemblée générale d'Enimont, convoquée pour approuver les comptes de son premier exercice et prendre des décisions pour l'avenir. En représailles, l'ENI n'avait délégué aucun représentant non plus, mardi 19 juin, à la nouvelle assemblée, qui se réunissait en seconde convocation après annulation de la première. Cette dernière, à cette fois, pu statuer, la majorité requise pour adopter les résolutions ne nécessitant plus que la moitié des voix, plus une (65 % pour la première assemblée).

Après plus de six heures de débat, l'assemblée, présidée par l'administrateur délégué M. Sergio Cragnotti, a finalement approuvé le bilan de l'exercice 1989, qui se solde par un bénéfice net consolidé de 740 milliards de francs (3,4 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13 347 milliards de

liras (70,29 milliards de francs). Les actionnaires présents ont été informés que le plan industriel préparé par l'ancien président M. Lorenzo Nocchi, démissionnaire fin mai, serait présenté au comité d'actionnaires le 26 juin, et le lendemain au conseil d'administration. Ce qui promet de belles empoignées en perspective, puisque cette fois les deux principaux actionnaires d'Enimont (chacun possède 40 % du capital et cinq membres au conseil) seront présents.

Le conflit avait éclaté en mars dernier quand la Montedison avait décidé d'élargir le conseil à deux membres supplémentaires, sensés représenter les 20 % restants du capital placés sur le marché boursier, en fait allés de M. Raul Gardini, PDG du groupe Montedison-Ferruzzi.

Dans l'espoir de trouver une solution, la hache de guerre avait été enterrée deux mois durant. Mais la nouvelle offensive de la Montedison semble exclure tout arrangement, l'ENI ayant d'autre part annoncé son intention de protéger ses intérêts «dans toutes les instances», ce qui semble inclure la réouverture d'un front judiciaire.

A. D.

En dépit de critiques dans l'entourage du premier ministre

L'équipe dirigeante de Dassault reste en place

En donnant, comme le veut la formule traditionnelle, «quitus définitif, entier et sans réserve» à la gestion de Dassault en 1989, les actionnaires du groupe aéronautique réunis, mardi 19 juin, en assemblée générale à Paris et, à leur suite, les six représentants de l'Etat (sur douze administrateurs) au conseil d'administration ont confirmé l'équipe dirigeante en place et, à sa tête, M. Serge Dassault, dont le mandat n'expirait qu'en 1991.

Depuis quelques mois, en effet, des rumeurs qui avaient pris naissance dans l'entourage du premier ministre faisaient état de la volonté de certains, dans les milieux gouvernementaux, de faire en sorte d'«adopter» Dassault à un groupe jugé plus solide en lui confiant, sous une forme à trouver, la gestion des parts de l'Etat (46 %) dans le capital de la société privée (le groupe familial Dassault Industries détient 49,7 %). Très récemment (le 12 juin), le président du groupe national Aérospatiale, M. Henri Martre, avait indiqué qu'il était prêt à entrer dans le capital de Dassault

si telle était bien l'intention de l'Etat.

A l'assemblée générale des actionnaires, comme au conseil d'administration de Dassault, cette perspective n'a été évoquée par aucun des intervenants. Les questions se sont orientées pour l'essentiel sur la modicité de l'action de la société en Bourse, sur le calendrier du programme Rafale, voire les performances de cet avion, ou sur les coopérations éventuelles de Dassault avec d'autres industriels aéronautiques européens et américains.

Les délégués du syndicat CGC des cadres et techniciens de Dassault avaient, au demeurant, adressé une lettre au premier ministre dans laquelle ils notent que, durant les derniers conseils d'administration, aucun représentant de l'Etat n'a fait de «remarque de fond sur la marche de l'entreprise». Faisant allusion aux rumeurs sur un rapprochement avec un autre groupe, ils concluent : «Le personnel de Dassault ne supporte plus la pollution et vous demande solennellement de faire cesser au sein de nos administrations les rumeurs qui entretiennent la plume des uns et l'appétit

des autres et réjouissent la concurrence.»

M. Dassault a donné quelques indications sur l'exercice 1989. Le chiffre d'affaires atteint 17 359 millions de francs (montant comparable à celui de 1988), dont 63 % à l'exportation. Les prises de commandes ont été de 16 549 millions de francs (en hausse de 4 % par rapport à 1988), dont 38 % à l'exportation. Les activités civiles représentent 28 % des commandes. Au total, le carnet de commandes dépasse 40 milliards de francs, soit plus de deux ans de production. Le bénéfice net a été de 294,7 millions de francs (au lieu de 146,4 millions de francs en 1988). «Nous avons distribué à l'Etat depuis dix ans plus de 4,5 milliards de francs sous forme d'impôts sur les bénéfices et de distribution de dividendes», a conclu M. Dassault, avant de demander qu'on juge son entreprise sur ce qu'il a appelé «de vrais critères».

Neuf résolutions, dont celle relative aux comptes 1989 de la société, étaient présentées à l'approbation de l'assemblée générale. Elles ont toutes été adoptées à une forte majorité.

Trois de ces résolutions ont conduit à remplacer (comme administrateur représentant le ministère des finances) M. Jean-François Théodore par M. Thierry Aulagnon ; à prolonger pour six ans la durée du mandat d'administrateur de M. Bruno Revellin-Falcoz (vice-président du groupe, chargé des affaires techniques, de la recherche et de la coopération), et à changer la dénomination actuelle de la société Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation en Dassault Aviation. Désormais, Dassault Aviation, avec 15 570 personnes, relève du groupe Dassault Industries, qui contrôle en outre Dassault Electronique (nouveau nom d'Electronique Serge Dassault), Dassault Belge Aviation, Dassault International, Dassault Systems et Europe Falcon Service, sans compter d'autres filiales où il reste minoritaire.

JACQUES ISNARD

En proie à des difficultés

Chrysler cherche des alliés

L'accord de coopération entre les firmes automobiles Fiat et Chrysler, avancé à Detroit par une publication spécialisée, «n'est qu'une hypothèse pour le moment», a indiqué mardi 19 juin, le groupe italien.

«Nous avons constamment des entretiens avec d'autres constructeurs automobiles et nous ne faisons jamais de commentaires sur de simples hypothèses», a-t-on précisé chez Fiat en démentant plus particulièrement l'idée d'un accord financier qui prendrait la forme d'un échange d'actions. «S'il devait y avoir une entente, ce serait plutôt sur le développement de nouveaux modèles».

La lettre «Ward's automotive reports» avait évoqué un accord entre les deux groupes pour l'assemblage de la «Tipo» de FIAT aux Etats-Unis, Chrysler faisant bénéficier, en échange, le groupe

turinois de sa technologie anti-pollution.

Il semble en effet que Fiat et Chrysler aient entamé de larges discussions sur des sujets divers. Il pourrait être question par exemple que Fiat construise en Europe le petit véhicule tout terrain du groupe américain et remplace ainsi Renault qui y a renoncé la semaine passée. Au-delà, nombreux sont ceux qui évoquent la conclusion de liens plus étroits.

Chrysler, troisième constructeur américain derrière General Motors et Ford, souffre beaucoup de la concurrence japonaise et de la baisse des ventes d'automobiles outre-Atlantique. Il cherche donc des partenaires, notamment pour effectuer un retour en Europe où le marché est meilleur. En outre, ses finances lui permettent difficilement d'investir les 90 milliards de francs annoncés dans les cinq ans à venir, pour la sortie de nouveaux modèles.

Déjà des accords ont été conclus avec GM pour faire des transmissions, avec le Coréen Hyundai pour vendre des véhicules au Canada, et avec Mitsubishi (dont il détient encore 12,1 % du capital) pour ouvrir une nouvelle usine dans l'Illinois. Même si Chrysler affirme pouvoir demeurer indépendant, il semble chercher un ou des alliés solides. Fiat pourrait être une bonne «hypothèse».

E. L. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SNCF
EMPRUNTS JUIN 1990

2 milliards de francs minimum
en 2 tranches - obligations
de 5.000 F.

Emprunt 9,80 % assimilable le 4 juillet
1990 à l'emprunt 9,80 % février 1990.

Montant : 1,5 milliard de francs
minimum.

Durée : 11 ans et 232 jours à compter
du 2 juillet 1990.

Prix de souscription : 101,26 % dont
97,689 % de prix d'émission et 3,571 %
de coupon couru, soit 5.063 F par
obligation.

Jouissance : 19 février 1990.

Règlement : 2 juillet 1990.

Intérêt annuel : 9,80 %, soit 490 F,
payable en totalité le 19 février de chaque
année.

Taux de rendement actuariel : au 2 juillet
1990 : 10,13 %.

Amortissement normal : en totalité le
19 février 2002.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt
pourront être assimilées ultérieurement
d'autres tranches.

Emprunt 8,80 % assimilable le 4 juillet
1990 à l'emprunt 8,80 % mars 1987.

Montant : 0,5 milliard de francs.

Durée : 9 ans et 215 jours à compter
du 2 juillet 1990.

Prix de souscription : 96,92 % dont
93,304 % de prix d'émission et 3,616 %
de coupon couru, soit 4.848 F par
obligation.

Jouissance : 2 février 1990.

Règlement : 2 juillet 1990.

Intérêt annuel : 8,80 %, soit 440 F,
payable en totalité le 2 février de chaque
année.

Taux de rendement actuariel : au 2 juillet
1990 : 9,95 %.

Amortissement normal : en trois tranches
sensiblement égales, chacune des années
1998 à 2000,

— soit par remboursement au pair
— soit par rachats en bourse.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt
pourront être assimilées ultérieurement
d'autres tranches.

Une note d'information (visa COB
n° 90-230, en date du 11 juin 1990) est
tenue à la disposition du public, sans frais,
sur demande. Balo du 18 juin 1990.

Souscrivez, dans les banques, les Sociétés
de Bourse, chez les Comptables du Trésor,
dans les Bureaux de Poste, les Caisses
d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole
Mutuel.

SNCF - Direction Financière -
17, rue de Londres - 75009 Paris.

DÈS
A PRÉSENT

Toutes les informations
concernant les dates des
Assemblées Générales
des actionnaires
et la mise à disposition
des rapports annuels
seront disponibles sur :

3615 LM
puis
AVIS

Un récapitulatif
des entreprises
ayant communiqué
sur ces sujets
paraîtra
tous les samedis
(daté dimanche-lundi),
dans nos colonnes.

H
DU M
LON
VO
AVE
COM
CLAS
ILS
LIF
COM
A EN

ÉCONOMIE

REPÈRES

CHOMAGE

Baisse en Europe en avril

Selon les statistiques publiées par Eurostat, le chômage aurait diminué en avril - derniers chiffres connus - dans les douze pays de la Communauté européenne. Par rapport à la population active, en données corrigées, il serait passé de 8,6 % en mars à 8,5 %, soit en données brutes - dernière estimation possible - 14,2 millions de demandeurs d'emploi.

Dans les pays où la tendance à la baisse était forte depuis la fin 1988 (Grande-Bretagne, RFA, Espagne et Belgique), le rythme se ralentit. On constate un maintien du mouvement de recul en France et même une légère accélération aux Pays-Bas et en Irlande. Selon une définition normalisée de la demande d'emploi, le classement est le suivant : Irlande, 16,4 % ; Espagne, 15,9 % ; Italie, 10,9 % ; France, 9,3 % ; Pays-Bas, 8,8 % ; Belgique, 8 % ; Danemark, 6,7 % ; Grande-Bretagne, 6 % ; RFA, 5,3 % ; Portugal, 5,2 % et Luxembourg, 1,5 % (les données ne sont pas exploitables pour la Grèce).

ÉNERGIE

EDF signe un accord de coopération avec la Chine

Electricité de France a annoncé la signature, mardi 19 juin, d'un accord de coopération générale à long terme avec la Chine. L'accord couvre « tous les domaines de l'électricité : production hydraulique, nucléaire ou thermique, transports et distribution, formation du personnel, exploitation des centrales et protection de l'environnement ». Ce protocole prolonge celui de 1984 et prévoit des opérations mixtes dans plusieurs régions de la Chine, notamment dans celles de Shanghai, de Guangdong, du Sichuan et de Pékin.

Parmi les nouveaux projets évoqués, EDF cite notamment les deux nouvelles tranches de 800 mégawatts chacune dans le Guangdong (extension de la centrale nucléaire de Daya Bay pour fournir notamment Hongkong), la rénovation du réseau électrique de Pékin, le dispatching national, le barrage d'Ertan (3 300 MW) dans le Sichuan, la centrale de pompage de Tian-Huan-Ping (1 800 MW) dans la région Est.

TÉLÉPHONE

Alcatel conclut un important contrat avec l'URSS

Alcatel Bell, filiale belge d'Alcatel, a signé mardi dernier à Moscou un contrat de 2,8 milliards de dollars (18,7 milliards de francs), portant sur la livraison de 250 000 lignes téléphoniques digitales sur une période de vingt ans. Une société mixte entre la société soviétique Krasnyazarya et Alcatel Bell sera créée à cet effet. Baptisée LenBell Telephone, elle fabriquera des centraux et des lignes téléphoniques.

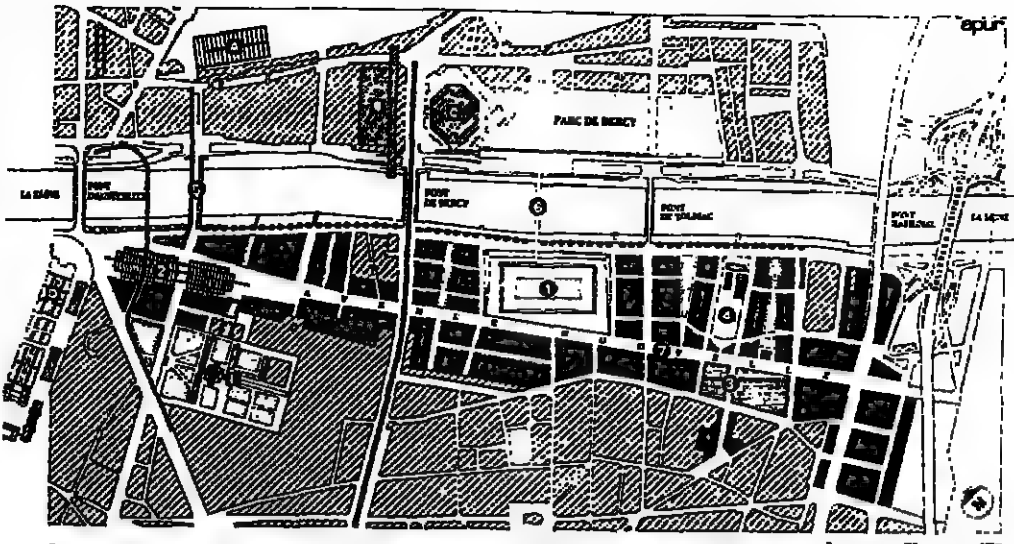
Le capital de cette société d'un montant de 340 millions de francs environ, sera détenu à 60 % par la firme soviétique et à 40 % par Alcatel Bell. La société pourra effectuer des paiements et verser des dividendes en devises étrangères. Cet accord a été rendu possible grâce à l'assouplissement des règles du COCOM sur l'exportation de produits stratégiques vers les pays de l'Est, intervenu le 7 juin dernier.

Une deuxième société mixte pourrait également être mise sur pied pour fabriquer des puces électroniques VLSI qui constituent le cœur des centraux téléphoniques. Mais cette partie de l'accord reste soumise à l'examen du COCOM.

URBANISME

Sur une superficie de plus de 100 hectares

Une nouvelle rive gauche à Paris



Source : Mairie de Paris.

L'un des quartiers « les plus délaissés et les moins équipés » de la capitale, selon les propres mots du maire de Paris, va changer de visage. C'est un bouleversement quasi total qui s'annonce sur une superficie de plus de cent hectares dans la partie est du 13^e arrondissement.

Le projet Paris-Seine rive gauche a l'ambition de créer tout à la fois un « nouveau Quartier latin » et un quartier d'affaires de dimension internationale. De la gare d'Austerlitz jusqu'au boulevard périphérique à la limite d'Ivry, sur une longueur de 2,5 kilomètres, le terrain sera remodelé, le niveau du sol étant même modifié pour dessiner une sorte de colline parallèle à la Seine, descendant doucement vers le fleuve et - moins doucement - vers l'ouest de l'arrondissement. La ligne de crête sera la chaussée d'une avenue nouvelle couvrant le faisceau des voies ferrées.

Au-dessous, une chaussée de circulation à deux files et à sens unique emmènera souterrainement les véhicules sortant de Paris. Sous les quais débarrassés des entrepôts et magasins généraux qui dressent un écran devant la Seine, une autre voie souterraine accueillera les véhicules entrant dans la capitale. En surface, une promenade de 12 mètres de large sera ainsi libérée pour les piétons, les cyclistes et... les arbres.

La grande avenue nouvelle servira de desserte locale. Elle sera bordée de commerces et 900 000 mètres carrés de bureaux seront implantés à sa proximité, de préférence à des logements. Le parti pris d'édifier ici un pôle tertiaire équivalant à près de la moitié de la Défense en superficie, capable d'accueillir 50 000 à 60 000 mille emplois, répond à la politique de rééquilibrage des activités économiques vers l'Est parisien. Bureaux et logements ignorent les tours gigantesques. Hormis les quatre tours de verre de la Bibliothèque de France qui domineront le quartier de leurs 100 mètres de haut, les immeubles ne dépasseront pas six niveaux, près des quais, et neuf à dix, au bord

de l'avenue centrale. A Paris-Seine rive gauche, « il n'y aura pas plus de cité-dortoir que de cité financière », promet M. Jacques Chirac. Ni quartier mort le jour, ni rues désertes après 17 heures. 500 000 mètres carrés de logements seront construits en majorité dans la partie proche du fleuve pour 15 000 à 20 000 personnes. Deux tiers des programmes seront sésos « sociaux », du moins « aidés » (un tiers en prêts locatifs pour des habitants à revenus très modestes, un tiers en « intermédiaire », le dernier tiers étant libre).

Moins de logements que de bureaux : M. Alain Grellery-Bosviel, directeur de l'aménagement urbain, se justifie en expliquant qu'il faut bien répondre à la demande... de bureaux. Pour la satisfaction, explique-t-il, il faut convertir des logements. A Paris rive gauche, les entreprises françaises et étrangères trouveront des locaux ultra-modernes à l'intérieur de la ville aux

lisières de son cœur historique. Le « nouveau Quartier latin » enfin, ce sera la Bibliothèque de France, construite sur 7 hectares en bordure de Seine « dans la grande tradition de l'urbanisme parisien », rappelle M. Chirac, à l'exemple du Louvre, de l'Assemblée nationale et de l'Institut. L'université Nouvelle Sorbonne voisinerait avec la station Tolbiac créée à l'intersection de la ligne C du RER et de la future ligne de métro automatique METEOR. Un établissement d'enseignement des arts graphiques complètera, avec l'installation d'ateliers d'artistes dans le quartier des Grands Moulins, cet équipement culturel.

L'opération Seine rive gauche dont le conseil de Paris examinera et sans aucun doute adoptera le plan d'aménagement, lundi 25 juin, prendra dix ans. Son coût en francs 1990 est évalué à 22 milliards. C'est la dernière « grande » opération dans la capitale. Grande d'abord parce qu'elle s'étend

sur un territoire trois fois plus vaste que celui de la plus vaste des récentes ZAC, celle des terrains Citroën dans le quinzième arrondissement. Grande aussi par sa situation. La gare d'Austerlitz par l'interconnexion des TGV retrouvera une belle jeunesse. Bercy, tout neuf en face, lui sera relié par le pont d'Austerlitz, par le pont de Bercy (éché l'an prochain), par un nouveau pont baptisé Charles-de-Gaulle et par une passerelle pour piétons à la hauteur de la Bibliothèque de France. Le maire de Paris a, semble-t-il, pratiqué la concertation : avec la SNCF, dont la Ville de Paris veut faire un vrai partenaire associé aux risques « et aux gains » de l'opération, avec des architectes. Un peu avec les communes limitrophes : Charenton-le-Pont, Ivry et Vitry. Insuffisamment toutefois : il serait regrettable que les « quartiers du vingt et unième siècle » s'arrêtent au boulevard périphérique.

CHARLES VIAL

LA BIBLIOTHÈQUE VERTE

HUGO,
DUMAS, POE,
LONDON...
VOUS LES
AVEZ LUS
COMME DES
CLASSIQUES,
ILS LES
LIRONT
COMME UNE
AVENTURE.

Intéresser les 11-14 ans aux grands classiques de la littérature et à des inédits français et étrangers. C'est la volonté aujourd'hui de la Bibliothèque Verte par la création de la Verte Aventure dans la

Bibliothèque Verte. La Verte Aventure offre de grands auteurs et de grands récits d'aventure avec des illustrations de grande qualité, une typographie claire, une présentation aérée. Cette forme, attrayante,

alliée à une politique éditoriale de qualité va permettre aux 11-14 ans d'accéder aux grands auteurs dont ils liront les œuvres comme une aventure. En 1990, Verte Aventure, c'est 50 titres, les plus grands

auteurs de Hugo, P. F. H. H., Conrad, Joffo ou Casabianca et les plus grands titres de Notre-Dame de Paris à Mort sur le Nil, le Fauchon, Maitre la Vague Noire ou les Derniers Jours de Pompeii. Explorer

l'aventure dans ses dimensions humaine, policière, héroïque, fantastique, marquant littérature et distraction, la Verte Aventure va vous permettre de familiariser les 11-14 ans aux grands auteurs de toujours.

CRÉE LA VERTÉ AVENTURE

VOUS LES AVEZ LUS COMME DES CLASSIQUES, ILS LES LIRONT COMME UNE AVENTURE.

En avant la lecture !

H BOUTIQUE jeunesse

Les titres présentés sont : CROC-BLANC, TYPHON, LES TROIS MOUSQUETAIRES, NOTRE-DAME DE PARIS.

VIGAT

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 15 juin 1990, sous la présidence de M. Jacques Merceron-Vicat, a approuvé les comptes de l'exercice 1989, qui se traduisent par un bénéfice net de 227 millions de francs en augmentation de 21 % sur 1988. Le bénéfice net consolidé, avec 370 millions, progresse de 17,5 %.

Le dividende net a été fixé à 32 F soit, après fiscalité, un revenu brut de 48 F par action. Le dividende sera mis en paiement le 1^{er} août. Après détachement du coupon seront admises à la cote officielle sur le marché au comptant de Paris les nouvelles actions d'un nominal de 25 F qui remplacent les actions anciennes d'un nominal de 100 F. En effet, l'Assemblée générale a décidé de réduire de 100 F à 25 F la valeur nominale de l'action, multipliant ainsi leur nombre par quatre et, simultanément, de doubler le capital par prélèvement sur les réserves. Ainsi, les actionnaires titulaires d'une action de 100 F recevront en échange huit actions de 25 F.

elf gabon

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'ELF GABON s'est réunie le Jeudi 14 Juin 1990 dans les bureaux de la société à LIBREVILLE, sous la présidence de M. André TARALLO. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1989, qui font apparaître un bénéfice de 17 622 millions de Francs CFA, et a fixé le dividende de cet exercice à 2 250 Francs CFA.

Ce dividende de 2 250 Francs CFA, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 810 Francs CFA pour les actionnaires qui en bénéficient, sera versé à partir du Vendredi 29 Juin 1990, aux guichets des établissements bancaires suivants :

- Au GABON
 - * Union Gabonaise de Banque
- En FRANCE
 - * Crédit Lyonnais
 - * Banque Nationale de Paris
 - * Banque PARIBAS
 - * Banque Vernet et Commerciale de Paris
 - * Crédit Commercial de France
 - * Crédit Industriel et Commercial
 - * Crédit du Nord
 - * Société Générale

RESULTATS
ET DIVIDENDE

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS 1989 DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

"1989 CONFIRME LA CROISSANCE RÉGULIÈRE D'UN GROUPE PRÉSENT SUR TOUS LES MÉTIERS BANCAIRES ET FINANCIERS."



ENTRETIEN AVEC MARC VIÉNOT,
P.D.G. DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 1^{er} JUIN 1990.

Votre bénéfice net augmente de
17,1 % en 1989 ; il est en progression régulière depuis plusieurs années. Comment expliquez-vous cette évolution ?

Cette régularité dans la progression de nos résultats est rendue possible par notre large diversification autour des métiers financiers, avec quatre activités principales en France et à l'étranger : la banque classique, les crédits spécialisés, la banque de marchés, et les prises de participations. Ainsi en 1989, en raison d'une situation de taux difficile, nos activités de marché ont été moins profitables que précédemment. Le relais a été pris par la banque classique avec une activité soutenue, notamment en matière de crédits.

Où en êtes-vous de la politique d'augmentation régulière du dividende annoncée après la privatisation ?

L'Assemblée Générale vient d'approuver le versement d'un dividende de 22,50 F, après fiscalité comprise, en progression de 15 % sur 1988 et de 50 % sur 1987.

Pour la 3^e année consécutive, nous proposons à nos actionnaires de choisir le paiement de leur dividende en actions sur la base d'un cours attractif : ils pourront le faire entre le 11 juin et le 6 juillet 1990, au prix de 538 F.

Notre distribution représente cette année 26,2 % de notre bénéfice. Nous sommes au 3^e rang des sociétés françaises pour le montant global des dividendes distribués.

Votre portefeuille de participations a progressé très sensiblement ces dernières années. Comptez-vous poursuivre votre politique d'acquisitions ?

Notre portefeuille actions a progressé de 50 % en un an et de 200 % depuis 1986 : son montant au bilan fin 89 est proche de 18 milliards de F, gérés principalement par l'intermédiaire de notre filiale Générale.

La Société Générale est ainsi en train de devenir une holding financière de poids.

Notre intention est de poursuivre le développement de notre portefeuille tout en profitant des possibilités d'arbitrage fructueux que les circonstances permettront.

1989, c'est également l'Europe en matière de placements. La Société Générale est-elle bien placée dans la compétition qui s'annonce ?

Nous avons renforcé de façon importante nos capacités de gestion mobilière en prenant en avril 89 le contrôle de Touche Remnant, l'une des premières sociétés

FISCALITÉ

Les socialistes
et le patrimoine

Suite de la première page

Les choses sont donc claires, au moins sur ce point : le rapport Hollande n'a pas été apprécié par le gouvernement.

A y regarder d'un peu près, les propositions avancées, si elles sont présentées par leur auteur comme modestes et « peut-être trop timides », pourraient effectivement avoir des effets économiques importants. Et paradoxalement contredire les objectifs affichés, qu'il s'agisse des personnes ou des entreprises.

Des cadeaux fiscaux ont été faits ces dernières années aux épargnants parce que le pays a besoin d'énormes capitaux pour financer des investissements croissants, condition de notre modernisation.

Comment taxer
les plus-values ?

Les plus-values mobilières des particuliers, pour lesquelles la notion de spéculation n'existe plus, sont maintenant faiblement taxées (17 %), ou même carrément exonérées quand les cessions de titres n'ont pas dépassé 298 000 francs dans l'année. Ces règles qui datent de 1983 ont simplifié et allégé la grande réforme des plus-values voulue en 1976 par M. Giscard d'Estaing. Elles apparaissent plus légères qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, pays dans lesquels les plus-values mobilières sont intégrées dans le revenu imposable et taxées selon le barème courant.

Ces générosités accordées à l'épargne pour la retenir à l'intérieur de nos frontières sont-elles excessives ? Oui, probablement, même si en RFA les profits de Bourse sont complètement exonérés dès que les titres ont été détenus plus de six mois. Mais il est probablement trop tard pour remettre en question des règles toutes récentes. On ne change pas constamment le système fiscal d'un pays sans à l'accorder aucune valeur au contrat moral qui lie l'État aux citoyens-contribuables. Un contrat auquel la préparation du marché unique européen donne maintenant une valeur stratégique importante.

Les problèmes moraux que pose actuellement au Parti socialiste le régime fiscal des plus-values mobilières arrivent d'autant plus tard que le gouvernement a également ramené à 17 % à partir de cette année la taxation des revenus obligataires. Difficile de briser cette cohérence qui veut qu'une plus-value mobilière et un revenu d'obligation soient également imposés, parce qu'ils constituent deux sources d'enrichissement finalement très proches.

Une chose peut sans doute être modifiée sans créer de panique excessive parmi les épargnants, sans faire perdre toute crédibilité auprès des milieux financiers européens : prendre en compte pour le calcul de l'impôt non plus les cessions réalisées dans l'année mais bel et bien les plus-values.

La réforme n'est pas essentielle mais elle introduirait un peu plus d'équité. Il est de toute façon difficile d'aller plus loin, sauf à faire lever des omes dont notre pays peut très bien se passer.

M. François Hollande propose dans son rapport d'alourdir la taxation des plus-values réalisées par les entreprises. A priori rien de bouleversant dans cette idée. Les Français ont entendu dire que beaucoup de grandes sociétés ont réalisé d'énormes bénéfices en revendant des immeubles situés au cœur des grandes villes, à Paris notamment où les prix au mètre carré ont grimpé depuis deux ans à folle allure. Pechiney a vendu 2,7 milliards de francs son siège de la rue Balzac, ce qui doit correspondre à plus de 80 000 francs le mètre carré. Les Français ont également entendu dire que des plus-values considérables sont nées de la vente de titres qu'avait fait monter des OPA.

Une certaine
confusion

Le malaise du Parti socialiste remonte à septembre 1989, quand M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, avait posé publiquement au gouvernement la question de savoir si, à l'issue de l'OPA de Suez sur le groupe d'assurances Victoire, il était normal que les actionnaires de la Société centrale d'investissements (Vernes, Dussault, L'Air liquide) n'aient payé qu'une taxe de 16 % sur les considérables plus-values réalisées.

Le régime actuel, s'il taxe à 37 % les bénéfices réinvestis des sociétés, accorde effectivement un taux de 16 % (devenu 19 % après l'intervention de M. Mermaz) aux plus-values à long terme réalisées sur les opérations financières, que celles-ci aient la forme de placements de trésorerie ou

de titres de participation dans une autre société. Les plus-values immobilières, qui attirent elles aussi l'attention, sont parallèlement taxées à 19 % (2). Ce régime avantageux n'est tout de même pas accordé dans n'importe quelle condition, on a un peu trop tendance à l'oublier. La plus-value réalisée doit rester à l'intérieur de l'entreprise, c'est-à-dire ne pas être distribuée. Les formidables bénéfices réalisés sur la vente d'un immeuble situé dans un quartier prestigieux ne vont pas enrichir des personnes mais consolider les assises d'une firme, c'est-à-dire ses fonds propres.

Dans le cas d'une plus-value sur titres, la question de M. Mermaz, justifiée sur le fond, pêcheait par confusion : si M. Vernes, par exemple, possédait à titre personnel des actions de la société d'assurances Victoire, s'était beaucoup enrichi (nous employons le conditionnel), le député socialiste aurait dû en bonne logique proposer d'augmenter la taxation des plus-values mobilières des particuliers, non celles des entreprises. Passons.

Parce qu'elle ne peut pas être distribuée si elle veut bénéficier du taux de 19 %, la plus-value d'entreprise est mise en réserve. La discipline qu'impose la non-distribution justifie-t-elle pour autant qu'un taux aussi avantageux soit accordé indistinctement, quel que soit l'emploi de la plus-value : titre de trésorerie (3) ou titre de participation dans une autre société ? La différence est tout de même importante sur le plan économique puisque le plus souvent il s'agit, dans un cas d'un simple placement financier, dans l'autre cas d'un véritable investissement.

La question du traitement des plus-values d'entreprise se pose depuis longtemps. Les pays étrangers y répondent en général par l'exonération ou une faible taxation dès lors que le profit est réemployé dans l'entreprise, dans certains délais et sous certaines formes, les placements spéculatifs étant exclus. Une exception : les États-Unis - encore eux - qui taxent à 34 % toutes les plus-values comme des bénéfices ordinaires.

Une étrange
philosophie

La France a renoncé en 1963 au système d'exonération sous condition de réemploi, préférant la taxation à taux faible. C'est donc une toute nouvelle philosophie que propose M. Hollande en avançant dans son rapport un taux de 25 %. Philosophie surprenante venant d'un élu socialiste puisqu'elle impose dans les mêmes conditions des plus-values réalisées sur des placements de trésorerie, des titres de participations ou des ventes de sièges sociaux. La spéculation n'est pas distinguée de l'investissement. Étrange.

Les conséquences d'une telle réforme, si elle était adoptée par le gouvernement, ne seraient pas minces. Passons sur le fait qu'il est possible de distinguer fiscalement placements financiers et prises de participations. Le passage en deux ou trois ans d'un taux de 15 % à un taux de 25 % aurait sans doute pour effet de freiner la mobilité du capital, une société désirant alors à décaler une participation ancienne pour se placer dans une société performante ou plus complémentaire avec les risques que ce genre d'opération comporte. Résultat paradoxal puisque le rapport Hollande souligne à l'envi la nécessité de l'efficacité économique et de la mobilité des capitaux.

La hausse de dix points de la taxe sur les plus-values représenterait quelque 4 milliards de francs de charge fiscale supplémentaire pour les entreprises, effaçant presque la moitié de l'allégement qui est résulté du passage de 42 % à 37 % de l'impôt sur les bénéfices. Pauvre Pierre Bérégovoy, dont le patient travail serait ainsi remis en question.

Mais on n'en est plus à une contradiction près...

ALAIN VERNHOLES

- (2) Les plus-values sur brevets sont taxées à 15 % et les plus-values sur terrains à 16 %.
- (3) Une seconde condition est posée dans les textes pour bénéficier du taux de 19 % : la plus-value doit être réinvestie à long terme c'est-à-dire à plus de deux ans. Mais le mode de calcul admis par l'administration (le premier entré-premier sorti) permet en toute légalité de tourner la distinction court terme-long terme.

o ERRATUM : les vrais bénéfices de Prost Transports. - Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article consacré à la société Prost Transports (Le Monde Affaires du 15 juin), le bénéfice de l'entreprise ne s'est pas élevé, en 1989, à 20,3 millions de francs, mais à 10,3 millions.

LÉJAN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

CONJUGUONS NOS TALENTS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Il faudrait 50 000 nouveaux logements par an pendant vingt-cinq ans

Une obligation : construire, et encore construire...



Les expulsions dans les quartiers populaires de Paris soulignent la gravité de la crise du logement dans la capitale et dans toute la région parisienne. L'Ile-de-France est le lieu tristement privilégié de toutes les tensions sur le logement. De Paris intra-muros à la plus lointaine banlieue, le foncier se fait d'autant plus cher qu'il est rare. On construit trop peu, le nombre des logements sociaux est notoirement insuffisant, les prix de vente ne cessent

d'augmenter, et, conséquence logique, les loyers s'envolent, malgré les interventions des pouvoirs publics. L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (IAURIF) consacre son numéro trimestriel de juin à ce dossier brûlant (1). Constat sur le parc multifonction des logements, mais aussi tentative de projection à l'horizon 2015 des besoins.

Depuis vingt ans, le nombre des mises en chantier a chaque année chuté dramatiquement, de 120 000 logements jusqu'à moins de 40 000 en 1984. Le creux de la vague semble passé, mais d'ici à 2015, il faudra construire grosso modo 1 250 000 logements - soit 50 000 par an - pour loger les dix millions huit cent mille habitants que la région devrait compter à cette date, dans un scénario « moyen » choisi par les experts de l'IAURIF.

Près de la moitié de ces constructions neuves (qui représenteront globalement 25 % du parc total des logements) devraient se situer à Paris et dans la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine et Val-de-Marne). En dépit de cela, « la part de Paris, qui représentait 40 % du parc de résidences principales en 1962, et 28 % en 1982, tomberait à 20 % en 2015 ».

Les trois cinquièmes de ces 50 000 logements seraient vraisemblablement des appartements en immeubles collectifs, et le reste en maisons individuelles. Cependant, le coût de l'accès à la propriété dont rien ne laisse présager qu'il puisse baisser, même en valeur relative, les risques du surendettement, les conditions économiques générales permettent de prévoir un retour de la demande vers le secteur local, au détriment de l'accès à la propriété. Ce qui suppose le maintien par l'Etat d'une aide suffisante à la construction de logements sociaux, en local ou comme en accession à la propriété, surtout si l'on veut conserver à la région un équilibre des différentes composantes sociales de la population.

Multiplication des ménages

Selon toute vraisemblance, la région devra accueillir en vingt-cinq ans, 400 000 ménages de plus, au sens où l'entendent les statistiques, pour qu'un célibataire constitue un « ménage ». On enregistre une progression du célibat et des divorces, ce qui se traduit par une multiplication des ménages, et une réduction de leur

taille. On devra ainsi loger plus de femmes, de personnes âgées et d'isolés. Simultanément, les exigences des Franciliens se font plus grandes, pour plus d'espace, des pièces plus grandes, et plus de pièces...

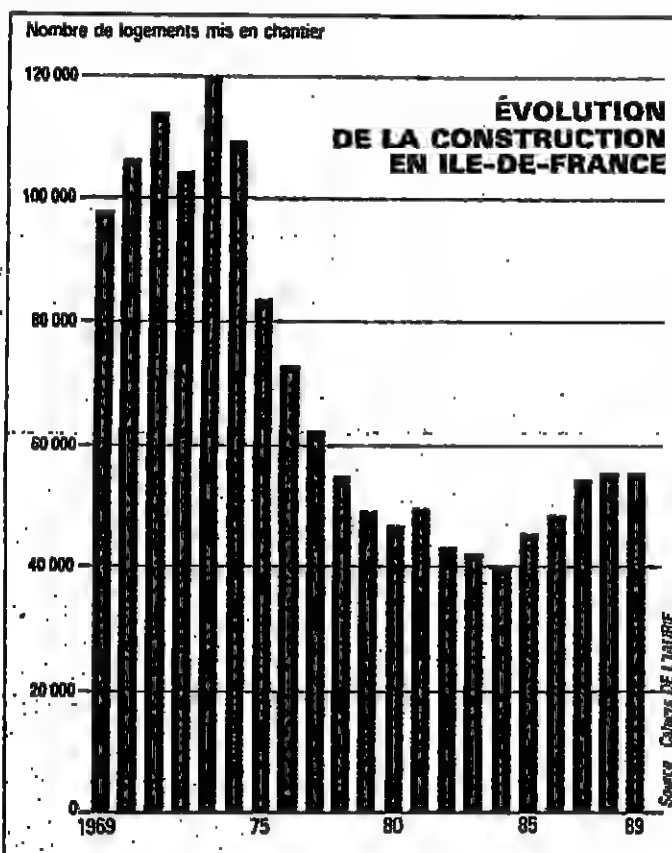
On aboutit donc à un schéma qui n'est qu'apparemment contradictoire : des logements plus grands, pour des ménages plus petits. Ce qui ne fait que compliquer la tâche de ceux qui prévoient la ville et la région. Pour répondre à cette demande nouvelle, sans laisser le cœur de l'agglomération devenir le seul lieu de séjour des plus favorisés, il faudra beaucoup d'argent, une amélioration continue des infra-

structures de transport, une maîtrise du foncier, tentation perpétuelle pour la spéculation, et... une volonté politique collective sans défaillance.

On peut imaginer que la réalisation de ce scénario vraisemblable ne permettra pas de relâcher les tensions sur le marché du logement qui irradie du cœur de la capitale vers les banlieues éloignées. La prospective bien comprise ne laisse aucune part au rêve.

JOSÉE DOYÈRE

(1) Les Cahiers de l'IAURIF, numéro 93, juin 1990, 125 F, 251, rue de Vaugurad, 75740 Paris Cedex 13. Tél. (1) 40-43-79-37.



Débat : quel avenir pour l'Ile-de-France ?

M. Pasqua : « Veut-on un schéma directeur octroyé ou un schéma directeur consenti ? »

Les travaux du « chantier de l'Ile-de-France » ont été précédés d'un an par M. Michel Rocard pour améliorer la vie des habitants de la région parisienne. Alors que la préparation du nouveau schéma directeur s'amorce, M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, s'exprime sur le rôle de chacun des partenaires : département, région, Etat.

« La concertation et le débat souhaités par le premier ministre sur l'avenir de l'Ile-de-France ont-ils eu lieu, à votre avis ? »

« Le premier ministre a affirmé à plusieurs reprises son souci de concertation, et ses représentants ont mené une vaste campagne d'explication sur ses intentions. »

« Mais une réunion dans chaque département avec l'ensemble des responsables locaux et le préfet de région ne tient pas lieu de concertation. Pendant que ces réunions se tenaient, l'Etat a agi seul pour assurer sa maîtrise sur l'aménagement de l'Ile-de-France : restauration de l'agglomération (1), création d'une taxe sur les bureaux dont l'Etat se réserve l'usage, volonté du premier ministre de décider seul du sort du site de la région Renault à Boulogne-Billancourt... Le refus réaffirmé de l'Etat de modifier la procédure d'élaboration du schéma directeur pour y associer la région marque bien la limite de sa volonté réelle. »

« Vous vous êtes montré irrité par les analyses du Livre blanc selon lesquelles on vit mal en Ile-de-France. Ce n'est pas votre point de vue ? »

« Ce n'est pas le constat qui est irritant. Ce sont les conclusions. »

« Ce constat est triple : en premier lieu, reconnaissance de l'amélioration globale de la situation en Ile-de-France depuis vingt-cinq ans, qu'il s'agisse des équipements sanitaires et sociaux, du logement ou des transports ; en second lieu, il y a bien un déséquilibre en Ile-de-France entre le centre et la périphérie, et non entre l'Est et l'Ouest ; enfin, il subsiste des carences importantes dans des domaines qui tous relèvent de la compétence de l'Etat : logement, transports, immigration. Les élus locaux sont d'accord là-dessus. »

« Mais ils ne peuvent plus l'être lorsque le gouvernement accuse les collectivités locales d'incapacité et veut accroître le rôle de l'Etat : c'est l'inverse que devrait conclure le Livre blanc. »

« Comment apparaissent les disparités à l'intérieur de la région entre des secteurs riches - votre département en particulier - et d'autres moins bien lotis des départements de l'Est parisien ou certains quartiers de Paris ? »

« Le Livre blanc fait justice du mythe du déséquilibre Est-Ouest. Quant à faire des Hauts-de-Seine un département « nanti », c'est bien mal connaître - ou feindre d'ignorer - que, comme tous les départements, il est fait de situations contrastées. Comparez Gennevilliers et Vincennes et vous verrez qui est favorisé. »

« L'image du président du conseil général des Hauts-de-Seine « assis sur son tas d'or... », vous n'aimez pas tellement ? »

« Je n'ai aucun goût pour la théatralisation. Si ce département a quelques ressources, c'est grâce au dynamisme de ceux qui y vivent et y travaillent. Ces moyens sont au service de priorités qui concernent tous les habitants : combattre la précarité et lutter contre toutes les formes d'exclusion, améliorer les conditions de fonctionnement du système éducatif, qu'il s'agisse du cadre de vie des élèves ou de la lutte contre l'échec scolaire, aider massivement le logement social ou encore accélérer la réalisation d'infrastructures de transport nationales. »

« Autrement dit, c'est le contribuable local qui est conduit à suppléer aux carences de l'Etat qui ne fait plus face à ses obligations. »

Le rôle particulier de l'Etat

« Pourquoi contestez-vous le principe d'une péréquation renforcée entre communes riches et communes pauvres, autre que celle assurée par le budget de la région ? »

« Je ne suis pas partisan de récompenser la mauvaise gestion : si certaines communes ont aujourd'hui un potentiel fiscal moins important que d'autres, c'est parce qu'elles ont choisi il y a quinze ou vingt ans de frapper lourdement les entreprises à travers la taxe professionnelle. Aujourd'hui ces entreprises sont parties et les nouvelles se localisent là où les taux d'imposition sont moins élevés. »

« Le moyen de corriger cette situation, ce n'est pas de pénaliser les

Saint-Quentin-en-Yvelines veut séduire les créateurs d'entreprises

« Il manque au bon équilibre de Saint-Quentin-en-Yvelines des PME-PMI complémentaires des grosses entreprises que nous accueillons déjà. » M. Roland Nadaus, président du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), exprime en ces termes l'enjeu du développement économique d'une ville nouvelle spécialisée dans le tertiaire, l'informatique, la recherche technologique.

L'action économique du SAN, maintenant que des « grands » comme Bouygues, Thomson, quelques groupes bancaires et, tout récemment, la région Renault ont jeté leur dévolu sur la ville nouvelle de l'Ouest parisien, vise à attirer les créateurs d'entreprises. La dernière initiative en ce sens est un concours, organisé conjointement par le SAN et par le groupe Malakoff. Ce spécialiste de la retraite et de la prévoyance, installé depuis huit ans à Saint-Quentin-en-Yvelines trouve ainsi l'occasion de faire connaître la branche « action sociale » de son activité, qui prend souvent la forme de prêts directs, d'aides à la publicité et aux cotisations sociales destinées en priorité aux demandeurs d'emploi.

A l'origine, c'est à ces derniers, uniquement, que le concours s'adressait. Mais il a été élargi, notamment sous l'influence des dirigeants d'entreprises membres du jury, qui constatent que, trop souvent, la création de sa propre entreprise est un « miroir aux alouettes » pour des chômeurs à bout de ressources. Le taux d'échec est alors beaucoup plus élevé que la moyenne.

Le premier prix de ce concours est un chèque de 30 000 francs, destiné à apporter une aide appréciable au lauréat compte tenu des critères de participation : entreprises de moins d'un an, implantées dans un secteur géographique allant de Vélizy - la zone « haute technologie » des Yvelines - à Rambouillet, en passant par Versailles. « Nous récompensons une cinquantaine de candidats chaque année », prévoit M. Roland Nadaus, désireux de faire de ce concours un instrument à part entière de la politique économique de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui vit selon lui « un tournant de son développement ». »

En effet, la ville nouvelle s'achève. Elle a fait ses preuves auprès des grosses entreprises, elle accueillera prochainement une université, voire un institut universitaire de technologie, orienté de préférence vers l'aéronautique. Mais la sous-traitance, les petits services et certaines activités industrielles secondaires renforceront et assoupliront le tissu économique de l'agglomération.

PASCALE SAUVAGE

Le SAN multiplie donc les initiatives en faveur des créateurs potentiels, avec un certain succès. Promopole, la pépinière d'entreprises, a déjà permis à quarante-deux petites sociétés de voir le jour dans les conditions les plus favorables.

Un rendez-vous annuel de l'innovation

Certaines ont réussi au point d'emménager dans des locaux définitifs sur les différentes zones d'activité de la région, tandis que Promopole inaugure sa deuxième tranche. A son actif, un chiffre : alors que le « taux de mortalité » global, sur cinq ans, des sociétés anonymes et des SARL créées dans les Yvelines évolue entre 40 et 50 %, une étude du conseil régional avance un taux de mortalité de 10 % seulement à Promopole.

« Nous offrons en outre aux chefs d'entreprise de Saint-Quentin les études actualisées de notre observatoire économique, qui fournit une photographie précise du tissu industriel, des filières déficitaires, des creux de développement et des synergies économiques », conclut M. Guy Malandain, l'adjoint chargé du développement économique au SAN, convaincu qu'il reste des places à prendre dans le sillage des quatre cent soixante-seize entreprises de plus de six personnes qu'abrite Saint-Quentin-en-Yvelines.

Un avis partagé par les chefs d'entreprise eux-mêmes, qui, par la bouche de leur représentant, M. Ledoyen, « se félicitent des excellents rapports entretenus avec le SAN en dépit d'engagements politiques différents » (le SAN est à majorité socialiste). La seule difficulté rencontrée par les entrepreneurs semble être celle d'une certaine pénurie de logements proches des entreprises. « La situation s'améliore de ce point de vue, rectifie M. Roland Nadaus, puisque les derniers chiffres à notre disposition indiquent que 56 % des actifs de la ville nouvelle habitent sur place. »

Rien ne s'oppose donc au slogan « Créateurs, visiez juste » de ce concours dont Saint-Quentin-en-Yvelines désire faire le rendez-vous annuel de l'innovation. Pour 1990, les dossiers de candidature sont disponibles depuis le 1^{er} juin au groupe Malakoff, 15, avenue du Centre, 78281 Saint-Quentin-en-Yvelines.

PASCALE SAUVAGE

Accords amiables

Elles accueillaient, selon l'enquête de l'IAURIF, 54 % de locataires, 16 % de sous-locataires, 10 % de personnes logées gratuitement, et 14 % d'employés pour qui c'est un logement de fonction, lié étroitement au contrat de travail. Ces chiffres sont très bas, un tiers seulement des locataires bénéficiant d'un bail.

C'est le lieu privilégié des accords « amiables », le bailleur se protégeant à la fois contre le locataire-ventouse, impossible à déloger, contre le fisc... Et souvent, le chambre de bonne sert de débarras, de bureau, ou de chambre pour l'enfant de la maison soucieux de son indépendance... Cependant, % des occupants sont propriétaires de leur chambre, ce est un autre signe des

arrives que les chambres bonne soient regroupées et constituer de véritables appartements, mais cette opération fort coûteuse (environ 6 500 F le m²) est surtout le fait des marchands de biens ou des propriétaires institutionnels.

J. D.

la volonté des habitants d'Ile-de-France.

« Mais il faut savoir si l'on cherche un schéma directeur octroyé ou un schéma directeur consenti. »

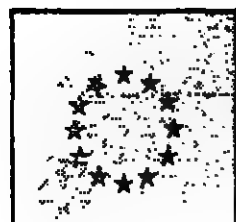
« Je suis convaincu que l'efficacité réside dans la deuxième solution : pour ma part, je suis prêt, et je l'ai fait savoir aux responsables gouvernementaux, à toutes les formes de dialogue, d'étude en commun des problèmes et de coopération, sous réserve, bien entendu, que l'Etat ne soit pas décidé à imposer systématiquement ses vues. »

« Vous souhaitez que le schéma directeur soit copiloté par l'Etat et la région. Un gaulliste ne pense-t-il pas que l'Etat, parfois, doit s'imposer au-dessus des antagonismes locaux ? »

« C'est bien parce que je suis gaulliste que j'affirme que l'Etat doit avoir une coresponsabilité dans l'élaboration du schéma directeur. Je vous rappelle qu'en dehors de l'Ile-de-France le droit commun reconnaît à la région le pouvoir de mener seule l'élaboration de ce document. Comme il s'agit de la région capitale, je suis le premier à reconnaître le rôle particulier de l'Etat. Mais le gaullisme, c'est aussi la participation : on ne saurait exclure les habitants d'Ile-de-France de la définition des choix qui les concernent pour les trente années à venir. »

Propos recueillis par CHARLES VIAL

(1) Autorisation par l'Etat de construire « en blanc » c'est-à-dire sans affectation précise, plus de 2 000 mètres carrés de bureaux. L'agrement avait été supprimé en 1985 par le gouvernement Fabius.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Cadre Financier Export

- Au sein du Service Financement/Assurance, vous étudiez les solutions financières, de crédit, et d'assurance de la réponse aux appels d'offre de lancement de satellite, en liaison avec les partenaires financiers, les courtiers et les assureurs ;
- vous participez à la négociation des contrats, vous en suivez l'exécution.

A 30 ans, diplômé d'une école ou université européenne de gestion, vous justifiez d'une expérience de 5 ans dans le domaine financier acquis en milieu bancaire ou au sein d'une

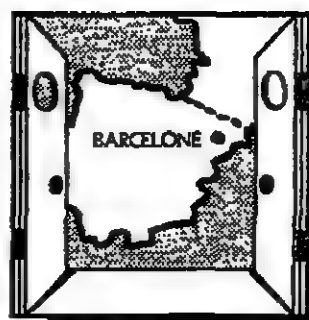
Arianespace,
Première société commerciale
de transport spatial.

entreprise internationale.

Parfaitement bilingue anglais-français, éventuellement trilingue, utilisateur averti de l'outil informatique, vous êtes disponible pour de fréquents voyages internationaux à partir de notre siège d'Evry (Paris Sud).

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence DAF/89.30M à Arianespace, Service des Relations Humaines, Boulevard de l'Europe, BP N° 177, 91006 Evry Cedex France.

arianespace



PORTES OUVERTES SUR L'ESPAGNE

BLOCER (120 personnes, C.A. en pleine évolution + 30 % en 90) fabrique et commercialise des éléments de menuiserie intérieure.

Nous bénéficions d'une excellente notoriété sur le marché français et sommes leader dans notre spécialité, blocportes de confort acoustique, sécurité feu, anti-effraction. Dans le cadre de notre extension européenne, nous recherchons votre

DIRECTEUR DE FILIALE ESPAGNE

Rattaché au président, votre enthousiasme allié à vos qualités de manager, nous permettront de vous confier la responsabilité du développement de notre filiale.

Nos produits, déjà homologués en Espagne, correspondent aux besoins du marché ibérique. Vous saurez les y imposer grâce à la stratégie commerciale que vous mettrez en place et à vos talents de négociateur.

Homme de terrain, vous aimerez motiver nos commerciaux. A 35 ans environ, de formation commerciale supérieure de préférence, vous bénéficiez d'une expérience réussie dans un secteur en relation avec le bâtiment. Vous êtes nécessairement bilingue.

Ce poste élargit vos offres de réelles perspectives d'avenir. Poste basé à Barcelone.

CARA
PARIS-LYON

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la réf. DAF/89.30M à CARA CONSEIL, 2 bis, rue Tête d'Or - 69006 LYON qui traitera votre dossier confidentiellement.

Le Monde

de l'
International



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise un concours général sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement d'

ADMINISTRATEURS (grade A7/6) (H/F)

dans le domaine de la législation vétérinaire et zootechnique et pour l'exercice des tâches concernant notamment : les conditions zootechniques à respecter lors de la commercialisation des animaux reproducteurs de race pure et les conditions de santé animale visant à prévenir l'introduction de maladies exotiques dans la Communauté ; à respecter lors de la commercialisation des produits d'origine animale.

Principales conditions :

- être ressortissant d'un des Etats membres de la CEE ; □ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté Européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues ; □ être né après le 13 juillet 1954 ; □ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme en médecine vétérinaire ; □ avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire dans le domaine zootechnique d'une durée minimale de quinze ans, dont trois ans au moins en rapport avec les fonctions décrites ; □ avoir une connaissance adéquate des traités, des institutions et du fonctionnement des Communautés Européennes ; □ avoir des qualités élevées de négociation et de management ainsi qu'une aptitude à diriger une unité administrative.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes. L'avis détaillé de concours et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes n° C 143 du 13 juin 1990, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement, réf. COM/A/708, 200 rue de la Loi, B-1049 BRUXELLES. COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Bureaux de représentation en France : rue des Belles-Feuilles 61, 75782 Paris Cedex 16. Bureau à Marseille : C.M.C./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, 13241 Marseille Cedex 01. Date limite pour l'envoi des candidatures : 13 juillet 1990.



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise un concours sur titres et épreuves en vue de pourvoir un poste de

CHEF D'UNITÉ (grade A3) (H/F)

pour le domaine d'activité STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET COMPTES NATIONAUX - PRIS - PARITES DE POUVOIR D'ACHAT : coordination des travaux concernant notamment : les statistiques de prix ; le calcul des parités de pouvoir d'achat, l'indice des prix à la consommation ; les coefficients correcteurs dont sont affectées les rémunérations et pensions des fonctionnaires et autres agents des Communautés Européennes. Lieu d'affectation : Luxembourg

Principales conditions :

- être ressortissant d'un des Etats membres de la CEE ; □ être né après le 13 juillet 1939 ; □ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté Européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues ; □ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme ; □ avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire dans le domaine statistique d'une durée minimale de quinze ans, dont trois ans au moins en rapport avec les fonctions décrites ; □ avoir une connaissance adéquate des traités, des institutions et du fonctionnement des Communautés Européennes ; □ avoir des qualités élevées de négociation et de management ainsi qu'une aptitude à diriger une unité administrative.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes. L'avis détaillé de concours et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes n° C 143 du 13 juin 1990, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement, réf. COM/A/708, 200 rue de la Loi, B-1049 BRUXELLES. COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Bureaux de représentation en France : rue des Belles-Feuilles 61, 75782 Paris Cedex 16. Bureau à Marseille : C.M.C./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, 13241 Marseille Cedex 01. Date limite pour l'envoi des candidatures : 13 juillet 1990.

JEUMONT SCHNEIDER INDUSTRIE

RECHERCHE POUR SA FILIALE DE MADAGASCAR

L'INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

L'INGENIEUR TELECOM

DE NATIONALITE MALGACHE

Mission :

- répondre aux appels d'offres,
- négocier avec les clients sur le plan technique et commercial
- suivre la réalisation des contrats
- animer une équipe.

Merci d'adresser CV à JEUMONT SCHNEIDER INDUSTRIE
Direction des Ressources Humaines (réf. FG)
70, avenue du Président Wilson - Cedex 59 - 92058 PARIS-LA DEFENSE

GRUPE SCHNEIDER

INGENIEUR AGRO en ARABIE SEOUDITE

Ingénieur Agro, vous êtes débutant ou vous possédez une 1ère expérience ; âgé de 25/32 ans, vous parlez couramment l'Anglais (éventuellement l'Arabe, mais ce n'est pas indispensable). Vous êtes intéressé par un travail vous conduisant d'abord à étudier les possibilités d'implantation sur une région d'Arabie d'une Filère Avicole complète (Accoupage, Elevage, Abattage et conditionnement, etc).

Homme d'analyse et de calcul, capable de rendre sur un projet un avis motivé de "faisabilité" générale (technique, économique, commerciale, etc), vous êtes très désireux de passer à la réalisation sur le terrain des projets que vous avez préconisés en pilotant leur mise en œuvre.

C'est l'opportunité que vous offre une Entreprise leader dans son domaine, fortement implantée en Arabie. La solidité des positions qu'elle occupe sur un des principaux marchés mondiaux pour la commercialisation des volailles conjuguée avec les relations qu'elle possède en Europe permettent d'offrir au jeune Ingénieur que vous êtes des possibilités substantielles d'évolution professionnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9577 par Fax N°(1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE **EUROMESSAGES**

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde International

Grâce à un effort constant de croissance et d'innovation, leaders de la conception, réalisation et développement industriel. Dans le cadre de notre développement européen, notre implantation en ESPAGNE, un

Ingénieur d'affaires

Fort de nos nombreuses références et grâce à des contacts espagnols de l'agro-industrie, vous serez le responsable de la stratégie commerciale. La réussite de cette mission vous assurera la gestion de notre centre de profit.

A 35 ans environ, votre formation ingénieur Agri-Agroalimentaire, relationnelles et commerciales, vous permettra d'assurer la gestion de notre filiale.

Pour ce poste basé à Saragosse, vous maîtriserez la connaissance de l'anglais sera un plus.

Merci d'adresser votre dossier complet à notre Directeur Général, vous garantiront toute confidentialité.

ABGOR 9, rue de Sude 35200 RENNES
31, rue de Constantinople 75008 PARIS

ABGOR

TRANSLATORS

Working in Britain's Silicon Valley

Phoenix is a leading UK technical communications consultancy serving the European computing and hi-tech industries.

As part of our expansion plan for our 10-language translation unit, we are currently recruiting 2 qualified translators per language for French, German and Dutch. Applications are invited from recent graduates, and practising translators with at least two years experience. We offer a modern,

computer-based environment using advanced desk-top publishing and computer-assisted translation tools.

Phoenix is based in Wokingham in Berkshire, just 50 minutes away from London.

For further details please apply to:

Cecilia Garrido
Phoenix Technical Publications Limited
Berkeley Business Park
Wokingham, Berks. RG11 4YJ
United Kingdom. Tel: +44 734 328318

phoenix

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Votre adresse commerciale
Demandes en tous services.
Permanent téléphonique.

43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A PARIS 5^e QUAI VITRY 94
Tous services 46-81-27-83

A partir de 50 F/m²/mois
Votre adresse commerciale
Paris 1^{er}, 8^e, 9^e, 12^e, 15^e, 17^e.
Location de bureaux.
CRÉDIT 45-61-05-89

BUREAUX ÉQUIPÉS

Tous services, 15 services
Séjour de réception
SÉGES SOCIÉTÉS
ACTE PARIS

Projet de loi sur la loi d'orientation
Boulevard. Tél: 43-59-77-55.

COMMISSIONS

BUREAUX, TÉLÉPHONE, TEXES
AGRECO 42-94-95-28

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, secr., tél., fax, lab.
Domic. : 170 à 390 F/m.
CIDES 47-23-82-10

COMMISSIONS

PARIS XVII
PRES PLACE DE L'ÉTOILE

EXCEPTIONNEL

BAIL COMMERCIAL

A SAÏSIR
570 m², BELLE FAÇADE SUR AVENUE VICTOR HUGO

compréhension
228 m² en rez-de-chaussée et rez-de-jardin.
228 m² au 1^{er} étage et mezzanine.
104 m² en sous-sol
très bon état général, prestations de qualité

Projet de loi sur la loi d'orientation
Boulevard. Tél: 43-59-77-55.

Voko France
85, avenue Victor Hugo,
75116 Paris
Tél: 43-59-77-55.

SAUNDERS
81 Wimpole Street,
Londres W1M 7DB.

AGENDA

IMMOBILIER

LOCAUX:

2 MAGASINS

Nouveaux baux dans le centre commercial le plus connu de Londres. Nombreux visiteurs internationaux chaque année.

Renseignements:

Tel: 19 44 71 224 3733

Tel: 19 44 71 224 3743

SAUNDERS

81 Wimpole Street,
Londres W1M 7DB.

AGENDA

IMMOBILIER

Villa / apartments at the top

Ce projet exceptionnel se situe "at the top" du Domaine Privé du Grand Duc, gardé par 24 heures/24.

Des appartements d'un niveau de finition de haut standing vous offrent une vue d'une rare beauté sur la baie de Cannes et les parcs de golf de Mandelieu qu'ils dominent.

De plus, vous bénéficiez d'un environnement privilégié car, outre les splendides terrasses verdoyantes dont ils sont dotés, ces appartements seront au cœur de luxueux jardins.

Vous voulez en savoir plus, 2 solutions:

1. Je désire recevoir une documentation, sans aucun engagement de ma part.

2. Je désire recevoir une cassette vidéo VHS-S.

Scann. Pour cela, je fais un chèque de 50 F établi à l'ordre de "A Touch of Golf" qui me sera remboursé lorsque je vous retournerai le cassette.

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

A Touch of Golf s.r.l.
21, allée des Saules
83230 Bormes-les-Mimosas / France
Tél: 94.71.77 65 - Fax: 94.71.12 05

1. Votre appartement au sommet du Grand Duc
2. en projet

ESPAGNE

IMMOBILIER

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS

APPARTEMENTS ET VILLAS

DE QUALITE

A LOUER

EN TOUTES SAISONS

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Tél: 19 34 72 15 03 84

Adresse: ...

Tel: ...

Fax: ...

ESPAGNE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE



Pour ma résidence principale j'appelle le numéro qui sait prêter

Numéro accessible aux abonnés N° de France

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

appartements ventes

appartements ventes

1^{er} arrdt

PARAIS-ROYAL
RUE SAINT-HONORÉ
2 P. 35 m² 980 000 F

3^e et. Bon imm. apt. clair.
Petite vme. 48-04-35-35

3^e arrdt

3^e R. DES ARCHIVES
EXCEP pour placement
STUDIO TT CFT.
Refait neuf. 479 000 F
Crédit. 48-04-55-50

EXCEPTIONNEL

Apt. de très haut niveau.
Très spacieuse réception
+ chûres et meublé.
conviendrait habitation de
luxe pour personnes. Prix
d'exception. 48-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

SUR RUE PIETONNE

STUDIO 720 000 F

LES HALLES 3/4

110 m² env.
1 confort 2 200 000 F
3615 IMMOB
TEL : 43-87-86-76

FALES DU CALVAIRE

3 p. 68 m²
env. très bel imm. classé de
1781 rénové en 1983
2 000 000 F
3615 IMMOB
TEL : 43-87-86-76

4^e arrdt

QUAI DE BETHUNE
EXCEP pour placement
sur belle cour. Ht. plat.
4,40 m. r.d.ch. surélevé
nob. 100 m². 48-04-35-35

5^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

EXCEPTIONNEL

Réhabilitation de l'axe.
Hôtel du XVIII^e siècle. Neuf.
jardin habité. Restent :
après 95 m² à 119 m².
Haut de gamme
48-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

MAISON 240 m²

2 BOXES - CALME
48-04-35-35

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche)
Idéal prof. 18. 210 m² env.
Bis de chûres. Int. d'île
living + bureau. 3 chûres.
2 bns. Travaux à prévoir.
48-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

MÉTRO LIÈGE

Pierre de taille. 8. STUDIO
Cuis. w.c. 200 000 F.
Crédit. 48-04-35-35

HOCHÉ

Fg St-Honoré. Petit vme dans
imm. 2 p. 55 m². Plan sud.
Tél : 48-04-35-35

9^e arrdt

2 P. TT CFT 795 000
Gd liv (3 livs). cuis. bns.
w.c. 48-04-35-35

10^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

11^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

12^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

13^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

14^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

15^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

16^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

17^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

18^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

19^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

20^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

21^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

22^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

23^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

24^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

25^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

26^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

27^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

28^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

29^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

30^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

31^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

32^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

33^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

34^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

35^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

36^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

37^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

38^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

39^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

40^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

41^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

13^e arrdt

« LE RODIN »
Mme Glacière
10 duplex appartements.
Étages élevés.
De 32 à 140 m².
Balcons. Parkings.
Bureau vme :
83, rue de la Glacière.
Lundi, mercredi, jeudi, vend.
14 h 30 à 18 h 30.
Tél : 43-36-92-26
Autre jour : 47-07-77-00
Réalisation SMC
GROUPE PELEGE

14^e arrdt

ALÉSIA B. STUDIO
Tt ch. bns. w.c. indép.
Imm. pierre de t. trav.
Cuisinier agréable 110 000.
42-71-87-24

15^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

16^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

17^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

18^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

19^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

20^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

21^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

22^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

23^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

24^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

25^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

26^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

27^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

28^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

29^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

30^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

31^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

32^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

33^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

34^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

35^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

36^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

37^e arrdt

MAISON 240 m²
2 BOXES - CALME
48-04-35-35

38^e arrdt

المساكن

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
5 ^e ARRONDISSEMENT			19 ^e ARRONDISSEMENT (suite)			92 - HAUTS-DE-SEINE (SUITE)		
7 PIÈCES 193 m² + parking 1 ^{er} étage	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE 47-42-17-61	24 200 + 4 218	STUDIO Park., 35 m², 3 ^e ét.	48 bis/48, rue de Mouzelle SAGGEL - 47-42-44-44	3 200 + 385	3 PIÈCES Park., 72 m² 3 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	6 700 + 980
8 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES NEUF 50 m², cave	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	3 950 + 453	4 PIÈCES Park., 94 m² 2 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	8 850 + 1 253
2/3 PIÈCES 92 m², 5 ^e étage	4, rue Robert-Etienne SAGGEL - 47-42-44-44	12 000 + 852	2 PIÈCES NEUF 55 m², box, cave	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 680 + 487	2 PIÈCES Park., 48 m² 3 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	4 000 + 631
2 PIÈCES 78 m², 3 ^e étage	4, rue Robert-Etienne SAGGEL - 47-42-44-44	9 200 + 698	2 PIÈCES NEUF 64 m², box, cave	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 280 + 675	5 PIÈCES Park., 100 m² 2 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	9 500 + 1 339
9 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES NEUF 53 m², box, cave balcon 12 m²	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 770 + 477	3 PIÈCES 76 m², 4 ^e étage	NEUILLY 13, bd Victor-Hugo AGF - 42-44-00-44	8 000 + 1 120
3 PIÈCES 109 m², 1 ^{er} étage	2, square Trudaine G.C.I. - 40-16-28-71	8 800 + 2 045	3 PIÈCES NEUF 68 m², box, cave balcon 9 m²	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 450 + 597			
11 ^e ARRONDISSEMENT			20 ^e ARRONDISSEMENT					
3 PIÈCES Park., 71 m², 2 ^e ét.	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-19-97	6 752 + 569	3 PIÈCES Park., 78 m², 4 ^e ét.	6/8, rue des Buis AGF - 42-44-00-44	6 100 + 590	4 PIÈCES Park., 97 m² 2 ^e étage	PUTEAUX 16, av. G.-Pompidou AGF - 42-44-00-44	6 600 + 460
2 PIÈCES Park., 53 m², 3 ^e ét.	8, rue des Buis AGF - 42-44-00-44	4 400 + 400	3 PIÈCES Park., 67 m², 2 ^e étage	6, rue Tolain AGF - 42-44-00-44	4 700 + 950	5 PIÈCES Park., 114 m² 5 ^e étage	PUTEAUX 2, rue Ampère SAGGEL - 47-78-15-85	7 200 + 1 072
STUDIO MEUBLÉ 50 m² sur jardin	Horne Piazza Nation HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	4 PIÈCES Park., 82 m², 5 ^e ét.	13/21, rue d'Annam AGF - 42-44-00-44	6 570 + 1 210	3 PIÈCES NEUF Park., 78 m² 2 ^e étage	SEVRES 31/37, Grand-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	5 800 + 885
2 PIÈCES 2 pièces meublées 50 m² sur jardin	Horne Piazza Nation HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	78 - YVELINES			4 PIÈCES NEUF Park., 113 m² 2 ^e étage	SEVRES 31/37, Grand-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	8 200 + 1 285
12 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES Park., 100 m² balcon, 1 ^{er} étage	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	6 550 + 1 340	2 PIÈCES NEUF Park., 57 m² 5 ^e étage	SEVRES 31/37, Grand-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	4 500 + 645
14 ^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			94 - VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES Park., 58 m², 2 ^e ét.	7/15, rue Sidi-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	4 945 + 521	4 PIÈCES 80 m², 10 ^e étage Park. en sup.	MASSY 7, square Yves-du-Manoir AGF - 42-44-00-44	3 400 + 1 300	2 PIÈCES Park., 49 m² 4 ^e étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	3 700 + 606
15 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES Park., 87 m² 1 ^{er} étage	CHARENTON 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	5 257 + 1 081
3 PIÈCES 75 m², 5 ^e étage	9, rue A.-Cabanal AGF - 42-44-00-44	9 000 + 1 100	4/5 PIÈCES Park., 104 m², 8 ^e ét.	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 800 + 1 246	3 PIÈCES Park., 85 m² 3 ^e étage, balcon	CRÉTÉIL 10/12, allée de la Tolon-d'Or CIGIMO - 48-24-50-00	3 845 + 1 350
16 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES Park., 88 m² balcon, 4 ^e ét.	BOULOGNE 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	8 048 + 887	3 PIÈCES Park., 75 m² 5 ^e étage	SAINT-MANDÉ 25/29, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6 286 + 837
2 PIÈCES Park., 53 m², 2 ^e étage	30/34, Rue Claude-Lorrain AGF - 42-44-00-44	4 888 + 850	2 PIÈCES Park., 61 m², 3 ^e ét.	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès CGI - 40-16-28-71	4 221 + 585,53	5 PIÈCES 2 park., 95 m² 4 ^e étage	SAINT-MANDÉ 25, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	7 282 + 980
17 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES Park., 73 m² rez-de-chaussée	CLAMART 4/6/8, rue St-Christophe SAGGEL - 46-08-80-36	5 100 + 712	4 PIÈCES Park., 88 m² 4 ^e étage, balcon	SAINT-MANDÉ 7, rue Feytaud LOC INTER - 47-45-19-97	7 930 + 859
6 PIÈCES 128 m², 4 ^e étage	7 bis, rue Faraday AGF - 42-44-00-44	14 500 + 1 250	2 PIÈCES Park., 58 m² rez-de-chaussée	CLAMART 4/6/8, rue St-Christophe SAGGEL - 46-08-80-36	4 100 + 546	2 PIÈCES 58 m² rez-de-chaussée	SUCY-EN-BRIE 3, rue du Lys-d'Or AGIFRANCE - 45-90-64-54	2 424 + 582
3 PIÈCES 70 m² + chambre de serv., 7 ^e étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7 083,10 + 1 222,08	STUDIO 52 m², rez-de-ch.	COURBEVOIE 163, rue J.-B. Charcot CFH - 43-31-18-09	2 830 + 728	95 - VAL-D'OISE		
19 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES Park., 52 m² 10 ^e étage	COURBEVOIE 21, place Charrier SAGGEL - 47-78-15-85	8 700 + 1 127	4 PIÈCES Park., 98 m² 1 ^{er} étage	CERGY 21, chemin Dupuis-Vert SOLVEG - 40-67-06-99	4 145 + 1 070
2 PIÈCES Park., 48 m², 4 ^e ét.	10, rue de Joinville AGF - 42-44-00-44	3 600 + 630	4 PIÈCES Park., 95 m² 2 ^e étage, balcon	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	6 100 + 880	PAVILLON 6 poses, parking, 133 m² jardin 417 m²	CERGY-COURDIMANCHE 2, clos de Mandelieu Le Domaine du Golf AGIFRANCE - 34-42-30-62	7 562 + 512
4 PIÈCES 92 m², 1 ^{er} étage	48 bis/48, rue de Mouzelle SAGGEL - 47-42-44-44	7 600 + 1 020	5 PIÈCES Park., 110 m² 3 ^e étage, balcon	GARCHES 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	8 200 + 900			
3 PIÈCES Park., 76 m², 1 ^{er} ét.	48 bis/48, rue de Mouzelle SAGGEL - 47-42-44-44	7 500 + 878	5/6 PIÈCES Park., 124 m² 2 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 42-08-80-36	11 100 + 1 641			
2 PIÈCES 54 m², 1 ^{er} étage	48 bis/48, rue de Mouzelle SAGGEL - 47-42-44-44	4 600 + 502						

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro d'actualité

RENDEZ-VOUS
IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 800 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



ILIERE

11-82

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU

Après celles de MM. Naouri et Peyraud

Deux nouvelles inculpations dans l'affaire de la Société générale

M. Jean Fourcau et son fils Jean-Claude, ont été inculpés mardi de délit d'initié par M^{me} Monique Radenne, juge d'instruction au tribunal de Paris, dans le cadre de l'affaire du raid manqué de 1988-1989 sur la Société générale.

Les deux financiers, dirigeants de la société Capital Finances, ont été laissés en liberté, mais devront verser avant un mois une caution équivalente à la plus-value qu'ils ont accusés d'avoir réalisée de manière illicite, soit 6 435 000 F pour M. Jean Fourcau et 268 000 F pour son fils Jean-Claude.

Vendredi dernier, M. Jean-Charles Naouri, président de la société

financière européenne d'investissements (Euris) et ancien directeur de cabinet du ministre de l'économie Pierre Bérégovoy, et M. Jean-Pierre Peyraud, financier, avaient été inculpés de délit d'initié dans le cadre de la même affaire.

Ces inculpations, prononcées par M^{me} Radenne, avaient été requises par le parquet de Paris lors de l'ouverture d'une information judiciaire, le 30 mai.

Le parquet avait également requis à cette occasion l'inculpation de M^{me} Geneviève Dalle, épouse de M. François Dalle, ancien PDG de L'Oréal de Paris.

Coopération dans l'assurance

L'UAP conclut un accord financier et commercial avec le Banco central

M. Jean Peyrelevade, président de l'Union des assurances de Paris (UAP), et M. Alfonso Escamez, président du Banco central (deuxième banque espagnole, 160 milliards de francs de total de bilan), ont signé, mercredi 20 juin, un accord de coopération dans l'assurance qui comporte deux volets commerciaux et deux volets financiers.

Le premier volet prévoit que UAP Iberica, la filiale espagnole de l'UAP, pourra diffuser ses produits d'assurance-vie et d'assurance-dommages à

travers quatre filiales du Banco central : Banco de Formosa, Banco de Valencia, Banco de Galicia et Banco de Granada, soit en tout huit cents guichets. Le second volet prévoit que le Banco central facilitera les contacts de l'UAP avec les grands groupes espagnols dans le but de couvrir leurs risques industriels. Ces deux accords commerciaux seront réexaminés dans trois ans.

Deux accords financiers complètent le dispositif. L'UAP va prendre 25 % du capital de Vasco Navarra, la filiale assurance du Banco central, tandis que cette dernière acquerra 25 % du capital de UAP Iberica. Là encore, cet échange de titres a un caractère provisoire. Dans trois ans, M. Peyrelevade et M. Escamez réviseront en vue d'un plus grand rapprochement. Enfin, l'UAP prendra également une participation de 3 % dans le Banco central. Avec 3 millions d'actions (750 millions de francs), l'UAP deviendra le second actionnaire du Banco central derrière Bouygues.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie :

« Le Monde »

12, rue M. Gaudin

94521 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publication, n° 57 347

ISSN 0395-3037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

PP-Paris RP

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF FRANCE

3 mois 400 F

6 mois 780 F

1 an 1 400 F

SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG

572 F

1 123 F

2 086 F

AUTRES PAYS

790 F

1 560 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de

vos renseignements à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Je tiens à vous remercier de votre fidélité et vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Monde

NEW-YORK, 19 juin ↑

Reprise

A l'issue d'une séance marquée par d'amples fluctuations, la Bourse de New-York a regagné du terrain mardi, effaçant ainsi une partie des pertes accumulées la veille. L'indice Dow Jones a terminé la séance sur un gain de 11,38 points à 2 893,58 dans un marché calme. Quelque 135 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 771 contre 708, 520 titres restant inchangés.

Les fortes baisses enregistrées lundi après les corrections, inquiétant les experts. Mais à plusieurs reprises des ventes ont pesé sur la tendance, les opérateurs ne cachant pas leur inquiétude concernant les résultats des entreprises américaines pour le deuxième trimestre après plusieurs signes de ralentissement de l'activité des dernières semaines.

Toutefois, selon Ralph Acampora, analyste de Kidder Peabody, le comportement du marché est plutôt rassurant car le vif recul de lundi n'a pas donné le signal de la baisse.

Walt Disney a gagné 2-1/2 à 129-5/8, Philip Morris 1-1/4 à 56, CBS a perdu 1-3/8 à 203-1/4, Citicorp 1-3/8 à 53-1/8 et Motorola 7/8 à 85.

VALEURS	Cours de 18 juin	Cours de 19 juin
Alcoa	55 1/4	55
AT&T	41 7/8	42 3/8
Bear	39 1/4	39 1/2
Boeing	59 1/4	59 1/2
Chemical Bank	39 1/4	39 1/4
Du Pont de Nemours	39 1/4	39 1/4
Exxon	41 1/2	41 3/4
Ford	44 7/8	45
General Electric	68 1/8	68 3/8
General Motors	49 1/8	49 1/4
Goodyear	34	33 3/4
Hill	57 1/2	58 1/4
IBM	62 1/4	62 3/8
Motor Oil	58 1/8	58 3/8
Pfizer	57 1/2	57 3/8
Schlumberger	57 1/2	57 3/8
Texas Instruments	57 1/2	57 3/8
Union Carbide	19 3/8	19 3/8
USX	32 3/4	32 3/4
Verizon	32 3/4	32 3/4
Xerox Corp.	48 1/2	48 3/8

LONDRES, 19 juin =

Vers la stabilisation

Après une faiblesse dans le courant de la séance, la Bourse de Londres a terminé la journée de mardi par une hausse à peine affirmée. L'indice Footsie a cédé 0,8 point à 2 359,70. A l'ouverture, cet indice abandonnait vingt points. Le recul initial a été en grande partie attribué à une baisse des valeurs liées à la défense et à la chute de Wall Street la veille.

British Aerospace a souffert de deux facteurs : la crainte que la Commission européenne n'oblige le groupe la semaine prochaine à restituer des aides et le refus du gouvernement en 1988 lors du rachat du constructeur automobile nationalisé Rover, et l'annonce lundi soir de l'annulation d'une commande de trente-trois avions Tornado. Le titre effaçait cependant la moitié de ses pertes en clôture.

British Aerospace a souffert de deux facteurs : la crainte que la Commission européenne n'oblige le groupe la semaine prochaine à restituer des aides et le refus du gouvernement en 1988 lors du rachat du constructeur automobile nationalisé Rover, et l'annonce lundi soir de l'annulation d'une commande de trente-trois avions Tornado. Le titre effaçait cependant la moitié de ses pertes en clôture.

Cette société de Bourse qui a pour ambition de rester indépendante, compte parmi ses actionnaires le Crédit foncier de France (15 %), l'UAP (5 %) et la Caisse des dépôts et consignations (10 %). Le reste du capital est détenu par la famille Ferri et des personnes physiques. En dépit de la note contraindre du volume des affaires traitées à la Bourse depuis le début de l'année, les résultats de la société sont actuellement satisfaisants. Ferri-Ferri-Germe compte avec son développement sur la clientèle particulière, qui « ne se contente pas d'être une Bourse de valeurs mais est une société de Bourse qui offre des services plus pointus que les grands établissements bancaires », précise M. Ferri.

La société, qui compte déjà six bureaux régionaux à Bordeaux, Nice, Toulouse, Montpellier et Rouen, va ouvrir de nouvelles représentations en province. Dans le souci d'accroître sa clientèle privée, elle s'est lancée dans un fonds commun de placement à « court terme » au Luxembourg, un pro-

PARIS, 20 juin ↑

Petite hausse

Hésitante en début de matinée, la Bourse de Paris parvient à améliorer ses positions, mercredi, en début d'après-midi malgré la mauvaise nouvelle d'un accroissement du déficit commercial en mai.

L'indice CAC 40, en hausse de 0,12 % à l'ouverture, redevenait négatif une heure plus tard. Vers 14 heures, il affichait un gain de 0,20 %.

Les nouvelles des dernières heures faisaient l'effet d'une douche écossaise sur le marché qui cherche à se redresser après avoir fléchi pendant une quinzaine de jours pour des raisons essentiellement politiques.

En effet, dans sa dernière note mensuelle, la Banque de France a constaté une hausse de la production industrielle ces dernières semaines et s'attend à un mouvement similaire jusqu'au congé d'été. Par ailleurs, Wall Street s'est rétabli, mardi, après sa violente chute de lundi. Deux facteurs qui plaident donc pour une bonne tenue du marché français.

En revanche, l'annonce d'un déficit de 5,7 milliards de francs de la balance commerciale en mai, qui s'ajoute aux 4,4 milliards d'avril, a plus que déçu la communauté financière.

Enfin, compte tenu des résultats de certaines entreprises pour 1989 ou pour début 1990, les analystes révisent en baisse leurs prévisions pour 1990.

L'annonce d'un palier pour les résultats de Hachette en 1990 a provoqué une vive baisse du titre. De même, la baisse d'un tiers des bénéfices d'Institut Mériaux en 1989 a provoqué d'importants dégagements sur cette valeur.

TOKYO, 20 juin ↑

Légère hausse

Après une ouverture en légère baisse, la Bourse de Tokyo s'est ressaisie mercredi dans le courant de la séance pour terminer sur une note positive. L'indice Nikkei a gagné 47,38 points, soit 0,15 % à 32 087,76 yens. Mardi, le Nikkei avait cédé 336,42 yens.

Le chiffre d'affaires de la matinée a porté sur 320 millions de titres contre 200 millions mardi matin et 300 millions pour l'ensemble de la journée.

La séance a été dominée par les opérations effectuées par les arbitragistes parisi à la quête de bonnes affaires. Les observateurs étaient toutefois déçus en fin de journée que la hausse des cours n'ait pas été plus importante.

VALEURS	Cours de 19 juin	Cours de 20 juin
Air	1 040	1 040
Asahi	1 810	1 810
Daewoo	1 720	1 720
Fuji Bank	2 810	2 810
Honda Motor	1 140	1 140
Honda Motor	2 100	2 100
Honda Motor	1 020	1 020
Sony Corp.	2 820	2 820
Toshiba	2 820	2 820

FAITS ET RÉSULTATS

1) Ferri-Ferri-Germe : 22,4 millions de bénéfices pour 1989. - La société de Bourse indépendante, Ferri-Ferri-Germe a déposé l'an dernier un bénéfice consolidé de 22,4 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 29 millions de francs dont 23,3 millions réalisés par la société de Bourse. Ces chiffres ne peuvent être comparés à ceux de 1988, les méthodes de calcul ayant été modifiées. A noter : M. Alain Ferri, président de la société, est directeur de Bourse depuis le 1^{er} janvier 1987, à la suite du rachat de l'ancienne société par la famille Ferri. La société a été créée par une petite société de 57 millions de francs.

Cette société de Bourse qui a pour ambition de rester indépendante, compte parmi ses actionnaires le Crédit foncier de France (15 %), l'UAP (5 %) et la Caisse des dépôts et consignations (10 %). Le reste du capital est détenu par la famille Ferri et des personnes physiques. En dépit de la note contraindre du volume des affaires traitées à la Bourse depuis le début de l'année, les résultats de la société sont actuellement satisfaisants. Ferri-Ferri-Germe compte avec son développement sur la clientèle particulière, qui « ne se contente pas d'être une Bourse de valeurs mais est une société de Bourse qui offre des services plus pointus que les grands établissements bancaires », précise M. Ferri.

La société, qui compte déjà six bureaux régionaux à Bordeaux, Nice, Toulouse, Montpellier et Rouen, va ouvrir de nouvelles représentations en province. Dans le souci d'accroître sa clientèle privée, elle s'est lancée dans un fonds commun de placement à « court terme » au Luxembourg, un pro-

duit d'assurances-vie et un fonds commun sur matières premières anticipant la cession sur le Maf de contrats sur matières premières. M. Ferri a précisé que les suspens d'opérations boursières avaient coûté 7 millions de francs à la société.

2) Les pneumatiques ouest-allemand Continental s'associe avec la firme italienne Borsari. - Un accord de coopération a été conclu entre le numéro quatre mondial du pneu, le groupe ouest-allemand Continental et son homologue italien Borsari. Selon les spécialistes de Conti, les usines de Borsari, qui emploient 10 000 personnes, fonctionnent suivant des standards techniques élevés. Elles produisent une proportion plus importante de pneus à structure radiale que les autres pays de l'Est.

3) Boursier reprend Bresse Bleu. - Le groupe agro-alimentaire Boursier a fait à l'Union Bressaire un prêt de 100 millions de francs pour financer la production de fromage Bresse Bleu. Le prêt est remboursable en dix ans, avec un taux d'intérêt de 12 %. L'Union Bressaire a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 750 millions de francs et des pertes dont le montant est estimé à 44 millions de francs. La fromagerie Bresse Bleu, une des cinq coopératives de l'Union Bressaire, dégage, elle, un bénéfice de 1,2 million de francs pour un chiffre d'affaires de 300 millions de francs.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel Associates	438	438	NC	330	330
Amstel	105	105	LP B.M.	138	138
B.A.C.	231	231	Loca Invest.	311	324-10
B. Demachy Ass.	576	576	Locam	141	142
Bijoux Tamaud	180	178	Mara Comm.	190	195-70
B.L.C.M.	840	845	Mérol Minère	230	235
Boussac (L)	385	385	Mol	245	245
Boussac (L)	244 50	240	Novate-Démas	1247	1250
Cabotage de Lyon	3450	3420	Olivier Lagardère	590	589
C.A.I. de Fr. (C.I.)	1235	1215	Om Gest. Fr.	570	580
Cabotage	543	545	Presat	520	520
Cand	699	699	Presbourg	93	92
C.E.E.	358	354	Présence Assur	544	530
C.I.G.E.P.	280	280	Prest Finance	800	770
C.F.P.	285 50	285	Razel	680	685
Ciments d'Origny	697	716	Rény et Associés	373	377
C.I.M.	1320	1305	Rhône-Alp Est. L.	321	321
Codisur	314 50	310	S.H. Mangron	267 30	267 30
Comeng	380	380	S.G.P.M.	652	652
Conform	1131	1140	Sagat L.	337	346
Crest	391	389	Select Invest (L)	101	103
Dafra	210 50	210	Serbo	533	533
Daphne	710	715	S.M.T. Group	259 90	259 90
Dessagne et Gir.	256	263	Sopra	211	208-10
Devanly	1370	1361	Supra	235	195-50
Devil	480	489	TFI	325 50	318
Dokos	186	182	Thermador H. L.	254	255
Edison Beland	275	275	Unilog	185	185
Elysee Invest.	15	15 30	Union Fr. de Fr.	491	490
Europ. Propulsion	396	396	Val et Cie	185	184-50
Finacor	195	198	Y. St-Laurent Groupe	1117	1111
Genève	800	800			
G.P. (group. Ind.)	485	485			
Grand Lux	470	490			
Gravograph	240 50	249			
Gumal	1080	1100			
I.C.C.	284 10	289			
IDA	331	331			
Idanov	162	164			
I.M.S.	1265	1265			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 19 juin 1990

Nombre de contrats : 19 639.

VALEURS	PREX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin dernier	sept. dernier	juin dernier	sept. dernier
Bouygues	640	8	8	18,50	18,50
CCE	600	21,50	37	1,50	16
Elf-Aquitaine	640	23	3,50	2,50	21
Européenne SA-PLC	50	4,41	8	2,35	4,50
Exco Dispositif SC	100	9	6	1	13
Havas	637	40	6,80	4,50	8
Lafarge-Coppée	425	5	23	142	140
Michelin	1 400	3	21	71	71
Midi	640	3	55	50	50
Paribas	1 250	0,80	7,20	13,50	23,50
Pernod-Ricard	840	4,50	26	17,50	23,50
Peugeot SA	480	2	18	40	60
Rhône-Poulenc CT	560	6,90	21	4,51	17,50
Saint-Gobain	1 600	3	5,98	1,70	8,70
Sauvage Perrier	600	2	18	40	60
Société Générale	440	6,90	21	4,51	17,50
Suez Financière	120	3	5,98	1,70	8,70
Thomson-CSF	120	3	5,98	1,70	8,70

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 JUIN

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

ANALYSTES	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compan- son	ANALYSTES	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compan- son	ANALYSTES	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compan- son
1711	CNE 9%	3680	3650	3650			1711	CNE 9%	3680	3650	3650			1711	CNE 9%	3680	3650	3650		
1712	B&P T.P.	1205	1201	1205	+0.29		1712	B&P T.P.	1205	1201	1205	+0.29		1712	B&P T.P.	1205	1201	1205	+0.29	
1713	Orinco T.P.	1112	1112	1112			1713	Orinco T.P.	1112	1112	1112			1713	Orinco T.P.	1112	1112	1112		
1714	Orinco T.P.	1981	1981	1981			1714	Orinco T.P.	1981	1981	1981			1714	Orinco T.P.	1981	1981	1981		
1715	Orinco T.P.	1240	1240	1245	+0.04		1715	Orinco T.P.	1240	1240	1245	+0.04		1715	Orinco T.P.	1240	1240	1245	+0.04	
1716	Thomson T.P.	1280	1280	1281	+0.06		1716	Thomson T.P.	1280	1280	1281	+0.06		1716	Thomson T.P.	1280	1280	1281	+0.06	
1717	ADCO	989	989	989			1717	ADCO	989	989	989			1717	ADCO	989	989	989		
1718	ADCO	761	761	762	+0.12		1718	ADCO	761	761	762	+0.12		1718	ADCO	761	761	762	+0.12	
1719	ADCO	1539	1539	1539			1719	ADCO	1539	1539	1539			1719	ADCO	1539	1539	1539		
1720	ADCO	908	908	908			1720	ADCO	908	908	908			1720	ADCO	908	908	908		
1721	ADCO	2000	2000	2000			1721	ADCO	2000	2000	2000			1721	ADCO	2000	2000	2000		
1722	ADCO	2250	2250	2250			1722	ADCO	2250	2250	2250			1722	ADCO	2250	2250	2250		
1723	ADCO	1000	1000	1000			1723	ADCO	1000	1000	1000			1723	ADCO	1000	1000	1000		
1724	ADCO	1070	1070	1070			1724	ADCO	1070	1070	1070			1724	ADCO	1070	1070	1070		
1725	ADCO	536	536	536			1725	ADCO	536	536	536			1725	ADCO	536	536	536		
1726	ADCO	240	240	240			1726	ADCO	240	240	240			1726	ADCO	240	240	240		
1727	ADCO	240	240	240			1727	ADCO	240	240	240			1727	ADCO	240	240	240		
1728	ADCO	253	253	253			1728	ADCO	253	253	253			1728	ADCO	253	253	253		
1729	ADCO	1000	1000	1000			1729	ADCO	1000	1000	1000			1729	ADCO	1000	1000	1000		
1730	ADCO	584	584	584			1730	ADCO	584	584	584			1730	ADCO	584	584	584		
1731	ADCO	1000	1000	1000			1731	ADCO	1000	1000	1000			1731	ADCO	1000	1000	1000		
1732	ADCO	871	871	871			1732	ADCO	871	871	871			1732	ADCO	871	871	871		
1733	ADCO	1040	1040	1040			1733	ADCO	1040	1040	1040			1733	ADCO	1040	1040	1040		
1734	ADCO	1000	1000	1000			1734	ADCO	1000	1000	1000			1734	ADCO	1000	1000	1000		
1735	ADCO	871	871	871			1735	ADCO	871	871	871			1735	ADCO	871	871	871		
1736	ADCO	1040	1040	1040			1736	ADCO	1040	1040	1040			1736	ADCO	1040	1040	1040		
1737	ADCO	1000	1000	1000			1737	ADCO	1000	1000	1000			1737	ADCO	1000	1000	1000		
1738	ADCO	871	871	871			1738	ADCO	871	871	871			1738	ADCO	871	871	871		
1739	ADCO	1040	1040	1040			1739	ADCO	1040	1040	1040			1739	ADCO	1040	1040	1040		
1740	ADCO	1000	1000	1000			1740	ADCO	1000	1000	1000			1740	ADCO	1000	1000	1000		
1741	ADCO	871	871	871			1741	ADCO	871	871	871			1741	ADCO	871	871	871		
1742	ADCO	1040	1040	1040			1742	ADCO	1040	1040	1040			1742	ADCO	1040	1040	1040		
1743	ADCO	1000	1000	1000			1743	ADCO	1000	1000	1000			1743	ADCO	1000	1000	1000		
1744	ADCO	871	871	871			1744	ADCO	871	871	871			1744	ADCO	871	871	871		
1745	ADCO	1040	1040	1040			1745	ADCO	1040	1040	1040			1745	ADCO	1040	1040	1040		
1746	ADCO	1000	1000	1000			1746	ADCO	1000	1000	1000			1746	ADCO	1000	1000	1000		
1747	ADCO	871	871	871			1747	ADCO	871	871	871			1747	ADCO	871	871	871		
1748	ADCO	1040	1040	1040			1748	ADCO	1040	1040	1040			1748	ADCO	1040	1040	1040		
1749	ADCO	1000	1000	1000			1749	ADCO	1000	1000	1000			1749	ADCO	1000	1000	1000		
1750	ADCO	871	871	871			1750	ADCO	871	871	871			1750	ADCO	871	871	871		
1751	ADCO	1040	1040	1040			1751	ADCO	1040	1040	1040			1751	ADCO	1040	1040	1040		
1752	ADCO	1000	1000	1000			1752	ADCO	1000	1000	1000			1752	ADCO	1000	1000	1000		
1753	ADCO	871	871	871			1753	ADCO	871	871	871			1753	ADCO	871	871	871		
1754	ADCO	1040	1040	1040			1754	ADCO	1040	1040	1040			1754	ADCO	1040	1040	1040		
1755	ADCO	1000	1000	1000			1755	ADCO	1000	1000	1000			1755	ADCO	1000	1000	1000		
1756	ADCO	871	871	871			1756	ADCO	871	871	871			1756	ADCO	871	871	871		
1757	ADCO	1040	1040	1040			1757	ADCO	1040	1040	1040			1757	ADCO	1040	1040	1040		
1758	ADCO	1000	1000	1000			1758	ADCO	1000	1000	1000			1758	ADCO	1000	1000	1000		
1759	ADCO	871	871	871			1759	ADCO	871	871	871			1759	ADCO	871	871	871		
1760	ADCO	1040	1040	1040			1760	ADCO	1040	1040	1040			1760	ADCO	1040	1040	1040		
1761	ADCO	1000	1000	1000			1761	ADCO	1000	1000	1000			1761	ADCO	1000	1000	1000		
1762	ADCO	871	871	871			1762	ADCO	871	871	871			1762	ADCO	871	871	871		
1763	ADCO	1040	1040	1040			1763	ADCO	1040	1040	1040			1763	ADCO	1040	1040	1040		
1764	ADCO	1000	1000	1000			1764	ADCO	1000	1000	1000			1764	ADCO	1000	1000	1000		
1765	ADCO	871	871	871			1765	ADCO	871	871	871			1765	ADCO	871	871	871		
1766	ADCO	1040	1040	1040			1766	ADCO	1040	1040	1040			1766	ADCO	1040	1040	1040		
1767	ADCO	1000	1000	1000			1767	ADCO	1000	1000	1000			1767	ADCO	1000	1000	1000		
1768	ADCO	871	871	871			1768	ADCO	871	871	871			1768	ADCO	871	871	871		
1769	ADCO	1040	1040	1040			1769	ADCO	1040	1040	1040			1769	ADCO	1040	1040	1040		
1770	ADCO	1000	1000	1000			1770	ADCO	1000	1000	1000			1770	ADCO	1000	1000	1000		
1771	ADCO	871	871	871			1771	ADCO	871	871	871			1771	ADCO	871	871	871		
1772	ADCO	1040	1040	1040			1772	ADCO	1040	1040	1040			1772	ADCO	1040	1040	1040		
1773	ADCO	1000	1000	1000			1773	ADCO	1000	1000	1000			1773	ADCO	1000	1000	1000		
1774	ADCO	871	871	871			1774	ADCO	871	871	871			1774	ADCO	871	871	871		
1775	ADCO	1040	1040	1040			1775	ADCO	1040	1040	1040			1775	ADCO	1040	1040	1040		
1776	ADCO	1000	1000	1000			1776	ADCO	1000	1000	1000			1776	ADCO	1000	1000	1000		
1777	ADCO	871	871	871			1777	ADCO	871	871	871			1777	ADCO	871	871	871		
1778	ADCO	1040	1040	1040			1778	ADCO	1040	1040	1040			1778	ADCO	1040	1040	1040		
1779	ADCO	1000	1000	1000			1779	ADCO	1000	1000	1000			1779	ADCO	1000	1000	1000		
1780	ADCO	871	871	871			1780	ADCO	871	871	871			1780	ADCO	871	871	871		
1781	ADCO	1040	1040	1040			1781	ADCO	1040	1040	1040			1781	ADCO	1040	1040	1040		
1782	ADCO	1000	1000	1000			1782	ADCO	1000	1000	1000			1782	ADCO	1000	1000	1000		
1783	ADCO	871	871	871			1783	ADCO	871	871	871			1783	ADCO	871	871	871		
1784	ADCO	1040	1040	1040			1784	ADCO	1040	1040	1040			1784	ADCO	1040	1040	1040		
1785	ADCO	1000	1000	1000			1785	ADCO	1000	1000	1000			1785	ADCO	1000	1000	1000		
1786	ADCO	871	871	871			1786	ADCO	871	871	871			1786	ADCO	871	871	871		
1787	ADCO	1040	1040	1040			1787	ADCO	1040	1040	1040			1787	ADCO	1040	1040	1040		
1788	ADCO	1000	1000	1000			1788	ADCO	1000	1000	1000			1788	ADCO	1000	1000			

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Fracs Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fracs Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fracs Incl.	Rachet net
Alumina	1154 23	1126 08	Fract-Assessment	29 93	29 93	Fluorocarb C	75543 74	75392 93
Alumina	238 05	231 83	Fract-Cap.	25 05	34 53	Fluorocarb J	6044 68	6022 99
Alumina	849 20	812 53	Fract-Cap.	118984 19	118984 19	Fluorocarb Premier	65770 89	65569 57
Alumina	604 18	591 55	Fract-Cap.	158 22	200 84	Fluorocarb	120 33	117 11
Alumina	105 26	104 95	Fract-Cap.	658 27	659 27	Fluorocarb	9449 17	9417 17
Alumina	1178	1149	Fract-Energy	30 01	29 08	Fluorocarb Oligo	10532 32	10512 81
Alumina	691 78	679 78	Fract-Energy	860 82	857 48	Fluorocarb	109 64	108 71
Alumina	1010 77	1004 78	Fract-Energy	33 78	32 96	Fluorocarb	24656 67	24656 67
Alumina	120 81	120 81	Fract-Energy	11054 87	11054 87	Fluorocarb	127 78	127 78
Alumina	120 81	120 81	Fract-Energy	4576 83	4552 43	Fluorocarb	1061 33	1030 42
Alumina	410 93	400 91	Fract-Energy	1192 97	1191 97	Fluorocarb	161 39	159
Alumina	1058 33	1054 11	Fract-Energy	61440 08	61258 87	Fluorocarb	6270 14	6217 96
Alumina	1058 33	1054 11	Fract-Energy	118984 19	118984 19	Fluorocarb	1118 05	1118 05
Alumina	704 04	694 77	Fract-Energy	10478 27	10478 27	Fluorocarb	123 49	123 49
Alumina	6352 19	6087 01	Fract-Energy	1225 42	1169 73	Fluorocarb	271 15	258 25
Alumina	678 44	654 77	Fract-Energy	10581 63	10187 37	Fluorocarb	241 28	223 81
Alumina	9008 05	8955 05	Fract-Energy	11987 79	11940 18	Fluorocarb	628 25	595 76
Alumina	1811 70	1807 70	Fract-Energy	154 18	154 18	Fluorocarb	12578 61	12528 50
Alumina	1811 70	1807 70	Fract-Energy	162 74	177 42	Fluorocarb	517 86	497 84
Alumina	1254 56	1218 01	Fract-Energy	245 82	245 83	Fluorocarb	759 22	757 29
Alumina	1594 38	1562 12	Fract-Energy	216 89	207 09	Fluorocarb	1472 87	1472 87
Alumina	100 30	100 30	Fract-Energy	237 67	238 81	Fluorocarb	1172 30	1172 30
Alumina	140 91	140 91	Fract-Energy	355 67	355 67	Fluorocarb	703 63	690 18
Alumina	128 31	122 78	Fract-Energy	268 70	268 70	Fluorocarb	125 63	125 63
Alumina	130 68	127 88	Fract-Energy	448 88	429 62	Fluorocarb	703 15	687 87
Alumina	114 87	110 02	Fract-Energy	128 12	128 12	Fluorocarb	1515 98	1515 98
Alumina	6330 54	6321 21	Fract-Energy	178 52	170 81	Fluorocarb	75 15	75 15
Alumina	8435 58	8335 33	Fract-Energy	37 28	38 01	Fluorocarb	1625 96	1625 96
Alumina	1057 57	1037 50	Fract-Energy	5582 72	5567 21	Fluorocarb	432 77	421 19
Alumina	418 45	405 52	Fract-Energy	10057 38	10057 38	Fluorocarb	221 33	218 14
Alumina	1714 81	1714 81	Fract-Energy	137 24	137 24	Fluorocarb	524 15	524 15
Alumina	38 66	35 77	Fract-Energy	11111 74	11111 74	Fluorocarb	1250 19	1213 78
Alumina	1025 81	1079 82	Fract-Energy	24410 89	24349 82	Fluorocarb	62420 03	62569 22
Alumina	8677 63	8584 73	Fract-Energy	805 78	789 07	Fluorocarb	1105 94	1058 74
Alumina	418 45	405 52	Fract-Energy	2217 44	2217 44	Fluorocarb	1201 96	1201 96
Alumina	514 68	499 65	Fract-Energy	100 79	100 79	Fluorocarb	544 91	520 20
Alumina	1080 89	1059 50	Fract-Energy	557 90	541 66	Fluorocarb	2013 63	2013 63
Alumina	1210 51	1170 71	Fract-Energy	712 90	691 36	Fluorocarb	1210 68	1184 10
Alumina	698 86	685 85	Fract-Energy	300 78	290 78	Fluorocarb	1173 80	1160 93
Alumina	1078 40	1030 05	Fract-Energy	1007 78	990 31	Fluorocarb	1173 80	1160 93
Alumina	2324 91	2323 91	Fract-Energy	428 83	410 34	Fluorocarb	6182 32	6182 32
Alumina	151 84	145 11	Fract-Energy	5001 15	5001 15	Fluorocarb	547 29	547 29
Alumina	1032 42	1038 07	Fract-Energy	84545 38	84545 38	Fluorocarb	120 02	127 29
Alumina	418 45	418 45	Fract-Energy	137 24	137 24	Fluorocarb	524 15	524 15
Alumina	2148 19	2128 92	Fract-Energy	68572 22	68572 22	Fluorocarb	1075 51	1064 85
Alumina	412 97	400 94	Fract-Energy	1135 56	1128 07	Fluorocarb	12034 10	12034 10
Alumina	5584 96	5584 96	Fract-Energy	150 23	143 75	Fluorocarb	10795 72	10795 72
Alumina	32914 54	32914 54	Fract-Energy	2768 48	2768 48	Fluorocarb	12034 10	12034 10
Alumina	1947 184	1947 184	Fract-Energy	24682 89	24617 31	Fluorocarb	4727 60	4691 02
Alumina	32704 33	32704 32	Fract-Energy	128 13	124 70	Fluorocarb	605 01	603 14
Alumina	257 28	257 28	Fract-Energy	6504 57	6501 38	Fluorocarb	965 22	941 18
Alumina	3004 25	3004 25	Fract-Energy	1315 21	1278 05	Fluorocarb	680 18	650 18
Alumina	145 18	145 18	Fract-Energy	2138 76	2138 76	Fluorocarb	481 86	481 86
Alumina	24323 82	24287 39	Fract-Energy	21383 76	21383 76	Fluorocarb	114 11	109 99
Alumina	687 07	678 23	Fract-Energy	504 78	491 27	Fluorocarb	115 08	111 50
Alumina	587 93	587 93	Fract-Energy	1489 11	1460 23	Fluorocarb	115 01	115 01
Alumina	1580 65	1580 65	Fract-Energy	256 22	256 22	Fluorocarb	1465 15	1465 15
Alumina	101 03	96 33	Fract-Energy	1005 88	995 17	Fluorocarb	619 46	597 07
Alumina	581 84	571 91	Fract-Energy	11887 51	11887 51	Fluorocarb	1281 27	1268 30
Alumina	85847 79	85847 79	Fract-Energy	864 31	841 18	Fluorocarb	1857 26	1857 48
Alumina	1254 56	1254 56	Fract-Energy	256 22	256 22	Fluorocarb	2215 02	2215 02
Alumina	186 52	181 53	Fract-Energy	12249 79	12498 79	Fluorocarb	201 48	201 48
Alumina	12230 59	12133 94	Fract-Energy	124 91	123 67	Fluorocarb	1337 77	1259 78
Alumina			Fract-Energy			Fluorocarb	1646 17	1662 04

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/8	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/8
Barre-Lite (1 unit)	5 637	5 638	5 480	5 870		
Barre-Lite (100 dm)	338 340	338 150	328 500	347	63700	63250
Barre-Lite (100 ft)	16 363	16 373	16 750	308 900	63800	63300
Barre-Lite (100 m)	298 530	298 530	298 530	500	394	388
Barre-Lite (100 yd)	4 593	4 583	4 350	100	402	402
Barre-Lite (100 z)	88 420	88 430	84	100	412	413
Barre-Lite (100 z)	88 420	88 430	84	100	389	389
Barre-Lite (100 z)	437	437	4 050	100	471	471
Barre-Lite (100 z)	397 810	397 810	385	96 500	2285	2285
Barre-Lite (100 z)	87 320	87 320	84	96 500	1212 50	1220
Barre-Lite (100 z)	47 816	47 816	46 200	5 750	786	786
Barre-Lite (100 z)	3 831	3 831	3 650	4 350	2420	2405
Barre-Lite (100 z)	4 798	4 798	4 650	3 680	377	378
Barre-Lite (100 z)	3 831	3 831	3 650	4 350	2420	2405
Barre-Lite (100 z)	4 798	4 798	4 650	3 680	377	378

Marché libre de l'or

Harcos rojos zai...	210	.....
Hogwarts...	257	.....
Lacuna du Monde...	498	.....
Madia Iran	240	.....
Nicola	825	.....
Parcipo, Parcier	380 20	.....
Protopo M.V.	175 10	175 10
St-Gobain-Emballage	1380	.....
Seme Mera	317 50	330
S.E.P.R.	1610	.....
Sick	380	.....
S.P.R. acc. B.	730	.....
Ulm...	380	.....
Wonder	968	755 6

PUBLICITÉ

Renseignements :
45-55-91-82 poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

Dégradation du commerce extérieur de la France

Le déficit a atteint 5,7 milliards de francs en mai

Le commerce extérieur de la France s'est sensiblement dégradé en mai. Le déficit atteignant 8,3 milliards de francs en données brutes ou 5,7 milliards après correction des variations saisonnières. Ce très mauvais résultat porte à 19,7 milliards de francs le déficit de la balance commerciale pour les cinq premiers mois de l'année (12,5 milliards de francs après correction des variations saisonnières).

La nette amélioration apparue en début d'année ne s'est donc pas confirmée. Au cours du premier trimestre, le déficit n'avait été que

de 2,4 milliards de francs après correction des variations saisonnières. La rechute s'est produite à partir d'avril, mois qui a enregistré un trou de 4,4 milliards en CVS.

Le mois de mai enregistre presque toujours un mauvais résultat du fait des nombreux jours fériés qui perturbent davantage - on ne sait trop pourquoi - les exportations que les importations. De plus, en mai, la France n'a vendu que trois Airbus pour 950 millions de francs, alors qu'elle en avait exporté huit en moyenne par mois l'année dernière pour 2 milliards de francs mensuels et que cette année ce chiffre serait passé à dix en moyenne par mois pour 3 milliards de francs si la grève de cinq mois du constructeur britannique des ailes des Airbus - British Aerospace - n'avait perturbé à partir de l'automne dernier la production. Celle-ci retrouve un rythme normal et les exportations de la France en bénéficieront de nouveau pleinement, mais pour l'heure c'est une perte de 1,5 à 2 milliards de francs que notre commerce extérieur enregistre chaque mois.

Il est possible enfin que le mois de mai traduise le ralentissement marqué de la conjoncture aux États-Unis et en Grande-Bretagne qui freine nos exportations, alors même que nos importations recommencent à augmenter vivement, signifiant peut-être que l'économie française recommence à croître à un rythme plus rapide après un ralentissement de six mois dû à la réduction des stocks dans l'industrie.

Le mois de mai a vu les exportations se stabiliser à 96,5 milliards de francs en données brutes (+ 6,6 % par rapport à mai 1989) et les importations faire un bond de 5,5 % en un mois pour atteindre 104,8 milliards de francs en mai (+ 5,2 % en un an). Après correction des variations saisonnières, les exportations atteignent 96,8 milliards de francs et les importations 102,5 milliards de francs. Signe inquiétant : la balance de notre commerce de produits manufacturés se dégrade un peu plus, avec un déficit de 7,1 milliards de francs, y compris le commerce des produits militaires. Heureusement le solde de nos échanges de produits agricoles reste largement positif, avec + 4,5 milliards de francs.

Le Parlement d'Ouzbékistan vote une déclaration d'indépendance

La République d'Ouzbékistan, en Asie centrale soviétique, a adopté mercredi 20 juin une « déclaration d'indépendance », rapporte l'agence Tass. Ce document proclame la primauté des lois de l'Ouzbékistan dans la République, écrit Tass, mais un journaliste de l'agence de presse ouzbèke *Ouztag* a précisé qu'il ne fallait pas y voir un « acte de sécession ». - (Reuters)

Au Quartier latin

Un homme tué par un policier après son interpellation

Un homme a été tué par un policier dans des circonstances encore mal déterminées, à la suite d'une interpellation qui a eu lieu mercredi 20 juin vers 13 heures, à l'angle du boulevard Saint-Germain et du boulevard Saint-Michel, dans le sixième arrondissement de Paris.

Quatre hommes et une jeune fille ont été interpellés, allongés par terre et menottés par des policiers en civil. Selon les premiers éléments de l'enquête, pour des raisons qui n'ont pas été précisées, un coup de feu provenant de l'arme d'un policier a blessé mortellement une des personnes allongées.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Maisons closes : « La prostitution n'a jamais existé », par Michèle Barzani ; Algérie : « Un FIS enfanté par le FLN », par Mohammed Harbi... 2

La conférence des communistes de Russie

Il y aura peut-être bientôt un nouveau secrétaire général du PCUS, affirme M. Gorbatchev... 4

Le procès du maire de Washington

Des témoignages accablants et une atmosphère malsaine... 6

La montée de Front national

La polémique sur les responsabilités de M. Mitterrand et de la droite... 7

Tabagisme et alcoolisme

Les députés socialistes sceptiques sur les projets de M. Evrin... 8

Réforme de la Constitution

Les députés refusent que les sénateurs étendent leurs pouvoirs... 8

SECTION B

Réforme de l'orthographe

M. Michel Rocard a accepté les propositions de « rectification » du Conseil supérieur de la langue française... 10

Restructuration de la Cinq

M. Sabouret représentera Hachette dans la chaîne de M. Hersant... 13

SECTION C

La Yougoslavie et l'inflation

Premiers succès du plan gouvernemental... 17

Importations de voitures japonaises

Les Douze adoptent une solution de compromis... 17

Revalorisation des bas salaires

Un point de vue du président de la commission sociale du CNPF... 17

L'avenir de Dassault

L'équipe dirigeante reste en place... 18

Une nouvelle rive gauche à Paris

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a présenté le plan d'aménagement de la zone Tolbiac-Austerlitz-Masséna. Un nouveau Quartier latin et une nouvelle Défense... 19

Paris-Ile-de-France

La crise du logement dans la capitale et dans la région parisienne... 21

SECTION D

ARTS • SPECTACLES

• La danse ouvre l'été chaud de Montpellier • *Alexandrie encore et toujours*, le nouveau film de Youssef Chahine • La fête de la musique • Les nouveaux auteurs au Festival du Lubéron • Rétrospective Andy Warhol au Centre Georges Pompidou... pages 29 à 40

Services

Abonnements... 28
Annonces classées... 22 à 25
Carnet... 14
Marchés financiers... 26 et 27
Météorologie... 15
Mots croisés... 14
Radio-Télévision... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LEM

Le numéro du « Monde » daté 20 juin 1990 a été tiré à 517 202 exemplaires.

Alors que les syndicats durcissent le ton

Le PDG de la SFP affirme que les suppressions d'emplois ne sont pas négociables

La tension est montée d'un cran, mardi 19 juin, à la Société française de production (SFP) en grève depuis six jours. Son PDG, M. Jean-Pierre Hoss, a été contraint, sous la pression des organisations syndicales, de renoncer à présenter aux salariés le plan social devant accompagner cinq cents suppressions d'emplois. La CGT appelle maintenant « l'ensemble des salariés de l'audiovisuel à débayer vendredi pour manifester à 14 heures devant les Buttes-Chaumont ».

C'est au cri inlassablement repris de « Non aux licenciements ! » que les organisations syndicales, CGT en tête, ont interdit, pour la première fois, mardi 19 juin, au PDG de la SFP de s'exprimer devant ses salariés. Le matin aux Buttes-Chaumont, l'après-midi à Bry-sur-Marne, les syndicats avaient choisi de durcir le ton, faute peut-être d'arriver à mobiliser suffisamment un personnel traumatisé par l'annonce de la suppression du quart des effectifs de l'entreprise (le Monde du 19 juin). Mardi soir, en effet, la direction annonçait plus que 34 % de grévistes, contre 36 % la veille et 55 % le premier jour du conflit.

Un conflit qui se cristallise dorénavant sur le montant du déficit réel de la SFP. Les organisations syndicales accusent en effet M. Hoss d'avoir délibérément « chargé la barque des comptes 1989 ». Ils affirment que la société n'a connu l'an dernier que de faibles pertes d'exploitation (33 millions de francs).

Une « pique » contre M. Guillaume

Le reste ne représente, selon eux, que des charges financières dues à l'impéritie passée de l'Etat actionnaire, des indemnités programmées d'un plan de départ en préretraite et des dotations aux amortissements et provisions au montant particulièrement élevé de 236 millions. « Ce déficit a été programmé pour justifier la casse de l'entreprise », affirment les syndicats, appuyant leur démonstration par la photocopie d'une lettre de la Banque Worms du 20 mai dernier envisageant la démolition des Buttes-Chaumont.

M. Hoss, qui regrette qu'une « petite minorité ait empêché de dire au personnel la vérité sur l'état de l'entreprise, la nature des remèdes et les mesures mises en œuvre », maintient en revanche son analyse sur l'ampleur des difficultés de la SFP (le Monde du 15 juin). Le président affirme même que son plan de redressement aurait permis à la SFP de

dégager un solde positif de 53 millions en 1989. Une « pique » contre son prédécesseur, M. Philippe Guillaume, à qui M. Hoss reproche de se mêler trop directement du conflit actuel. Le président commun d'A2 et FR 3 s'est en effet rendu, samedi 16 juin, à l'Empire... pour y dialoguer avec les grévistes.

M. Hoss affirme que « le nombre des départs n'est pas négociable » et met en avant le très important plan social qui sera soumis vendredi prochain au comité d'entreprise : réduction du nombre des licenciements grâce à des départs en retraite ou en préretraite, recours à des mutations internes ou dans d'autres sociétés de l'audiovisuel public.

Pour faciliter les reclassements externes, une antenne emploi sera ouverte au sein de l'entreprise, et des mesures seront prises pour faciliter les congés de conversion et l'installation à leur compte de certains salariés. Des aides à la formation et à la mobilité géographique sont également prévues.

PIERRE-ANGEL GAY

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Orthographe

DÉJA que pour moi, c'est du chinois, le français tel qu'on l'écrit, cette réforme de l'orthographe, quelle cata ! Ouais bon, ça va, pas la peine de ricaner, je suis pas la seule. Demandez aux examinateurs, il y a belle lurette qu'au bac on ne compte plus les fautes de trait d'union ou d'accent, tellement il y en a. Alors, ça me fait une belle jambe de savoir que dans certains cas - lesquels, va encore falloir les apprendre par cœur - ils seront supprimés. On écrira « bassacour », « hautparleur » et « entrégorger ». Moi, voyez, dans le cas de « contrespionnage », j'aurais nettement préféré échanger une consonne contre un tiret. Vous me direz : pleure pas, pour ce qui est des chausse-trap(p)s on te laisse le tout !

Remarquez des tirets ils en suppriment ici pour en rajouter là. On va corner la page quatre-vingt-seize-dix-huit, sans oublier de coller un « s » à cent qui n'en demandait pas tant. Sous prétexte d'alignement, au lieu de simplifier, on complique. Franchement « combattif », « charriot » et « persiflage », ça ressemble à quoi ? A des mots

manuscrits par un clerc du Moyen Âge. Quant aux trémas, ces vilains-là en rajoutent : aïgue, ambigue, exigüe, argoer. Vous trouvez pas que ça fait bizarre ?

Là où je me marre, c'est pour le pluriel des mots composés. On va avoir droit à des presse-purées et à des chauffe-eaux, mais pas question de s'agenouiller sur des prie-Dieu ou de se laisser prendre à des tron-pe-yeux ! Autres exceptions qui confirment la règle, les verbes en « eler » et en « eter » seront conjugués sur le modèle de peler et d'acheter. Je réussis et j'éclabousser, mais il faudrait pas que je jette un « t » dans ma corbeille à papier !

Hier, quand j'ai appris ça, je me suis jetée, pardon jetée, sur mon bigophone pour appeler Denis Slakta notre spécialiste-maison. Là, le tiret, qu'est-ce que j'en fais ? Je vous le laisse ou je le remets dans ma machine ? Il se marrait.

Alors, ma pauvre chérie, t'as pas fini d'en baver ! Va falloir que je te trouve des pensées dans le style de Je n'aperçois qu'un « p » à au verbe apercevoir. Qu'est-ce que tu dirais de : Je me suis laissé séduire, autant dire que je me suis laissé mettre.

Les suites de l'affaire de Carpentras

M. Le Pen poursuivi en diffamation après ses accusations contre M. Joze

Le procureur de la République de Paris, M. Pierre Bézard, a engagé, mardi 19 juin, des poursuites judiciaires pour « diffamation envers un ministre » après les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen accusant M. Pierre Joze, le matin même lors d'un entretien sur Radio Monte-Carlo, à propos de la profanation de Carpentras, de s'être « arrangé pour que tous les indices qui existaient soient détruits le premier jour en appelant les gens à venir dans ce cimetière manifester et en ne prenant pas les précautions nécessaires qu'aurait prises un élève brigadier de police ». Dans le même temps, le parquet de Paris a adressé à la présidence du Parlement européen à Strasbourg une demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen.

La lecture du premier procès-verbal rédigé dans le cours de l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras - il est daté du 10 mai, à 13 h 10 - conduit à nuancer fortement la version présentée par M. Le Pen. Ce matin-là, à 11 h 50, soit trente-cinq minutes après que M. Salomon Lévy, qui

s'occupe habituellement du cimetière, eut averti le commissariat de Carpentras, les policiers dépêchés sur place effectuèrent les premières constatations, en présence de M. Lévy et de l'administrateur local des services funéraires juifs. Ils furent rejoints par un médecin légiste, le procureur de la République, un journaliste, et deux adjoints au maire de Carpentras.

Le procès-verbal décrit très précisément l'ensemble de la profanation, la tombe ouverte, le corps exhumé de Félix Germon. Les policiers placèrent sous scellés les principales pièces à conviction trouvées sur place, dont un piquet de parolol de un mètre quarante de long et un nuage d'arrosage qui a servi à soulever le cercueil de Félix Germon. Hormis quelques empreintes de pas et d'autres éléments de faible importance, ils ne relevèrent pas d'indices décisifs et fort peu d'empreintes digitales. Rédigé par un inspecteur divisionnaire, le procès-verbal indique que le piquet de parolol a été « découvert enfoncé de dix centimètres environ dans l'anus du cadavre ». Cette indication sera infirmée par les examens médico-légaux : des premiers résultats du laboratoire interrégional de police scientifique de Marseille, le ressortira en effet que des traces de matières organiques ont été découvertes sur l'extrémité de ce pied de parolol (l'expertise précise qu'il s'agit de débris de peau et de poils humains). L'examen médico-légal pratiqué sur

le corps de Félix Germon révélera que le pied de parolol a « pénétré sous l'anus au niveau du petit fessier, y pratiquant un sillon noirâtre et linéaire d'une dizaine de centimètres et à deux centimètres et demi environ de l'anus ».

Les premières constatations terminées, un cordon de police fut installé autour des lieux de la profanation, afin que les services de l'identité judiciaire du SRPJ d'Avignon puissent poursuivre leur travail. Ce n'est qu'après, vers 16 heures, que le ministre de l'Intérieur arriva à Carpentras.

ERICH INCIVAN

□ **Estreiteurs Mitterrand-Kohl** le 22 juin sur le Rhin. - M. François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl auront des entretiens vendredi 22 juin en Allemagne, dont une partie se dérouleront sur le Rhin entre Bingen et St. Goar. Le président sera de retour à Paris en fin d'après-midi pour y recevoir le premier ministre hongrois, M. Joseph Antall.

□ **HAÏTI** : création d'un front d'opposition. - Quinze partis et organisations de tendance progressiste ont annoncé, mardi 19 juin à Port-au-Prince, la création d'un Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), afin « d'augmenter les chances des forces démocratiques aux futures élections de septembre ». Deux autres coalitions politiques, de tendance centriste, ont déjà vu le jour en 1989 à Haïti. - (AFP)

330 moutons abattus à Poitiers

Des éleveurs et des musulmans en colère

Grosse colère dans la communauté musulmane de Marseille : une remorque transportant un troupeau de trois cent trente moutons, importés de Belgique et destinés à la fête de l'Aïd-El-Kabir le 3 juillet prochain, a été intercepté à... Poitiers. Dans la nuit du 18 au 19 juin, deux cents éleveurs furieux de voir des moutons importés en période de chute de cours ont séquestré le chauffeur du camion et exigé - puis obtenu - l'abattage immédiat du bétail.

Ces moutons avaient été achetés en Belgique par M. Mustapha Simani, PDG des Comptoirs méditerranéens de viandes à Marseille, en vue d'un abattage local selon les règles rituelles de la religion musulmane. M. Simani interprète cette colère des éleveurs comme un acte visant les pratiques islamiques et se réserve le droit de donner toute suite à cette affaire.

IL Y A DAVANTAGE DE CHOIX, DE LUXE, D'AFFAIRES, DE CRÉATION, DE MODE, DE PRIX... (CHEZ RODIN)

...QUE DANS 29 A 30 BOUTIQUE

ET SHOWROOMS REUNIS !

Que la Mode et la Décoration nous emportent, si nous exagérons.

Vérifiez, vérifiez, vérifiez de visu.

Tout un Empire de la Mode depuis 30 F le mètre.

RODIN

367 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

مكتبة

ARTS • SPECTACLES



François Raffinot et sa Compagnie Barocco au Festival Montpellier Danse.

LA DANSE OUVRE L'ÉTÉ CHAUD DE MONTPELLIER Le tourbillon de la ville

Les habitants de Montpellier doivent avoir des rêves stressants. Voir dans leur sommeil s'écailler de beaux hôtels particuliers dix-huitième, instantanément remplacés par des HLM post-modernes; assister à l'implosion de leur cathédrale, disparue, envolée, pour laisser place à un opéra démesuré; et se réveiller en jurant que leur jardin, vraie place royale, n'est plus le Peyrou, mais un désert dallé, planté de béton.

Cauchemars imaginaires, évidemment. Mais fantasmes vraisemblables, dans une ville prise de fièvre bâtarde, soumise année après année à d'invisibles métamorphoses, étendue à de nouveaux quartiers, ouverte à de nouvelles circulations, remodelée: peut-on croiser ailleurs

qu'à Montpellier un piéton stupéfait de ne plus retrouver «son» hôtel de ville, hôtel dont on a soi-même cherché désespérément l'entrée, sans trouver personne qui puisse vous renseigner. Et cela, en plein centre-ville, en plein cœur - greffé - de la cité.

Constatant que Montpellier n'est pas la seule ville de France à souffrir du syndrome de la pelleuse, Frédéric Edelmann en distingue les causes: toute-puissance municipale; interprétation tendancieuse d'une belle idée: la liberté laissée aux volontés locales par la loi de décentralisation. On peut penser de M. Frêche qu'il est un maire à poigne, ou un maire trop pressé. On ne peut nier que sa boulimie de notoriété (pour lui et/ou pour

sa ville) s'exerce aussi, et massivement, au profit des salimbanques, ailleurs moins bien traités. Un petit palais Garnier, un Opéra futuriste, un théâtre parfaitement géré, Bagouet et sa compagnie en résidence toute l'année, un Printemps des comédiens qui laisse place, sans discontinuer, à un Mois de la danse ambitieux, puis à un festival de musique malin, sans oublier des expériences pilotes en terrain défavorisé et l'espoir de hisser un orchestre de catégorie B à un bon niveau européen. Une vraie stratégie culturelle, placée sous le signe du succès obligé et d'une galopante prolifération. Une stratégie moderne, dit-on. (Lire pages 30 à 33.)

ANNE REY

CINÉMA

35

Chahine, toujours



Sous forme de fable autobiographique joyeusement impudique, d'affabulations qui s'enroulent autour des vérités les plus personnelles, le trentième film de Youssef Chahine, *Alexandrie encore et toujours*, raconte les pannes d'imagination, les frustrations de toute sorte, montre le cinéma, la vie. Chahine garde l'enthousiasme de l'éternelle jeunesse.

FÊTE DE LA MUSIQUE 37

Kassav à la Bastille



Installés sur un podium qui cache le grand escalier de l'Opéra-Bastille, Kassav, Mory Kanté, les Nègresses vertes, Toure Kounda, Zouk Machine, Joëlle Ursule, les Gypsy Kings, fêteront le solstice d'été. Des milliers de musiciens les imiteront pour un gigantesque concert des nations qui se déroulera dans deux cent trente-six villes de cinquante-huit pays.

ARTS

39

Warhol, fin de partie

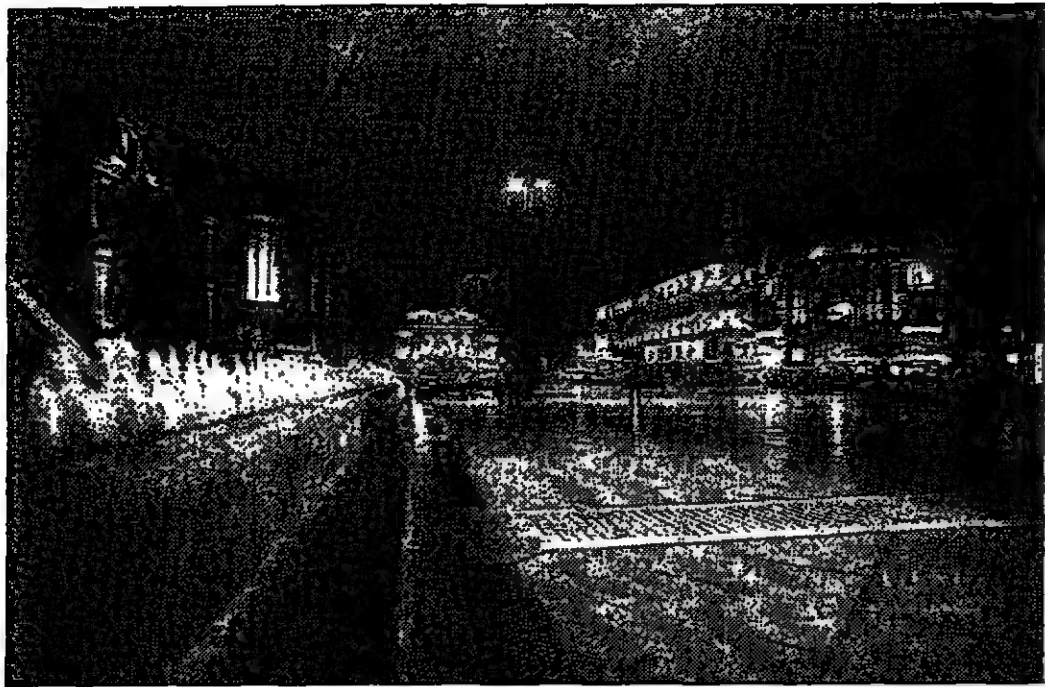


Partie de New-York, en 1989, la première grande rétrospective posthume consacrée à Andy Warhol achève son périple européen au cinquième étage du Centre Georges-Pompidou. Une invitation à revoir l'œuvre, peintures et films, de ce grand champion du star system, qui avait fait aussi de sa vie une œuvre d'art.

PORTRAIT DE VILLE/MONTPELLIER

SURENCHERE CULTURELLE

La multiplication



Place de la Comédie, l'ancien Opéra...

Il a tout décidé, tout construit, il dirige tout. Georges Frêche, maire socialiste de Montpellier, est devenu en treize ans de règne le maître absolu — absolutiste, disent certains — de sa ville. Qu'il s'agisse de la rénovation des quartiers défavorisés, comme la Paillade, de la politique d'urbanisme au centre historique ou de la politique culturelle — création de nombreux festivals, construction d'un palais des congrès, cet énorme Corum qui sera aussi opéra, théâtre et auditorium — Monsieur le maire veut tout, et tout de suite. Frêche, le surdoué ?

«CONTRAIREMENT aux apparences, il ne se passe rien à Montpellier.

Rien ? Trois festivals coup sur coup dont le premier, Le printemps des comédiens, vient de commencer; puis Montpellier Danse, le festival des chorégraphes qui pensent; le Festival de Radio-France et de Montpellier, trois semaines d'où l'inattendu, chaque année, surgit, un programme partagé entre des œuvres très célèbres et des musiciens très oubliés, un parcours accidenté destiné à tous les Français puisque relayé étape par étape sur les antennes nationales de France-Musique.

Et pas des festivals exclusivement : un Opéra classé premier au palmarès des établissements lyriques nationaux, bien noté — et donc confortablement subventionné par l'Etat (ce qui n'est pas le cas, Paris-Bastille excepté, des douze autres maisons du bel canto français). Pour 53 millions de francs de budget (1), quinze productions lyriques à l'année, dont certaines données en concert il est vrai, mais toutes répétées cinq fois au moins, pour un public qui ne cesse de s'étendre et de se diversifier. Un Opéra ? Deux bientôt puisque, à deux pas du premier, au bout de l'Esplanade ombragée, s'ouvre en novembre le

Corum, un palais des congrès et son tiers culturel : cent vingt jours sur les trois cent soixante-cinq de l'année promis à Meyerbeer, à Berlioz, à Rossini, et au Théâtre des Treize Vents de Jacques Nichet (un théâtre qui marche); cent vingt jours partagés aussi avec les créations du Centre chorégraphique de Dominique Bagouet, centre qui pourrait bientôt faire des petits, comme une Cité européenne de la danse, par exemple (lire l'interview du chorégraphe page suivante).

L'Europe ? Pardons-en. Henri Maier, directeur général adjoint des Opéras de Montpellier, a damé le pion, sur ce thème, à Dominique Bagouet puisqu'il a pris l'initiative, voilà plus d'un an, d'une association lyrique européenne basée à Montpellier et déjà forte de trente théâtres associés. Cette association vient d'avoir l'idée de créer, à deux pas, — à Lisbonne — l'Européa-Studio d'où sortiront, après une formation de haut niveau, les chanteurs, mais aussi les régisseurs, éclairagistes, coupeurs-couturiers après lesquels, faute d'une formation professionnelle appropriée, pleurent actuellement les établissements spécialisés. C'est l'Opéra-Studio de Louis Erlo élargi aux dimensions de la Communauté des Douze !

Quoi encore ? Un Zenith, ne serait-ce que pour affirmer que le challenge culturel avec Paris n'est pas une plaisanterie; des états généraux du rock; une Jazz Action d'honorable niveau; un mois baroque...

«Il ne se passe rien à Montpellier...» Si l'affirmation doit être prise en considération, c'est qu'elle émane d'un musicien, claveciniste né à Montpellier, organiste aussi, et organisateur, du temps où Scott Ross vivait (à quelques kilomètres du centre, mais les édiles culturels de la ville ont toujours paru l'ignorer), des rencontres d'Assas, sorte de Royaume, de Cersy de l'art de jouer les auteurs anciens au clavier. Or, s'il ne se passe rien à Montpellier aux yeux de Georges Charles, c'est que la ville est tout simplement «sous perfusion culturelle».

Un vernis, oui, et de bel écat, a recouvert la cité : «Il ne se passait rien, encore moins que maintenant, quand Georges Frêche est arrivé à la tête de la municipalité», reconnaît Georges Charles. Mais pour que naissent en treize ans tous ces festivals, cette activité forcée à l'année, «il a fallu faire venir — de Paris ou d'ailleurs — et les organisateurs et les idées. Des superstructures sont nées. Mais est-ce en développant les superstructures que les gens feront plus de musique à Montpellier ? Il n'y a toujours pas de classe d'orgue, ni de classe de clavecin au conservatoire (un comble dans la ville où Alys a été créé).

Et voilà qu'un débat de fond pointe le nez. Au début des années 70, il aurait été vivement tranché : on croyait ferme alors — ou l'on faisait semblant d'en être persuadé — qu'une institution (Opéra, théâtre, salle de concerts) était de piètre utilité si l'on n'allait pas ramener le talent, la

«créativité», là où elle sommeille : au fin fond de l'imagination de chacun. C'était le temps où les artistes, musiciens ou plasticiens, descendaient dans la rue; où s'intégraient aux œuvres des fragments de réalité; où un créateur se mêlait, des mois durant, aux amateurs pour faire surgir avec eux, de leur horizon familier, l'aurore d'une œuvre destinée à demeurer le bien de la collectivité.

Aujourd'hui, les maisons de la culture, paquebots dits surdimensionnés, connaissent les difficultés constitutionnelles que l'on sait, leur temps est passé. Et les diffuseurs ont su repérer les secteurs culturels susceptibles de faire le plein (opéra, musique ancienne, grandes rétrospectives picturales). L'idéal — l'utopie ? — d'une création d'émulation, d'une création collective, a vécu.

Mais nulle part ses funérailles ne sont aussi brutalement célébrées qu'à Montpellier. Ici, les équipements comme les événements culturels ne se contentent pas de croître, de multiplier et d'attendre des scores de remplissage records (80 % de fréquentation pour le vieux Opéra qui ne possède que 800 places à bonne visibilité sur 1200). Ces événements, ces équipements se veulent coups d'éclat, coups de force ou brutales émanations d'une volonté venue d'en haut — même si, en parallèle, peuvent être menées des actions sur le terrain (lire l'article de Jacques Monin, ci-dessous). Cases luxueuses, offertes à bon prix (la place, au nouvel Opéra, le Corum, n'excède pas 250 F, mais cases tout de même, aménagées «pour le bien de tous», a priori, par un grand maître des cérémonies.

Le caractère de Georges Frêche, ses goûts (aime-t-il la musique, ne l'aime-t-il pas ?), ses manières (brusques, très brusques), ses colères, sa culture classique de bon aloi constituant le sujet de conversation préféré des Montpelliérains, nous n'avons pas tardé à savoir, d'un de ses collègues à la faculté de droit, que Monsieur le maire était né sous le signe du cancer : séduction, versatilité. Tout prouve en tout cas, en traversant la ville, qu'un climat d'urgence, de fébrilité, d'instabilité, s'y est installé par le simple fait que le grand ordonnateur des festivités — et de l'urbanisme — aime aller vite, très vite et que l'intendance suit.

Ce sont les quartiers anciens du centre-ville, baptisés du jour au lendemain «centre historique», proposés aux touristes pour «une visite à pied avec guide» : presto embaumement. C'est cet immeuble sis à deux pas de la Maison du peuple, sur l'Esplanade, qu'on a fait proprement imploser en une minute trente et que remplace désormais un beau gazon, piff, piff, envolé ! Ce sont ces façades anciennes, ravalées par sablage, technique ravageuse que Paris a abandonnée. Ce sont évidemment ces arbres de la Canourgue, coupés en pleine nuit par les employés municipaux (lire ci-contre «Le syndrome de la Canourgue, de Frédéric Edelmann»).

OPÉRA ET CINÉMA DANS UN QUARTIER DÉFAVORISÉ

La Paillade rhabille son béton

LA Paillade. Un quartier de trente mille habitants rejeté au nord-ouest de Montpellier. Une excroissance vieille de vingt ans, fruit d'une liaison adultère entre une architecture fonctionnelle sans inspiration et une politique sociale aveugle. Dans des tours croisées par des barres de béton se sont entassées des populations pour la plupart d'origine immigrée où se côtoient gitans et maghrébins.

Aujourd'hui, la municipalité rame à contre-courant afin de rendre à ce quartier une certaine douceur de vivre. On repeint les cités HLM en rose ou en bleu. Les étudiants, relégués massivement, viennent leur donner de nouveaux airs de campus. Equipements sportifs et culturels, animations, parviennent à estomper l'impression de malaise liée à la hauteur des tours et à une réputation apparemment indélébile.

C'est pourtant là, au fond de la cour d'une ancienne caserne de pompiers reconstruite en Maison pour tous Léo-Lagrange, qu'une quarantaine d'adolescents de douze à seize ans, venus de tout Montpellier, se retrouvent deux fois par semaine et pendant les vacances scolaires pour s'initier à l'art lyrique. Lucie, Ghyslain, Dounia, Sarah et les autres travaillent leur voix, improvisent, jouent et découvrent une musique qu'ils ne connaissent pas, avec pour objectif la production d'un opéra *Republica, Republica*. Le spectacle sera présenté à Montpellier en septembre prochain avant d'être donné dans d'autres villes de France.

Au cours des répétitions, les jeunes proposent des situations et des personnages en liaison avec leur préoccupation du moment, à l'intérieur d'une trame imaginée par le chef d'orchestre et compositeur Dulgare Vladimir Kojouharov. Sur la base de ces entretiens, celui-ci rédige progressivement un texte en rapport avec leur sensibilité, où se mêlent skate-board, violence et liberté. Même sa musique s'inspire du rock ainsi que d'éléments harmoniques et rythmiques qui permettent à ces néophytes de rester en terrain connu. Malgré des exigences sévères d'assiduité aux répétitions, l'amal-

game s'est bien fait. Les adolescents, à la recherche d'eux-mêmes, et pour certains à cheval entre deux cultures, ont trouvé des rôles à leur mesure. Vladimir Kojouharov, premier prix de direction d'orchestre du conservatoire de Sofia, invité régulier aux Etats-Unis et au Canada, avait l'expérience des enfants pour avoir monté à Paris puis à Montpellier le *Paradis des chais*, aujourd'hui repris à Nice, Bordeaux et Toulouse. Après avoir lancé l'opération baptisée désormais «Opéra Junior», dans laquelle l'Opéra de Montpellier a investi 2 600 000 F cette année, il a élu domicile dans la cité languedocienne à deux pas de l'Opéra de la place de la Comédie.

Mais à la Paillade, il a eu le coup de foudre pour une salle, en cours d'aménagement, située en contrebas de son lieu de répétition. Celle dont il rêvait pour monter son premier opéra pour adolescents. Dans cet ancien hangar sombre, profond de 50 mètres, d'où s'élève encore un salpêtre chargé d'histoire, il va pouvoir façonner son nouveau lieu de représentation.

A une centaine de mètres de là, coincé entre deux barres de béton, la Paillade s'est offert un des trois cinémas d'art et d'essai de la ville. De ces cinémas qu'on ne trouve pas sur la place de la Comédie et où les films ne se projettent qu'en version originale. Le complexe flamboyant neuf est équipé de deux salles, dont la plus grande possède le dolby stéréo. Géré par la SARL Diagonal film diffusion, elle est l'aboutissement de huit ans d'efforts.

En 1981 déjà, cette petite équipe de cinéphiles emmenée par Antoine Pérénigues, l'actuel directeur de la société, projetait de créer un cinéma dans ce qui était encore un désert culturel. La petite troupe, à force d'acharnement, de semaines folles à apprendre la projection ainsi que la gestion, n'a d'abord racheté une salle dans le quartier de Celleneuve, en sortie ouest de la ville, puis un complexe classé «recherche», proche des facultés. Leur réussite (cent trente mille entrées en 1989 sur les deux) s'est soldée en février 1989 par la construction du Diagonal Paillade dont les locaux,

financés par la société d'aménagement de la région de Montpellier, ont été loués pour dix ans à la SARL.

Avec déjà plus de cinquante mille entrées l'an dernier, le pari est gagné. Le nouveau cinéma bénéficie de la synergie de ses petites sœurs du centre-ville qui lui font sa publicité, à travers un programme distribué gratuitement à trente mille exemplaires. Paradoxalement, nombreux sont les habitants de la Paillade qui découvrent régulièrement son existence alors que des habitués fidèles par les cartes d'abonnement viennent déjà du centre-ville. La programmation fait mouche, avec une alternance de grandes reprises et de films inconnus. Il arrive qu'un couple d'immigrés ressorte ravi d'avoir visionné une œuvre algérienne difficile, en arabe.

Le Diagonal se lance maintenant dans des semaines du cinéma africain ou de l'environnement. Dans le bistrot créé à l'intérieur du cinéma, le son des vidéocassettes se mêle aux conversations. Car le Diagonal est aussi un lieu de rencontres et d'animation. Ce facteur de développement d'un quartier que l'on disait marginal se retrouve progressivement au cœur de sa cible initiale : celle d'un public plus jeune, cinéphile et étudiant qui repeuple la Paillade. Par volonté politique, parce qu'à tout prendre le quartier n'est pas trop loin des facultés, des sociétés médicales s'installent à côté, et parce que les prix des appartements n'ont ici aucune commune mesure avec ceux du centre-ville.

Autre signe de cette évolution, un marché hebdomadaire de la création, à l'image de celui de Lyon, a vu le jour il y a trois semaines à la Paillade. Une quarantaine d'artistes et d'artisans d'art sélectionnés par un jury arrivent du Languedoc-Roussillon, mais aussi des Bouches-du-Rhône. Bientôt ses organisateurs feront leurs comptes et décideront s'il est possible de le pérenniser. Persuadés que, si ce n'étaient ces sacres tous de béton, ce quartier maudit pourrait bien devenir un jour le nouveau lieu branché de Montpellier.

JACQUES MONIN



Tournée vers le sud, cette porte symbolise l'ouverture européenne et la croissance récente de Montpellier.

PORTRAIT DE VILLE/MONTPELLIER

ET COMPÉTITION EUROPÉENNE

des pleins

Ainsi s'explique sans doute la fascination inquiète avec laquelle les Montpelliérains parlent de leur maire, sur le thème « Qu'est-ce qu'il nous prépare encore ». Cela justifie en tout cas que des associations de défense ou autres comités de sauvegarde se soient constitués.

Oui, tout va vite à Montpellier : le Corum, ce Palais des congrès-Opéra-salle de concert, dont l'architecte Claude Vasconi (maître d'œuvre du Forum parisien) a plaqué l'énorme et péremptoire façade de granit contre la falaise qui domine la route venant de Nîmes (l'entrée, qui clôt l'Esplanade, étant d'une discrétion exemplaire), ce Corum tant décrié pour sa grandiloquence architecturale, le Corum, donc, est loin d'être terminé - les salles de répétition de l'orchestre et des chœurs, les loges d'artistes en particulier. Mais le Corum fonctionne déjà sans discontinuer. Il a abrité les premiers tours de roue de la Clio (un spectacle avec liaison satellite et lasers), les congrès succédant aux congrès, et il faudra bien que tout soit prêt en coulisse pour l'arrivée des *Huguenots*, le 24 novembre (2).

Le coût de construction du Corum avait été estimé à 220 millions. Il serait en réalité de 800 millions, d'un milliard selon les plus pessimistes, mais rien d'officiel n'a été dit par la Ville à ce sujet. La particularité de ce bâtiment communal est de n'être pas exploité en régie ou concédé à une société privée mais géré par une société à responsabilité limitée, la Société Corum (le président délégué en est Jean Ravel, ancien patron du Palais des congrès de la porte Maillot; ses deux directeurs adjoints sont François Barbance, responsable des activités « congrès », et Henri Maier, pour l'ensemble des activités « culture » : théâtre, orchestre, danse, opéra. Henri Maier a, de plus, la haute main sur l'ensemble des activités lyriques, tant au Corum - pas plus de trois productions dans l'année - qu'en face, au vieux Opéra).

La société Corum posséderait un actionnaire unique : la SERM (Société d'équipement région Montpellier), SERM dont la Ville de Montpellier détient désormais 56 % du capital, le reste des actions étant réparti entre la Caisse des dépôts, la chambre de commerce, le département de l'Hérault, Palavas, le district, la Caisse d'épargne et la Société du marché d'intérêt national de Montpellier. La SERM aurait un seul actionnaire privé, qui ne détendrait qu'une action de 100 F, et qui se trouverait être le directeur de la société centrale de l'équipement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts et Consignations.

Logiquement, nous a-t-on dit, c'est la Ville qui devrait présider le conseil d'administration du Corum. Or le président en serait M. Frêche en personne, domicilié chez lui en tant que personne physique. Il ne faut pas pousser beaucoup ses adversaires pour que ceux-ci

soupçonnent la société Corum « d'avoir été constituée pour occulter la transparence financière d'un service public ».

C'est encore sur le thème de la rapidité et sur celui de la personnalisation que s'est effectuée fin janvier la prise en main par René Koering de l'Orchestre de Montpellier. Les grandes manœuvres de « politique politicienne » dont l'orchestre a failli faire les frais en 1987 suffiraient à démontrer l'importance de l'enjeu culturel dans la tactique d'un maire socialiste depuis que le conseil régional est passé à l'opposition.

Dans l'entourage de M. Jacques Blanc (UDF-PR), actuel président du conseil régional, on parle d'« OPA de Georges Frêche sur l'orchestre alors que le conseil régional, principal subventionneur, n'était demandeur que d'une représentation plus équilibrée au conseil d'administration ». L'autre camp parle sans fioritures de « lâchage » des musiciens par la région. Ce qui est sûr, c'est que l'orchestre s'est trouvé privé de 11 millions de subvention après les élections de 1987 (l'Etat en versait 7, la Ville 2,5 seulement, et le département 1,5). « Ces 11 millions, je les paierai s'il le faut », a lancé M. Frêche. Il le fallait.

Qui lui a soufflé l'idée de faire examiner par un audit la gestion de cette formation, ainsi ramenée du statut d'orchestre régional à celui de formation municipale? L'Etat, dit-on, en tant qu'important bailleur de fonds. Enfin, l'Etat n'a pas dit non. Sous-utilisation de l'orchestre : tel fut l'essentiel des conclusions (mais les musiciens l'ont remarqué, avec raison, que l'audit fut commandé au moment même où la région s'était désengagée, les concerts décentralisés avaient tous été annulés, ainsi qu'une importante tournée en Allemagne). Un directeur fut nommé, alors même que restait en fonction l'ancien directeur musical : Cyril Diederich, en poste depuis 1984, et, depuis, identifié, à tort ou à raison, comme l'un des agents principaux du redressement musical de la cité. Comme l'orchestre, il partageait ses fonctions entre concerts et opéras. Diederich dirigeait chaque année plusieurs œuvres d'importance au Festival de Radio-France et de Montpellier créé en 1984 par René Koering, compositeur et producteur à France-Musique.

Cette année, le nom de Diederich ne figure pas au programme du festival. C'est que René Koering a été nommé par Georges Frêche directeur de l'orchestre. Il a demandé à Diederich de « travailler sous ses ordres ». L'ancien assistant de Baudouin et de Casadeus a refusé. Et, tout en acceptant de diriger chaque année quelques opéras pour son ami Henri Maier, Diederich a, un peu contrit, un peu forcé, passé la main pour toutes les activités symphoniques de l'Orchestre de Montpellier. Il affirme « diriger ses doubles croches dans la sérénité » -



... et fermant l'Esplanade, le nouveau Corum.

et serein, sans mentir, il l'est - Koering donc a tracé sans tarder, dans le style frêchien, un plan de campagne pour « son » orchestre, un plan ambitieux, séduisant, convaincant, un plan original qui pourrait bien arracher cette formation de très jeunes musiciens à son non-retour de série B (3).

« Le chemin que Koering prend est le bon », nous a dit Alain Moglia, qui a signé le 1^{er} mai un contrat de trois ans pour le poste de violon solo à Montpellier. Moglia était super soliste à l'Orchestre de Paris avant d'exprimer par sa démission « sa légère déception envers les choix musicaux de Semyon Bychkov », le successeur de Barenboim. Que Moglia ait cru en Koering - alors qu'il avait refusé les sollicitations de Diederich - est un signe qui ne trompe pas, et une excellente publicité.

Les musiciens d'orchestre français détestent le changement, dit-on. Mais avant même d'être informés sur le détail des programmes de l'année et sur l'identité des chefs qui les feront travailler (4) - il n'y aura plus pour l'instant de chef permanent - les musiciens, outre de sérieuses revendications de détail, n'expriment qu'un seul souhait : travailler enfin dans le calme. La

métamorphose d'un orchestre demande du temps. Cette fois, monsieur le maire, il faudra être patient.

ANNE REV

(1) Rappelons que le budget de l'Opéra de Paris est d'un peu plus de 425 millions et que les treize théâtres de la RTLMP n'auront reçu globalement en 1989 que 65,53 millions. La subvention du ministère de la culture à l'Opéra de Montpellier était la même année de 4,3 millions.

(2) Le Corum s'ouvre à la musique, les 24, 27 et 30 novembre, avec les *Huguenots*, de Meyerbeer, dirigés par Cyril Diederich et mis en scène par Giancarlo Del Monaco. Rens. : (16) 87-66-31-11.

(3) René Koering a prévu également la création d'un ensemble permanent pour la musique contemporaine basée à Montpellier et constitué, dans un premier temps, autour de plusieurs percussionnistes, un piano et une harpe. Créer un InterContemporain montpelliérain constitue une autre ambition de taille.

(4) Comme il le fait dans son festival d'été, René Koering continuera à manifester, à la direction de l'orchestre de Montpellier, sa célèbre prédilection pour des œuvres rares ou jamais jouées. Sachant qu'il ne peut pas encore s'assurer la collaboration de chefs de toute première pointe, il a invité quelques baguettes moins célèbres qu'incontestables : Krivine, Lambert Gardelli, Zoltan Pesko, Youri Temirkanov, Marek Janowski, et des solistes aussi marquants que Cécile Ousset, Stephen Hough ou Matt Haimowitz.

LE PATRIMOINE MENACE PAR LES POUVOIRS LOCAUX

Le syndrome de la Canourgue

Le syndrome de la Canourgue a commencé de se manifester après la décentralisation, mais c'est très récemment qu'on a entrepris d'en décrire les manifestations, et à prendre la mesure des dégâts qu'il peut provoquer. Il doit son nom à l'une des plus belles places de France, la place de la Canourgue, à Montpellier, place née des hasards de l'histoire, et qu'un mauvais projet de parking menace d'altérer dans la forme comme dans l'esprit (le Monde du 30 août 1989).

Depuis bientôt un an, frappée de plein fouet par le symptôme, la place, inimitable espace laissé dans les ruelles de la vieille ville par un projet inachevé de cathédrale, et qui passe pour l'un des plus merveilleux ensembles du sud de la France, fait l'objet d'un bras de fer entre le maire et une association à l'avenir prometteur (1).

Pour le maire, Georges Frêche, les 270 malheureuses places de parking prévues dans les sous-sol et confiées de longue date au groupe GTM Entreprise semblent être devenues un enjeu vital, manifestement sans rapport avec la réalité des problèmes de stationnement dans la ville. Pour l'Association de sauvegarde de la place de la Canourgue, animée avec vaillance par Paule Hamberger, les interrogations sont aussi nombreuses que les certitudes, et l'enjeu dépasse désormais de beaucoup le sort de la seule place. De deux ou trois amis, au moment de la création de l'association, ils sont aujourd'hui plusieurs centaines à partager les mêmes inquiétudes, rejoignant en cela le plus ancien Comité de sauvegarde du patrimoine du Pays de Montpellier (2).

Mais sans doute la Canourgue a-t-elle une réelle valeur d'exemple. Pour répondre à une lettre de l'écrivain Robert Merle, qui prenait la défense de l'initiative municipale, une pétition a été lancée, demandant à Jack Lang un classement d'urgence, et où l'on retrouve pêle-mêle les noms de Jacques Le Goff, Haroun Tazieff, Michel Polac, Paul Guth, Alphonse Boudard, André Chastel, François Jacob et, bien sûr, une myriade d'artistes montpelliérains, d'origine ou d'adoption...

Le syndrome de la Canourgue présuppose un terrain favorable. Au départ, il faut que la ville soit solidement prise en main par une personnalité entrepreneur, solidement installée dans sa municipalité. On assiste à une substitution progressive du principe de pouvoir à celui de finesse dans le champ du patrimoine et de l'architecture. Simultanément, les autorités de tutelle du patrimoine - le ministère de la culture pour les monuments, celui de l'équipement pour les sites - se trouvent frappées d'une étrange langueur. Les instances compétentes « décentralisées » se découvrent une vibrante harmonie avec l'heureux élu, les représentants de l'Etat censés limiter les dégâts abandonnent prudemment leur sens critique, les experts enfin parviennent à d'hilarantes conclusions lorsqu'il s'agit de soutenir les pouvoirs locaux, mais préfèrent se faire porter pâles lorsqu'il s'agit de s'y opposer.

Pour en rester à l'exemplaire Canourgue, l'évolution de la situation depuis août dernier est, comme il se doit, caricaturale du syndrome. Le 8 octobre, à 3 heures du matin, une partie des arbres qui bordent la place sont tronçonnés sous l'œil expert d'un architecte municipal. Il s'agit de platanes relativement « jeunes » et non des formidables microcousiers, mais on voit bien comment, par ce type de besogne, peut se trouver altéré l'esprit d'une place ombragée, comme on atteint, en lui tondant le crâne, la personnalité et la dignité d'un individu. A sa manière, le tribunal administratif répondra cependant à cette brutalité : le 12 janvier, alors qu'aussi bien l'architecte du secteur sauvegardé que l'architecte des Bâtiments de France ont entériné le projet de parking de GTM Entreprise, il donne raison à l'association de défense de la Canourgue et ordonne le sursis à exécution des travaux.

Qu'à cela ne tienne. Le maire, au milieu du mois de mai, « revoit sa copie », comme le titre joliment *Midi libre*. Il retire le permis de construire incriminé, pour en déposer tout aussitôt un autre, fort semblable, qui conserve le même nombre de places de parking (270

pour tout ce gâchis!), mais s'éloigne un peu des fameux microcousiers pour se rapprocher de l'autre côté de la place. Dans le même temps, un pittoresque rapport d'expert vient recommander l'abattage de trois des arbres. Contre-expertise de l'association de défense, qui découvre des racines là où le premier n'en percevait pas. Mais le doute est jeté sur l'intérêt écologique du site.

Un autre projet vient alors légitimer le parking : la surélévation du Palais de justice tout proche, perfection néo-classique du dix-neuvième siècle qui se trouve donc à son tour menacée, doit en effet trouver ses places de garage. Où ça? Sous la Canourgue, forcément. Reste, pour ficeler dignement l'affaire, à retrouver l'appui des citoyens. Georges Frêche, avec la question des ordures ménagères, a récemment fait l'expérience des référendums. Ils n'ont pas de valeur légale, pas de valeur représentative. Qu'importe s'ils peuvent servir l'« intérêt général », qui se trouve être celui du maire. Au contraire même, cette absence de valeur permet de les organiser comme on veut. Pourquoi, pour la Canourgue, ne pas sélectionner les votants selon des critères qui serviront bien sûr l'« intérêt général »?

Alors on se tourne à nouveau vers l'Etat. Quand même, cet endroit est un site classé, dans un secteur sauvegardé! Jack Lang vient de montrer à Toulouse, pour l'affaire de Saint-Sernin, qu'il savait résister aux pressions partisans, écouter les spécialistes nationaux. Mais voilà, pour que l'ordre des choses soit respecté, il faudrait au moins que la commission régionale du patrimoine, une de ces fameuses COREPHAE issues de la décentralisation, saisisse la Commission supérieure des monuments historiques, qui elle-même pourrait alors saisir le ministre. Or, à Montpellier, la COREPHAE est muette sur le sujet. On n'en parle pas, on ne l'évoque pas, comme en témoignent les procès-verbaux de séance des derniers mois. La Canourgue? Sujet tabou.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Association de sauvegarde de la place de la Canourgue, 5, place de la Canourgue, 34000 Montpellier.

(2) Comité de sauvegarde du patrimoine du Pays de Montpellier, 22, rue de la Sauzède, 34000 Montpellier.



Pertout au centre historique, le moderne s'est frotté à l'ancien. A qui la victoire?

PORTRAIT DE VILLE/MONTPELLIER

DOMINIQUE BAGOUET PRÉPARE LA « CITÉ EUROPÉENNE DE LA DANSE »

Un grand projet à petits pas

Montpellier a un chorégraphe à demeure : Dominique Bagouet. Et un grand festival de danse d'été que dirige Jean-Paul Montanari. Pourtant la compagnie Bagouet ne tourne pas, ou peu, dans sa région. A Montpellier, la danse est-elle traitée en reine comme les édiles le prétendent ?

« **Q**UELLES sont les raisons de votre installation, à Montpellier, il y a dix ans ?
— En 1979, Georges Frêche, qui était déjà maire, a vu Ribate, Ribate, une pièce contemporaine très dansée, sur des musiques auvergnates. Il en avait aimé le paradoxe... Il est venu nous voir à l'entracte, a posé une fesse sur la table de maquillage et nous a proposé de nous installer dans sa ville. En mars 1980, nous débarquions, à l'hôtel, avec armes et bagages, pour démarrer la préfiguration des centres chorégraphiques que les régions et le ministère s'approprièrent à mettre en place. A l'époque, nous avions environ 200 000 francs : le bonheur !

« La ville et le ministère ont investi à parité : puis le conseil régional a suivi. Aujourd'hui, ce dernier nous finance à hauteur de 1,2 million. Le conseil général ne nous a jamais donné plus de 35 000 francs ; et pourtant la région n'est pas socialiste, voire franchement à droite... Le département est socialiste, mais probablement d'une tendance différente de celle de Frêche...

— Etiez-vous le premier artiste à servir la politique culturelle du maire ?

— Jérôme Savary a été nommé après moi. J'ai ressenti ce choix comme une mise en cause populaire de mon travail, jugé trop élitiste par la municipalité pour remplir les salles. Georges Frêche ne s'est d'ailleurs jamais gêné pour me dire qu'il n'aimait pas les créations qui ont suivi Ribate, Ribate ! Il n'a pas pour autant essayé d'influencer ma ligne artistique. En revanche, dans les années 1984-1985, j'ai eu des « clashes » avec le conseil municipal pour cause de déficits inacceptables, et Frêche a piqué de grosses colères, que je comprends avec le recul. Nous avons engagé une administratrice, Nicole Raulin, qui a mis de l'ordre dans nos finances. Il est vrai aussi que lorsque j'ai vu la ville prendre à sa charge l'orchestre, avec Cyril Diederich à sa tête, j'ai pensé que j'allais en faire les frais (lire l'article d'Anne Rey pages précédentes). Je me sentais mal-aimé, prêt à partir à l'étranger, où j'avais des propositions.

— Pourquoi Georges Frêche a-t-il choisi en priorité un chorégraphe pour bâtir sa politique culturelle ?

— Il a beaucoup de nez ! Et c'est un dévoreur de journaux. Il savait que j'avais gagné le concours de Bagouet, très connu dans le milieu, mais confidentiel par ailleurs. Il savait aussi que j'avais le ministère derrière moi. Mais son choix pour la danse est sincère ! Cet art est lié chez lui à des souvenirs de potache : il a été boy, ou figurant, dans les derniers spectacles de Mistinguett au Casino de Paris.

— Comment vous sentez-vous en tant qu'artiste à Montpellier ?

— Ma dernière création, *Meublé sommairement*,



Dominique Bagouet dans « Meublé sommairement ».

est un grand succès public : il n'est passé, au cours de la saison, qu'une seule fois à l'Opéra. la veille de l'Ascension ! Nous en sommes réduits à faire des rencontres-démonstrations au petit théâtre Iséon : nous avons effectué aussi un excellent travail, aidé par la direction départementale de la musique en milieu scolaire.

— Nous ne tournons pas dans le département. Cela commence seulement dans la région : à Alès, à

Nîmes, où Marie Colin du Festival d'Automne prend des fonctions. Mais aussi à Narbonne, à Collioure, Carcassonne, Mende. Georges Frêche et Jacques Blanc, au conseil régional, savent peu à peu assouplir les résistances politiques.

— Votre projet d'école est-il définitivement enterré ?

— Le ministère veut que l'enseignement passe par les conservatoires, la Cité de la Villette. Toutefois, Brigitte Lefèvre, déléguée à la danse, a créé une cellule d'insertion professionnelle autour de ma compagnie : six danseurs en formation qui travaillent avec des chorégraphes aussi différents qu'Andy Degroat, Odile Duboc, Régine Chopinot, Artefact, etc., qui écrivent pour eux des morceaux : un répertoire que ces jeunes danseurs font tourner. Ils n'acquiescent pas seulement une technique, aussi bonne soit-elle, ils comprennent ce qu'est l'interprétation, la scène... Je suis inquiet de voir le projet d'une grande école, réservée au classique, se réaliser à Marseille sous la direction de

Roland Petit. Il y a déjà l'excellent centre de Rosella Hightower à Cannes. Il y aurait plus que jamais besoin d'un pôle fort pour la danse contemporaine dans le Midi.

— Est-ce le poids de Vigoroux contre celui de Frêche ?

— Le problème ne se pose déjà plus en ces termes. Nous l'avons abordé autrement avec Jean-Paul Montanari, qui, depuis qu'il dirige le festival de danse, est venu dynamiser et fortifier ma position dans la ville. Nous avons l'idée d'une cité européenne de la danse. Une structure qui regrouperait et le centre chorégraphique et le festival, avec la volonté d'accueillir des compagnies en résidence, des enseignements différents, des chercheurs, des colloques... Il est question de nous installer aux Ursulines : ce qui ne serait pas un luxe ! La première chose à faire est de réinstaller la compagnie dans de bonnes conditions. Nous n'avons jamais eu qu'un seul studio. Le maire est totalement acquis au projet de cité européenne, qui est actuellement à l'étude au ministère. C'est là une orientation possible pour des centres chorégraphiques qui plafonnent : Jean-Claude Gallota ne me démentira pas ! Mais nous sommes gourmands : il nous faudra des moyens honorables. J'ai déjà proposé à Trisha Brown de venir en 1992. A suivre...

— Georges Frêche, est-il toujours seul à décider de tout ?

— Jusqu'à présent : oui ! Mais depuis peu il y a avec lui une femme, Joëlle Pingaud, attachée aux affaires culturelles de la ville. Elle était auparavant à la tête de l'école d'art, sans direction depuis son départ.

— Que pensez-vous des choix du festival de danse ?

— Jean-Paul et moi nous discutons de l'ensemble. Je ne suis pas toujours d'accord. Ces dernières années, je les trouvais parfois trop complaisants. Mais il a aussi des impératifs de public et des salles à remplir. Moi, je ne voudrais que des inconnus, des nouveautés. Cette année, je suis en accord total avec le choix des chorégraphes belges. Nous avons en commun le goût de la danse traditionnelle que nous défendons. Le grand maître de Bharata natyam (style de danse du sud de l'Inde), Muthuswamy Pillai, viendra en France, cet été, pour la première fois.

— Comment allez-vous fêter vos dix ans à Montpellier ?

— A la veille de mes quarante ans, j'ai envie de retrouver mon adolescence. Je fais une création sur *Strange Days*, le deuxième disque des Doors. C'est une musique affective, reliée à une époque de révolte et d'espoirs. J'aime la vie de Jim Morrison, sa voix, sa mort. Je reprends aussi des extraits de mon répertoire : des duos de *Désert d'amour* et du *Crawl de Lucien*, une suite du *Saut de l'ange*, et deux des *Petites Pièces de Berlin* : des morceaux choisis complètement retravaillés, parfois détournés. J'ai eu aussi le désir de partager mon budget avec mes danseurs qui voulaient chorégraphier. Le programme s'appelle *Courts et moyens métrages*.

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD.

* « Courts et moyens métrages » sera joué les 4 et 5 juillet, cour des Ursulines, à 22 h, et les 11 et 12, à l'Opéra, à 21 h 30. Les 11 et 12, travaux des élèves en cellule d'insertion professionnelle, Opéra, à 18 h 30. Les renseignements sur les autres spectacles du Festival Montpellier Danse se trouvent page ci-contre.

Le credo de Jean-Paul Montanari

« Qu'on ne me dise pas que le public montpelliérain ne vient pas au festival de danse, dit Jean-Paul Montanari, il assure à lui seul 60 à 70 % des recettes ! Il est vrai que la danse n'a pas sa juste place au cours de l'année, à la fois dans la ville et dans la région. Mais l'opéra existe-t-il à Aix en dehors du festival ?

En dix ans, nous avons créé un public d'environ six mille personnes, amateur de création contemporaine. Ce serait assez pour permettre une programmation annuelle s'il n'y avait des conflits entre les structures et les hommes pour des raisons politiques...

« Désormais, le festival marche tout seul. Aujourd'hui, le projet d'une Cité européenne de la danse retient mon énergie : une cité dirigée vers le sud, le Portugal, l'Espagne, le Maghreb. Imaginons Trisha Brown invitée en résidence et travaillant avec des danseurs espagnols !

Ce devrait être un pôle d'excellence pour la danse, à la fois de création et d'enseignement. Montpellier est une ville californienne : la présence du corps est sensible partout.

» Je suis arrivé dans cette ville avec Domini-

que Bagouet en 1980. Le maire, Georges Frêche, m'a beaucoup appris. Bagouet dit qu'il a été danseur au Casino de Paris, aux côtés de Mistinguett (lire ci-dessus l'entretien avec le chorégraphe). Je crois qu'il s'agissait en fait de Line Renaud. De toutes les façons, il aime danser : quand il était étudiant, il était capable de partir en stop pour Vienne et de valser le temps d'un week-end ! »

CHIFFRES

Budget du Centre chorégraphique du Languedoc-Roussillon : 8 millions de francs, dont 2 millions de l'État, 1,2 million de la région, 1 million du district (les quatorze communes autour de Montpellier), 300 000 francs de la ville et 45 000 francs du conseil général. Les recettes de la compagnie s'élèvent à environ 45 % du budget.

Budget de Montpellier Danse : 3 millions de francs de la ville, 2,3 millions du district, 150 000 francs du conseil régional, 1 million d'aide technique de l'État, auxquels s'ajoute 1,5 million de mécénat, dont 1 million de l'UAP. Les recettes venant du public s'élèvent à 1,2 million.

DANSE

Centre Georges Pompidou

20 et 21 juin 20 h 30, 22 juin 18 h 30

pour la première fois à Paris

TANZTHEATER

REINHILD HOFFMANN

LES ROIS ET LES REINES

Grandé Salle - réservation 42.74.42.19

SUMMER INTENSIVES

L'AMERICAN LANGUAGE PROGRAM de l'American Center

du 2 au 13 et/ou du 16 au 27 juillet

pour touristes, gens pressés, lycéens en mal d'anglais (à partir de 15 ans).

préparation au T.O.E.F.L. du 4 août

Formation professionnelle continue

Rive Gauche 1 place de l'Odéon 75006 Paris. Tél : 46 33 18 52

Rive droite 49, rue Pierre Charron 75008 Paris. Tél : 42 56 25 49

DISCRIPTIONS MAINTENANT

21 juin - 20 h 30

PIERRE HENRY

Concert

fête de la musique avec

Martine Viard

Musée des Arts africains et océaniques

293, avenue Daumesnil 75012 Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ART DRAMATIQUE DU THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG

PRÉSENTE

DU 26 AU 30 JUIN

MELITE CORNEILLE

MISE EN SCÈNE

JACQUES LASSALLE

PROMOTION 1990

TNS

avec la participation du JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

ATHÉNÉE LOUIS JOUVET

Entrée gratuite sur réservation

47.42.67.27

JAZZ et TOILES

"La musique fête le cinéma"

à l'ENTREPOT du 20 au 28 juin

FILMS, CONCERTS, VIDEOS, EXPOSITIONS

L'ENTREPOT

7-9, rue Francis de Pressensé 14

Rens. : 45.40.60.70 - 45.40.78.38



PORTRAIT DE VILLE/MONTPELLIER

FRANÇOIS RAFFINOT OUVRE LE FESTIVAL DE DANSE

La voie démocratique du baroque

François Raffinot et sa nouvelle compagnie Barocco invitent à une Garden-party ou les Surprises de la conversation, sur une musique de Michael Nyman, présent sur scène avec son orchestre. Le post-baroque prend d'assaut Montpellier Danse et fait l'ouverture.

Au dix-neuvième siècle, et peut-être encore au début du vingtième, François Raffinot aurait fait les délices de toute mère ayant une fille à marier : un physique de jeune premier dont il fait mine de ne pas se soucier, un calme qui pourrait agacer s'il n'était naturel, une vivacité d'esprit entretenue par des études de philosophie, option logique, le goût d'aller au fond des choses et d'en comprendre les articulations. A vrai dire, on le soupçonne de préférer le silence à la parole des philosophes qui refont le monde assis dans un fauteuil. Lui est chorégraphe, convaincu, comme quelques-uns de sa génération qui ont pris Nietzsche au mot, qu'on ne saurait être philosophe sans être danseur : les pas pour le dire ! François Raffinot danse avec Susan Buirge, Félix Blaska, et le Théâtre du Silence.

Par manque d'enthousiasme pour la musique du dix-neuvième siècle et les univers sonores contemporains, il s'engage, en 1980, comme co-chorégraphe auprès de Francine Lancelot, directrice de la compagnie Ris et danceries qui reconstitue les danses du Grand Siècle : danser sur la musique du dix-septième siècle fait jubiler François Raffinot ! A partir de 1984, il développe au sein de Ris et danceries sa propre ligne chorégraphique : chaconne, sarabande, passacaille et gavotte font avec lui un bond de trois siècles, pour retomber sur leurs pieds, avec le charme qu'a le contemporain quand il ne craint pas, en un même mouvement, de montrer sa nouveauté et ses racines : citons *Suite d'un goût étranger* (1985), *Caprice* (1986), *Passacailles* (1987), ainsi que deux opéras de Rameau, *Zéphire et Pluie*.

François Raffinot accepte d'être appelé chorégraphe « baroque » car ce mot, qui ne recouvre aucun concept précis, est par conséquent libre et ouvert. Ce mot ne se définit que par des exemples de productions artistiques. Cette hypothèse, en forme de pirouette, est proposée par Gilles Deleuze dans son livre *Le Pli* : elle ravit François Raffinot, qui la partage. Le baroque, en effet, est pour lui l'espace de la plus grande liberté. Il s'en explique.

« Le dix-septième siècle, dit-il, est la naissance du monde moderne. Il porte toutes les idées fondatrices du monde occidental. C'est un endroit d'observation qui me permet de mieux réfléchir à la modernité, au contemporain. C'est à cette époque aussi que la chorégraphie se codifie selon un système qui s'achève au dix-neuvième siècle. Au début, seuls les pas ont été codifiés ; le corps, la tête, les bras surtout, sont



Au carrefour du patrimoine et de l'expérimental (« Passacailles »).

laissés à l'imagination de l'interprète : c'est ce qu'on appelle l'ornementation. Il en était de même en musique, et au théâtre. Cette part de liberté servait à exprimer les passions, et à personnaliser les rôles. »

« Le dix-neuvième siècle, qui étend la codification à tout le corps, ferme la danse. Il faudra attendre Ruth Saint-Denis et Isadora Duncan pour que le corps soit à nouveau libéré, mais cette fois-ci dans sa totalité. Reconstituer fidèlement les danses telles qu'elles

existaient à la cour du roi est un travail quasi terminé : c'est la vraie danse classique ! L'intérêt que lui porte le public est indiscutable. »

« En tant que créateur, j'ai envie d'autre chose : il m'importe, aujourd'hui, de jouer du décalage entre des pieds très écrits et mon imagination qui invente les mouvements pour l'ornementation, qui a toujours eu pour vocation de laisser entrer le goût de l'époque : en l'occurrence le mien, chorégraphe des années 90.

« Ce penchant que j'éprouve à mélanger l'ancien au nouveau, à les faire se télescoper, est dû probablement à mon caractère mélancolique. Ce qui est mort à une espèce de poésie qui m'attire. Cette réflexion sur le début du monde moderne, de la mise en systèmes, s'appuie sur la logique binaire de la pensée grecque : le Vrai, le Faux, etc., et l'apparition, au dix-septième siècle, d'une logique dite modale, où l'exclusion du tiers n'est pas aussi marquée. Ce rythme ternaire est repris par la danse : il y a le corps coupé en deux - le bas codé, le haut libre - et l'inspiration du créateur qui vient transformer cette donne initiale.

« Le baroque représente le comble de la liberté. C'est la prise en compte de l'autre. C'est aussi l'inclassable. Il nous apprend que tout peut changer, que tout est en devenir : les danseurs post-modernes américains étaient intransigeants. Aujourd'hui, une Lucinda Childs bouge les hanches ! Torride, inimaginable et pourtant vrai ! Regardons aussi, en politique, ce qui se passe à l'est de l'Europe... »

« En formant Barocco, c'est la première fois que je crée à mon compte, hors du label de Ris et danceries... Ma première tentative pour sortir la danse baroque de l'archéologie s'appelait *Suite d'un goût étranger* sur des musiques de Marin Marais. Trois chorégraphes contemporains m'ont accompagné dans cette démarche : les Américains Robert Kovich et Andy Degroai, et Dominique Bagouet... Consensus total et inattendu ! Caprice, l'œuvre qui suit, je ne la prends pas vraiment au sérieux ; je l'avais créée en remplacement de *Passacailles*, impossible à monter faute de moyens. Caprice avait de grandes faiblesses chorégraphiques, mais la pièce a marché. *Passacailles*, en revanche, œuvre chorégraphiée sur des musiques de Bach à Pousseur, n'a pas rencontré son public. J'ai eu du mal à admettre que mon travail n'était pas encore abouti. J'ai beaucoup appris aussi en mettant en scène deux opéras de Rameau.

« Garden-party, pièce créée sur une musique de Michael Nyman, s'inspire du conte de Cendrillon. Mais le seul thème développé est celui de la chausserie. Le corps jouit de l'objet perdu. Je retrouve mes axes favoris : l'oubli, la mélancolie due à l'impression de perte, la vanité, le deuil. C'est un ballet entre la nature morte et la peinture animée. Dans le théâtre du dix-septième siècle, la danse était l'entremets, dans Garden-party, c'est le texte qui joue ce rôle : dix minutes d'une adaptation écrite à partir du Neveu de Rameau et de la Lettre aux aveugles de Diderot. La vengeance de la chorégraphie a commencé ! »

D.F.

« Garden-party ou les Surprises de la conversation, le 20 juin, cour Jacques-Cœur, à 22 heures. Renseignements et réservations, tél. : 67-61-11-20. Le 9 juillet, à Rome, ouverture du Festival Roma-Europa de la Villa Médicis ; le 19 au Festival de Carpentras ; le 28 au Festival Arts au soleil en diffusion simultanée à Fécamp, Dieppe et au Havre.



Le contrepied d'une comédie-ballet (« Garden-party »).



Le plaisir de « danser baroque » (« Passacailles »).

DANSE/THÉÂTRE

FESTIVALS
DE DANSE DE L'ÉTÉDanse à Aix
Du 6 au 22 juillet

Une passion toujours renouvelée pour la jeune danse contemporaine, des paris sur des valeurs sûres. En ouverture, deux films, *Noctes de sang* de Carlos Saura, et *West Side Story* de Robbins (le 6); Catherine Diverres et Bernardo Montet (le 7); la Compagnie Métros (le 9); O Vertigo Danse (les 9, 10 et 13); le Groupe Bernard Menaut (le 10); Suzanne Linke et Urs Dietrich (le 11); l'Ensemble chorégraphique du Conservatoire national supérieur de Lyon avec Hervé Robbe (les 12 et 13); Maria Munoz et Pop Ramis (les 15, 16 et 19); The Randy Warshaw Dance Company (le 18); les *Mystères de Subal* de Jean-Claude Gallota (le 16) et *Meuble sommairement*, une des plus jolies réussites de Dominique Bagouet (le 19). Pour finir, le Ballet de Monte-Carlo dans des chorégraphies de Balanchine, Bourmouille et Olga Roriz. Espaces Forbin, cours Gambetta, 13100. Tél.: 42-63-06-78.

Arlas

Du 21 au 28 juillet

Placé à la danse contemporaine française: Karine Saporta apporte sa dernière pièce, *La Poudre des anges* (les 21 et 22 juillet); Charles Cré-Ange offre une création, *Intérieur nuit*, et *Cuisse de nymphe II*, inspiré du *Songue d'une nuit d'été* de Shakespeare (du 22 au 24); Mark Tompkins investit une usine de chaudière en activité, les Constructions métalliques de France, et utilise ses ouvriers comme «interventions» dans *Moving Pictures* (du 22 au 28); Josette Baiz propose une expérience pédagogique avec des enfants et des adolescents (le 24); Mathilde Monnier présente aussi une création (les 26 et 27), et l'on verra enfin une compagnie sélectionnée aux Rencontres internationales de Bagnolet. 28, rue de l'Hôtel-de-Ville, 13200. Tél.: 90-93-91-11.

Festival d'Avignon
Du 11 au 29 juillet

L'événement de cet été, c'est le *Ramayana*, la grande légende épique indienne, racontée sous diverses formes théâtrales par des troupes venues d'Asie du Sud-Est: le wayang kulit, ou théâtre d'ombres de Malaisie (du 11 au 20); le Ballet indien de Madras (du 11 au 19); le Langan Mandira Wayana ou opéra dansé du palais du sultan de Yogyakarta (les 17, 18, 20 et 21); le wayang wong, ou théâtre masqué et dansé de Bali (du 20 au 27); les marionnettes à fil Yekshagana du Karnataka (du 20 au 27); le Khon, ballet classique thaï de Bangkok (du 27 au 31); et le wayang orang, théâtre parlé, chanté et dansé de Java (les 28 et 29). Par ailleurs, carte blanche est donnée au Centre national de danse contemporaine d'Angers, qui présente ses élèves dans des chorégraphies d'Odile Duboc et d'Hervé Robbe (du 10 au 18), le Laban Center de Londres (les 21 et 23), Triton, de Philippe Decouflé (du 12 au 21), le *Poids de la main*, de Wim Vandekeybus (du 25 au 27), et *Hana danes de Nada*, de Patrick Bossati et Bertrand Lombard.

Festival de Carcassonne
Du 3 au 28 juillet

Ala Parlova, de Roland Petit, au Théâtre de la Cité (le 3), et les Ballets de Monte-Carlo au Grand Théâtre (le 28). Tél.: 68-71-30-30.

Festival international de Carpentras
Du 16 juillet au 10 août

François Raffinot, qui a quitté Ris et Danceries pour fonder sa propre troupe, Barocco, crée *Garden Party*, ou les surprises de la conversation, sur une musique de Michael Nyman (le 19); Christiaa Hoyos et ses danseurs trépasseront dans *Sue-*

nos flamencos (le 23). Mieux vaut éviter la *Belle au bois dormant*, de Joseph Russillo (le 30); surprise possible avec une création de Vasco Weltonkamp en hommage à Amalia Rodrigues, *Fado*, par le Ballet du Grand Théâtre de Genève (le 7 août).

Place d'Inguimbart, 84200.

Tél.: 90-63-46-38, jusqu'au 30 juin; 90-63-05-72, à partir du 1^{er} juillet.

Festival de Châteauneuf
Du 4 au 31 juillet

Des spectacles pointus et des spectacles grand public. Le Festival se tient dans les superbes pinèdes qui abritent le TNDI (Théâtre national de la danse et de l'image). Il a pour axe central Alvin Nikolaï et sa descendance. Susan Buirg inaugure donc le studio Désart, ultramoderne et zen, en créant un *Event* pour lequel

elle a convié tous ses amis chorégraphes (le 4, entrée gratuite). Carolyn Carlson improvisera avec ses musiciens fétiches qui sont John Surman, Michel Portal et quelques autres admirateurs (du 4 au 7). Le point de mire sera *Dr Faustus*, la création du chorégraphe associé au développement du TNDI, François Verret. Personnalité talentueuse, et finalement moins fugile qu'il n'y paraît, il semble avoir

enfin trouvé, auprès de Gérard Paquet et son équipe, son bonheur d'artiste (les 10 et 11). Joseph Nadj, le Hongrois à la dramaturgie incontestable, jouera *La Mort de l'empereur* (le 9). Deux chorégraphes en résidence «danse-images» au TNDI pour la saison 1989-1990 présenteront le fruit de leur travail: les *Etrangers*, d'Artaud (le 13), *Terra Ignita*, de Malt Fossen (le 17). Le Festival se clôturera avec

Nikolaï et Louis Dance Company (du 19 au 22) et *Sargina* (du 26 au 29). Événement très attendu, *Triton*, de Philippe Decouflé, qui arrivera d'Avignon (le 24).

TNDI/Châteauneuf, 83190 Ollioules. Tél.: 94-24-11-76.

Montpellier
du 9 au 12 juillet

L'affiche de 1990 a été principalement bâtie autour d'artistes contemporains intéressés par l'esprit du baroque du dix-septième siècle: François Raffinot ouvre les festivités avec *Garden Party* ou les surprises de la conversation (le 20, cour Jacques-Cœur); Dominique Bagouet présente *Cours et Moyens Atrages*, un spectacle monté avec des extraits de son répertoire, accompagné de chorégraphies créées par des danseurs de sa compagnie (les 4 et 5, cour

des Ursulines, et les 11 et 12, Opéra). (*Lire nos articles pages précédentes.*) Une nuit est consacrée à Peter Greenaway (le 22). A l'Odeur de l'Inde, chère à Pasolini - série de concerts, de récitals de danse, de rencontres et de démonstrations (du 23 au 27, cour des Ursulines, Cour, cour Pétrarque), - répondra l'Anne Bruxelles/Montpellier avec Michèle Anne de Mey (les 26 et 27, cour des Ursulines), Thierry Smis (les 27 et 28, Théâtre Isidore), José Besprovyany (les 29 et 30, Opéra); du côté de Montpellier: Jackie Taïfani (les 9 et 10, cour des Ursulines) et Didier Théron (les 5 et 6 juillet, Théâtre Isidore). Jean-Claude Gallota est invité à produire son répertoire, *Mammame et les Survivants* (les 28 et 30, cour Jacques-Cœur), puis sa création, les *Mystères de Subal* (le 2,
Opéra). On peut aussi découvrir les derviches tourneurs d'Istanbul (les 24 et 25, cour Jacques-Cœur), le *Ramayana* de Thaïlande (les 10 et 11, cour Jacques-Cœur), et la capoeira du Brésil, à la fois lutte et danse (du 22 au 28; démonstration, chaque jour, à un endroit différent de la ville).

Montpellier danse, c'est aussi des débats, des rencontres. On retiendra ces rendez-vous d'Eric Parwels sur le corps et le sacré (du 27 au 29, Centre Rabelais). Des vidéos, des photos et des films présentent la création allemande contemporaine. Ces manifestations sont coproduites avec le Théâtre contemporain de la danse et ont lieu pendant tout le Festival (Corum, Centre Rabelais, Maison de Heidelberg, Médiathèque Gutenberg). Tél.: 67-61-11-20.

Festival d'été de Seine-Maritime
Jusqu'au 30 juin

Après les anciens docks et hangars aménagés, souvent très bien, du Havre et de Dieppe, ce Festival de musique et de danse continue au Hangar 23 de Rouen. Les choix chorégraphiques sont toujours justes et bien pondérés: le DV8 Physical Theater avec *The Glass Project* (le 20) et la déjà célèbre Teresa de Keersmaeker avec *Stella* (les 26 et 27). Après ces compagnies de choc, le travail de Sidonie Rochon paraîtra bien intimiste et timide (le 23). Port autonome, bd Emile-Duchemin, 78000 Rouen. Tél.: 35-70-04-07.

«Festivals de danse»: Dominique Fretard. La sélection «Théâtre» a été établie par: Olivier Schmitt.

SPECTACLES
NOUVEAUX

Le Bourgeois gentilhomme

de Molière, mise en scène de Jean-Pierre Béné, avec Roger Hanin, Serge Beaudeau, Bruno Pradel, Francis Mège, Mathieu Didi, Yves Passet, Gilbert Linot, Bruno Lochet, François Izzi et Jean-Claude Dreyfus.

Le beau-frère de Didi chez le roi... Que peut donner Roger Hanin dans le *Bourgeois gentilhomme*, en plein air, à Versailles?

Le Grand Trianon. Devant le grand Pédiculaire, 78000 Versailles. A partir du 21 juin. Du jeudi au samedi à 21 heures. Tél.: 30-21-53-24. Durée: 3 heures. De 45 F à 200 F.

Exercices de style

de Raymond Queneau, mise en scène de Jacques Seiler, avec Jacques Seiler et Nadia Barenstin. Reprise pour la belle saison d'un petit spectacle savoureux. Jacques Seiler et Nadia Barenstin font leurs exercices de style, et c'est tant mieux.

Œuvre, 55, rue de Clichy, 9. A partir du 22 juin. Les vendredis et samedis à 21 heures, le samedi à 17 h 30. Tél.: 48-74-47-36. Durée: 1 h 30. De 30 F à 220 F.

Le Médecin malgré lui

de Molière, mise en scène de Sylvain Lemaire, avec Céline Botbol, Daniel Oestre, André Dazot, Sylvain Lemaire, Bernard Malak, Bruno Ouzou, Clotilde Panti, François Pitoche et Jacques Serrier.

Quand les beaux jours reviennent

Les jolis Shakespeare du Pré Catelan résonnent des voix du théâtre. Petit festival Molière donné par une compagnie dont on ne sait rien mais qui paraît vouloir s'acharner à nous distraire. A découvrir.

Parc du Pré Catelan (jardin Shakespeare), av. Reine-Marguerite, bois de Boulogne, 16. A partir du 25 juin. Les lundis et mardis à 20 heures, Tél.: 42-72-00-33. 80 F et 120 F.

Molière

de Pierre Corneille, mise en scène de Jacques Lascaille, avec Nathalie Besançon, Mathieu Caro, Christian Caro, Michel Denieud, Bruno Fleury, Catherine Fréchet, Sylvie Pécouet, Violaine Schwartz et Amaud Volant.

Le directeur du Théâtre national de Strasbourg s'installe pour quelques jours à Paris afin de nous présenter les travaux des élèves de l'école la plus prestigieuse de France, hors du Conservatoire national d'art dramatique. Corneille, cette année, après d'excellents Mariages, l'a passé. Les stars de demain? A vous de juger.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 8. A partir du 26 juin. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél.: 47-42-67-27. 65 F et 80 F.

Virage violent

de Hanna Medani, mise en scène de l'auteur, avec des jeunes non professionnels de Champigny.

De jeunes comédiens amateurs se réunissent pour dénoncer la violence inhérente à la vie dans les ghettos de la pauvreté.

Aspic-Théâtre, cité des Mondes, avenue du 8-Mai-1945, 94000 Champigny-sur-Marne. A partir

du 22 juin. Le vendredi à 20 h 30. Tél.: 48-80-96-28. Durée: 2 heures.

SÉLECTION

10, place Charles-Dullin

d'Auguste Villiers de l'Isle-Adam, mise en scène d'Agathe Aleas, avec Jacques Brucher, Christophe Dutoque, Dimitri Radtschewitch, Agathe Aleas et Georges Goubert.

L'une de nos bonnes actrices de la nouvelle génération embrasse deux textes classiques et s'interroge avec humour sur la bourgeoisie française du XIX^e siècle. Atalante, 10, place Charles-Dullin (limpasse à gauche), 18. Les lundis, mercredis, jeudis, vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél.: 45-06-11-50. Durée: 2 h 15. 60 F et 90 F.

L'Autre Tartuffe ou la Mère coupable

de Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Catherine Samie, Michel Aumont, Jean-Luc Boudet, Christine Fersen, Nicolas Silberg, Thierry Handisse, Bernard Bello, Anne Kessler et Philippe Torron.

Vingt ans après, la suite des aventures du comte et de la comtesse, de Chérubin, de Figaro et Suzanne, bref des héros du *Mariage de Figaro* qu'on peut voir en alternance au Français. Sombres et beaux. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mercredis et samedis à 14 heures. Tél.: 40-15-00-15. Durée: 2 h 30. De 40 F à 180 F.

La Folle Journée ou le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Armand Vitez, avec Catherine Samie, Geneviève Casile, Alain Pralon,

du 22 juin. Le vendredi à 20 h 30. Tél.: 48-80-96-28. Durée: 2 heures.

Lapin-chasseur

de Jérôme Deschamps, mise en scène des auteurs, avec Jean-Marc Bhour, Susan Carlson, Linda Crocetta, Jacques Djean, Jean Delvalade, Jean-François Dinecroupin, Philippe Duquenne, Sylvie Jobert, Maurice Lamy et Alain Niergent.

Un lapin particulièrement digeste qu'on a déjà consacré à s'étouffer de rire plusieurs dizaines de milliers de spectateurs. Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél.: 47-27-81-15. Durée: 2 h 40. 110 F et 150 F.

Marc Joffet

de Marc Joffet, avec l'auteur. S'il ne fallait entendre et voir

qu'un seul de ces spectacles comiques qui ont envahi cette saison les salles de l'Hérogone, ce serait celui-là, fin, intelligent et drôle.

Café de la Gare, 41, rue du Temple, 4. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél.: 42-79-52-51. Durée: 1 h 20. De 22 F à 110 F. Dernière représentation le 23 juin.

Le Médecin volant, suivi de Le Médecin malgré lui

de Molière, mise en scène de David Fa, avec Dominique Rozan, Marcel Bozonnet, Claude Lochy, Lode Brabant, Christian Blanc, Isabelle Gardien, Céline Samie, Catherine Hégel, Richard Fontana et Philippe Torron.

On se demandait ce qu'allait faire de ces courtes pièces de Molière le prince italien du théâtre Dario Fo. La réponse est venue, cinglante: de ces merveilles.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les 21, 23 et 25 juin, 20 h 30 et les 27 et 28 juin. Tél.: 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

Le Monsieur aux yeux bleus

de Catherine Devitte, d'après Olga X, mise en scène de Catherine Devitte, avec Anne Alvaro.

Seule en scène, Anne Alvaro, se voit, se présente, son talent, au service d'une correspondance enflammée datant de la première guerre mondiale. Superbe!

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél.: 42-02-02-88. Durée: 1 h 15. De 60 F à 120 F.

Une nuit de Casanova

de Franco Curno, mise en scène de François Petit, avec Jean-François Balmer, Arnaud Bedout et Isabelle Carré.

Balmer qu'on connaissait pour ses rôles au cinéma fait mer-

veille sur les planches. Son Casanova convainc, séduit, inquiète. Une performance.

Théâtre Renaud-Barriot, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél.: 42-58-60-70. Durée: 1 h 15. De 100 F à 120 F.

La Vie de Gaillarde

de Bertolt Brecht, mise en scène d'Antoine Vitez, avec François Baudou, Dominique Rozan, Jacques Boyes, Roland Bordi, Claude Mathieu, Marcel Bozonnet, Martine Chevillon, Jean-Yves Dufour, Louis Arbessier et Claude Lochy.

Roland Bertin, superbement dirigé par Antoine Vitez hisse la troupe du Français à son meilleur niveau pour servir cette œuvre brillante de Bertolt Brecht.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. La mercredi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél.: 40-15-00-15. Durée: 3 heures. De 40 F à 180 F.

Zazou

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Bruno Raffaelli, Maria de Medeiros, François Boyes, Ota Carrion, Sandrine Degraef, Michel Dussard, Cécile Hane, Alban Hane, Christiane Legend et Alexandre Bonstein.

La comédie musicale à la manière de Jérôme Savary: vive, joyeuse, quelquefois mal ragotée, mais cette fois-ci construite du début jusqu'au terme. Dans le rôle-titre, Maria de Medeiros fait une nouvelle fois la preuve qu'elle est en France l'une des meilleures comédiennes parmi les vingt-trente ans.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél.: 47-27-81-15. Durée: 3 heures. De 60 F à 130 F.

TEP
jusqu'au 30 juin
VERA CRUZ
de Georges Lavaudant
un spectacle du TNP Villeurbanne
mise en scène de Georges Lavaudant

"Quelle liberté de ton, d'inspiration! Ce spectacle plonge aux racines de la tradition théâtrale en même temps qu'il explore allègrement d'autres chemins: il donne envie de s'élever, d'être poète."

TELERAMA

LE QUOTIDIEN DE PARIS

"VERACRUZ vous entraîne dans une ronde assez joyeuse et baroque, dont le théâtre n'est pas le moindre des personnages."

L'HUMANITE

LIBERATION

du 19 au 30 juin

A PROPOS DE R.U.V.E.

L'espace où souffle le vent

tableaux et mots d'Estienne Mélière

jusqu'au 30 juin

NAUFRAGES

d'après Mélière

mise en scène de Geneviève Schaeffer

THEATRE GERARD PHILIPPE

42 43 17 17

Jeudi 21 juin

CINÉMA

« ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS », LE NOUVEAU FILM DE YOUSSEF CHAHINE

La guérison par la dérision

Pour Youssef Chahine, le cinéma est un exorcisme. Son dernier film est entièrement autobiographique. Il lui a permis, dit-il, d'extraire de lui quatre frustrations qui avaient failli le conduire au suicide. Et de renouer avec son passé de comédien.

Pour son trentième long métrage, le cinéaste Youssef Chahine redevient acteur. Son unique rôle précédent remontait à 1958. Il apparaissait dans *Gare centrale*, son film le plus connu avec *Alexandrie, pourquoi ?* (1978).

Chahine n'a jamais caché que, dans *Gare centrale*, il avait voulu exorciser – et il y parvint – sa frustration sexuelle, souffrance plus que jamais actuelle en Orient arabe, ce qui confère toujours à cette œuvre un aspect thérapeutique. *Alexandrie encore et toujours* est le troisième volet – très autobiographique – d'une série commencée avec *Alexandrie pourquoi ?* et poursuivie avec *la Mémoire*.

« J'ai voulu tout à la fois écrire, diriger et jouer mon trentième film afin d'extraire cette fois non pas une, mais quatre frustrations qui, accumulées, ont failli me conduire au suicide : celle de l'acteur rentré que je suis, celle d'avoir vu me filer entre les doigts, pour les succès faciles de la télé catroite, le jeune Mohsen Mohieddine que j'avais patiemment formé pour être mon acteur-fétiche et qui, comme Omar Charif jadis, m'a finalement échappé ; celle de tout créateur égyptien contemporain dont le travail est en butte à une administration qui trompe et déçoit ceux-là mêmes qu'elle devrait défendre... La frustration enfin du Festival de Cannes 1985 où tout indiquait que mon film *Adieu Bonaparte* ou, en tout cas, *Mohsen Mohieddine* remporterait un prix et où nous sommes finalement retrouvés assommés, abandonnés sans même une fleur. »

JE ME SUIS MOQUÉ DE MOI-MÊME EN DÉFIANT MES ACTEURS

Est-ce la malchance de ce film tourné au milieu de l'enthousiasme général – et qui vieillit bien – qui a conduit Chahine à introduire dans *Alexandrie encore et toujours* une extravagante parodie des grandes machines historiques ?

« Un des moyens d'extirper la frustration est sans doute la dérision. Je me suis donc moqué de moi-même en défiant mes acteurs. J'ai voulu d'autre part montrer combien étaient dérisoires les fonctionnaires minables que l'Etat égyptien voudrait que ma profession adore comme des demi-dieux. »

Le film retrace donc également plusieurs épisodes de la grève de la faim de 1987 contre les décisions du régime Moubarak visant à contrôler plus étroitement encore les métiers artistiques, grève lancée par la vieille danseuse faroukienne Tahia Carioca et suivie par cent vingt célébrités nilotiques, dont Chahine. Le pouvoir lança un millier de policiers contre ces redoutables factieux, mais dut changer le plus impopulaire de ses agents géant le septième art – sans pour autant modifier



Youssef Chahine, Mohsen Mohieddine (ci-dessus), ou quand un metteur en scène perd son acteur-fétiche pour l'incompatibilité financière, il se venge en filmant héros ridicules d'un péplum d'après (ci-contre).



une politique toute de méfiance, entraves et mesquineries.

Ainsi la dernière œuvre du réalisateur, qui a coûté environ 5,5 millions de francs, est-elle « une coproduction franco-chahinienne » sans un sou d'un organisme caennais ; mais, comme de coutume, elle bénéficiera, *gratis pro Deo*, à la réputation de l'Égypte... « Notre gouvernement ne se rend pas compte que les artistes militants, le bon cinéma, chez nous l'un des derniers, peut-être le dernier rempart contre l'intégrisme. »

Frais comme un gardon sur cette toile de fond

peu engageante, l'acteur-réalisateur apparemment débarrassé de ses « quatre frustrations » est déjà attelé à son prochain film : « *Mon histoire d'amour avec Coco, ma femme, une Française d'Alexandrie, l'affaire la plus forte de ma vie.* » Inépuisable Alexandrie...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

★ La revue *Cinéma* vient de retirer son numéro spécial de 1985 consacré à « Youssef Chahine l'Alexandrin ». (160 pages, 75 photos, 75 F - Cinéma, 106 bd Saint-Denis, 92400 Courbevoie).

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le *Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Oh, qu'elles sont noires les nuits sur la mer !
de Vassili Pitschout, avec Natalia Negoda, Alenka Zharova, A. Mironov, A. Verinskaja, A. Leskov, A. Sokolov. Soviétique (1 h 55).

L'existence désordonnée et même chaotique d'une étudiante et d'un escroc mexicain qui se rencontrent, se perdent, se retrouvent, se fuient... L'humour est aussi noir que la mer du même nom. Présenté à Cannes dans la section « Un certain regard ».

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, dolby, 3 (42-71-52-38) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80).

Alexandrie encore et toujours
de Youssef Chahine, avec Youssef Chahine, Amy Abdel Gual, Youssef, Hussein Fahmy, Tahia Carioca. Franco-égyptien (1 h 41).

Un célèbre metteur en scène égyptien, qui ne s'appelle pas Chahine, mais presque, ne se console pas d'avoir perdu son acteur préféré, qui, lui, préfère l'argent de la télévision. Le scénario est fortement autobiographique, Youssef Chahine ne s'en cache pas. (Lire notre article ci-contre).

VO : Max Under Panorama, THX, dolby, 9 (49-24-89-88).

Apartment Zero
de Martin Donovan, avec Colin Firth, Hart Bochner, Dana Bryan, Liz Smith, Fabrizio Bentivoglio, James Telfer. Britannique (1 h 50).

A Buenos-Aires, pendant les derniers jours de la dictature. Dans un vieil immeuble qui a connu des jours meilleurs, entre un locataire rongé par le puritanisme et l'homosexualité insoumise et un travesti, vivent des gens bizarres, tous plus ou moins névropathes. Entre eux se nouent des relations plutôt malsaines. Angoisse et suspense.

VO : Forum Orient Express, handicaps, 1 (42-33-42-25) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Parthé Française, 9 (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon, 12 (43-43-01-58) ; Gaumont, 13 (43-31-56-88) ; Miroir, handicaps, 14 (45-39-52-43) ; Parthé Montparnasse, dolby, 14 (45-74-25-40) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Parthé Wapler II (ex-images), handicaps, 18 (45-22-47-94) ; La Gaumont, THX, dolby, 20 (46-36-10-96).

Attache-moi !
de Pedro Almodovar, avec Victoria Abril, Antonio Banderas, Francisco Rabal, Lolo Lora, Julieta Serrano, Emma Sotomayor. Espagnol (1 h 40).

Une comédienne tourne des films un peu pornos, son amoureux l'enlève et la séquestre. L'intrigue n'est pas d'une grande rigueur. A son habitude, Pedro Almodovar se moque des hypocrisies sociales et s'amuse à dessiner une série de portraits pittoresques, percuteurs, juste au bord de la caricature.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicaps, dolby, 3 (42-71-52-38) ; Rafet Média Logos, 4 (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, handicaps, dolby, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, handicaps, 17 (40-68-00-16) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Dptre, dolby, 9 (45-74-25-40) ; Miroir, handicaps, 14 (45-39-52-43) ; Parthé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-47-94).

Blanche-Neige et le chasseur hanté
de John Hough, avec les voix originales d'Edward Asner, Irene Cara, Carol Channing, Dom DeLuise, Phyllis Diller, Zee Zee Gabor. Américain (1 h 20).

Après avoir été délivrée de son cercueil par le Prince Charmant, Blanche-Neige et son sauveur tombent dans les griffes du frère de la méchante Reine. Les sept cousins des sept nains décident de protéger les amoureux, c'est une histoire de famille.

VF : Forum Orient Express, handicaps, 1 (42-33-42-25) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Parthé Française, 9 (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon, 12 (43-43-01-58) ; Gaumont, 13 (43-31-56-88) ; Miroir, handicaps, 14 (45-39-52-43) ; Parthé Montparnasse, dolby, 14 (45-74-25-40) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Parthé Wapler II (ex-images), handicaps, 18 (45-22-47-94) ; La Gaumont, THX, dolby, 20 (46-36-10-96).

Cinéastes, vampires

UN cinéaste a toujours besoin d'un « acteur fétiche », qui le prolonge, qui soit plus ou autre chose qu'un enfant, qu'un amant, plus même qu'une créature envers qui il aurait joué les Pygmalion. Il a besoin d'une émanation idéalisée de lui, qui lui doive tout et lui appartienne. Les cinéastes sont des ogres mégalomanes doublés de vampires, c'est ce qui ressort du film *Alexandrie, encore et toujours*, dans lequel Youssef Chahine se raconte avec une joyeuse impudeur et beaucoup d'humour, avec la vigueur virulente d'une jeunesse qui n'a rien à voir avec l'âge officiel.

Donc le héros d'*Alexandrie encore et toujours* – il ne s'appelle pas Youssef Chahine mais c'est tout comme – se cogne la tête contre les murs parce que son « acteur fétiche » veut le quitter pour aller diriger des séries télévisées à la télévision. Ils ont eu ensemble des bons moments – un prix au Festival de Berlin –

et des mauvais – un flop cinglant à Cannes – que Chahine évoque dans des décors de music-hall, en pastichant joliment les comédies musicales façon Fred Astaire.

Il donne également d'inénarrables parodies de péplums musicaux, comme peut-être l'Égypte en produit – avec force carton-pâte, figurants léthargiques, jupettes, amures, perruques bouclées, censées représenter quelques projets d'ailleurs heureusement inaboutis, ce genre de projets zinzins qui viennent à l'esprit quand on a trop parlé, trop tourné en rond, et qu'on ne sait plus ce qu'on dit. Mais il donne quand même quelques aperçus de son vrai talent, en particulier le fragment d'un *Hamlet* sombre et secret dans un décor de hangar à bateau. Dommage seulement qu'il ait accordé tellement plus d'importance à l'aspect « dérision ». *Alexandrie encore et toujours* alterne donc les rêveries irréalistes

et la description sèche des conditions de travail dans le cinéma égyptien, avec la grande grève qui, il y a deux ans, a paralysé totalement la production. Cette partie-là est pratiquement documentaire, et Youssef Chahine y insère la découverte, l'approche, ses approches, vers un nouvel acteur fétiche, une actrice d'ailleurs, avec qui il veut tourner *Cléopâtre*, après lui avoir fait perdre cinq kilos... Un ogre mégalomane sera toujours un ogre mégalomane.

Le charme du film est dû pour beaucoup à cette sorte de lucidité complaisante et ironique, à cette mauvaise foi assumée avec panache. De plus, Youssef Chahine, conscient de sa position privilégiée, sans faire aucunement la leçon, mais gravement, raconte ce qui se passe dans le cinéma en général, dans celui de son pays en particulier. Il parle bien en images, il sait ce dont il parle, on l'écoute.

COLETTE GODARD

(V.O.) GEORGE V - PATHE HAUTEFILLE - LES 7 PARNASSIENS - FORUM ORIENT EXPRESS (V.F.) PATHE FRANCAIS - PATHE WAPLER - PATHE BELLE-ÉPÉE & THIA

9^e Festival International de Cognac du Film Policier 90
PRIX SPECIAL DU JURY et PRIX DE LA CRITIQUE



COLIN FIRTH • HART BOCHNER
APARTMENT ZERO

Réalisé par MARTIN DONOVAN distribué par GPO

« Un film à clé, subtil, remarquablement mis en scène »
PREMIERE JUIN 90

du 1^{er} au 30 juin
A PROPOS
NAUFRAGES
THEATRE GERARD PHILIP
42 43 17

CINÉMA

Gunmen

de Kirk Wong,
avec Tony Leung,
Adam Cheng,
David Wu,
Waise Lee,
Elizabeth Lee,
Mark Cheng,
Chinois (1 h 30).

En 1935, pendant la guerre civile, quatre copains, quatre soldats. L'un devient policier, les autres de petits truands. Ils refusent de rejoindre la légalité, mais sauvent leur copain tombé dans un piège. La violence lyrique des films de Hong Kong, comme un opéra sanguinaire.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) ; VF : Rex, 2^e (42-36-93-93) ; Paramount Opéra, handicapés, 9^e (47-42-56-31) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; Fauvette, handicapés, 13^e (43-31-56-38) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-08) ; Pathé Wexler, 15^e (45-22-46-01).

Ma mère...

de Gianfranco Mingozzi,
avec Piera Degli Esposti,
Nicola Farnò,
Federico Piovani,
Ornella Marzulli,
Daniela Morelli,
Italien (1 h 37).

Une quadragénaire amoureuse d'un beau jeune homme. Quand ça se passe en Italie dans les années 50, ça ne se passe pas bien.

VO : Latina, 4^e (42-78-47-86) ; Les Montparnasse, 14^e (43-27-52-37).

Marché sexuel des filles

de Noboru Tanaka,
avec Mella Sall,
Genshu Hanayama,
Shiro Yumemura,
Japonais, couleurs et noir et blanc (1 h 18).

Quand une mère et une fille se prostituent toutes deux à Osaka, elles deviennent rivales, et la vie de famille en est troublée.

VO : Panthéon, handicapés, 8^e (43-54-19-04).

Les Notes du papier

de Michel Brault,
avec Geneviève Bujold,
Manuel Aranguez,
Donatienne Berryman,
Monique Lévesque,
Téo Spychalski,
Jorge Fajardo,
Canadien (1 h 30).

Le mariage blanc d'un réfugié latino américain, pourchassé par les services d'immigration canadiens, avec la sœur de son avocat. Mélanges divers, tendres et drôles.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1^{er} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27).



Les épaules de Garbo, son sourire, les boucles sur son front : Garbo dans *Anna Karenine* appartient au patrimoine affectif du cinéma. Deux fois elle a été la tendre héroïne de Tolstoï, mourant de sa peine secrète, pour tant d'amour. Une fois au temps de cette version de Clarence Brown, avec Frederic March.

LES GRANDES FILMS CLASSIQUES

La Servante écarlate

de Volker Schlöndorff,
avec Faye Dunaway,
Aidan Quinn,
Natascha Richardson,
Robert Duvall,
Elizabeth McGovern,
Américain (1 h 48).

Dans un proche futur, la plupart des femmes sont devenues stériles. Celles qui peuvent encore faire des enfants sont parquées, puis envoyées dans des familles de notables, où elles se font engrosser par le maître de maison, selon un rituel sans crotisme. Ce qui n'empêche pas la

jalousie chez l'épouse, ce qui empêche l'amour. Mais peut-on empêcher d'aimer...

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, 5^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 6^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; VF : U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 6^e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-89) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (45-61-84-95) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27).

L'Été des roses

de Rajko Grlic,
avec Tom Conti,
Rod Steiger,
Susan George,
Nizzen Sharron,
Alun Armstrong,
John Gili,
Yougoslave (1 h 40).

Dans un village yougoslave, pendant les derniers jours de la dernière guerre, vit un maître nageur, poète, et qui n'a jamais eu l'occasion de sauver qui que ce soit jusqu'au jour où, enfin, le sort lui amène un noyé. Malheureusement, c'est le commandant de la garnison allemande. Le rêve s'efface devant le cauchemar d'une réalité brutale. Le charme fait place à la rudesse. Poétique ou réaliste, le film reste émouvant.

VO : 14 Juillet Odéon, 9^e (43-23-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 10^e (47-20-76-23).

La fille aux allumettes

de Aki Kaurismäki,
avec Kad Oritinen,
Elina Salo,
Esko Nikkari,
Vesa Vierikko,
Raija Taipale,
Sini Seppälä,
Finlandais (1 h 10).

L'infirmité n'est pas vraiment jolie, mais elle est attirante et drôle. Généreuse aussi, et elle se fait exploiter. Elle ne méprise pas les choses de la chair surtout depuis que son ami est parti, voilà plusieurs années, chercher des cigarettes. Un film de femmes, plein de vigueur, de plaisir de vivre, et suffisamment de mécanique pour faire rire.

VO : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-28) ; Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

tendu. Avec une logique terrifiante, un humour inexorable, Aki Kaurismäki raconte les malheurs de la fille aux allumettes, et sa vengeance.

VO : Utopia Champollion, 5^e (43-26-84-59) ; La Bastille, 11^e (43-07-48-60).

Leningrad

Cow-boys

go America

de Aki Kaurismäki,
avec Matt Pellonpää,
Kari Väänänen,
Sakari Kuosmanen,
Puka Oinonen,
Finlandais (1 h 18).

Les cow-boys de Leningrad sont des rockers on ne peut plus minables, qui vont en Amérique parce qu'en URSS on ne veut pas d'eux. Ils sont trop mauvais. Aux États-Unis aussi, d'ailleurs, ils ont du mal à se faire écouter. Il faut dire qu'ils sont vraiment épouvantables. Mais peu importe. Kaurismäki fait de la bande dessinée, sans aucun souci de réalisme. Comme dans *La fille aux allumettes*, il pratique l'humour imperturbable : impeccable.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-08).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14^e (

MUSIQUES

LES NOUVEAUX QUATUORS AU FESTIVAL DU LUBÉRON

Le chaînon retrouvé



Un festival qui ouvre aussi ses portes aux pays de l'Est en invitant le Quatuor Anton (URSS)

Depuis la disparition du quatuor Calvet, il n'y avait plus de grand quatuor français. Depuis quarante ans, aucune formation ne s'était imposée durablement. Grâce à l'action de l'Etat, de Proquartier, grâce à la ténacité d'un « petit » festival, les jeunes artistes français renouent aujourd'hui avec une tradition perdue.

En France, il n'est plus besoin de militer en faveur du quatuor à cordes. La longue traversée du désert de l'après-Calvet - à peine interrompue par les quatuors Parrenin et Via Nova - est désormais terminée. Aujourd'hui, les musiciens de l'archet sortent de la clandestinité pour conquérir un monde musical avide de les courtiser et de lancer une nouvelle mode : le médiane chic ira plus volontiers écouter le Quatuor Borodine au Théâtre des Champs-Élysées que Placido Domingo au Zénith ; il achètera le dernier volume de l'intégrale Mozart des Berg de préférence aux bis d'Isaac Stern.

Il y a quinze ans, les pionniers de ce renouveau avaient vraiment le moral et la foi qui sauve ! A l'époque, le Concours d'Evian était éclipsé par les bienfaits de la source voisine, et le Festival de quatuors à cordes du Lubéron évoquait quelque tocade baba-cool. Depuis, Evian est devenu au quatuor ce que le Concours Chopin de Varsovie est aux pianistes : un sésame pour la carrière. Mais, quand les pianistes sont jetés en pâture au public, les jeunes quatuors rencontrent très vite un terrain favorable à leur épanouissement. Depuis 1983, l'Association des amis de la musique du Lubéron offre aux lauréats d'Evian, qu'ils soient français ou étrangers, un séjour au cours duquel, face aux somptueuses falaises rouges et or de Roussillon, ils peuvent tranquillement se préparer à affronter les feux de la rampe.

Le travail, la formation, voilà le nerf de la guerre des quatuors. Une formation homogène, une justesse d'ensemble, un style ne se font pas en un jour. Mais en France, la tradition européenne des grands quatuors s'est perdue. La guerre, l'émigration, l'Europe coupée en deux...

C'est Georges Zeisel, directeur et fondateur de Proquartier, qui comprend le premier la nécessité de renouer avec l'art des grands maîtres d'Europe centrale. Au cours de son désormais célèbre Forum international du quatuor à cordes, il a ainsi fait venir à Paris Norbert Brainin, Martin Lovett, Hatto Beyerle, Felix Galimir et bien d'autres membres de quatuors célèbres. Son but ? Créer de fructueuses rencontres avec des jeunes quatuors, enfin en mesure de bénéficier d'un héritage jusque-là détourné. Le succès de son entreprise est tel que, depuis le début de l'année, Proquartier est très officiellement chargé par la direction de la musique de mettre en place une nouvelle politique de formation, de diffusion et de création en faveur du quatuor à cordes.

Parmi les fleurons de la jeune école française, les quatuors Parisii, Ysaye et Ludwig touchent des subsides de l'Etat qui leur permettent de cultiver un art désormais placé très haut sans être gênés par le travail au sein d'orchestres. Les Ysaye, premiers bénéficiaires des largesses républicaines accordées par Marc Bleuse lorsqu'il était directeur de la musique dans le cabinet de François Léotard, sont aujourd'hui en mesure de voler de leurs propres ailes. Ils viennent de franchir le premier grand pas vers la carrière internationale en signant un contrat avec Decca, la prestigieuse firme de disque britannique. Quarante ans après les Calvet, la France a enfin un quatuor exportable !

Le public aussi a bien changé : il est venu en masse au Théâtre des Champs-Élysées, en 1988, pour écouter le Quatuor Berg qui n'avait jamais joué, en France, dans une salle aussi grande ! Et qui, donc, rançon du succès, y donnera six concerts la saison prochaine, avant de s'y installer en résidence !

Aujourd'hui, l'engouement pour le quatuor à cordes ne connaît même plus de trêve estivale et le Festival du Lubéron recueille enfin les fruits de ses audaces passées. Cette année encore, il détournera

la gauche cashmere de ses courts de tennis pour lui offrir le gratin des quatuors jeunes et moins jeunes dont les coups d'archet bien affûtés feront frémir les vieilles pierres des petites églises de Fontaine-de-Vaucluse, Roussillon et de l'abbaye de Silvacane.

ARIÈLE BUTAUX

★ Les 23, 24 et 26 juin, le Quatuor Anton (URSS) se produira dans le cadre du Festival international de quatuors à cordes du Lubéron, Roussillon, 84220 Gordes. Tél. : 90-75-80-60.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 20 juin

Purcell
Brahms
Mozart
Satie
Falla

Alex. méloides et Roder
Jessye Norman (soprano),
Geoffrey Parsons (piano).
Ce n'est pas la voix de Jessye Norman qui serait en cause, elle est admirable et son étendue « olympique ». Ce ne serait pas sa justesse, encore qu'elle chante souvent trop bas, sans que cela soit gênant d'ailleurs. Ce serait plutôt qu'elle fasse trop souvent du « Jessye Norman ». Admirable, mais lassant, finalement. Cela dit, quelle chanteuse peut remplir de sa voix immense un vaisseau tel que Pleyel ? Qui peut faire, comme elle, frissonner des millions de spectateurs en chantant la Mar-seillaise ?

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

Haendel

Alicia

Ariane Auger,
Donna Brown,
Martina Musacchio
(soprano),
Della Jones (mezzo-soprano),
Kathleen Kuhlmann
(contralto),
Gregory Lehman (basse),
Jorge Lopez-Yanes (ténor),
Ensemble orchestral de Paris,
William Christie (direction),
Philippe Berling (mise en scène).

* Coproduction avec le Grand Théâtre de Genève, cet *Alicia* réunit une belle distribution, un costumier de grand talent, un chef qu'il n'est plus besoin de présenter. La mise en scène de Philippe Berling ; la conception dramaturgique de Jean-Marie Villégier. Une partie de l'équipe, donc, à qui l'on doit l'éclatante réussite de l'Alys de Lully. Une partie ?

Les Arts florissants ne seront pas de la fête. William Christie a accepté de diriger l'Ensemble orchestral de Paris. Il n'est par certain que l'on gagne au change.

Très populaire du vivant de Haendel, cet opéra dont l'histoire est tirée des sixième et septième chants du *Roland furieux*, avait, peu à peu, quitté l'affiche au profit d'autres œuvres du plus anglais des compositeurs allemands. Jusqu'à ses reprises à Leipzig, en 1928, puis à Londres, en 1937, qui devaient définitivement le réinstaller au répertoire des plus grands théâtres. (Voir notre photo légendaire, page suivante.)

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 heures (à les 22 et 24). Tél. : 40-28-28-40. De 60 F à 395 F.

Vendredi 22

Brahms

Klavierstücke op. 119
Sonate pour piano n° 3

Schumann

Klavierstücke op. 16
Vladimir Ashkenazy (piano).

Que s'est-il passé ? Tout jeune, Vladimir Ashkenazy jouait avec une aisance déconcertante qui ne faisait jamais oublier qu'il était un musicien attachant. Et puis, brutalement, au début des années 80, il s'est mis à publier des disques qui le trahissaient : sonorité métallique, froide, au point d'en être parfois repoussante (*Études symphoniques*, de Schumann ou *Balades*, de Chopin, par exemple). Pis, il a réintégré, avec l'Orchestre de Cleveland, une intégrale des concertos de Beethoven, qu'il dirige du clavier : indigne d'un tel talent. Comment a-t-il pu accepter un piano désaccordé dans le *Quatrième* ?

Bâtissez les musées de demain

Culture
Direction des musées de France

5 POSTES A L'AUTOMNE 1990

Vous avez d'excellentes connaissances en histoire de l'art, en archéologie, en ethnologie ou en histoire des sciences et des techniques. Passionné par les œuvres d'art et le patrimoine, vous avez un grand sens de l'accueil. Vous aimez la connaissance et la sensibilité, la recherche est pour vous une passion. Vous avez suivi des études d'histoire de l'art, de lettres, ou de sciences humaines. Agé de moins de 35 ans, vous êtes titulaire d'un diplôme de haut niveau (licence ou minimum).

Conservateur des musées nationaux A la fois chercheur et homme d'action, vous enrichirez les collections. Vous organiserez des expositions. Vous serez le médiateur entre le public et les œuvres. Gestionnaire, vous aurez la responsabilité d'une véritable entreprise culturelle et animerez une équipe (personnel d'accueil, de sécurité, restaurateurs, conférenciers, animateurs d'ateliers pour enfants, etc.). Bâtisseur, vous serez chargé de l'accolade d'une collection, de la muséographie, de l'architecture intérieure. Homme de communication, vous saurez accueillir les visiteurs, diriger des publics nouveaux, attirer des porteurs et des mécènes.

Le concours comporte six épreuves.
Deux épreuves à l'écrit : histoire des civilisations ; histoire de l'art ou archéologie.
Quatre épreuves à l'oral : commentaire d'une œuvre, deux épreuves de langue, muséologie.

Retrait des dossiers d'inscription et renseignements au Bureau des concours du Ministère de la Culture, 4 rue de la Banque, 75002 Paris, par courrier, ou sur place (pièce 210, de 14h à 17h), du 16 juillet au 17 septembre 1990. Le dépôt des inscriptions sera clos le 24 septembre.

Fête de la musique

Après les États-Unis d'Amérique, la Fête de la musique gagne les pays de l'Est. Moscou et Prague. Preuve, s'il en était besoin, de la pérennité de cette idée lancée par Maurice Fleuret lorsqu'il était directeur de la musique, au tout début du septennat de François Mitterrand. Martine Viard et Pierre Henry lui rendront hommage en donnant un concert à sa mémoire (Musée des arts africains et océaniques, 20 h 30).

Un peu partout en France, le 21 juin au soir, la musique envahira la ville. Des amateurs, des professionnels offriront leur talent gratuitement à ceux qui voudront bien les écouter. Rien qu'à Paris il est impossible de dresser une liste exhaustive de tous les concerts. Comment annoncer ce qui se décidera parfois au dernier moment ? Que ceux qui n'aimeraient pas musarder, partir, le nez au vent, à

la découverte, sachent tout de même que l'Orchestre des élèves du Conservatoire de Paris donnera un concert Dukas, Chabrier, Satie et Bizet sous la direction d'Alain Louvier et de Jean-Sébastien Beraud (Grande Halle de La Villette, 19 heures), qu'ensuite, à moins d'être doué du don d'ubiquité, il faudra que les mélomanes choisissent entre *Manon*, de Massenet (Salle Favart, 19 h 30), un concert Messiaen, Ravel, Berlioz, par l'Orchestre de l'Opéra-Bastille dirigé par Myung-whun Chung (Opéra-Bastille, 18 h 30) et un concert de l'Ensemble 2e2m de Paul Méfano dont le programme vraiment original (*Marche funèbre sur la mort d'un perroquet*, *Concerto pour piano et orchestre*, d'Alkan, *Des Oiseaux sur la tête*, de Beltrando), mérite le voyage à Champigny (Conservatoire Olivier Messiaen, 21 heures).

MUSIQUES

Concerto : "Comment a-t-il pu se satisfaire d'un si mauvais résultat artistique ? Que se passe-t-il ? Est-ce sa carrière de chef qui ruine ses qualités de pianiste ? Un temps, il est resté éloigné de son piano. Il y revient. Puissions-nous retrouver le Vladimir Ashkenazy que nous avons tant aimé."

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 300 F.

Dvorak
Requiem
Gabriela Benachkova (soprano), Stefania Toczyńska (mezzo-soprano), Dennis O'Neill (ténor), Gwynne Howell (basse), Philharmonie de Rotterdam, Chœurs du Festival d'Edimbourg, James Conlon (direction).

Lors de l'une des premières venues à Paris, James Conlon avait dirigé le Requiem de Dvorak, à la tête de l'Orchestre de Paris. Il avait fait grande impression sur les musiciens et sur le public. Depuis, il s'est fait plus discret, signant toutefois pour Erato quelques fort beaux disques qui n'ont sans doute pas été accueillis comme ils le méritaient. Il revient avec l'orchestre qui fut le sien. Ensemble, ils ont réalisé un remarquable travail. Le 25 juin, même lieu, même heure, l'Orchestre de Leningrad donnera *Alexandre Nevski* de Prokofiev.

Saint-Denis, 20 h 30. Tél. : 42-43-30-57. De 130 F à 180 F.

Samedi 23

Messiaen
Les Offrandes oubliées

Ravel
Daphnis et Chloé, suite n° 2

Berlioz
Symphonie fantastique op. 14
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Myung Whun Chung (direction).

Avant de s'envoler pour l'Italie, où ils vont ouvrir le Festival de Spoleto, Myung Whun Chung et les musiciens de l'Orchestre de l'Opéra-Bastille jouent Messiaen, Ravel et Berlioz. Des musiques qui généralement mettent en valeur les qualités de brillance, de virtuosité des solistes d'orchestres français.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-18-16. De 50 F à 220 F.

Schumann

Brahms
R. Strauss

Lieder
Mitsuko Shirai (soprano), Hartmut Höll (piano).
Disque après disque (son tout dernier enregistrement Capriccio-Adda consacré à des lieder de Liszt est un miracle de fraîcheur, d'inspiration), Mitsuko Shirai s'impose comme la révélation du moment. Elle chante tout le répertoire, à la perfection. Une Fischer-Dieskau au féminin ?

Maison de Radio-France, 19 heures. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.



Arleen Auger prête son éclatante et élégante voix de soprano au rôle d'Alicia, l'enchantement, dont le pouvoir magique sera vaincu par l'amour de Bradamante (Kathleen Kuhlmann) venue secourir son fiancé Ruggiero (Della Jones). Un livret d'opéra baroque, classique et assez embrouillé. Mais la musique de Händel sauve les situations les plus improbables. A voir, au Théâtre du Châtelet, les 20, 22 et 24 juin, à 20 heures.

Le 26. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. 90 F.

Le 22. New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25. Café de la Danse, 20 heures. Tél. : 48-05-57-22. De 80 F à 100 F.

Le 26. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1er. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 6. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 7. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 8. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 9. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 10. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 11. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 12. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 13. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 14. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 15. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 16. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1er. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 6. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 7. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 8. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 9. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 10. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 11. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 12. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 13. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 14. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 15. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 16. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1er. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 6. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 7. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 8. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 9. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 10. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 11. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 12. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 13. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 14. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 15. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 16. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1er. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 6. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 7. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 8. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 9. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 10. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 11. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 12. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 13. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 14. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 15. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 16. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1er. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 6. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 7. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 8. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 9. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 10. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 11. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 12. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 13. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 14. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 15. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 16. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1er. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

ARTS

RÉTROSPECTIVE ANDY WARHOL AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

L'artiste et son doute

De New-York arrive à Beanbourg la plus grande exposition jamais consacrée à l'artiste américain disparu en 1987. C'est l'occasion de mesurer l'envergure de son œuvre au-delà des apparences du « personnage », du dandy qui régnait à Manhattan, exerçant son magnétisme sur le monde underground. Non sans cynisme, non sans interrogations sur lui-même.

ANDY Warhol, le pape du pop et empereur de l'Amérique des sixties, portait ostensiblement des perruques de différents gris argentés tirant sur le platine, avant que la coiffure — raie à gauche, mèche raide tombant sur le sourcil droit — ne vire à l'effet tête-de-loup en matière plastique. Son personnage de dandy à toute heure du jour et de la nuit, il l'a fabriqué, calculé, ajusté à sa silhouette fragile, à son teint rose pâle d'albinos (qu'il n'était pas), usant du fard à joue, se maquillant les yeux parfois, se parfumant au N°5 de Chanel (comme Marilyn) ou au Shalimar de Guerlain, décorant un temps ses bas de pantalons et ses chaussures d'éclaboussures de peinture, portant en haut veste de cuir ou, en cas de soirée mondaine, smoking et lunettes jaunes. Ou encore s'arrangeant pour qu'il y ait assez de petits accros dans ses pantalons de sorte que l'on voit le vert tilleul, le rouge cerise ou le jaune des collants de danseur qu'il mettait en dessous.

L'abondante littérature sortie depuis la mort de l'artiste, en 1987, n'omet pas ce genre de détails sur les dessous-dossus de sa personne, de l'évocation de la couleur éclatante des corsets orthopédiques que Warhol dut porter après qu'une déséquilibrée, en 1968, lui eut tiré plusieurs balles dans le corps, jusqu'à ses nombreux liftings. N'est-ce pas exactement ce que souhaitait Andy : donner de lui l'image d'un montage artificiel derrière lequel il n'y avait rien, rien à voir, rien à prendre. Pour mieux garder le secret de sa vraie vie, de sa vraie nature ? Toujours est-il que brouillant les pistes de son enfance, dissimulant son âge et ses origines (celles d'un fils d'émigrés tchécoslovaques ayant vécu pauvrement dans un ghetto de Pittsburgh), il déclarait à la presse, en 1967 : « Si vous voulez tout savoir sur Andy Warhol, vous n'avez qu'à regarder la surface de mes peintures, de mes films, de moi. Me voilà. Il n'y a rien dessous ».

Soit ! Mais ne s'empresse-t-il pas, aussi, d'entretenir le doute sur l'an-dé-là de sa surface ? Notamment en publiant, en 1975, sa *Philosophie*, une somme de fausses confidences, truffées de frivolités et de remarques impertinentes sur la société de consommation. Il y explique sans l'expliquer — entre autres choses, son désir d'être un « businessman de l'art » — pourquoi il s'est teint les cheveux en gris à vingt-trois ou vingt-quatre ans. « Les problèmes de vieux me paraissent plus faciles à affronter que les problèmes de jeunes. J'ai donc décidé d'avoir les cheveux gris pour que personne ne sache quel âge j'avais, et pour paraître plus jeune à leurs yeux qu'ils ne croyaient que je l'étais en réalité (...) Quand vous avez les cheveux gris, tout ce que vous faites paraît « jeune » et « vif », au lieu d'être tout bêtement actif. C'est comme l'acquisition d'un nouveau talent ».

Et ce doute bien entretenu par Warhol, ex-jeune artiste à problèmes, qui soigna son look, s'arrangea



« Autoportrait », 1978.

pour renouveler tous les quarts d'heure son quart d'heure de célébrité, par ses excentricités, ses réparties, ses provocations, ses sujets vendeurs, et qui fit de lui une œuvre indissociable de sa production, un produit immédiatement consommable, ce doute n'est-il pas le reflet de quelque authenticité tapie dans le chef-d'œuvre médiatique, prise dans la peau de ce « médium des médias », comme quelqu'un de son entourage l'a qualifié ?

« Je suis sûr, dit encore Warhol (toujours dans ses fausses confidences), qu'en regardant dans le miroir, je ne verrai rien. Les gens disent toujours que je suis un miroir. Si un miroir regarde dans un autre miroir, qu'est-ce qu'il peut bien voir ? » Là est en effet la question. Celle de la personne Andy Warhol, de sa substance, derrière le personnage de faux grand gosse mâchonnant du chewing-gum, adorant les bonbons, la gloire immédiate, l'argent (lui permettant d'acheter des bonbons), et qui, pour ce faire, fit de sa Factory (47^e rue — 3^e avenue, Manhattan), haut lieu, dans les années 60, de la contre et sub culture pop, dont les murs, le sol, les tuyaux, étaient recouverts de peinture ou de papier argent, une usine de surproduction d'images vendues très cher : 25 000 dollars le portrait tiré d'un agrandissement de polaroid.

Qui est Andy, ce champion de l'art du commerce de l'art ayant fait son nom sur des grandes marques : Coca-Cola, Campbell, Elvis, Marilyn, et fait de son nom un article de commerce bien distribué et coté fort sur le marché ? Un grand artiste, au fond, qui a eu assez de flair pour capter avant tout le monde l'air

du temps ? Ou rien qu'un opportuniste cynique doué d'un magnétisme assez puissant pour qu'exerce de son vivant sur ses « mignons », comme il disait, ce pouvoir continue d'agir sur les nouvelles générations impatientes de gloire ?

La rétrospective de son œuvre, qui nous arrive de New-York, nous aidera peut-être à dissocier le phénomène de société d'une création qui en épouse les formes, les contenus, les mécanismes ; à faire la part sur l'écran de poudre fluo, de ce qui peut résister à l'épreuve du temps ; à distinguer au-delà des flashes et des surfaces, la densité des ombres ; à voir si Warhol aurait dû signer la confession d'Oscar Wilde (à Gide) : « Je n'ai mis que mon talent dans mon œuvre. Mon génie est dans ma vie ».

GENEVIÈVE BREERETTE

* Rétrospective Andy Warhol, Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou, du 21 juin au 10 septembre.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (date vendred), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

César à la Défense

De César, maître incontesté du recyclage artistique des produits industriels, on connaissait les compressions de voitures. On découvrira cette fois les compressions de papiers, des tonnes et des tonnes de papiers en balles éparpillées et maintenues par des rubans de métal.

Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 45-00-15-98. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Du 20 juin au 5 septembre.

Rodin et la caricature

De Caran d'Ache à Claire Bretécher, caricaturistes d'hier et bédésistes d'aujourd'hui se retrouvent chez Rodin, pour avoir exercé leur talent d'humoriste sur l'image de l'auteur scandaleux du Balzac, ou raconté sa vie à la façon d'un pastiche libertin. Pendant l'été, on peut aussi voir dans le jardin de l'hôtel Biron, pris entre deux rangées de tilleuls, l'hommage au maître de François Morellet.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 45. Du 26 juin au 30 septembre. 20 F.

Andy Warhol, rétrospective

Lire noire article ci-contre.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-53. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés, de 10 heures à 22 heures. Du 21 juin au 10 septembre.

Warhol à Lyon

En cent sérigraphies de la collection Luciana Sonnabend.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 26 août.

Fécomp

Georges Braque

Estampes, livres illustrés, pointes sèches, eaux-fortes, lithographies et bois : une importante rétrospective de l'œuvre gravé de Braque, en cent soixante pièces. Où l'on voit que le matériau dicte la forme à l'artiste, qui n'est plus peintre lorsqu'il manipule encres, planches et acides.

Centre culturel du palais Bénédicte, 110, rue Alexandre-le-Grand, 78400. Tél. : 35-28-00-06. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Du 23 juin au 6 septembre.

Calais

Anthony Caro

De cet excellent sculpteur anglais, rallié depuis trente ans à la cause abstraite et spécialiste dans le métal, l'exposition propose un ensemble d'œuvres majeures anciennes et récentes, ainsi qu'un choix de petites pièces ludiques.

Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-52-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Du 23 juin au 10 septembre.

Toulouse

Antonio Saura

C'est la première fois que l'on peut voir en France une exposition d'envergure consacrée à Antonio Saura, l'une des grandes figures de la peinture contemporaine espagnole. Elle est conçue autour de quatre thèmes essentiels dans l'œuvre de l'artiste : les femmes, les crucifixions, les portraits imaginaires de Goya, les foules.

Musée d'art moderne et contemporain, 69, rue Pargaminière, 31000. Tél. : 61-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 h 30 à 18 h 30. Du 22 juin au 23 septembre. 10 F.

GALERIE DENISE VALTAT
59, rue la Boétie, 75008 PARIS - 43 59 27 40
E. de VILLAINES
du 6 au 27 juin

Les compagnons du tourisme intelligent

GUIDE DES MUSÉES DES ENVIRONS DE PARIS

GUIDE DE LA FRANCE IMPRESSIONNISTE

GUIDE DES STATUES DE PARIS

GUIDES VISUELS HAZAN
PRIX : 98 F

GALERIE JEANNE-BUCHER 53 RUE DE SEINE PARIS VI
WAKAKO

Château d'Ecouen

Invitation au bal

Le 21 juin, pour la Fête de la musique, le Château d'Ecouen vous invite à découvrir la musique et les danses de la Renaissance.

A partir de 18 H30, des concerts et des danses par la compagnie Maître Guillaume, l'ensemble Dulzianas, John Wright et Catherine Perrier, et les chorales de Domont, Montmorency, Persan et Sarcelles.

A partir de 22 H, continuez-vous ou revêtez vos plus beaux atours pour le bal Renaissance.

Château d'Ecouen, Musée national de la Renaissance, à 19 km de Paris par la Porte de la Chapelle, Autoroute A1, sortie Pierrefitte, direction Beaurains (N1), puis direction Chantilly (N16). Autobus : ligne 13 jusqu'à Saint-Denis Porte de Paris puis autobus 268 B. Tél. : (1) 39 90 04 04

L'Ambassade du Mexique présente

ABEL QUEZADA

Galerie de Nesle
8, Rue de Nesle-75006 Paris

DU 1 AU 30 JUIN 1990
TOUS LES JOURS DE 11 H À 20 H.
ENTRÉE LIBRE

Editeur
langues des affaires

SÉLECTION
PARISArt précolombien
du Mexique

L'art des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, tolèque et mixtèque, présenté avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. Les pièces venues du Musée ethnographique de Mexico, en particulier, sont souvent splendides. Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 juillet. 33 F.

James Ensor

Visionnaire, angoissé, macabre et burlesque, célèbre mais inconnu, James Ensor, le peintre d'Ostende qui naviguait entre masques tristes et crucifixions, est salué au Petit Palais. En une rétrospective réunissant cent peintures et cent cinquante dessins et gravures. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-68-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Visites-conférences les samedis et samedis à 14 h 30 (22 F). Jusqu'au 22 juillet. 28 F.

« Extraits »
de la collection
du Musée
de l'Élysée

L'éclectisme sert de lien à cette collection qui réunit, en cent soixante images arbitrairement choisies, des auteurs modernes, classiques et réalistes pour la plupart. Mais peu d'opérateurs suisses. A noter une vignette d'Adolphe de Meyer, un paysage en couleur de Brassaï, un triptyque de Pierre Molinier, un gros plan de Lerski et Beckett par Marc Trivier.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. Tél. : 42-71-38-58. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 juillet.

Frère Castiglione,
peintre
de l'empereur
de Chine

Giuseppe Castiglione, né à Milan en 1688, était frère jésuite et peintre. L'une de ses spécialités : le portrait, en particulier celui de l'empereur de Chine, Qianlong, dont il fut, sous le nom de Lang Shining, l'un des familiers.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-69. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 45. Jusqu'au 16 juillet. 16 F.

André Kertész

Portraits, ateliers d'artistes, reportages, publicités, scènes de genre, distorsions... En deux cents photographies extraites de la donation Kertész, une approche synthétique de l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936, puis à l'époque contemporaine, par un enchanteur emerveillé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 20 août.

25 F (comportant l'ensemble des expositions).

Jacques-Henri
Lartigue

Une sélection de rivages de Trouville, Biarritz ou de la Côte d'Azur témoignent de l'attachement de cet éternel adolescent aux sites balnéaires. Synonymes de vacances, de jeux et de douceur de vivre, ils traduisent sur près d'un siècle l'amour des femmes, l'élégance et la flânerie, mais aussi le goût de la liberté, de la méditation et du mouvement.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-56-37-11. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 août. 12 F.

Le Guerchin
en France

Le Louvre n'a pas attendu 1991 pour fêter le quatrième centenaire de la naissance de Giovanni Francesco Barbieri dit « Il Guercino » ou « Le Louche ». Vingt tableaux et trente-six dessins du peintre, « le plus moderne » et « le dernier des grands peintres » (pour Stendhal), vont en effet être présentés au pavillon de Flore pendant plusieurs mois. Toutes les œuvres proviennent des collections publiques françaises.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Conférences les 25 et 28 juin. Visites-conférences les samedis à 15 h 30. Jusqu'au 12 novembre. 27 F (ticket d'entrée au musée).

L'Estampe
de Picasso
à Soulages

La ville de Charenton a projeté d'ouvrir, en 1992, un musée de l'estampe. Elle nous l'apprend en proposant, dans le pavillon du dix-septième siècle qui tient lieu de mairie, une belle exposition de planches signées Braque, Masson, Calder, Chagall, Miro, Derain, Hartung, ou Giacometti.

Hôtel de ville, pavillon d'Antoine de Navarre, 48, rue de Paris, Charenton-le-Pont. 94000. Tél. : 43-58-62-60. Tous les jours de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Jules et Paul
Marmottan
collectionneurs
prestigieux

Curieusement, depuis la création du musée, en 1934, aucun hommage n'avait encore été rendu à Jules et Paul Marmottan collectionneurs. C'est désormais chose faite. En quatre-vingt œuvres : tableaux de primitifs allemands, flamands et italiens que recherchait Jules Marmottan ; peintures, dessins, gravures de l'époque napoléonienne, dont Paul était spécialiste.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Dorville, Paris 16^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 1^{er} octobre. 25 F.

Nemours

L'exposition se propose de présenter l'itinéraire de ce peintre abstrait géométrique dans ses dimensions les plus

radicales : à travers les œuvres sérielles en noir et blanc, ainsi que les peintures en aplats colorés de couleur réalisées ces dernières années.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Bermyer, Paris 8^e. Tél. : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juillet. 10 F.

Pièces d'échecs

Une sélection de pièces d'échecs parmi les plus anciennes et les plus célèbres du Moyen Âge, ainsi que des jeux signés par des grands artistes contemporains. La rencontre, en somme, de Charlemagne et Marcel Duchamp.

Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. Tél. : 47-03-93-30. Tous les jours de 13 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 septembre. 20 F.

Tableau multiple
du Moyen Âge
au XX^e siècle

Le Moyen Âge a inventé le tableau multiple à volets

mobiles ou fixes, pour les besoins du culte, par besoin d'images. Après deux siècles d'oubli, le dix-neuvième siècle en a exploité les ressources à diverses fins : il faisait fureur chez les préraphaélites et chez les nabis. Le vingtième siècle parfois y a recouru, pour combiner des figures, ou raconter des histoires de formes, ou mettre en forme des idées abstraites. Le Louvre en présente une soixantaine, d'hier à aujourd'hui.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi 12 heures à 21 h 45. Visites-conférences les lundi et mercredi à 19 h 45, le vendredi à 16 h 30. Jusqu'au 23 juillet. 25 F (possibilité de billets couplés avec le ticket d'entrée au musée).

Sculptures
françaises
néo-classiques du
Musée du Louvre

Pajou, Houdon, Rude, David d'Angers et bien d'autres. Soit quatre-vingt-neuf sculptures, pour une exposition du Bénédictin qui, après un périple en Allemagne, est finalement présentée au Louvre.

Musée du Louvre, galerie et aile Mollien, entrée par la pyramide, direction Denon, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 45. Nocturne le mercredi et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Jusqu'au 31 décembre. 27 F (prix d'entrée au musée).

Alvaro Siza

Les projets dessinés depuis dix ans par cet architecte portugais d'envergure internationale, mais qui n'est guère connu en France. Praticien plus que théoricien, ayant à ses débuts cherché des modèles forts tels que Wright, Gaudi et Aalto, il met en œuvre des données multiples, complexes et contradictoires, en vue de produits parfaitement cohérents et équilibrés.

Centre Georges-Pompidou, galerie des dessins d'architecture, place Georges-Pompidou,

Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 septembre.

Joseph Wright
of Derby

Joseph Wright, peintre anglais du dix-huitième siècle peu connu en France, se plaisait à peindre des sujets nouveaux, par exemple des scènes scientifiques, qu'il associait à un traitement pictural de la lumière à la Caravage, justifiant sans équivalent au siècle des Lumières.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 23 juillet. 25 F.

GALERIES

Au temps
des nabis

Des œuvres de Bonnard, le « nabi très japonais », de Vuillard, de Maurice Denis, le « nabi aux belles icônes », de Maillol, de Sérusier, le « nabi à la barbe rutilante », de Roussel, de Verelst, le « nabi obéissant », de Ranson... beaucoup de dessins, de choses rares.

Galerie Huguette Barès, 25, quai Voltaire, Paris 7^e. Tél. : 42-61-27-91. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Ellen Brooks

Après les installations miniatures avec des poupées, les tableaux néo-picturalistes de cette Américaine de quarante-trois ans mettent en scène des jardins la nuit, tirés de rêves spécialisés, retouchés, agrandis, filtrés, qui recréent une atmosphère de drame étrange comme chez Hitchcock ou Antonioni.

Galerie Artforum, 9, av. Montpou, Paris 8^e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 13 juillet.

Galerie Unis et Orbi, 48, rue de Turanne, 2^e étage, escalier B, Paris 3^e. Tél. : 42-74-58-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin.

Hommage
à Torres-Garcia

Peintures, travaux sur papier, constructions des années 1928 à 1948. Avec un accent tout particulier sur la période parisienne : huit ans au cours desquels l'artiste uruguayen conçut l'essentiel du grand alphabet universel qu'est son œuvre.

Galerie Morvan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1^{er}. Tél. : 42-98-37-96. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

Alain Jacquet

Un joueur qui s'est fait connaître dans les années 1928 par ses détournements de *Déjeuner sur l'herbe*, et qui, aujourd'hui, solitairement, peint des figures charnelles, cosmiques et intemporelles. Mais l'exposition propose un autre aspect de sa création : des sculptures dérivées, que Jacquet qualifie, modestement, de « dessins du soir ».

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 juin.

Le Belvédère
Mondargues

Mandariques et ses peintures. Cet hommage situe le champ des options artistiques de l'écrivain, qui est vaste et s'étend, au-delà du surréalisme auquel il a été étroitement mêlé, à toute forme de création « subversive ». Par exemple à l'art maniériste et à l'œuvre de Jean Dubuffet.

Galerie Artforum, 9, av. Montpou, Paris 8^e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 13 juillet.

Picasso est, cet été, l'invité du château de Tanlay (Yonne). Les Picasso des fêtes de femmes et des portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, et celui des eaux-fortes particulièrement réjouissantes de la série (compiète) des *Degas dans la maison Teller*.

Aix-en-Provence

Sainte-Victoire
Cézanne 1990

La Sainte-Victoire est meurtrie : le site a brûlé pendant trois jours, l'été dernier, et l'on cherche à réparer le mal. L'exposition Cézanne peut y aider. Qui rassemble un grand nombre de vues, peintures et aquarelles de la montagne, de la citerne, du château Noir. Grâce aux prêts de musées américains, suisses, français...

Musée Granet, place Saint-Jean-de-Matte, 13100. Tél. : 42-38-14-70. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 septembre. 40 F.

Valence

Mark di Suvero,
sculptures
monumentales

Valence a livré ses places, ses rues, son musée, au sculpteur américain Mark di Suvero, un maître dans l'art d'articuler, suspendre, tendre des poutrelles d'acier dans l'espace, avec force, mais sans agressivité.

Espace urbain de Valence, Musée Médiéval, CRAC, 26000. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 août.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette, Sélection « photo » : Patrick Rogiers

RÉGIONS

Strasbourg
Charles Filiger

On connaît encore mal l'œuvre de ce symboliste épris d'absolu, qui fut l'un des voisins de palier de Gauguin au Pouldu, peignait avec conviction des scènes religieuses dans des paysages bretons, opta pour le cloisonnisme, s'enferma, après 1900, dans la solitude et le mysticisme.

Musée d'art moderne, ancienne boucherie, 5, place du château, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Mémoires
d'Égypte

C'est l'hommage de l'Europe à Champollion, pour célébrer le bicentenaire de sa naissance. En grand : plus de trois cents pièces inédites, dont beaucoup furent découvertes et acquises par Champollion lui-même. Tous les musées européens riches en collections d'égyptologie participent à cette exposition qui, après Strasbourg, viendra à Paris, puis à Berlin-Ouest.

Eglise Saint-Paul, place de l'Université, 67000. Tél. : 88-35-74-22. Tous les jours de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 7 octobre. 35 F.

Dijon
La peinture
en Bourgogne
au XVI^e siècle

Un regroupement d'une cinquantaine de tableaux, volets ou fragments de retables jusqu'ici oubliés, souvent au fin fond d'églises humides, parce que d'une période moins brillante, moins glorieuse que le siècle précédent. Mais que l'on commence à étudier et à sauver par de vastes campagnes de restauration. A noter, également à Dijon, la réouverture du Musée Magnin fermé depuis un an pour travaux.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-30-31-11. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 20 à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 août. 9 F (prix d'entrée du musée).

Tanlay

Picasso

Voir notre dessin légende ci-contre. Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Aix-en-Provence

Sainte-Victoire
Cézanne 1990

La Sainte-Victoire est meurtrie : le site a brûlé pendant trois jours, l'été dernier, et l'on cherche à réparer le mal. L'exposition Cézanne peut y aider. Qui rassemble un grand nombre de vues, peintures et aquarelles de la montagne, de la citerne, du château Noir. Grâce aux prêts de musées américains, suisses, français...

Musée Granet, place Saint-Jean-de-Matte, 13100. Tél. : 42-38-14-70. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 septembre. 40 F.

Valence

Mark di Suvero,
sculptures
monumentales

Valence a livré ses places, ses rues, son musée, au sculpteur américain Mark di Suvero, un maître dans l'art d'articuler, suspendre, tendre des poutrelles d'acier dans l'espace, avec force, mais sans agressivité.

Espace urbain de Valence, Musée Médiéval, CRAC, 26000. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 août.

GALERIE DROUART
GALERIE DROUART, 16, RUE DE LA GRANGE-BATELIÈRE 75009 PARIS
EXPOSITION
QU'EST-CE QUE LE MUSICALISME ?
DU 7 JUIN AU 20 JUILLET 1990

Ceci n'est pas
un art
d'Art
Belge
EXPOSITION
CENT ANS D'ART BELGE
Collection du Crédit
Communal de Belgique
Grande Arche de la Défense
(Séde)
12 JUIN - 26 AOUT 90

21 JUIN GRAND PALAIS 25 JUIN
COMPARAISONS
ART ACTUEL
FRANCE-JAPON
TARIF REDUIT
Mise en œuvre : 20 F (tarif de 20 F)

Jeudi, 21 juin